r
onia
sen

<36603028630015

Maria Antonia Walpurgis,

Churfürstin zu Sachsen,

geb. kaiserliche Prinzessin in Bayern.

Beiträge
zu einer Lebensbeschreibung derselben,

von

Dr. Carl von Weber,
Ministerialrath, Director des Haupt-Staatsarchivs zu Dresden.

Zweiter Band.

(Als Manuscript gedruckt.)

Dresden,
Druck von B. G. Teubner.
1857.

Inhalt des zweiten Bandes.

Inhalt des zweiten Bandes.

Siebenter Abschnitt.

1772—1775.

Reise nach Italien ꝛc.

Maria Antonia kam von ihrer Reise im October 1771 nach Sachsen zurück zu einer Zeit, wo dort in Folge des Mißwachses der Feldfrüchte große Noth herrschte, die sich zu Anfang des Jahres 1772 bis zu furchtbarem Elend steigerte. Die verw. Churfürstin that nach dem übereinstimmenden Zeugnisse der Schriftsteller, welche jener traurigen Zeit gedenken *), was sie konnte, um die Noth zu lindern und ließ 1771 und 1772 unter mehr als 300 Arme eine Art Mehlsuppe, soupe Dauphinoise austheilen, wegen welcher sie auch nach München correspondirte, über deren practischen Nutzen wir aber die Ansichten getheilt finden, wie denn u. a. v. Trebra (Bergmeister Leben und Wirken in Marienberg S. 153 fl.) erzählt, daß die Wundersuppe sich bei

*) U. a. Hasche diplom. Geschichte Dresdens. Th. V. S. 4. Klemm, Chronik der St. Dresden. S. 485. Gretschel, Geschichte des sächs. Volkes. Th. 3. S. 224.

den Bergleuten nicht bewährt, indem 4 Häuer vom Freiberger Hilfsstollen nach vollbrachter 4stündiger Schicht doppelte Portionen davon verzehrten und doch nichts weniger als gesättigt waren.

Mochte Maria Antonia's Reiselust durch den Versuch im Jahr 1771 geweckt worden sein, mochten ihr die am Schlusse des vorigen Abschnittes berührten Verhältnisse, den Aufenthalt in Dresden verleiden, oder kam ein vielleicht seit lange gehegter Plan endlich zur Ausführung, wir sehn sie schon Ende März 1772 wieder auf der Reise, um Dresden nun während mehrerer Jahre nur auf kürzere Zeit wieder zum Aufenthalt zu wählen. Sie ging zunächst nach München.

Ein jedenfalls von dem sächsischen Residenten zu München, Legationssecretair Unger redigirtes fortlaufendes journal de ce qui s'est passé à la cour de Munic, welches aus dieser Zeit vorhanden ist, meldet unter dem 26. März 1772: „Ce fut dimanche à 6½ heures du soir, que nous eumes le bonheur, de voir arriver ici, S. A. R. Mad. l'Electrice mere, en parfaite santé. Toute la cour fut ce jour en riche gala et sa reception se fit avec toutes les distinctions dues à son rang. Un detachement de la cavallerie l'attendit à une certaine distance de la ville et lui servit d'escorte à son entrée, qui se fit au bruit du canon; le regiment de la garde à pied se trouva rangé en haye depuis la porte de la ville,

jusqu'à celle du chateau Electoral, ou la garde du corps à pied et à cheval, forma une autre haye jusqu'au grand escalier. C'est la que S. A. S. l'Electeur de Baviere reçut S. A. R. à la portiere du carosse et qu'il l'embrassa avec une tendresse inexprimable. LL. AA. RR. Mad. l'Electrice de Baviere et Madame la Marggrave duairière de Baade Baade, ainsique Mde la Duchesse Clement, l'attendoient au haut de l'escalier etc. Lundi la cour se trouva au spectacle Italien ou l'opera buffa, il barone di Torre forte fut representé sur le vieux theatre."

Diese Oper machte damals in München großes Aufsehn; sie war, wie uns dieselbe Quelle meldet, von dem „Sr. Michel, jeune homme de Munic, boiteux, lourd, nigaud même en apparence, mais que l'on compare deja, pour la musique en quelque facon à Hasse. L'Electeur voudroit le faire voyager en Italie, mais le jeune homme a de la peine à s'y resoudre, parcequ'il est fort timide et qu'il croit, qu'il y va de sa vie."

Unter dem 29. März 1772 bemerkt das Journal: „Jeudi S. A. S. l'Electeur de Baviere regala S. A. R. Mad. l'Electrice Sa soeur de la même fête, qu'il a donnée à Mad. la Dauphine à son passage par Munic, en faisant representer sur le nouveau theatre l'operette intitulè, l'Eroe Cinèse. Vendredi S. A. R. assista le matin en habit d'esclave de la S^te.^ Vierge

aux actes de devotion d'usage dans l'eglise des Theatins, accompagnée de Mad. l'Electrice de Baviere et de toutes les dames du dit ordre et se trouva le soir à l'oratoire qui fut representé au vieux theatre de la Cour."

Am 29. März 1772 Abends verließ Maria Antonia München, um ihre Reise nach Italien, die in Druckschriften unrichtig in das Jahr 1775 verlegt wird, fortzusetzen, begleitet u. a. von der Gräfin Törring Jettenbach und einem Baron Gugemos, der auf eigne Kosten sich anschloß. Ueber die Reise selbst glauben wir nichts Besseres geben zu können, als Mittheilungen aus ihren eigenen Briefen an ihren Sohn, den Churfürsten. Sie schreibt:

„Rovoredo 1 Avril 1772.

J'arive dans ce moment icy et me presse de Vous ecrire puisque je ne scai si j'en aurai le tems a Verone ou je compte d'ariver demain, je me port bien et ne suis point du tout fatiguèe, quoique je me suis coucher hier pour la premiere fois. Nous avons grimpè des montagnes sans fin, mais nous voila a la fin a la porte de ce beau jardin que j'ay tant desire de voir. La bella, la cara Italia, l'eau viendra a la bouche a Contino (Bezeichnung für Graf Marcolini, unter welcher er mehrfach vorkommt), lorsqu'il me scaura dans sa chere patrie etc.

Fano ce 9 Avril 1772.

Mon tres cher fils, Me voila enfin arrivez a Fano, apres avoir essuye des chemins si fangeux, que j'ay mis deux jours et presque deux nuits pour ariver de Verone a bologne. A 8 h. du matin j'y ay trouve le frere de notre chere Contino, qui m'a temoigne une si grande joye de me revoir, que j'en ay été veritablement touchee. Depuis ce moment je suis sous sa direction et ne m'embarasse plus de rien. Vous ne scauriez croire touts les honeurs que j'ay recu, partout au point d'en etre embarassee. A bologne le Cardinal legat est dabord venu chez moi: a Pesaro le president qui est un monsignor et venu avec toutte la noblesse, me prendre en carosse hors de la ville et j'y ay passe au bruit du canon, accompagner des gardes du Pape, enfin j'ai fait une entrèe public, fecote (fagotèe) comme une servante de cuisine et honteuse comme un chien. Me voila enfin chez moi, chez mes chers Marcolini. Le baili a fait ma conquette: j'ay fait une journee de chemin en carosse avec lui, vous ne scaurez croire avec quelle cordialite avec quelle jouye il m'a chez luy, aussi bien que la contesse, qui a milles prevenances pour moi. Je n'ay encore rien pu voir de ces environs, n'etant arrivee que hier, mais je garderais la lettre pour Contino pour demain au soir, affin de lui

rendre conte de tout. Je suis fachee de ne pouvoir m'areter que deux jours ici et je comprends toutte l'etendue du sacrifice, que Contino vous fait, de ne pas chercher de le revoir de tems en tems, car en verité lorqu'on est une fois dans sa chere patrie, on a bien de la peine d'en sortir et touts les autres pays perdent bien par la comparaison. je n'ay pas encore eu chaud, au contraire j'ay beaucoup soufferte du froid et me suis deja done une indigestion en fruits de mer, mais je me porte bien. Aimez moi toujours cher frere (sic) je vous aime de tout mon coeur etc.

Rome ce 25 Avril.

etc. J'ai vue le Pape, il m'a comble de bontes et je puïs dire d'amitie, il n'y a pas de jours, qu'il ne me done de nouvelles marques de sa tendresse vraiment paternelle. C'est le prince le plus respectable, le plus spirituel et le plus aimable que je conoise, mais une chose que je vous dis dans la plus grande confidence, et qui m'a extremement frappèe, c'est de voir a quel point les jesuittes sont mal ici: cela est au point que mon pauvre Pere Creutel (Kreitl, der Beichtvater der Churfürstin), n'a pas seulement ose baiser les pieds au Pape, que l'entrée de Son palais leurs est deffendue, et qu'ils sont pour ainsi dire banîs de la cour; ils se flattent que le Pape fait tout cecy par

politique et pour les conserver, je le leurs laisse croire, mais malheureusement j'ay des preuves du contraire, mais je Vous prie de n'en parler a personne surtout au Pere Herz, car je ne voudrais pas le chagriner avant le tems, et de bruler cette lettre des que vous l'aures lue. Du reste le St. Pere m'a parle de vous avec la plus grande tendresse, il m'a questione sur touts mes enfants et si vous pouviez envoyer Antoine icy à la fin de cette annee, dans ces moment, ou je suis encore fraichement gravee dans la memoire du Pape, je suis persuadee que nous trouverions touttes les aisances possibles pour son etablissement, car j'ay tout ce qui a le plus de credit a Rome pour moi. L'affaire de mes finances est commencé et va le mieux du monde, si je recois la lettre de change, dont vous m'avez flatte je serois encore au dessu de mes affaires à la fin de cette annee et Contino recevra presque tout mes diamants a vendre etc.

Naples ce 4 Mai.

Mon tres cher fils, je ne vous ecris que deux mots car on n'a pas le tems de respirer icy, je suis du reste fort content de mon sejour icy. Le Roi est tres aimable, aussi bien que la Reine et je suis aussi a mon aise avec eux, qu'avec vous. J'ay dine et soupe hier avec le Roy à la campagnarde, j'ay été a sa maison de paille et je

croyais etre a l'isle de Contino, il n'y manquait que le Stechschlitten du reste on y etoit tout aussi gaye et sans facon. Je travaille a force pour vous envoyer des diamants autant que je pourrais: j'ay deja envoye a Genes ce qu'il faut pour les billets, mais il faut que Contino pense aussi en vendant les diamants qu'il me faut a la foire de St. Michael 10000 pour le Baron Schulenburg et 25000 pour les autres billets, qui seront echus vers ce tems, c'est ce qu'il faut rembourser avant que de penser aux diamants d'holande que je comptois que Vous degageriez, *les ayant engage pour Vous.*

Rome ce 12 Mai.

etc. Ah que ne donerai je pas pour vous avoir avec moi. Vous seriez adore, Vous vous plairies et vous veries qu'on peut etre gaye, jouir de la vie et de la societe, sans rien perdre de la grandeur, qui convient au grand, on ne les respecte pas moins pour cela und es ist nicht das steiffe Wesen unsers Vatterlandes ꝛc.

Venise ce 30 Mai.

etc. Pour Contino il faut qu'il Vous soit bien parfaitement attaché, pour Vous sacrifier l'unique sejours ou l'on jouit reellement de l'age d'or, cet age pur, ou la liberté se trouve reuni avec l'inosence, ou l'on peut aimer sans crime et vivre à sa facon, sans etre expose à la critique des me-

chants et de bigots. J'avoue, que je ne puis oublier Rome et que sans l'amour tendre, que j'ay pour ma famille, rien ne m'en auroit arachee. J'y etois adoree et je m'y suis plus on ne scauroit d'avantage. Mais revenons a nos affaires. j'aprouve le choix que vous avès fait de l'agraffe et j'en approuve touttes les raisons. j'ay recue la lettre di rinunzia et ay envoyéz hewald a genes pour degager les premiers paquets: tout mes diamants sont a Rome pour faire plus vite et je vous enveray de munic touttes celles, que hewald me raportera, en attendant j'espere que les billiets de la chambre seront arrivéz, quant a la lettre de change, pourvue que les interets soyent payés a cette foire de paque et les capiteaux, que j'ay pris sur lettre de change, dont l'un est de 1000 Ducats et l'autre de 200 carolin, et si vous pouvés degager entre icy et trois mois les diamants d'Holande cela revient au meme. enfin, cher fils, je met toutte ma confiance en vous. vous voyés que je fais tout mon possible, pour aranger mes affaires, ainsi j'espere que vous me seconderéz a votre tour pour le payement des deptes, *que je n'ay fait que pour vous etc.*

Venise ce 6 juin 1772.

Mon cher fils, je recois a l'instant Votre chere lettre, je ne scais ou les mienes sont resté, car

je vous ay exactement ecrit de partout ou j'ay pu et exactement touts les 8 jours de Rome. vous me demandé un detail exacte de ce que j'ay decouvert au sujet des jesuittes, je vais le faire mais que ce ne soit que pour vous seul. j'ay trouvés qu'ils ont de plus grands ennemis a Rome qu'en espagne, que parmi les Cardinaux la plus grande moitié est contre eux, qu'outre que tout accès a tout ce qui est palais du pape leurs est deffendu, au point qu'on a trouvés mauvais que le mien m'a suivi au vatican ou le pape n'etoit pas, que lorsque s'etant voulu mettre sur l'escalier de la tribune on est venu me prier au nom de dieu de le rapeler qu'il ne paroisse pas au public, il n'a pas osé se presenter pour baiser le pied du pape, ce qui a etez accordez a tout les lutteriens de ma suitte, de plus par un mot qui est echapé au pape dans la conversation qu'e j'ay eu avec luy tete a tete, je me suis apercue, que luy personellement ne les aime pas et j'ay apris par un discours du secretaire d'etat, qui est vrajement mon ami, qu'il a presqu'étés dans le cas de me justifier auprès du pape, pour avoir pris un jesuitte avec moi. On m'a retenu tant qu'on a put, d'aler meme dans les eglises des jesuittes, de peur a ce qu'il m'a paru, qu'on ne me croje de leurs parthie et que cela ne fasse une mauvaise impression contre moi, et ce

sont les prelats les plus respectables de Rome. Je n'ay pu y parvenir que peu de jours avant mon depart, et encore aye du aler le meme jours dans une autre eglise, pour que dans le compte qu'on en rendroit au pape, n'eut pas l'air d'une demarche, que j'avois fait uniquement pour eux. Ce qu'il y a de pire, c'est qu'on attend tout les jours un envoyé d'espagne qui doit aporter l'ultimatum de ce que le Roy exige du Pape et qui doit demander sechement un oui ou un nom, et l'on croit que si l'on en est quitte pour la supression de jesuittes, on en sera quitte a bon marchés, puisque les pretentions vont baucoup au dela, et que ce ministre est un home dur qui ne rabatra pas d'une sillabe de ses pretentions. Tout ce que j'ay pu remarquer dans tout cecy, c'est que l'on se croira quitte à bon marchéz, si l'on peut faire la Paix avec l'espagne en sacrifiant les jesuites, et qu'on est plus embarassés du *quomodo* que du *an*. Come je puis me tromper dans mes conjectures, et que dans une couples de mois*) tout cecy doit se decider, je vous prie de ne prendre ce que je vous ecris, que pour une marque de mon entiere confiance en vous, de n'en parler a qui que ce soit,

*) Die Aufhebung der Jesuiten erfolgte bekanntlich durch ein Breve vom 21. Juli 1773. Maria Antonia hatte sich also nicht getäuscht.

et de ne tirer aucune consequance pour l'avenir jusqu'a ce que la chose soit eclaircie. je crois aussi qu'il faut retarder jusque la l'envoy de mon fils Antoine, d'autant plus que l'Electeur de treves ne vient plus a augsbourg, mais en attendant je vous prie de presser gutschmid, pour qu'il luy done le droit aussi fort que possible, de meme qu'a charle. L'étés, ou il ne vous est pas si necessaire, est le tems propre pour cela. quant a mes affaires, hewald est a genes pour degager les deux premiers paquets, mais je n'en ay pas encore des nouvelles: touts me diamants sont a Rome pour trouver mojen d'en degager d'autres et consequtivement tout le reste.

Verone (Datum unlesbar.)

Nous quitons la chere Italie et nous en pleurons touts, excepté un seul qui a trouve le secret de sy enuyer, ayant pris a tache de ne parler a personne: je Vous assure mon cher fils, que si je ne Vous aimais si tendrement Vous et mes autres enfants, rien n'auroit pu m'aracher de Rome, ou je puis dire, que j'ay regne en souveraine sur touts les coers, et c'est un empire bien douce. Je ne concois pas, coment un italien peut se resoudre a vivre hors de son pays de ce vray paradis terestre."

Aus dem angezogenen Journal aus München ver-

mögen wir diesem Briefe noch nachzutragen, daß in Verona „la nombreuse noblesse s'empressoit à lui faire la cour et à lui rendre son sejour agreable. On avoit preparé pour cet effet des combats de taureaux dans le fameux amphiteatre et plusieurs autres fêtes*)."

Wenn wir uns übrigens dessen erinnern, was Band I. Seite 167 fl. über die von Rom aus Maria Antonia gemachten Beschuldigungen erzählt worden ist, wird es nicht uninteressant sein, damit den nachstehenden, auf ihre Reise nach Italien sich beziehenden Brief des Papstes zu vergleichen. Er lautet wörtlich dahin:

„CLEMENS PP. XIV.

Dilectissima in Christo Filia Nostra Salutem et Apostolicam Benedictonem. Post Tuum in Bavariam adventum ad Nos nuper allatae Litterae Tuae, Dilectissima in Christo Filia Nostra, eam in Nobis Animi jucunditatem renovarunt, quam ex colloquio et Sermone Tuo cum in hoc Religionis Domicilio

*) In der Pr. Secundogenitur-Bibliothek befindet sich eine handschriftliche Sammlung italienischer Gedichte, welche von einer Anzahl Grafen und Marchesen, Mitgliedern der philharmonischen Akademie zu Verona, als Maria Antonia am 17. Juni 177 einer Versammlung derselben beiwohnte, vorgetragen wurden. Als Ausdruck ihrer Dankbarkeit sendete sie dieser Akademie zwei Jahr darauf ihre Werke und ihr Portrait: der March. Dall' Abaco übergab am 23. Decbr. 1774 in ihrem Auftrag das Geschenk in einer feierlichen Sitzung und hielt dabei eine Rede, die er der Churfürstin mit den Worten übersendet: „V. A. R. jugera de la beauté de mon style, ich sage nicht daß es ein Besenstill ist, mais quelque chose d'approchant."

versarere, percipiebamus. Eandem enim Virtutis, pietatis, ac filialis in Nos, et Apostolicam hanc Sedem observantiae speciem prae se ferunt, quam coram tot luculentissimis indiciis testatam admirati tantopere sumus. Mirum in modum sane gaudemus ex diuturna Regionum peragratione Te isthuc laetam, atque incolumem pervenisse, nec dubitamus inter cetera, quae ad Tuos referes, non minimam Narrationis Tuae partem fore Nostrae in Te, Tuamque Saxonicam, et Bavaricam Domum singularis benevolentiae commemorationem Nostraeque invicem fiduciae de perpetua atque usitata Vestra in Nos necessitudinis, ac Officiorum omnium conjunctione. Etsi semper summus, atque eximius fuerit hic Nostri erga Vos Animi census, tamen ex Tuo ad Nos adventu, et coram perspecta Virtute Tua amplior quodammodo fit, atque auctior, quod mutui Amoris incrementum aeque in Filii, et Fratris Tui egregiis Animis futurum certissimi sumus. Nihil profecto Nobis jucundius accidere unquam poterit, quam ut Nostram propensissimam erga Te, Tuosque voluntatem re ipsa pro rerum, ac temporum opportunitate comprobare possimus. Quamvis enim putemus eandem esse Vobis perspectissimam, tamen constare palam omnibus optamus, quae et quam singularia sint Vestra in Nos merita, et quanta Nostra, et quam Vestris officiis paria sint erga Vos

studia. Cujus praeclarissimum indicium ut habeas, divinorum beneficiorum Auspicem Apostolicam Benedictionem Tibi, Dilectissima in Christo Filia Nostra, Tuaeque Saxonicae, ac Bavaricae Electorali Domui amantissime impertimur. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo piscatoris die Prima Augusti MDCCLXXII. Pontificatus Nostri Anno Quarto.

(Benedictus Stay.)

Noch nach ihrer Abreise gab der Pabst einen Beweis, wie hoch er Maria Antonia ehrte und welchen Werth er ihrem Besuche beilegte dadurch, daß er die Magistratspersonen zu Rom, deren Function zu Ende ging, noch auf drei Monate in ihren Aemtern bestätigte, parce qu'elles eurent l'honneur, wie der sächsische Resident zu Rom Bianconi an die verw. Churfürstin schreibt, de servir Votre Altesse Royale le jour qu'Elle alla au capitole; c'est une distinction qui n'est pas ordinaire. Nach einem viermonatlichen Aufenthalt in Italien traf Maria Antonia am 6. Juli 1772 in Nymphenburg, wo der Hof sich befand, wieder ein, höchst befriedigt, wie wir gesehn haben, von dem herrlichen Lande und dem Empfange, der ihr geworden, aber sehr wenig erbaut von der Beschaffenheit der Straßen und Gasthöfe und von der Musik. Wir verweisen deshalb theils auf ihren Brief an den König von Preußen vom 6. Juni 1772 (Oevr. t. XXIV. no. 159.

p. 240), theils auf nachstehende Stelle aus einem Schreiben an die Aebtissin von Remiremont, worin sie sagt: „ce qui me surprend infiniment, c'est le changement dans la musique: je l'ai bien vue dechoir peu à peu, mais j'ai cru que ce n'etoit que dans nos pays et qu'en Italie elle se sera soutenue dans sa perfection, tant pour les voix que la composition, enfin tout prouve que le bon tems etoit le tems passé, on pourroit dire en toute chose."

Von Nymphenburg kam sie nur zu Zeiten nach München, wie z. B. an ihrem Geburtstage, an dem ein großes Concert stattfand. Drei Wochen wurden im Juli 1772 in Schleisheim zugebracht. Zur Feier des Geburtstages der Churfürstin von Bayern (29. August) hatte Maria Antonia eine Cantate gedichtet, welche, wie Band I. S. 201 erwähnt worden, Naumann und zwar nach Meißners Angabe*) binnen 36 Stunden in Musik setzte. Die Verfasserin trug sie selbst Abends mit dem Sänger Guadagni vor, den sie, wie Burney the present state of music in Germany. Vol. I. p. 124 erzählt, aus Verona mit nach München gebracht hatte. Aehnliche musikalische Productionen, bei denen sich auch die Markgräfin von Baden und die Gräfin von Törring betheiligten, fanden mehrfach statt.

Das bereits erwähnte Journal meldet uns auch von

*) Bruchstücke zur Biographie Naumanns Th. I. S. 273.

vielen Hirsch- und Saujagden, an denen Maria Antonia, obwohl zu Zeiten von der fliegenden Gicht belästigt, zu Pferde Theil nahm, und sie selbst bestätigt dies in einem Briefe an den Churfürsten Friedrich August vom 27. September 1772, indem sie schreibt: „il est vray que je m'amuse beaucoup aux chasses du cerf et ces courses à cheval me font tout le bien imaginable.“

Vom Februar 1773 lesen wir, daß sie sich lebhaft für die Aufführung der Oper Orpheus von Gluck interessirte und die Schwierigkeiten, die das Theater- und Orchester-Personal erregte, durch Vertheilung schöner goldner Dosen zu beseitigen wußte: sie muß also ihr Urtheil über die Musik Glucks damals etwas geändert gehabt haben; denn noch im Jahre 1770 schreibt Prinz Albert von Sachsen-Teschen an sie über eine neue Oper von Gluck mit dem Beisatze, daß sie wohl nicht ihres Beifalls sich zu erfreuen haben würde — „puisqu'elle est de M. le Chevalier Gluck.“

Unter dem 4. März 1773 heißt es in dem Journale: „Lundi les comoediens Allemands nous donnerent une premiere representation de la piece „l'indigent,“ suivi du ballet le Philosophe, spectacle que LL. AA. EE. RR. honorerent de leur presence, et où le concours fut extraordinaire. Quoique ce soit un secret, que LL. AA. RR. Madame l'Electrice de Baviere, de Saxe et Mad. la

Marggrave (von Baden), aient pris elle mêmes la peine, de traduire cette piece, qui est de Mr. Mercier, du francais, ce secret avoit transpirè et le public s'empressa à applaudir aux efforts et soins genereux de ces Augustes Princesses, à embellir le theatre allemand par leurs productions."

Auch nach Dresden ward das Werk gesendet, und die junge Churfürstin versichert ihrer Schwiegermutter, daß das Stück „fait le delice de tous les gens de gout." In München ward das Schauspiel „der Nothleidende" auch später noch gegeben*).

Maria Antonia hatte in München auch ein Portrait des schon in Abschnitt 6 erwähnten, von ihr sehr geschätzten Künstlers de Marees vollendet und schickte es im Februar 1773 an den Churfürsten, indem sie dazu schreibt: „Je Vous envoy un tableau fait par moi, que je vous prie d'accepter et de faire exposer à l'Academie, c'est le portrait de Demaré" und „Vous avez trop bone opinion du tableau, que je Vous ay envoye et vous en aurez rabatu quant vous l'aurez vue, ce n'est que pour Vous prouver, que je ne suis pas oisive et que je m'occupe de Vous et pour Vous, que je Vous l'ay presenté.

*) Es erschien gedruckt unter dem Titel „der Nothleidende: ein Schauspiel in vier Aufzügen in ungebundener Rede aus dem Französischen in das Deutsche übersetzt." 1773. (ohne Angabe des Druckorts.)

Je crois voir le pauvre Muller (der Hofmaler, Christian David Müller) combien de fois il le placera et deplacera, comme il l'examinera et deploira touts les termes de l'art pour l'analiser. J'ai aussi fait une Madelaine pour mon frere, mon portrait et ceux de mes deux filles d'apres Schmidt pour l'electrice, je compte aussi, si j'en ay encore le tems, de faire le votre et ceux de vos cheres freres et votre chere epouse: actuellement je travaille a un grand tableau de famille, que je compte d'emporter avec moi.

Das hier erwähnte (vielleicht noch vorhandene) Bild, die Magdalena, „aux yeux impertinents," wie die Churfürstin von Bayern es in einem Briefe bezeichnet, wurde in Schleisheim aufbewahrt, das Portrait des Malers de Marees aber in der Akademie zu Dresden, zuerst am 15. März 1773, ausgestellt. Der Churfürst Friedrich August sagt darüber in einem Briefe vom 22. März: „Muller par un bonheur extraordinaire, a d'abord trouvè le jour propre à ce portrait et a surtout été fort etonné de la facilité avec laquelle Vous avez saisi une methode et un gout tout different de celui, par lequel vous aviez commencé." Dies letztere verdankte die Churfürstin wahrscheinlich dem Unterrichte, den ihr de Marees, bei dem sie sehr häufig malte, ertheilte. Das große Familienbild, dessen sie gedenkt, ist noch vorhanden und befindet

sich im Königl. Schlosse zu Weesenstein. Es ist ein Gemälde 3 Ellen 4 Zoll hoch, 2 Ellen 14 Zoll breit. Die Künstlerin selbst sitzt vor der Staffelei, ihr zur Rechten die Churfürstin von Bayern: außerdem befinden sich darauf der Churfürst von Bayern, die Markgräfin von Baden-Baden und die Gemahlin des Herzogs Clemens von Bayern.

Die sich immer mehr verlängernde Abwesenheit Maria Antonia's von Dresden erregte übrigens dort lebhafte Bedenken, die sich steigerten, als man vernahm, sie beabsichtige von Bayern aus eine Reise nach England. Der Verfasser des angezognen Münchner Journals sagt deshalb unter dem 28. März 1773: „Quant à son voyage en Angleterre il n'en est point question à present, et Elle le remettra probablement à un autre tems car elle n'y a pas renoncé. Voila tout ce que j'en sais, mais cela reste entre nous“ Dem Churfürsten antwortete sie, als er, schon im Herbste 1772 die Hoffnung ihrer baldigen Rückkehr nach Dresden aussprach, daß das Leben dort für sie zu theuer sei, „car je ne puis vous cacher que si l'on continue a ne rien payer a Dresde, comme l'on fait jusqu'icy, il est impossible que j'y vive, car la il faut que j'y mange et que je vive avec la depense qui convient a Votre mere.“ Außerdem vertröstete sie ihn damit, es sei nöthig, daß sie in München selbst „la grande affaire“ betreibe. Als „dilettante en fait de politique,“ wie sie sich in

ihrem Briefe an Friedrich II. aus jener Zeit (vom 21. Februar 1773. Oevr. t. XXIV. no. 165. pag. 249) nennt, hatte sie nämlich es übernommen, zunächst die Dokumente aus den Münchner Archiven sich zu verschaffen, welche nothwendig erschienen, um ihre Rechte auf den bayerschen Allodialnachlaß festzustellen. Dies zog sich nun, wie sie versichert, sehr in die Länge, „comme il faut," wie sie schreibt, „beaucoup copier et que mon frere sera obligé de signer beaucoup de ces copies, cela traine en longueur." Hiermit hatte sie ein neues Feld für ihre Thätigkeit gewonnen: der Churfürst von Bayern liebte es, wie der schon erwähnte Gr. Riaucour schreibt, nicht „qu'on touchat a cette corde" und als es Maria Antonia gelungen war, seine Bedenken zu beseitigen, fand sie wieder die Behörden wenig geneigt, die Archive zu öffnen: es waren daher vielerlei Verhandlungen nöthig. Obwohl hiermit beschäftigt, verlor sie doch die innern sächsischen Verhältnisse dabei nicht ganz aus den Augen, und wir finden in ihren Briefen an den Churfürsten aus jener Zeit öftere Mittheilungen und Rathschläge. So schreibt sie z. B. unter dem 17. Januar 1773 auf Veranlassung der durch die Errichtung der Generalhauptcasse veranlaßten und sonst beabsichtigten Finanzmaaßregeln: „Mon tres cher fils j'ay recue Votre lettre avec bien du plaisir, je suis persuadée que vous avez le *Velle* dans toutte son etendu et si Come je l'espere Bolza (den wir

schon Band I. Seite 114 erwähnt) vous sugere des moyens clairs et prompts pour remedier aux meaux qui vous opriment le *perficere* ne vous manquera pas, pourvu que vous vous armés de fermeté a resister aux obstacles, que ceux qui sont interessés a detruire tout ce qui ne vient pas d'eux, feront naitre. C'est un hidre bien dificile a dompter et l'entetement qui nait de l'envie et de l'insousiance est plus dificil a vaincre, que ceux qui ne doivent leurs origine qu'a des principes faux, qu'on peut detruire en les analisant. cher fils, si vous sortirez vainceur de cette crise, je suis persuadée qu'elle servira a Vous prouver Votre propre capacité, dont jusqu'icy vous n'avés pu vous meme conoitre toutte l'etendu, et il est necessaire qu'un grand prince sache franchement se rendre justice a luy meme, si par un exés de modestie condamnable il ne veut pas se rendre dependant d'autruy pour le reste de ses jour. ma morale est, qu'un grand prince après avoir pesé l'avis de ces ministres assé longtems, come vous l'avés fait, pour se metre au fait des affaires, doit se faire un sisteme conforme a son propre jugement et le suivre: il peut, il doit conssulter, mais il ne doit pas se rendre dependant de l'avis des autres, mais avoir un sentiment a luy celon lequel il decide pour ou contre les avis, qu'il aura recu, celon

que ses propres reflections le luy dicteront etc.“ Als ihr der Churfürst darauf antwortet: „Votre derniere lettre pourroit parfaitement bien servir pour tout Prince d’un cours de moral entier, tant les principes qu’elles contient sont justes et essentiels. Je tacherai de les mettre a profit le mieux que je pourrais etc.“ erwiedert sie: Mon cher fils aujourduy, vous ne serés pas importuné d’un cours de morale de ma part, car j’ay la tete en compote d’un gros rhume, tant mieu pour vous je vous ennuyerai moins. Croyès seulement que c’est toujours en bone intention et que le bavardage d’une vielle mere ne laisse pas d’avoir quelque fois son bon etc.“

Außer dem hier Erwähnten, beschäftigte aber Maria Antonia noch ein ganz anderer Plan. Wir haben oben gesehn, wie ungünstig sich ihre Finanzverhältnisse gestaltet hatten: eine Menge Schulden belasteten sie und ihre Verlegenheiten wurden noch dadurch vermehrt, daß man Seiten der Kammer die Zurückzahlung einer dargeliehenen Summe von 100000 Thlr. —„ —„ jetzt, sehr zur Unzeit, in Anregung brachte. Ihre Juwelen waren bereits in Rom, Holland und Genua verpfändet, noch stand ihr aber eine Summe in Cammer-Creditcassenscheinen zu Gebote, die man aber im Auslande weder zu verkaufen, noch zu verpfänden vermochte. Im Vaterlande erwarteten sie Sorgen, Schulden, unverdiente

Zurücksetzung, wie sie ihre Entfernung von der Theilnahme an der Regierung betrachtete. Die Erinnerung an das herrliche Italien, wo sie mit so viel Ehren empfangen worden, war noch ganz frisch und der vielleicht dort schon gefaßte Gedanke, dahin zu übersiedeln, ward daher bei ihr zum lebhaften Wunsche. Allein der Realisirung dieses Planes, der natürlich in Sachsen keinen Beifall gefunden und, wie Maria Antonia besorgte, zu einer Beschränkung ihrer Apanage nach dem Heirathsvertrage (siehe Band I. Seite 27) geführt haben würde, stand der Geldmangel hinderlich entgegen. Sie beschloß daher zu versuchen, ob sie nicht in Rom gegen unterpfändliche Einsetzung von Cammer-Creditcassenscheinen beim Leihhause, welches über große Capitalien zu disponiren hatte, und nur 2% Zinsen berechnete, zunächst eine ausreichend große Summe erlangen könne, um auch die an andern Orten verpfändeten Juwelen von hohem Werthe einzulösen, die dann ebenfalls in Rom versetzt werden konnten. Zu diesen Verhandlungen, die natürlich im Geheimen gepflogen werden mußten, benutzte sie den, wie wir schon aus ihren Briefen aus Italien ersehn haben, zu ähnlichen Geschäften von ihr gebrauchten Legationsrath (Geh. Secretair und Reisezahlmeister) Hewald. Dieser Mann, dem sie großes Vertrauen schenkte, und der später so unheilvoll für sie werden sollte, war früher in den Diensten des Prinzen Xaver gewesen, der ihn aber im November 1771 ent-

ließ, weil er sich, wie er schreibt, in Folge seines unerträglichen Hochmuths (sa hauteur insupportable qui allait même quelque fois jusqu'à la folie) mit Niemandem vertrug. Maria Antonia schrieb später wegen seiner nochmals an den Prinzen Xaver, und obwohl dieser ihr antwortete: „Vous etez trop bonne de me demander mon agrement pour prendre Hewald avec vous, il ne m'appartient plus en rien, Vous etez la maitresse d'en disposer comme Vous voulez, *et je desire seulement, que Vous en soies plus contente que moi,*" so nahm sie ihn doch in ihre Dienste. Hewald ward nun nach Holland, Genua und von da nach Rom gesendet, um das gedachte Geschäft zu vermitteln. Ueber die Absichten Maria Antonia's selbst, lassen uns Briefe, die theils im Originale, theils im Concepte vorhanden sind, keinen Zweifel. So schreibt sie an Hewald u. a. am 5. März 1773 über ihre Absicht, „de retourner a Rome, qu'ayant alors le plus clair de mon revenu entre ses mains (der Papst) je puisse en suite m'y rendre moi même et y vivre sous ses auspices" und am 20. März 1773 an den Cardinal Pallavicini: „j'avois arrange de mettre en gage à Rome le plus clair de mon bien, pour pouvoir sous le pretexte de les degager, y faire passer mes fonds et venir en suite m'y etablir moi meme, sans risquer *l'embarras de me voir chicaner sur mon douaire etc.* Je pourrois, si je trouve

moyen d'arranger cette affaire, revenir en Saxe avec gloire, y arranger plutot que je ne crojois l'etablissement de mes autres enfans et me rendre plutot que je ne crojais a Rome, au lieu que si V. E. ne m'aide à me tirer d'affaire, il ne me reste d'autre parti à prendre, qu'a faire une cession entiere de tout mon bien à mon fils, qu'il se charge à payer mes dettes, ce que l'on m'a deja proposè: alors vivant uniquement de ses bonnes graces, je ne pourrais plus bouger de Dresde."

Allein obwohl die Churfürstin auch durch bedeutende Geschenke in Rom einflußreiche Personen zu gewinnen suchte, so fanden doch die sächsischen Cammer-Creditcassenscheine dort keinen Credit und der Plan kam nicht zur Ausführung.

Eine andere, minder schwierige Angelegenheit hatte sie gegen das Ende ihres diesmaligen Aufenthalts in München, noch in Sachsen auszugleichen, eine Differenz, die zwischen dem Churfürsten und ihrem Liebling, dem Prinzen Carl, entstanden war. Dieser, kränklich und wie er selbst schreibt, am Spleen leidend, liebte es, zu seiner Zerstreuung eine Partie zu spielen, und fragte bei seiner Mutter an, ob er dazu wohl seine Schwestern und sonst einige Damen einladen könne. Maria Antonia erschien dieser Wunsch als ein erlaubter und sie antwortete in diesem Sinne, worauf der Prinz Carl denn auch eine solche Einladung erließ.

Der Churfürst nahm aber die Sache sehr ernst. Er schreibt hierüber an seine Mutter: „Il y a quelques jours qu'etant chez ma femme Mad. de Taxis (Gräfin von Taxis, Hofdame Maria Antonia's) dit, qu'elle avoit été invitée au jeu chez mon frere Charles. J'eus lieu d'en être surpris d'autant plus, qu'il ne s'etoit jamais pratiquè, auprès d'aucun Prince de la maison et encore moins de mon tems, de recevoir des Dames chez eux en particulier et qu'une nouveauté aussi peu convenable ne pouvoit mener à rien de bon", ja er eröffnete dem Obersthofmeister des Prinzen Carl, Frhrn. von Wiese, den er über den Vorfall befragte, als dieser die Schuld von sich ablehnte, „que c'etoit lui, qui devoit repondre de la conduite du Prince et que s'il ne pouvoit le faire changer de sentimens, il etoit inutile aupres de sa personne."

Maria Antonia, bei der sich Prinz Carl wiederum beschwerte, daß man ihn noch wie ein Kind behandele, gab sich sehr viele Mühe, beide Brüder zu beruhigen und Prinz Carl zu bestimmen, ein versöhnliches Schreiben an den Churfürsten zu richten, durch welches denn endlich, nachdem der Letztere Maria Antonia aufgefordert, „Vous ferez sentir a mon frere, que Votre volonte est toujours la même que la mienne", die Differenz beseitigt ward, die doch aber auch beweist, daß der Churfürst, obwohl er die Achtung gegen seine Mut-

ter in der äußern Form nicht außer Augen setzte, doch ihre Einmischung selbst in dergleichen, dem Innern des Churfürstlichen Hauses und der Etiquette angehörenden Angelegenheiten nicht duldete.

Am 14. Juni 1773 reiste die verw. Churfürstin endlich, nachdem sie noch am 3. deff. M. einen Besuch in Augsburg bei dem Churfürsten von Trier gemacht, von München ab und kehrte nach Dresden zurück. Ueber ihre damalige Stimmung und Lebensweise belehrt uns ihr Brief vom 16. August 1773 an den König von Preußen (Oevr. t. XXIV. no. 171. pag. 256), worin sie schreibt: „Je tache de couler doucement mes jours: les arts et les lettres en prennent une partie, la société et les devoirs en revendiquent une autre: des moments plus precieux sont consacrés à la meditation, pour laquelle les vicissitudes de ma vie me fournissent une assez ample matière.“ In ähnlichen Ausdrücken der Resignation hat sie, wie wir ersehn, auch nach München geschrieben und versichert „de ne vouloir se mèler de rien.“

Sonst vermögen wir aus dieser Zeit weiter nichts mitzutheilen, als eine Stelle aus einem Briefe der Aebtissin von Remiremont vom 25. December 1773, die über eine Excursion nach Pirna, über welche Maria Antonia ihr Mittheilung gemacht, schreibt: „Je suis charmèe que Vous avez été contente de la comoedie de Pirna, je ne comprends pas à qu'elle oc-

casion Vous Vous etez trouvèe a Pirna: aucun des acteurs ne me surprend d'avoir si bien reussi, exceptè l'Oberforstmeister Oppel, qui ne me paroisoit pas avoir l'air de pouvoir bien jouer la comoedie: l'honnete criminel est une tres bonne piece et bien propre à faire verser des larmes, mais le Postzug est aussi le vrai antidote de la tristesse, j'en ai ri comme une folle seulement en le lisant: la representation doit naturellement y ajouter beaucoup d'agrement."

Im Februar 1774 fand die Vermählung der ältesten Tochter Maria Antonia's, der Prinzessin Maria Amalia mit dem Pfalzgrafen, Herzog Carl August Christian von Zweibrücken statt, und einige Wochen später verließ die verw. Churfürstin wiederum Dresden. Nachdem sie im März „une veste brodée au tambour et peinte par S. A. R.", als Geschenk für den Churfürsten von Bayern, nach München gesendet, folgte sie selbst nach und ward am 10. April dort wie früher mit allen Feierlichkeiten empfangen. Mit dem Hofe begab sie sich nach Nymphenburg und kam von da öfters nach München. Am 2. Juli 1774 traf sie hier ein schwerer Unfall. Das mehrerwähnte Münchner Journal gibt uns hierüber folgendes Detail:

„Munic ce 3 Juillet 1774

Je dois Vous faire part aujourdhui d'un cruel accident, arrivé a S. A. R. Mad. l'Electrice douai-

riere de Saxe. Cette Auguste Princesse etant venue en ville hier, pour assister avec LL. AA. EE. au service divin dans l'eglise de l'hopital, passa de là avec Elles au manege, pour y voir monter de jeunes etalons. Apres que tout fut passé, et que LL. AA. EE. RR. etoient sur le point de monter en carosse, une des barrières, pressée par la foule des spectateurs, tomba sur S. A. R., et lui rompit la jambe gauche, un peu audessus de la cheville du pied. On chercha d'abord un lit de repos, sur lequel elle fut transportée dans ses apartemens au palais Electoral, et on envoya des couriers à Nymphenbourg, pour faire venir ici toutes les personnes de la suite, et surtout un chirurgien Steger, qui mit le premier appareil à S. A. R., en presence de plusieurs medecins et chirurgiens d'ici, qui assurent que l'os a été bien remis. S. A. R. a souffert cette douloureuse operation avec une constance heroique; on l'a saignee d'abord, pour prevenir l'inflammation."

Hiermit im Wesentlichen übereinstimmend, beschreibt Maria Antonia den Vorfall in ihrem Briefe an den König von Preußen vom 17. Juli 1774 (Oevr. t. XXIV. no. 181. pag. 269). Die Verletzung war um so schmerzhafter, als ein Knochensplitter durch das Fleisch gedrungen war und eine Wunde verursacht hatte, zu der noch Gicht hinzutrat. Die Herstellung ging daher sehr langsam vorwärts. Am 19. August ward sie nach Nym-

phenburg gebracht, „dans un petit lit fait expres pour cet effet en forme de berceau.“ Sie selbst spricht ihre Befürchtungen über die Folgen des Unfalles gegen den Churfürsten dahin aus: „je Vous previens que votre vieille mere sera un peu boiteuse puisque ce pied restera un peu plus court que l'autre aber das thut der Liebe nichts, je suis persuadé que vous m'aimerez tout autant clopinante que lorsque je dansais avec Vous des contredanses.“ Doch konnte sie am 4. September auf einem Rollstuhle sich zur Tafel fahren lassen, und am 14. September die ersten Versuche zum Gehen unternehmen, die denn auch gelangen: noch Ende November schreibt sie aber: „je voudrais bien etre quitte de mes deux anges tutelaires, sur lesquels je dois toujors m'apuyer quand je veux marcher.“

Am 22. September 1774 meldet uns das Journal, daß Maria Antonia das erste Mal wieder das Theater in München besuchte, „ou à son apparition toute la salle de spectacle retentit d'applaudissements et de claquemens des mains, expression de joye que S. A. R. daigna agreer fort gracieusement.“ Auch lesen wir, daß sie schon bald nachher wieder zu Wagen an Jagden Theil nehmen und Mitte October in einem Kloster zu Altenhofenau eine Nonne Colomba besuchen konnte, welche, wie das Journal berichtet: „vit en odeur de sainteté et qui sait lire

dans l'avenir, à ce que l'on pretend." Daß sie die Zeit ihrer allmähligen Herstellung, die glücklich vor sich gegangen sein muß, da wir nichts davon hören, daß sie später hinkend geblieben sei, benutzt, um Verhandlungen bezüglich des bayerschen Allodialnachlasses mit dem Churfürsten von der Pfalz, als dem nächsten Thronerben, einzuleiten, und daß sie auch die Grundzüge einer deshalb abzufassenden Schrift entworfen, ersehn wir aus einem Briefe des Churfürsten Friedrich August vom 24. October 1774, worin er schreibt: „Je suis tout a fait de Votre sentiment sur la réponse à faire à la Cour Palatine etc." Allein auch ihrem Sohne, dem Churfürsten, selbst gegenüber, wünschte sie ihre Rechtsverhältnisse ins Klare zu setzen, und sah sich daher nach einem Rechtsverständigen um, der ihr dabei an die Hand gehen könnte. Sie wendete sich deshalb an den ihr befreundeten Prinzen Albert von Sachsen-Teschen mit der Bitte, ihr jemand in Sachsen vorzuschlagen. Er vermochte ihr aber keinen bestimmten Rath zu geben, indem er am 27. Februar 1775 schreibt: „Quant à Mrs. les conseillers auliques il y en a de deux especes: la premiere sont les cavaliers et que je crois connaitre assez, pour juger qu'il n'y a pas un seul, qui pourroit ou qui voudroit, se charger d'un ouvrage pareil: la seconde, ceux qu'on appelle les savants et qui sont ceux sur lesquels roule la plus grande partie du travail; Or parmi

ceux la j'en connois à peine un ou deux de vue et de nom. Ceux même, que je connois de la sorte, sont Saxons et placés par la protection de l'Electeur et ce ne sera apparemment pas à ceux la, que Vous voudrez que je remette le soin de dresser la deduction que Vous desirez.“ Prinz Albert schlug ihr jedoch vor, sie möge den General von Miltitz deshalb zu Rathe ziehn, was sie denn auch that. Wir ersehn aus ihren Briefen, daß durch seine Vermittelung ein Herr von Mattolay in Wien für eine Remuneration von 100 Dukaten, eine gelehrte Deduction lieferte.

Auch andre Verhandlungen, zu Realisirung des Planes daß Prinz Anton in den geistlichen Stand treten solle, worüber wir schon in ihren Briefen aus Italien Andeutungen gefunden, wurden damals von Maria Antonia aufgenommen. Ebenso gab die Conversion eines Herrn von Bose aus ihrer Begleitung, die von ihr lebhaft unterstützt, ja, wie es scheint, zunächst veranlaßt ward, ihr vielfache Beschäftigung, da es darauf ankam, der Familie desselben, die diesen Religionswechsel ungern sah, entgegenzuwirken. Sie sandte ihn daher nach Straßburg und empfahl ihn u. a. lebhaft der Aebtissin von Remiremont und dem Churfürsten, ihrem Sohn, der ihn später zum Kammerjunker machte.

Sie selbst scheint zu jener Zeit eine strengere religiöse Richtung genommen zu haben, die vielleicht während ihrer längern körperlichen Leiden und der Zurück-

gezogenheit, zu welcher sie diese nöthigten, zur Entwickelung gelangte. So begann sie in ihrer Correspondenz mit ihrem Schwager, dem Churfürsten von Trier, jetzt diesen vielfach um religiöse Belehrung zu bitten, sie theilte ihm ihre frommen Vorsätze und die Bedenken, die sie sich über sich selbst machte, mit, ließ auch dabei die Idee, sich in ein Kloster zurückzuziehn, durchblicken. Der Churfürst schreibt u. a. hierüber am 2. October 1774: „quoique il ne paroit pas, que Dieu demande, que Vous Vous enfouies dans un couvent, Vous pouvez neanmoins le servir avec egale ferveur, en remplissant Vos devoirs pour l'amour de lui", und am 4. Mai 1775: „Je ne puis Vous nier, que ce que Vous me marques d'etre plus recueille au spectacle qu'a l'eglise et parmis le monde que dans la priere, me fait trembler pour Vous, que ce ne soit une illusion du demon, qui veut Vous degouter de la priere et Vous cacher les dangers du monde et des divertissements profanes, au moins je Vous prie de ne point faire connoitre à d'autres cette dispositions de Votre ame, car cela pourroit engager à suivre cet exemple etc."

Daneben wußte der Churfürst von Trier ihr Interesse an der Porta nigra zu Trier, die man damals aufzuräumen und herzustellen begann, und wie wir ersehn, nicht für ein römisches Bauwerk, sondern für

einen Druidentempel hielt, rege zu machen und, freigebig und kunstsinnig, wie sie war, gewährte sie, obwohl selbst in großer pecuniärer Bedrängniß, doch die Summe von 1000 Thlr. zu den Herstellungskosten.

Die Correspondenzen aus dieser Zeit liefern auch noch einen andern Beweis ihrer Freigebigkeit. Einen jungen talentvollen Musiker Graupe unterstützte sie, ließ ihn auf ihre Kosten bei dem berühmten Violinspieler Anton Lolli, später bei einem gewissen Höflmeier in Stuttgart unterrichten und als im Jahre 1774 die würtembergische Capelle aufgelöst ward und Höflmeier sich nach München begab, gewährte sie Graupe die Mittel, seinen Lehrer dahin zu begleiten und bezahlte seine Schulden. Ob er seiner Wohlthäterin Ehre gemacht und was später aus ihm geworden, ist nicht zu ermitteln gewesen. Bekannt ist es übrigens, daß sie auch eine Menge andere junge Musiker auf ähnliche Weise unterstützte, z. B. Franz Seydelmann und Joseph Schuster, später Kirchencomponisten und Kapellmeister zu Dresden, wie sie denn auch die Violinisten Hunt und Eysell auf ihre Kosten nach Italien reisen ließ *).

In das Ende des Jahres 1774 fällt auch Maria Antonia's Bekanntschaft mit einem Manne, der damals

---

*) Fürstenau, Beiträge zur Geschichte der Musik und des Theaters am sächs. Hofe während der Regierung Augusts III. 1733—1763. Wissenschaftliche Beil. zur Leipziger Zeitung 1856 no. 89. zu no. 265 Seite $\frac{475}{6199}$. Dr. Jul. Petzhold, Maria Antonia Walpurgis ꝛc. Seite 3.

großes Aufsehn erregte, mit dem Teufelsbanner Joh. Joseph Gaßner. Als katholischer Pfarrer zu Klösterle im Bisthum Chur, hatte er, wie bekannt, damit begonnen, daß er, davon ausgehend, daß die meisten Krankheiten in bösen Geistern ihren Grund hätten, durch Segenssprechungen, Gebete und wohl auch durch Magnetisiren, Kranke heilte. Im Jahr 1774 war er nach Regensburg gekommen, angeblich auf Veranlassung des Bischofs: dort versuchte er sich in der Heilung Blinder, Lahmer, insbesondere aber mit Epilepsie und Krämpfen Behafteter. Auch Maria Antonia ward er, als sie an den Folgen ihres Beinbruchs litt, empfohlen, u. a. von ihrer Schwester, der Markgr. von Baden, die ihr eine ausgezeichnete Kur mittheilte, welche Gaßner an der „Kammerjungfer der Carbelane" gemacht. Daß die Churfürstin sich selbst zu ihrer Herstellung Gaßners bedient, finden wir nicht erwähnt, wohl aber kam sie auf den Gedanken, den Prinzen Carl, der damals sehr leidend und geistig niedergedrückt war, der Kur zu unterwerfen. Sie glaubte aber, zunächst bei ihrem geistlichen Beirath, dem Churfürsten von Trier, sich deshalb Raths erholen zu müssen, um so mehr, als dieser eine Untersuchung über das Treiben Gaßners veranstaltet hatte. Wir finden mehrere Briefe des Churfürsten, welche sich hierauf beziehn. Er schreibt am 22. December 1774: „J'eus le plaisir de recevoir hier vôtre lettre du 16. d. c. ou Vous me parlés aussi des pretendues

miracles du Curé de Klösterl, je rend graces a Dieu, que l'Electeur refuse de le faire venir à Munich, l'amitié que j'ai pour lui me feroit craindre que cela ne lui fasse du tort, car je crains toujours que cette histoire finira au desavantage de la religion et causera un triomphe aux Protestans, je pousse même l'incredulité plus loin que Vous, car Vous n'egalés que celle de l'Apôtre Thomas et moi si même je voiois ces guerisons, je ne les croirois pas miracles, mais plutôt prestiges, jusqu'a ce qu'on m'aura convaincu de la sainteté de sa vie, de sa profonde humilité et de la pureté de sa doctrine, suivant le precepte de l'Apôtre de ne pas croire même un Ange qui descendroit du Ciel, si il prechoit autre chose que la vrai doctrine Catholique. Ce qu'on ma conter de ce faiseur de prodige ne sont encore aucune preuve de sa sainteté, cela à même un peu l'air de singularité et on ne me marque rien de la permission de son Eveque, et il n'a non plus demendé mon approbation pour se servir de ses benedictions à Ellwangen qui est de mon Diocese, dont il n'ose se servir sans ma permission que je ne lui accorderois jamais, à moins qu'elle ne soit conforme aux prières prescrites par l'Eglise et que par une sainteté à toute epreuve, une obeissance soumise et une humilité constante il ait prouvé sa mission. Comme il peut avoir toutes

ses qualités, je veux suspendre mon jugement sur sa personne, mais je Vous conjure par l'amour que Vous devés avoir pour nôtre S. Religion, de faire tous vos efforts pour empecher l'Electeur à le faire venir à Munich, augmenter l'inclination de cette ville aux superstition et à l'extraordinaire, et ne point exposé nôtre si S. Religion à être tourné en ridicule par des personnes qui ne sont que trop charmé d'en trouver des pretextes etc. etc." ferner am 5. Januar 1775: „Je viens dans ce moment de recevoir vôtre gracieuse lettre du 30. d. p. par laquelle j'ai vu avec plaisir que Vous croiés si peu que moi, au pretendues miracles, et je desirerois que Madame la Margrave à laquelle je Vous prie de faire mes complimens, suspendit aussi son jugement j'usqu'à ce que l'affaire soit plus exactement instruite par des personnes en autorité, et au faite de ces sortes de procès. Priés la en attendant, de ne pas trop ajouter foi à tout ce qu'on dit de merveilleux du Curé, car aussi impie qu'il est de nier la possibilité et l'existence des Miracles dans nôtre S. Religion, aussi dangereux pour l'honneur de la Religion est il, de faire ostentation de son pretendu pouvoir et d'être trop facile à croire Miracles, ce que pourroit être prestige ou fourberie, ce qui fait un tort infini au vrai Miracle, et confirme les impie à traiter de ridicule et de fana-

tismes ce qu'il y à de plus Saints dans nôtre Religion.

La façon dont le Curé s'acquite des exorcismes, l'ostentation qu'il y met, jointe à la peu de decence, font bien douter que cela soit une oeuvre de Dieu, surtout si il ne supporte pas avec patience les contradictions, et s'il s'emporte ce qui n'est guêre compatible avec la vrai pieté. Je me flatte d'être bientôt eclairci de la verité, le G. Prevôt d'Augsbourg etant parti avec un de mes Conseillers Ecclesiastiques, muni d'un Comissoire de ma part avec tout mon pouvoir pour examiner à fond cette affaire. Si Mr. le Curé tache d'eluder l'examen, ou ne se montre pas soumis et obeissant à l'Autorité Episcopale, deslors et sans autre preuve il est certain que toute l'affaire n'est point de Dieu, et il merite les plus rigoureux chatiment, je me flatte que Md. vôtre Seur, comme bonne Catholique, dans une affaire qui n'apartient pas à elle à decider, respectera la decision Episcopale et y ajoutera plus de foi qu'au fanatisme d'une populace, soutenu peutêtre par quelques personnes qui y ont des vuës particulieres. etc. etc."

Am 26. Januar 1775 endlich antwortet der Churfürst von Trier: „Vous me mettez dans un grand embarras, en voulant remettre à ma decision, si Vous devez remettre au curè de Klösterl la gue-

rison de votre fils Charles: les rapports que le Grandprevot m'a fait, sont à la veritè avantageux à ce curè et font esperer, que Dieu daigne manifester sa gloire pour le dit curè, mais d'un autre cotè ces operations sont accompagnè de tant d'indeçence et de singularitè, qu'on n'ose positivement encore assurer, que ce sont de vrais miracles etc. C'est donc a Vous à consultè sur les lieux et avec ceux sur qui Vous pouvez Vous fier de leur religion et prudence, si Vous pouvez faire entreprendre ce voyage a Votre fils, sans qu'on en puisse soupconner la cause et prendre toutes les precautions, pour que la non reussite ne fasse aucun tort a notre sainte religion et que si Dieu benit le succes, que ca puisse tourner a sa plus grande gloire."

Der Churfürst Friedrich August, an den Maria Antonia ebenfalls deshalb schrieb, war entschieden dagegen: er sagt in einem Briefe vom 30. Januar 1775: „Il est bien naturel que dans le triste etat de santè ou mon frére Charles se trouve, il embrasse avidement la moindre lueur d'esperance pour sa guerison et que les pretendus miracles du curé de Clösterle, lui fassent souhaiter d'en faire l'experience sur sa personne. Vous connoissez assez mon amitié pour lui, pour être assurée que je ferais tout au monde, si par là je pouvois lui rendre

sa premiere santé. C'ependant je ne consentirais jamais au voyage, puisqu'il l'exposeroit au plus grand ridicule. L'idee seule, de faire croire que mon frere a le diable au corps, me fait horreur et je crois qu'il ne seroit guerre flatté de cette opinion. Le secret serait impracticable etc. D'ailleurs il paroit par nos dernieres nouvelles, que l'Electeur de Treves a fait defendre à ce pretre de faire ses exorcismes dans l'eveché d'Augsbourg, jusqu'à nouvel examen. En tout cas cependant, si ses miracles se verifient avec le temps, on pourra plutôt le faire venir ici sous quelque pretexte et jouir de ses vertus miraculeuses, sans s'exposer en aucune maniere, à quoi je ne pourrai jamais consentir.“

Der Bericht, welchen das mehrerwähnte Münchner Journal über Gaßners Treiben zu jener Zeit nach Dresden erstattete, war letzterm sehr wenig günstig. Er lautet dahin: „etc. Le curè de Klösterl est sans doute un fourbe insigne. Par tous les rapports, que j'ai entendu faire à des gens, qui ont été le voir, il paroit que cet homme possede un specifique, dont la vertu est analogue à celle de l'aimant ou de l'electricité. Ce secret decouvert peutêtre recemment par hazard, attaque particulierement les nerfs avec violence, met le corps dans la plus grande agitation possible et y reveille tous les maux dont

il est affecté. Il depend du dit curè, de faire cesser cette agitation dans la minute. Il travaille de cette facon ses possedès, comme il pretend (car il peut guerir que des gens qu'il appelle *obsessos* aut *circumsessos*) des journées entieres. Il est naturel, que quand la maladie est parvenue â un certain degrès elle perde sa force et cesse au moins pour un tems: et voila ce qui est arrivè à la plûpart de ceux, qui ont passé par les mains du dit curè, dont beaucoup sont rétombes dans leur ancienne maladie. Il auroit été a souhaiter qu'un homme de la reputation de Wolther (Hofrath, Leibarzt zu München) n'eut point soutenu ces pretendus miracles. J'ignore s'il en a été persuadé lui même, mais je suis sûr, qu'il en sera honteux un jour. Car cette fourberie ne peut pas se soutenir longtems dans le siecle eclairè, ou nous vivons. Il parait, qu'il y a quelqu'un dessous les cartes, quelque machination, dont le curè mentionné n'est que l'instrument. Mais tout cela reste entre nous."

Daß Prinz Carl selbst sich der Behandlung Gaßners zu unterwerfen wünschte, geht aus seinen Briefen an seine Mutter hervor. Er schreibt u. a. am 22. December 1774: „J'ai appris avec une joie infinie les progres que Vous faitez vers votre parfait retablissement etc. Je n'ai pas moins été surpris, que vous me marquez l'avoir été au sujet de ce curè,

qui fait des miracles, mais apres les preuves que l'on vous en a donnè il n'y a presque plus en douter et si la chose est ainsi, cela vaudroit bien la peine que j'y fasse le voyage etc.“

Auch in spätern Briefen kommt Prinz Carl mehrfach auf Gaßner und seinen Wunsch, sich dessen Behandlung zu unterwerfen und ihn, wenn er selbst nicht zu ihm reisen solle, zu sich kommen zu lassen, zurück, obwohl ihm die verw. Churfürstin mittheilte, „que plusieurs de ceux que le curè avoit gueri ont repris leur ancienne maladie“ (Brief vom 9. Februar 1775). Inzwischen hat Maria Antonia, die sich (nach einem Briefe des Churfürsten von Trier) durch Autopsie von dem Treiben Gaßners überzeugt hatte, jenen Plan aufgegeben, und wir finden nicht, daß etwas weiter geschehn sei. Ob sie mit Mesmer, der zur selbigen Zeit nach München berufen ward, um Gaßners Wunderkuren zu beobachten, in Verbindung getreten, haben wir nicht ermitteln können: er wird aber in den Correspondenzen erwähnt.

Ueber das Leben Maria Antonia's in München im Jahr 1775 entnehmen wir dem mehrfach citirten Münchner Journal noch folgende Notizen: am 15. Januar 1775 meldet dasselbe: „Vendredi LL. AA. RR. EE. assisterent à la premiere representation de l'opera buffa „la finta giardiniera“: la musique fut applaudie generalement: elle est du jeune Mozart de

Saltzbourg, qui se trouve actuellement ici. C'est le même qui à l'age de 8 ans a été en Angleterre et ailleurs, pour se faire entendre sur le clavecin qu'il touche superieurement bien. Il a actuellement 17 ou 18 ans."

Obwohl sich voraussetzen läßt, daß Mozarts damals schon entwickeltes Talent an Maria Antonia nicht unbeachtet vorübergegangen, so haben wir doch keine weitern Notizen darüber aufzufinden vermocht. Auch das neueste, sehr ausführliche Werk über Mozart, von O. Jahn (Leipzig 1856) Th. I. S. 236, gedenkt zwar der Anwesenheit der verw. Churfürstin von Sachsen zu München, als Mozart dort am 13. Januar 1775 die gedachte Oper aufführte, gibt aber sonst keine Nachricht, ob sie mit Mozart in nähere Verbindung getreten ist.

Anfang März 1775 vermochte Maria Antonia zuerst wieder nach ihrem Unfalle zu Pferde zu steigen: am 9. März ging sie nach Kaufbeuern „pour y faire sa devotion". Am 30. März und die folgenden Tage war sie in Neuburg bei ihrer Tochter, der Herzogin von Zweibrücken. Am 16. April ging sie mit der Churfürstin von Bayern in einer Procession, die von 2—6 Uhr Nachmittag dauerte, in 7 Kirchen Münchens „habillèe en esclave de la St. Vierge et accompagnèe des dames de cet ordre." Nach einigen Besuchen in der Nachbarschaft und einem nochmaligen, 8tägigen Auf-

enthalt im Mai in Neuburg, kehrte sie am 1. Juli 1775 nach Dresden zurück, wo sie bis zu den ersten Tagen des Januars 1776 verblieb, um dann abermals Sachsen auf längere Zeit zu verlassen, und ihren Aufenthalt abwechselnd in Zweibrücken bei ihrer Tochter, Maria Amalia, welche ihrer Niederkunft entgegen sah, und in Bayern zu nehmen.

Achter Abschnitt.

Cession der Ansprüche auf den bayerschen Allodialnachlaß (1776). Agdollo.

Wir haben bereits (B. II. S. 21 fl.) der Maßregeln gedacht, welche Maria Antonia getroffen hatte, um ihre Ansprüche auf den bayerschen Allodialnachlaß geltend zu machen. Allerdings waren ihre Aussichten noch unsicher. Ihr Bruder, der Churfürst Max Joseph von Bayern, mit dem der churbayersche Mannsstamm Wilhelmischer (Ludwigscher) Linie später erlosch, war jünger als sie: ihre ebenfalls jüngere Schwester, die Markgräfin von Baden († 7. Mai 1776) lebte noch: daß die Kaiserin Maria Theresia, eintretenden Falls, als Regredienterbin und aus andern Gründen mit Ansprüchen auf die Succession, neben dem Churfürsten

von der Pfalz, der die Erbfolge in die Chur Bayern zu beanspruchen hatte, hervortreten würde, ließ sich vorhersehn: es war daher jeden Falls nicht als entschieden zu betrachten, was Maria Antonia aus dem bayerschen Allodial-Nachlasse anheim fallen und wie viel von den 47 Millionen Gulden, auf wie hoch man später sächsischer Seits die Forderungen berechnete, an sie gelangen werde. Der Cabinetsminister Graf von Sacken hatte inmittelst den Plan einer Cession dieser Ansprüche an den Churfürsten Friedrich August, in Vorschlag gebracht, um wenigstens ein eventuelles Aequivalent zu erlangen, wenn der Churfürst seine Mutter von ihrer Schuldenlast befreien sollte; daß deshalb schon früher Verhandlungen mit ihr stattgefunden, haben wir aus ihrem Briefe an den Cardinal Pallavicini vom 20. März 1773 (Band II. S. 26) ersehn: diese Verhandlungen waren von dem gedachten Minister während der Anwesenheit der verw. Churfürstin in Dresden im Jahr 1775 wieder aufgenommen worden, hatten aber zu keiner Vereinigung geführt, indem man Seiten des Ministeriums natürlich möglichst günstige Bedingungen zu erlangen wünschte und nicht sehr eilig war, große Summen baaren Geldes, deren Maria Antonia bedurfte, unsichern Vortheilen zum Opfer zu bringen. Unzufrieden über den langsamen Gang dieses Geschäfts, die Schuld theils den Ministern, insbesondere dem Grafen Sacken, theils dem Churfürsten selbst beimessend, verließ die Churfürstin Dresden, wozu

ihr, wie erwähnt, die bevorstehende Entbindung ihrer Tochter, der Herzogin von Zweibrücken, eine wohl erwünschte ostensible Veranlassung bot. Sie selbst hatte schon zeither Verhandlungen mit dem churpfälzischen Hofe gepflogen, und glaubte sich auch zu Leitung dieser, ihre persönlichen Ansprüche betreffenden Angelegenheit zunächst berufen: daneben aber waren Seiten des Ministeriums diplomatische Einleitungen wegen desselben Gegenstandes getroffen worden, über deren Inhalt und Fortgang die Minister Maria Antonia nicht, oder nur unvollständig in Kenntniß setzten. Kein Wunder, daß sie, ohnehin dem Cabinetsminister Grafen Sacken nicht wohlgesinnt, argwöhnte, er wolle sie bei Seite schieben, eine Vermuthung, die auch, wie man aus der ministeriellen Correspondenz mit dem Gesandten Grafen Riaucour zu Manheim ersieht, keineswegs unbegründet war. Dazu kamen noch, bald nach ihrer Abreise, Differenzen, die wiederum zwischen dem Churfürsten Friedrich August und dem Prinzen Carl über dessen Apanage entstanden waren, indem Letzterer eine Erhöhung derselben als ein Recht beanspruchte, welches der Churfürst als solches nicht anzuerkennen vermochte, Differenzen, bei welchen Maria Antonia vermöge ihrer schon erwähnten Vorliebe für Prinz Carl, sich in diesem für verletzt erachtete. So war die Lage der Sache im Frühjahr 1776, wo Alles sie zu einer baldigen Entscheidung drängte: Schulden im Betrage von über 700,000 Thlr. lasteten

auf ihr: ihre Juwelen waren verpfändet, theilweis wenigstens zu Bestreitung von Ausgaben, die lediglich im Interesse des Churfürsten, ihres Sohnes, um Verbindungen in Polen festzuhalten, gemacht worden waren: zum Ostertermine 1776 bedurfte sie einer bedeutenden Summe, mindestens sogleich 50,000 Thlr., um fällige Posten zu decken: sie erachtete sich für völlig berechtigt, über ihre Ansprüche auf den bayerschen Allodialnachlaß frei zu verfügen, und glaubte sich wohl selbst verpflichtet, Alles, was in ihren Kräften stand, zu thun, um Zurücksetzungen, die ihr Liebling, ihr Zweitgeborner, wie sie meinte, in Sachsen erfahren, auszugleichen: daneben mochte wohl auch ihr geliebtes Italien und die Möglichkeit, dahin zurückkehren zu können, ihr lockend vor die Augen treten. Da wurden ihr, als das Ministerium in Dresden immer noch zögerte, ihren Wünschen entgegenzukommen, von Seiten eines andern Hofes, der kein anderer als der Wiener gewesen sein kann, Offerten gemacht — oder was unbestimmt bleibt — von Maria Antonia diesem, deren Realisirung nach ihren Angaben, ihr persönlich größere Vortheile bot, als sie von Sachsen zu erwarten hatte. Ob sie wirklich geschwankt und sich auf förmliche Tractaten eingelassen, ob sie ohne ernstliche Absicht, auf solche Vorschläge einzugehn, jenen Umstand nur geltend gemacht, um die Nothwendigkeit des baldigen Abschlusses eines Abkommens mit dem Churfürsten, ihrem Sohn, den Ministern zu vergegenwärtigen,

das vermögen wir, da unsere Quellen über diesen Gegenstand nur Andeutungen enthalten, nicht mit Bestimmtheit zu ersehn. Der sächsische Gesandte zu Manheim, Graf Riaucour, dem Graf Sacken dringend anempfahl, „d'employer le verd et le sec et tous les moyens convenables pour tirer au clair cette prétendue negociation secrête de l'Electrice mère avec une puissance étrangere," vermochte nicht vollständig hinter das Geheimniß zu kommen und konnte nur aus vertraulichen Mittheilungen des Prinzen von Galean (ihn und den östreichischen Gesandten zu Manheim, Freih. von Lehrbach, bezeichnet Graf Sacken als les chevilles ouvrières bei dem geheimen Werke) entnehmen, daß der Wiener Hof sich zur Zahlung einer großen Summe gegen Abtretung der Ansprüche an den bayerschen Allodialnachlaß erboten habe. Etwas bestimmtere Angaben enthält eine Depesche des preußischen Gesandten von Alvensleben vom 17. Mai 1776; er meldet: der Legationsrath Necamp (Hewald?) habe dem Marquis d'Agdollo (auf den wir noch kommen werden) in einem Briefe, den dieser ihm, dem Gesandten, mitgetheilt, geschrieben, die Verhandlungen Maria Antonia's mit Wien seien schon weit vorgerückt gewesen, man habe von dort 4,000000 Fl. und 200000 Fl. zur Einlösung der Juwelen geboten, außer mehreren Vortheilen für die Prinzen. Gewiß ist es aber, daß die verw. Churfürstin jene Verhandlungen in Dresden wenigstens nicht ver-

heimlichte. Alle diese Verhältnisse dürfen aber nicht unbeachtet bleiben, wenn man Maria Antonia's Verhalten zu dieser Zeit richtig beurtheilen will. Ueber den Gang der Verhandlungen, welche von Dresden aus mit ihr gepflogen wurden, finden wir zunächst Auskunft in 2 ihrer Briefe an den Churfürsten vom 20. und 23. Februar 1776, welche dahin lauten: „Mon tres cher fils je n'ay point de Vos lettres, car le paquet de la cour n'est point arivéz, quoique j'ay recue une lettre particuliere de la poste il faut qu'il soit resté quelque part en chemin. j'aprens de manheim qu'on ne charie pas droite, meme mon ami de la Bex (oder Beer, unleserlich)*) est en disgrace parcequ'on scait qu'il m'est attachéz, cependant on a tort car il n'a jamais trahi les interets de son maitre et n'a desiré qu'un accord qui unissent pour toujours nos deux maison, mais c'est ce fourbe de Beckers**) qui fait tout ces maneges, pour rendre les honetes gens andecis. Je Vous avoue que toute cette affaire m'inquiete et me tourmente au point que je desirerois beaucoup (d'inquietude et je voudrois (diese Worte sind offenbar nur durch Versehn eingeflossen)) en etre debarassee je le pourois meme peutetre, mais come je ne desire que Votre satisfaction preferablement a tout, si Vous voulez Vous

*) Vielleicht der Geheime Rath von Beer in Zweibrücken.
**) Der churpfälzische Minister Freiherr v. Beckers in Manheim.

aranger avec moy pourvueque cet arangement soit analogue a ce que je dois au reste de ma famille, non seulement j'y entrerès volontier mais surement Vous serez content de moy. Parlès moy donc a coeur ouvert cher fils, car ce que je desire le plus, c'est que tout se fasse entre Vous et moy, pour que des tiers ne puisse pas embrouiller la chose. je suis a jamais

Votre fidelle et tendre Mere

Deuxponts ce Marie Antoine.
20. Fev. 1776."

„Mon-tres cher fils je Vous ecris aujourduy pour Vous accuser la reception de Votre lettre qui me manquoit la poste passée et en meme tems pour Vous parler d'une affaire qui n'est peut etre pas satisfaisante pour Vous, mais a laquelle Vous deviez Vous attendre. N'ayant jamais voulu Vous determiner a un arangement avec moy sur les affaires de mes allodes, je vous previens donc que je ne puis plus reculer ny retarder une conclusion finale de cette grande affaire, sans nuire tres conssiderablement a mes propres affaires, dont la situation n'est pas dés plus gracieuses et faire tort a mes autres enfants. Je travaille a achever un plan qui contiendra les propositions les plus raisonables, et que je Vous enverai si Vous ne me faites pas venir prealablement Vos idees en

reponse a ma precédente. Vous seréz le maitre encore de vous aranger avec moy, come de fils a mere, et je serai enchantée de Vous voir disposer de ma bone volonté pour Vous. J'ay ecris a ce sujet a Votre Ministre et a Marcolini, je crois qu'ils ne Vous ferons pas mistere de mes lettres et qu'ils sentiront assez la conssequance de tout pour songer serieusement a aplanir les difficulté, qui peuvent Vous empecher de conclure une bone fois.

Apréz cela je ne pourai plus rien faire ni reculer ni me retraiter *car j'aurai les mains liés*, donéz moy mon fils une reponse telle que mon coeur la desire c'est a dire le coeur d'une mere qui Vous cherit et qui souhaite plus que Vous meme de Vous en convaincre en toutte occasion. je suis etc.

Deuxponts ce 23. Fev. 1776."

Gleichzeitig (am 23. Februar) schrieb sie in offenbar sehr gereizter Stimmung an den Cabinetsminister Grafen Sacken folgenden Brief: „Vous scavés Monsieur la droiture de mes intentions que vous avéz pu asséz conoitre a Dresde dans les entretiens que j'ay eu avec vous, et vous devés scavoir aussi, si j'en ay agi lojallement envers mon fils, en luy remetant fidellement tous les papiers et les evaluations qui m'avoient couté tant de peines a avoir a Munic. Vous scavés aussi, que j'ay de-

mandée copie de ces papiers de meme que mon testament (siehe Abschnitt 9), choses que je n'ay jamais pu obtenir et qui prouvent qu'on n'agissoit pas avec la meme candeur envers moy, vous ne pouvés pas ignorer que l'Electeur, m'ayant promis d'être luy meme ministre et de finir a l'amiable envers moy, j'ay attendue jusque vers la fin a vous parler de mes affaires et que je n'ay jamais ecrit, ny signé aucun papier, que ceux qu'il avoit aprouvéz et que Vous m'avéz presenté. Cette conduite bien simple et bien sincère, n'a rien operéz et jusqu'aujorduy il n'a pas deignéz me faire scavoir ses intentions par raport aux allodes. Si j'ay conssenti alors a ce que cette affaire fut traitée a Dresde et non pas ailleurs, c'est que j'y etois et c'est que vous y ètiéz Monsieur et qu'ayant mis ma confiance dans votre probité et dans vos lumieres, j'etois persuadée que vous feriez le bien de votre Maitre, sans nuire au miens et que vous trouveriés des mezzo termine pour nous mettre touts les deux d'accort et pour nous contenter touts les deux, mais aujourduy les choses ont changé de face et le silence absolu de mon fils, je ne puis le prendre que pour une retractation tacite de tout ce que j'avois cru qu'il desiroit, ce qui m'engage aussi a me retracter sur l'article qui concerne l'endroit ou doit se tenir la negotiation.

Je suis moy la persone principalle dans cette affaire qui ne peut se traiter sans moi, ma succession m'apartient entierement en propre et je suis la maitresse d'en user come bon me semble. J'aurois pu et souhaité d'en disposer en faveur de mon fils et de la grandeur de sa Maison s'il n'avoit pas trop oublié la condescendance, que l'on doit a sa Mere surtout lorsqu'elle peut avantager son fils. Mais aparament qu'on luy avoit fait esperer, qu'il pouroit me faire (?) et je suis resolue a le convaincre qu'on l'a trompé, affin qu'il aprene a distinguer les bons des mauvais consseiller. Si je vous en parle Mr., c'est pour vous temoigner, combien je vous conssidere car je n'entend pas vous parler come un ministre, vous laissant cependant la liberté de faire tel usage que vous voudréz de cette lettre, mais n'esperé pas de m'areter dans cette affaire, car vous en aprendréz *plutost la conclusion que la negotiation, n'ayant rien negligé de ce qui pouvoit m'en assurer le secret* et si l'Electeur ne se trouve pas aussi avantagé par mes dispositions qu'il l'auroit etés s'il l'eut voulu, il n'a qu'a s'en prendre a ceux, qui luy ont conseillé de ne pas finir avec moy jusqu'au jour d'aujourduy. Je suis avec la plus parfaite estime etc."

Graf Sacken theilte, wie wohl natürlich, diesen Brief, und ebenso den Entwurf der Antwort, die er

zu ertheilen beabsichtigte, dem Churfürsten mit; dieser äußerte zwar erst Bedenken, allein bei nochmaliger Erwägung genehmigte er die Antwort (über die er sagt: „Votre lettre qui est d'ailleurs on ne peut pas mieux") in folgender Fassung:

„le 10. Mars 1776.

Je m'empresse de presenter à V. A. R. l'expression de mon respectueux hommage, de la lettre gracieuse, qu'Elle a bien voulu m'ecrire le 23 d. p. J'ose Vous avouer, Madame, avec la plus profonde soumission, et avec cette confiance, à laquelle les bontés de V. A. R. m'autorisent, que j'ai balancé longtêms, sur l'usage que j'en aurois à faire, et si je devois la mettre sous les yeux de l'Electeur, dans les momens, ou je le voyois animé des sentimens les plus tendres, pour Votre Auguste Personne, et où ce Prince ne s'occupoit que des moyens, propres à s'entendre en tout, avec une Mere adorée. J'ai pris le parti, d'en garder un profond silence. Mon zéle pour V. A. R. et mon devoir, sembloient me le prescrire. J'ai crû devoir laisser ignorer à l'Electeur, ce que V. A. R. avoit trouvé bon, de me donner à connoître. Je me flatte, pouvoir m'en justifier auprès d'Elle. Vous daignerez Vous rappeller, qu'à Votre depart, V. A. R. a temoigné Elle même, ne vouloir pas voir pour lors, le resultat du cahier volumineux des

papiers intéressans, qu'Elle a eû le soin généreux de procurer à l'Electeur. Vous avez repêté, Madame, en termes clairs et precis, les mêmes intentions, par les ordres que Vous avez adressés le 13 Fevrier, au C^te. de Riaucour. V. A. R. est trop eclairée et trop juste, pour mettre à cet égard, la moindre chose à la charge de l'Electeur. Je dois d'abord Vous assurer, Madame, que l'Electeur n'a reçu de Son Conseil privé, qu'après le depart de V. A. R. le resultat du travail, dont Il l'avoit chargé, pour connoître avec precision, les differentes classes des droits, qui pourroient revenir un jour, de la succession allodiale de Baviére; de sorte, que ce souverain, avec la plus grande deference à Votre volonté, Madame, n'a pû Vous faire part, de ce developpement compliqué et volumineux, dont la simple lecture, est aussi penible que longue. Ce fait étant constaté et mis hors de tout doute, V. A. R. est trop eclairée et trop juste, Elle est trop bonne et tendre Mère, pour former une espéce de grief, a la charge de l'Electeur, où, j'ose l'avancer avec une conviction entiére, on n'en sauroit trouver aucun. J'ai eû l'honneur, il y a huit jours, de Vous exposer, Madame, avec soumission et avec la plus exacte verité, toutes les considerations, qui ne peuvent laisser V. A. R. dans la moindre incertitude, sur les disposi-

tions les plus sincéres et le desir le plus ardent de l'Electeur, à concourir, à tout ce qui peut concilier, Vos vues, Vos souhaits, et Votre contentement, Madame, avec la position où l'Electeur se trouve, et avec les combinaisons problematiques qu'Il a à calculer, où sa gloire et la Vôtre sont également intéressées. Si une explication detaillée, a été retardée ou remise, dont je ne connois point la cause, V. A. R., avec la pénétration supérieure, avec la magnanimité du coeur, qui la caracterisent, ne sauroit en tirer la consequence, que l'Electeur se soit refusé, à ce qu'Elle pourroit souhaiter avec equité, d'un fils souverain, dont il n'y a point d'exemple, que qui que ce soit, ait été plus penetré que lui, de respect, de tendresse et de vénération pour son Auguste Mere. V. A. R. ne peut ni ne veut refuser ce temoignage, dû à ce Prince. Votre grand coeur, Madame, trouvera dans cette persuasion solide la plus douce des satisfactions.

Si je prens la liberté respectueuse, de ne point cacher à V. A. R. la verité, telle que je la sens et dont je suis intimement penetré, V. A. R. me pardonnera gracieusement, si j'y ajoute encore avec respect et avec une conviction entière que je ne decouvre pas, que l'Electeur n'ayant pas manqué, et qui plus est, n'ayant voulu manquer en rien, a l'égard de V. A. R., qu'Elle puisse trou-

ver ou alleguer un titre, que n'offensat Votre justice naturelle, Madame pour Vous retracter d'une declaration solennelle, signée de Votre main, et delivrée de Votre part à une Cour etrangére, de ne vouloir traiter ni conclure sur l'objet en question, que de concert avec l'Electeur Votre Auguste fils*). Cet engagement est sacré. Qui est-ce au monde, qui put chérir Votre gloire, Madame, plus que ce Prince? Elle rejaillit sur lui. Qui peut desirer plus ardemment de voir V. A. R. comblée de tout ce qui peut la rendre parfaitement heureuse, qu'un fils, connu de Vous aimer tendrement, Madame, et dont le caractére moral, fait honneur au trône qu'Il occupe? V. A. R. ne peut donc trouver le point de réunion de Sa gloire, de Son bonheur, et de celui de toute Son Auguste famille, que dans la personne de l'Electeur, d'un Prince éclairé et debonnaire, qui Vous est entiérement devoué Madame, et qui est attaché à toute sa famille.

Je n'ai rien de plus fort, rien de plus pathétique à présenter, à un génie aussi supérieurement penétrant, que celui de V. A. R. L'élévation de Votre ame Madame, et la bienfaisance du coeur de V. A. R. me rassurent, que Sa religion ne sauroit

---

*) Die hier erwähnte Urkunde ist nicht aufzufinden gewesen.

jamais être surprise, au point, qu'on puisse l'engager, à porter la moindre atteinte, à la delicatesse de Sa facon de penser. La fille d'un César, et la Mere d'un grand souverain, telle que V. A. R. ne fera ni ne signera rien, dont les annales de nôtre têms, puissent seulement fournir des conjectures, qu'Elle ait été disposée un moment, à faire la plus legere demarche qui ne fut pas digne d'Elle dans tous les siecles: L'evidence de la verité et mon zéle, m'entrainent; mais ce sont les seuls titres, par lesquels j'ambitionne, de meriter la continuation de la haute bienveillance de V. A. R. etc."

Unter demselben Tage schrieb auch der Churfürst selbst an seine Mutter: „Vos deux lettres du 20. et 23. Fevr. qui me sont parvenus en sens contraire de leurs dates, m'ont causé la plus grande surprise. C'est bien à tort que Vous m'accusez, de n'avoir pas voulu me determiner à un arrangement avec Vous sur les affaires allodiales de Baviere. Vous ne m'avez jamais communiqué la moindre pensée a ce sujet, ainsi je n'ai pas pû me refuser à une negociation, dont Vous ne m'aviez pas même donné l'idee. J'ai ignoré que Vos affaires etoient dans une situation aussi desagreable, Vous ne m'avez jamais rien dit, mais Vous savez ma chere mere, que dans toute occasion, je me suis fait un devoir d'aller audevant de ce qui pouvoit assurer

Votre tranquillité et Vous montrer mon attachement. Ne pouvant donc Vous faire des propositions, sur une matière sur laquelle j'ignore absolument Vos sentimens, je dois attendre le plan que Vous voulez m'envoyer. Si cependant quelqu'un peut Vous porter à une demarche qui dementiroit Vos sentimens à l'egard de Votre famille et de la gloire de Votre maison et contraire a Votre propre honneur, ce ne sera pas sur moi qu'en retombera la faute."

Am 12. März 1776 antwortet Maria Antonia aus Zweibrücken: „Mon tres cher fils, je suis aussi fachée que Vous du retard de la reponce de la cour de Manheim cependant Riaucour par la poste d'aujourduy vient de me marquer qu'il esperoit de la recevoir au plustost. Cependant je crois qu'il seroit bon de profiter de cette indecision marquée de la cour palatine, soit accidentelle soit volontaire, pour conclure sans delay entre Vous et moy un traitè d'arangement, par lequel je Vous cederai touts mes droits sur ma moitiè des alodes a certaines conditions, come je Vous en ay deja ecrit dans mes precedentes, et pour lesquels Vous pouves etre sur, que je ne conssulterai en tout point que la tendresse et le coeur d'une Mere, qui Vous cherit et trouvera une satisfaction reele a Vous prouver, combien elle desire Vos avantages.

Vous ne m'aves jamais repondu a ce sujet, ainssi je Vous enverai dans peu mes propositions, qui auront de quoy Vous rendre content et tranquille. Tout ce que je Vous prie en retour c'est de ne me point fair trop attendre votre reponce, car je suis effectivement dans le cas de pouvoir *conclure avec une cour tres respectable une negotiation fort etendue* dans laquelle celle ma fait d'elle meme des offres tres avantageuses, tant en argent comptant, donc j'ay fort besoin que d'autres encore, qui me metront en tout sens a mon aise; je romprai tout pour peu que Vous Vous decidiès au plus vite et de la facon come j'espere, mais il ne seroit pas juste qu'en attendant sans scesse Votre decision, je laissasse echaper la plus belle occasion de soigner mes propres interets, qui se soit jamais presentèe et dont il ne depend que de mois de profiter, en accordant definitivement ma signature. Reflechisses y mon cher fils et profité des offres que ma tendresse maternelle me dicte, et par lesquels je Vous fait reelement des sacrifices qui doivent Vous prouver par des faits reeles combien je Vous aime. je suis etc."

An demselben Tage schrieb sie auch an den Cämmerer, wirklichen Geheimen Rath, Grafen Marcolini, der bekanntlich sich der Gunst und des Vertrauens des Churfürsten in hohem Grade zu erfreuen hatte, folgende

Zeilen: „Mon cher ami, j'ay encore ecrit aujourdhui a l'Electeur touchent mes alodes, je suis apres a mettre les conditions au net, mais il me faut une resolution prompte, car Vous ne scauriez Vous imaginer combien je suis dans le besoin et quels avantages je sacrifie a mon cher fils et je Vous avoue, que si l'on vouloit lambiner avec moy comme avec mon pauvre Charles, qu'on traine depuis trois an (exemple qui m'effraye), je n'aurai pas la patience d'attendre. J'ay pris tems jusqu'a paque pour me determiner *mais vers ce tems mon affaire sera concluse de facon ou d'autre:* je conoit trop Votre zele pour les interest de l'Electeur pour ne pas etre persuadee que Vous feres tous pour le mieux."

Wahrscheinlich an denselben und aus derselben Zeit ist auch nachstehender Brief ohne datum, Unterschrift und Adresse: „L'ami de M. est icy, il m'assure que le moiroire (memoire) a fait un tres bon effet, surtout l'assurance de l'union parfaite, qui regne entre la mere et le fils: cela a derouté tout les projets de tripotage de B. avec V. J'ay assuree que non seulement l'intelligence avec le fils etoit parfaite, mais qu'elle l'etoit de meme avec Vous, qui Vous etes acqui toutte la confiance de Sa mere qui avoit du vent, qu'on tripotoit dans le pays ou l'ami etoit, qu'elle agissoit de bone fois et dans des sentiments

tres amicables pour son parent, mais qu'on devoit bien prendre garde de vouloir en agir faussement, puisqu'il ne dependoit que d'elle de prendre un parti plus avantageu pour sa famille et qui metroit tout d'un coup fin a tout tripotage et feroit repentir ceux qui auroient voulu lui imposer. L'ami fera bon usage de ces paroles vages et la peur d'être la duppe de sa propre finesse, les engagera a ce que j'espere à etre plus traitable, d'autant plus, que j'ai fait sentir, que si je voulois V. trouveroit toujours plus d'avantage avec nous, qu'avec eu, puisque entrant dans nos droit ce seroit elle qui leurs feroit les loix, au lieux que tout accord avec eu ne pouroit empecher qu'elle ne dut s'accomoder avec nous, ce qui feroit double besoigne. Je Vous prie quant Vous recevrai la reponse, de me la faire comuniquer. Je Vous informerai de meme de tout ce qui parviendra a ma connoissance et Vous pouvez compter sur ma confiance et amitie en toute occasion."

Natürlich war man in Dresden über die Drohungen der verw. Churfürstin — wie man ihre Aeußerungen wohl bezeichnen kann — nicht ohne alle Sorge, und es spricht sich auch in den Briefen des Churfürsten Friedrich August eine gewisse Gereiztheit aus: so schreibt er am 24. März: „Je suis bien sensible aux assurances que Vous me donnez dans Votre derniere

lettre de la continuation de Votre tendresse. Elles me sont bien precieuses et j'en avois, je l'avoue, bien besoin. Ayant appris par Vous même que Vous aviez entamée une negociation contraire à mes interets et à ce que Vous m'aviez fait esperer, et cela à mon inscu, j'avois beau chercher des traces de cette tendresse, elles s'evanouissaient pendant mes recherches et je croyais à n'en pouvoir douter l'avoir entierement perdue sans ma faute. Mais n'en parlons plus etc. Je Vous avoue encore que je serois tres charmè de connoitre la cour, qui cherche à enlever à la derobée les esperances d'une maison amie. La connoissance de son caractere politique me seroit tres utile en bien des occasions etc." und einige Tage später: „je vois avec regret que depuis longtemps on cherche à nous brouiller, et qu'on y est bien avancè de Votre cotè."

Ende März schickte Maria Antonia die Bedingungen nach Dresden, unter welchen sie sich zur Cession ihrer Ansprüche an den bayerschen Allodialnachlaß erbot. Sie beanspruchte Uebernahme ihrer auf 700000 Thlr. angegebenen Schulden und sofortige Zahlung von 50000 Thlr. an sie selbst, zur Deckung dringender Bedürfnisse, ferner gewisse Maßregeln wegen Einlösung ihrer Diamanten in Rom, wovon sie sich einen Theil im Werth von 200000 Thlr. vorbehielt, endlich Fest-

stellungen über die Apanagen der nachgebornen Prinzen, wobei dem Prinzen Karl eine höhere Summe, als seinen Brüdern ausgesetzt war, und Begründung einer, ihm ebenfalls zunächst zu Gute gehenden Secundogenitur. Sie begleitete diese Schrift mit einem Briefe an den Churfürsten, worin sie schreibt: „Mon cher fils, je Vous envoye ci joint mes propositions toutte signes: elle me paroissent si justes et j'ay mis tant de soin de les arranger de facon, que Vous pourriez y satisfaire sans Vous incommoder, que je ne doute point, que Vous ne me donniez sans difficulte une preuve de Votre tendresse en les signant, comme je Vous en done une de la mienne par la cession que je Vous fais.“

Zugleich schrieb sie an Graf Sacken am 26. März: „je Vous prie de presser la resolution, car je Vous confie qu'aux approches de la foire je suis pressee de toutte part, par mes creanciers et que d'une *autre cotè j'ai des conditions beaucoup plus avantageuses touttes signès et ou il ne manque que mon nom, pour conclure* et la tentation est bien forte pour n'y pas succomber.“

Das Geheime Cabinet erachtete in seinem Vortrage die gethanen Vorschläge nicht allenthalben für annehmbar und erklärte es zugleich für unwahrscheinlich, daß ein auswärtiger Hof, insbesondere der östreichische, „der doch in der Ihro Königlichen Hoheit angetragenen Un-

terhandlung gemeint zu sein scheine, sich zu formellen Tractaten mit Ihro Königl. Hoheit über den bayerschen Allodialnachlaß entschließen dürfte."

Auch das Geheime Consilium gab unter dem 18. April 1776 ein mit vielfachen Bedenken angefülltes Gutachten. Es ward unter dem 20. April deff. J. ein ausführliches Gegenproject entworfen und vom Churfürsten vollzogen, welches zwar auf die Uebernahme der Schulden einging, aber sonst mehrere Modificationen enthielt und der Gesandte in Manheim, Graf Riaucour, erhielt den Auftrag, weiter mit Maria Antonia zu verhandeln, weshalb ihm eine umfängliche geheime Instruction ertheilt ward, die Graf Sacken noch mit einem Schreiben begleitete, worin er Riaucour Andeutungen gab, wie er sich gegen die verw. Churfürstin, die er sofort in Zweibrücken aufsuchen sollte, zu verhalten habe. „Vous connaissez," schreibt er, „la tournure d'esprit de Mad. l'Electrice, sa facon d'envisager les objets qu'on lui presente, et la facilité avec laquelle Elle est sujette à se laisser prevenir pour et contre. Il est donc de la plus grande importance, que le debut par lequel V. E. entamera cette matiére epineuse, soit agreable a S. A. R., que Vous tachiez de mettre d'abord en jeu sa tendresse maternelle etc."

Das Ministerium hatte allerdings um so mehr Grund, die Mission als eine schwierige zu betrachten,

als die Churfürstin ihre Vorschläge gleichsam als ultimatum hingestellt hatte, und auch in einem Briefe an Graf Marcolini, der, wie wir gesehn haben, bei der Angelegenheit als Vermittler von ihr mit benutzt ward, schrieb: „Je ne m'ecarterois pas d'une ligne de mon plan, et jamais je ne renoncerai aux avantages qui me sont offert, a moins que je ne tienne en mains ce que je desire.“ In demselben Schreiben bemerkt sie auch, die Person des Churfürsten von der ihres Sohnes unterscheidend, „Tout ce que je Vous demande c'est de bien persuader *l'Electeur*, que personne n'a cherché a m'aigrir *contre mon fils*.“

Hatte nun Graf Riaucour Glück, oder bewährte er diplomatisches Geschick, es gelang ihm ohne große Schwierigkeit, Maria Antonia zum Eingehn auf die Gegenvorschläge, auf welche sie wohl schon durch vertrauliche Mittheilungen des Grafen Marcolini oder des Marquis d'Agdollo vorbereitet sein mochte, zu bewegen. Er erzählt die Art, wie er sich des Auftrages entledigt, in einer Depesche aus Schwetzingen vom 4. Mai 1776 selbst folgender Maaßen: „Etant parti de Mannheim le jour designé dans la lettre que j'eus l'honneur d'écrire à V. E. le 30. d. p., j'arrivai aux Deux-Ponts le soir fort tard; le jour suivant j'eus le bonheur de faire ma cour à S. A. R., que je trouvai dans la plus parfaite santé, et Lui fis l'ouverture de la commission, dont l'Electeur n. M. avoit

daigné me charger, dans des termes, qui firent une si forte impression sur Son esprit, qu'Elle en fût touchée jusqu'aux larmes, et me donna à connoître, combien Elle étoit tendrement attachée â S. A. S. E. Après cet heureux debût, j'eus l'honneur de présenter à S. A. R. les lettres, que j'avois pour Elle, et enfin la contredeclaration de L'Electeur; Elle me dit, qu'il étoit têms, qu'elle arrivât, et que, si dans le present besoin où Elle Se trouvoit, on n'y avoit pas eû égard, la necessité l'auroit forcée à des demarches, dont les suites n'auroient pû qu'être désagréables pour nôtre cour. Je la priai de ne penser dans ce moment qu'aux témoignages de tendresse filiale, que l'Electeur Lui donnoit, en Lui accordant tout ce qu'Elle desiroit, et La priai de parcourir Sa contredéclaration, qu'Elle trouveroit certainement fondée sur les principes les plus justes et les plus équitables; Elle en fit lecture, pendant laquelle j'observai les mouvemens de Son visage, et je m'apperçûs, que la reponse aux premier, second et cinquième article de Sa declaration Lui faisoit plaisir; Elle me dit seulement, qu'Elle n'avoit pas accusé Ses dettes dans toute leur étendüe, mais que c'étoit Sa faute, n'en ayant pas été informée exactement, lorsqu'Elle en avoit envoyé la specification; Elle ne fût pas si satisfaite de la premiére partie de la

réponse au troisiéme article, qui parût Lui tenir fort à coeur, et Elle me témoigna, qu'Elle Se seroit flattée, que L'Electeur consentiroit à Sa proposition, qu'Elle croyoit être fondée sur les Stipulations du testament du feu Roi, auquel on donnoit une interpretation forcée, et qu'on refusoit d'étendre aux Princes Ses petits fils. Sans entrer dans une discussion de cette nature, je Lui fis envisager, qu'Elle feroit mieux de S'en rapporter uniquement au coeur généreux et bienfaisant de L'Electeur, et j'employai en même têms les considerations, qui m'ont été suggerées dans mon Instruction, et surtout par rapport à l'égalité qui devoit être observée dans les apanages de Messeigneurs Les Frères de L'Electeur; Mais Elle me repliqua, qu'Elle n'avoit demandé une différence à cet égard en faveur de Monsgr. le Prince Charles, que parceque ses infirmités exigeoient un soin tout particulier, et ne lui permettoient point de se procurer aucun emploi ou avantage au de là de son apanage, tandis que les autres Princes se trouvoient dans une situation bien differente. Pour détourner Son attention de cet objêt, je La priai, de lire le reste de la reponse au même article. Elle la trouva fondée sur la plus juste équité, de même que celle au quàtriéme article, et toutes les clauses qui s'y trouvent enoncées. Elle passa legerement sur le

sixieme article, qui m'avoit causé les plus grandes inquiétudes, et me demanda à voir la renonciation qu'Elle auroit à signer; J'eûs l'honneur de la mêttre sous Ses yeux; Elle me témoigna après l'avoir lüe, qu'Elle S'étoit engagée à ceder Ses droits tels, qu'Elle les avoit à present, mais non pas tels, qu'ils pourroient un jour Lui appartenir après la mort de la Marcgrave Sa soeur, et L'Electeur de Bavière Son frére. Je me servis alors des considérations, que V. E. m'a suggéré, tant par rapport à la vrai évaluation de ces droits, qu'au sujêt des risques et de l'incertitude, auxquels ils seroient sujèts, et ces reflexions tranquilisèrent S. A. R.; Elle demanda à garder la contredéclaration, et l'acte de cession, pour y reflechir serieusement, et me dit, de révenir La voir lorsqu'Elle seroit habillée. M'étant rendû après la messe chez S. A. R., Elle me dit, que comptaut sur les bontés et la tendresse de l'Electeur, Elle étoit determinée, de signer l'acte de cession tel, que j'avois eû l'honneur de le Lui présenter, et m'assura, qu'on avoit déja été en négociation sur cet objêt avec elle, mais qu'on lui avoit tenû un langage, auquel Elle ne devoit pas S'attendre; qu'on avoit prétendû, que le douaire, tel qu'Elle l'avoit à présent, ne Lui avoit été accordé qu'en consideration de la cession, qu'Elle avoit faite des allodiaux de Sa

maison, dont Elle ne pouvoit, suivant les principes, que le Conseil privé avoit mis en avant, disposer sans le consentement de L'Electeur; mais qu'il n'avoit jamais été question d'une semblable clause, et quant à la faculté de disposer, Elle avoit bien fait voir, qu'on en imposoit à S A. S. E., et qu'Elle étoit de Son vivant maîtresse du bien, qui Lui appartenoit. Elle entra encore dans d'autres détails sur les sujêts de plaintes, qu'Elle avoit, et la méfiance, qu'on avoit inspiré à L'Electeur contre Elle; mais comme je m'apperçûs, qu'Elle en étoit vivement affectée, je La suppliai, d'oublier le passé, et de ne songer qu'à la satisfaction, que L'Electeur ressentiroit, en apprenant, qu'Elle acceptoit avec confiance les propositions, qu'il Lui avoit faites. Je changeai en suite de conversation, et tachai de pénétrer à quel point les *choses entre S. A. R. et la cour Imp^le. avoient été avancées;* mais Elle me répondit: *qu'Elle avoit engagé Sa parole d'honneur, de n'en jamais parler à qui que ce soit;* que je pouvois être assuré, que les ressources ne Lui auroient point manqué, et que ce n'étoit pas sans raison, que le Baron de Lehrbach se rendroit aux Deux-Ponts, et vouloit y arriver encore avant Son départ; qu'Elle étoit un peu embarassée sur ce qu'Elle auroit à lui dire, mais qu'en tout cas *Elle le laisseroit dans la plus parfaite incertitude au*

sujêt des arrangemens, qu'Elle prenoit avec L'Electeur. Dans un troisième entretien, que j'eûs avec S. A. R. l'après midi à six heures, Elle me remit la cession signée, que j'ai l'honnenr de joindre ici. Ensuite de quoi je Lui remis la lettre de change de cinquante mille écus."

Die Urkunde vom 1. Mai 1776 ist nur eine kurze Cession, durch welche die verw. Churfürstin „alle und jede in Ansehung der bayerschen Erbfolge ihr jetzt schon zustehende, auch künftig hinzukommende Erbrechte und Ansprüche", an ihren Sohn Friedrich August und dessen Nachfolger, unter den von demselben in dem oberwähnten Aufsatze vom 20. April 1776 zugesagten — nicht speciell aufgenommenen — Bedingungen, abtritt. Somit war also das Hauptgeschäft erledigt und die größte Schwierigkeit beseitigt, allein es ergab sich, wie schon Graf Riaucour in seiner Depesche mitgetheilt hatte, daß der Betrag der Schulden der Churfürstin sich höher belief, als die von ihr anfänglich angegebene Summe von 700000 Thlr. Es war nöthig, die einzelnen Schuldposten genau zu specificiren, die Zinsrückstände zu berechnen ꝛc., und Maria Antonia sendete daher den schon oben erwähnten Hewald nach Dresden, um das Weitere zu reguliren.

Ihm gab sie auch an den Grafen Marcolini einen, ihren lebhaften Dank für den Beistand, den er ihr geleistet, ausdrückenden Brief mit, den wir mittheilen,

weil wir noch auf Marcolinis Concurrenz bei dieser Angelegenheit zurückkommen müssen. Sie schreibt am 4. Mai 1776 aus Zweibrücken: „Mon cher ami, je ne puis laisser partir Hewald sans Vous exprimer encore une foi toutte ma reconnoissance pour tout ce que Vous avez fait pour moy, dont je ne perdrai jamais la memoire et je ne serais contente, que lorsque je pourois Vous en donner de preuves reeles: Je Vous prie de me metre à l'epreuve et Vous me ferez le plus grand plaisir du monde. A present, cher Comte, il ne Vous reste plus qu'a mettre la derniere main a l'oevre. Hewald vat pour aranger l'etat effective de mes deptes. Je prevois qu'il outrepassera les 700000 Thlr. que l'Electeur m'at accordé, mais touts ces articles ne seront pas si pressant, faite que l'Electeur me les accorde en entier sans quoi ce seroit a recommencer et je n'aurai plus rien à lui offrir. J'ay cede en tout, ce qui fait le double de ce que j'avois offert, ainsi je crois que mon fils pourra bien avoir a son tour la generosite de me donner un peu plus qu'il ne m'at accorde. Cette lettre n'est que pour Vous seul. Je compte en tout et par tout sur votre amitie et suis a jamais etc."

Obwohl die Summe, um welche Maria Antonia's Schulden den bei den Verhandlungen ursprünglich angenommenen Betrag überstiegen, nicht ganz unbedeu-

tend war, kam der Churfürst doch bereitwillig den Wünschen seiner Mutter wegen Uebernahme auch des Ueberrestes entgegen, und nachdem die Letztere noch freiwillig sich erklärt, die Hälfte der vorbehaltenen Diamanten dem Churfürsten schenken zu wollen, ward eine ausführliche, die einzelnen Stipulationen und Bedingungen enthaltende Urkunde abgefaßt, welche die verw. Churfürstin unter dem 6. October 1776 vollzog. Hiernach sind die verschiedenen Angaben, die man in Druckschriften über diese Cession liest, zu berichtigen.

Das Geheimniß, in welches man den Vertrag zu hüllen wünschte und dessen Beobachtung Maria Antonia, auch wie wir gesehn, insbesondere Oestreich gegenüber zugesichert hatte, blieb jedoch nicht lange bewahrt. Graf Riaucour spricht schon im Mai 1776 seine Besorgniß aus, „ayant remarqué que l'Auguste Princesse ne cachait rien à certaines personnes de sa suite et qu'elle parloit d'affaires les plus secretes pendant qu'elle se laissoit coiffer par un valet de chambre francois, en qui Elle a beaucoup de confiance et sur la discretion duquel Elle croit pouvoir compter“ und meldet am 15. Juni 1776 aus Manheim „on parle ici publiquement de cette cession que les creanciers de S. A. ont eu soin de divulguer.“

Ihren Dank für den glücklichen Abschluß des Geschäfts bewies Maria Antonia dem Grafen Sacken durch

das Geschenk einer goldnen, mit Brillanten besetzten Dose, die er im Juli empfing, während das für dieselbe bestimmte Portrait der Churfürstin später nachfolgte. Auch hierauf werden wir noch zurückkommen.

Wir haben bisher die eine Seite der Verhandlungen über die gedachte Cession gegeben, die wir die officielle nennen mögen, müssen nun aber auch die Rückseite, die geheimen Federn, welche Maria Antonia in Bewegung setzte, betrachten, da sie allerdings in einigem Zusammenhange mit einem Ereignisse stehn, welches damals das größte Aufsehn erregte und zeither immer noch ein ungelöstes Staatsgeheimniß, über welches nur mehr oder weniger falsche Relationen gegeben worden sind, geblieben ist, die Arretirung des Marchese d'Agdollo und seine lebenslängliche Haft auf der Festung Königstein. Die erste Quelle aller Fabeln, welche hierüber gedruckt worden sind, ist, so viel dem Verfasser bekannt, Mirabeau, der in seinem Buche de la monarchie Prussienne sous Frederic le Grand, Londres 1789. in 4. Tom. I. p. 88 folgendes erzählt: „C'est encore lui (Frédéric II.) qui découvrit a l'Electeur de Saxe le projet détestable de sa mère, évitant ainsi le plus affreux scandale qui eut jamais été donné dans aucune cour de l'univers“; dazu sagt eine Anmerkung: „Cette anecdote est assez curieuse pour trouver place ici. La mère de l'électeur regnant de Saxe, prince réspectable sous une infinité

de rapports, comme je le montrerai ailleurs, prit en horreur son fils, l'orsqu'elle vit, que parvenu à la régence il ne lui laissoit point d'autorité. Elle forma le projet de le perdre, en déclarant solennellement à la diète de Ratisbonne qu'il etoit bâtard de Mr. Witzthum, l'un de ses favoris, tué dans un duel célèbre par Mr. de Mayern. Pour cet effêt elle récueillit les dépositions de ses femmes dans un paquet, qu'un certain aventurier, nommé le Comte d'Agdalo, son affidé, devoit porter à Ratisbonne. La veille du jour fixé pour son départ un courrier du Roi de Prusse demande à parler à l'électeur en personne, est admis et lui remet tous les détails de cet horrible complot, avec des copies des papiers rélatifs. Conseil assemblé chez l'électeur, on prend la résolution d'arrêter le C. d'Agdalo, et cette mesure exécutée sur le champ, il est conduit à Königstein, où on le détient encore et probablement pour toute sa vie, le commandant de la forteresse répondant sur son honneur et sur sa tête de la sûreté du prisonnier. C'est ainsi qu'avorta cette machination inouïe."

Ihm schreiben u. a. Böttiger, Geschichte des Kurstaats und Königreichs Sachsen Th. 2. S. 399 fl., der ungenannte Verfasser des Schriftchens, Mittheilungen aus dem Leben und Wirken des Königs v. Sachsen Friedr. August des Gerechten, Leipzig 1829, Seite 15, Vehse,

Gesch. der Höfe des H. Sachsen Th. 7. S. 189 fl., Biedermann, Deutschland im 18. Jahrhundert, Band I. S. 51. not. X. nach, während Bülau in der Fortsetzung von Gretschels Geschichte des sächs. Volks Th. 3. S. 226 und in seinen Geheimen Geschichten rc. Bd. I. S. 196 fl. zwar jene Verläumdung Mirabeau's verwirft, aber doch das eigentliche Sachverhältniß, indem er einen Diamantendiebstahl in das Verfahren gegen Agdollo mit hereinzieht, nicht in Uebereinstimmung mit unsern völlig authentischen Quellen, die dem letztgedachten Schriftsteller nicht zugänglich gewesen sind, darstellt.

Agdollo, Pierre Louis March. d'Agdollo, wie er selbst sich schreibt, war der Sprößling einer verarmten venetianischen Familie, der Sohn des sächsischen Agenten zu Venedig, Hof- und Commerzienraths Gregorio d'Agdollo. Während des siebenjährigen Krieges war er bei der französischen Armee gewesen, bei der sich auch Prinz Xaver befand, der ihn, so viel wir ersehn, mit nach Sachsen gebracht und in seine Begleitung aufgenommen hatte. Wir finden ihn im Hof- und Staatscalender von 1768 als Major, Sousleutnant bei der Schweizergarde, im Jahr 1769 als Flügeladjutant des Prinzen Xaver und Oberstleutnant aufgeführt, ersehn auch aus dem mehrfach angeführten Münchner Journale, daß er 1769 den Prinzen Xaver auf einer Reise begleitete. In demselben Jahre ward er zum Obristen bei der Armee ernannt, das Patent zwar ausgefertigt,

aber aus Gründen, die nicht aus den Acten zu ersehn sind, ihm nicht ausgehändigt und auch das Notificationsrescript zurückgehalten. In der Hoffnung, eine Anstellung in der Armee zu erhalten, hatte er, wie er in mehreren Vorstellungen aus dem Jahre 1773 und folgenden Jahren sagt, seine Entlassung als Adjutant des Prinzen Xaver erbeten und noch im Jahre 1773 suchte er um Publication seines Obristen-Patentes nach, worauf jedoch die Entschließung Seiten des Churfürsten vom 21. Januar 1773 dahin ging, „die gebetene Publication bleibt noch in suspenso“. Spätere Gesuche wurden beigelegt. In den Hof- und Staatscalendern 1772 fl. wird er als Obrister aufgeführt, aber vom Jahre 1775 an ist er nicht mehr darin erwähnt. Er genoß eine Pension von jährlich 600 Thlr. Mit Luise Amalie geb. Fürstin Lubomirska, die in erster Ehe mit dem General-Feldmarschall Gr. Friedrich August Rutowski (einem Sohne König Augusts II. und der Türkin Fatime, später Frau von Spiegel) vermählt gewesen, war er heimlich verheirathet: die stolze Dame wollte ihren Rang nicht aufgeben und Agdollo, der von ihr reichliche Unterstützung erhielt, bequemte sich zu einem Verhältnisse, welches ein öffentliches Geheimniß blieb. Er wohnte nicht mit seiner Gemahlin zusammen, hatte seinen eignen Hausstand, lebte mit ziemlichem Aufwande, hielt sich u. a. 8 Pferde und vermehrte, wenn sein Einkommen und die Zuschüsse der Gräfin Rutowska nicht

ausreichten, jährlich unbedenklich seine Schulden, die allmählig eine nicht unbedeutende Summe erreichten. Schlau, wie er war, hatte er sich in Maria Antonia's Vertrauen einzuschleichen, oder sie wenigstens zu bestimmen gewußt, sich seiner bei den Verhandlungen, welche der Cession vom 1. Mai 1776 vorhergingen, zu bedienen, um den Gang derselben, in ihrem Interesse, insbesondere bei dem Grafen Sacken, dessen Gunst er sich erfreute, zu betreiben. Aus der Correspondenz, welche die verw. Churfürstin aus Zweibrücken mit Agdollo deshalb führte, ist noch nachstehender Brief an ihn vom 23. Februar 1776, der diese Thatsache bestätigt, vorhanden: „Je Vous avoue tout naturellement, que la patience m'est echappee et que j'ay fait *une demarche d'une tres grande concequance* sur laquelle je ne pouvois pas vous conssulter, parceque ce n'est pas une de ces chose qu'on puisse confier au papiers. Toujours vous poures etre tranquil sur les persones que j'employ j'en repons, mais il est vray aussi que si je suis bien servie, l'Electeur ne s'en trouvera pas bien, mais ce ne sera pas ma faute et il ne poura pas me reprocher de ne luy avoir pas laisser le tems a la reflection je crois que j'ay attendue tres patiement et de reste, et ce n'est pas d'aujourduy que je suis a m'apercevoir, qu'on luy a fourè dans la tete qu'il n'avoit qu'a temporiser, que je mourerai peut etre en attendant

ou que je serai si fort dans l'embaras, que tost ou tard il faudroit que je dise amen a tout. mais ces gens la que je conois et que j'ay tirè du neant pour en faire des ingrats et des mauvais serviteurs a mon fils, auront un jour a repondre devant dieu de tout le mal et de tous les torts qui luy ariveront. Dieu m'est temoin et Vous, si mes intentions etoient droits, mais tout a ete inutil et ils ont eu plus de credit sur son coeur que moj qui suis sa mere, et il n'a pas balancè a me traiter come une etrangere ou come une persone suspecte, de laquelle il doit se mefier plus tost, que de m'ouvrir son coeur et finir amiablement avec moy, come il me l'avoit promis et come il n'en a rien fait, en me laissant partir sans me dire un mot, quoique je l'aye entamè plusieurs fois. Enfin mon cher ami je ne scais ce qui en arivera mais je vous previens de n'etre pas surpris, si vous aprenè *tout d'un coup une grande nouvelle* et si je me suis ecarté un peu du plan de douceur, que vous m'aves tant rabachè a Dresde et qui a si peu et si mal reussi. Que je Vous aurois bien souhaitè près de moy et vous icy vous m'auriez ete fort utile et m'auries epargnè la moitiè du travail qui en veritè m'a bien coutè. J'espere toujours de vous voir bientost, sous pretexte d'aler a un bain et que vous aprendres d'etranges choses mon cher agdolo et

au quels en veritè je ne m'attendois pas plus que Vous. je fini et je n'en puis plus etc."

Agdollo, der ein doppeltes Spiel spielen wollte, oder darüber erbittert war, daß er nicht der einzige Vertraute Maria Antonia's blieb, sondern Graf Marcolini sich vorgezogen sah, sendete diesen Brief dem Grafen Sacken, indem er diese Mittheilung mit folgenden Zeilen begleitete:

„Monsieur,

La conviction dans laquelle je suis, qu'il est du devoir d'un serviteur fidele, de ne rien laisser ignorer de ce qui peut interesser le bien de l'Etat, et la Gloire de Son Souverain, l'emporte sur toutes les considerations possibles, et me détermine a remettre a Votre Excellance la lettre de Son Altesse Royale Madame L'Electrice Douvairiere, sur le contenu de laquelle j'ai eu l'honneur de Lui parler.

Quand S. A. Royale, par une habitude contractée pendant l'Administration, m'a fait l'honneur de me dire Ses idees, sur cette affaire, qui me paroit des plus importantes, j'ai cru, que je devais, quoique sans aucune vocation pour cela, tacher d'adoucir Son esprit, par des insinuations respectueuses, qui annoncaient des veritès utiles, et la disposer a entrer dans les vues de Son Auguste Fils; je vous rendais compte Monsieur de

mes entretiens avec Elle, et vous daigniés approuver ma conduite; c'est de cette facon que je suis entré pour quelque chose, dans une affaire, que j'eusse ignoré, si j'en avais eu le choix. Une correspondance telle, que celle de S. A. Royale, m'honore sans doute infiniment, mais Vo: Ex: ne peut blamer, les inquietudes, qu'Elle me fait concevoir en meme tems, et qui m'ont determiné a comuniquer a S: E: Monsieur le Baron d'Ende, Votre Collegue (Cabinetsminister Leopold Nicolaus,) toutes les notions que j'ai de cette affaire, toutes les lettres de cette Auguste Princesse, et ma derniere, que je lui ai ecrite, la seule dont j'aie conservé la minute, parceque la seule interessante. Ce n'est pas que je doute aucunement, que le temoignage irrecusable d'un Ministre aussi integré aussi zelé, et aussi eclairé que vous l'etes Monsieur, ne suffise amplement, et ne me rassure pleinement; mais je crois, que dans tous les cas, je dois pouvoir me dire, sur tout par la suite, que le Ministere entiere du Cabinet de mon Souverain est instruit de ma conduite dans cette affaire delicate, parceque je suis resolu de Lui communiquer dorenavant toutes les lettres que S. A. R. m'ecrira, de meme que toutes mes reponses. Votre Excellence ne scauroit desapprouver ma demarche, elle etoit indispensable pour moi, et certainement utile

au service de Monseigneur l'Electeur. J'ai vu que Mr. le Baron d'Ende honoroit ma facon de penser et d'agir de sa sanction et je suis convaincu, que la droiture et la capacité de deux ministres zelés, et animes par un desir egal d'operer le bien de l'etat et du souverain, conduiront cette negotiation au terme le plus heureux. Je suis tres respectueusement

Monsieur

Dresde le 9 Mars 1776.

de Votre Excellence
le tres humble et tres
obeissant serviteur
Le Marq. d'Agdollo."

Agdollo versuchte aber auch nach andern Seiten hin von dem Geheimnisse, das ihm anvertraut worden war, Nutzen zu ziehn. Den Beweis dafür liefern uns die Depeschen des preußischen Gesandten von Alvensleben. Derselbe schreibt am 13. Mai 1776: „Le Marquis d'Agdollo, Aide camp du Pr. Xavier, qui a même je crois l'honneur d'être connu de V. M., a cherché depuis quelque tems à me sonder, *si dans le cas qu'il quittât le service d'ici*, *comme il paroit intentionné de le faire*, il osoit se flatter que V. M. daigneroit l'attacher au sien, en lui accordant la clé de chambellan. Quoiqu'en même tems il m'ait d'abord fait entrevoir, que lié par un mariage secret au sort de la Comtesse Rutowska, il

ne pourroit pas quitter Dresde pour toujours sans s'exposer à des inconveniens qui nuiroient à sa fortune, la nature de cette proposition et l'esprit aussi inquiet qu'actif du Marquis, m'ont d'abord fait craindre quelque arriere vue, de sorte que j'usois de beaucoup de ménagement dans ce que je lui ai repondu. Quoique j'aye taché dans les entretiens que j'ai eus avec lui depuis, de le fortifier dans ces dispositions sans lui donner cependant la moindre assurance sur ce que V. M. pourroit faire à son egard, c'est dans la conversation que nous avons eue depuis peu, que j'ai pris occasion de le mettre à portée de me conter plusieurs anecdotes sur la succession de l'Electrice douairiere dans l'alleu de Baviere. Malgré quelques façons faites d'abord, il *a paru se prêter trés volontiers* dans la suite *à me faire des confidences.* Le precis de ces ouvertures est, que l'Electrice douairiere avant son depart pour Deux Ponts étoit entré en negociation avec l'Electeur son fils sur la cession de ses prétentions à l'alleu de Baviere, qui monte à 15 Millions, mais que par les ménees du C^te. Marcolini, par l'avis partagé du Cabinet et par l'indecision de l'Electeur même, la negociation avait été rompue au point que l'Electrice douairiere avoit pressé son depart pour Deux Ponts pour s'aboucher avec un Agent de la cour de Vienne

et qu'elle avoit mené l'affaire si vivement qu'elle avoit été sur le point de finir, si lui, Marq. d'Agdollo, instruit de tout par l'Electrice douairiere même et guidé par son zèle pour l'Electeur n'avoit taché de ramener les esprits, de sorte que présentement l'Electrice douairiere avoit abandonné ses vues avec l'Autriche et que la negociation avec son fils se terminera en peu de jours aux conditions suivantes, savoir que l'Electeur degagera à la Banque de Genés les bijoux de l'Electrice douairiere pour 300000 ecus, des billets de Saxe pour 400000 et qu'il lui payera 200000 ecus argent comptant et qu'on engagera egalement la Marggr. de Bade à ceder à l'Electeur ses prétentions qui montent de même à 15 Millions etc."

Der preußische Gesandte setzte jedoch in die Richtigkeit dieser Notizen, die auch, wie wir gesehn haben, nicht ganz genau waren, Zweifel, indem er beifügte: „il regne tant d'invraisemblance et de contradictions dans les propos du Marquis, qu'ils augmentent necessairement mes doutes. Il m'a donné par exemple pour une chose tres decidée que V. M. s'étoit arrangé avec l'Autriche sur un espece de partage etc." Der Berichterstatter meint daher, Agdollo möge wohl ganz andere Absichten gehabt haben, als die, ihn aufzuklären, vielleicht sei er von dem französischen Gesandten (Marquis d'Entraigues) mit dem

er liirt sei, oder von dem Grafen Sacken oder Maria Antonia abgesendet worden, um ihn auszuhorchen und Auskunft über des Königs von Preußen Absichten zu erlangen.

In der nächsten Depesche vom 17. Mai 1776 meldet der preußische Gesandte nach Berlin: „*Plusieurs ministres m'ont fait sentir qu'on s'étoit arrangé avec l'Electrice douairiere* pour ce qui pourroit lui revenir de la succession de Baviere etc. Je vois par la que le Marquis d'Agdollo ne m'en a pas imposé sur le fond de l'affaire mais ce qui prouve encore plus, c'est que j'ai vu moi même une lettre de l'Electrice douairiere selon laquelle elle dit avoir tout signé.“ Ueber Agdollo bemerkt der Berichterstatter: „*Sa haine contre le Cte. Marcolini est des plus fortes et il ne manquera pas de faire jouer tous les ressorts imaginables pour le culbuter.* Je crois même qu'il y a plusieurs personnes de marque qui entrent dans ses projets, mais que c'est lui qui donne le branle à la machine. S'il reste au service il est trop en butte au pouvoir du favori. S'il quitte et qu'il ne se ménage point une protection, il doit craindre en demeurant à Dresde les mauvais partis que la haine du Comte pourroit lui faire. Mais en revanche s'il s'annonce publiquement comme serviteur de V. M., il mettra une barriere insurmontable à sa communication avec le

cabinet et surtout avec le Sr. Ferber, qui en est l'ame. Ainsi pour ménager tous ces interets, il souhaiteroit que V. M. daignat m'ordonner et m'accorder le pleinpouvoir de lui remettre la clé de chambellan, des que les circonstances le rendroient necessaire, mais pas avant et de le protéger ensuite comme tel. Il chercheroit en attendant à meriter la bienveillance de V. M. par les services qu'il tacheroit de lui rendre, *par les avis qu'il lui donneroit de tout ce qui se passe en Autriche et dans d'autres pays, dont il se trouve à portée d'avoir les premieres nouvelles.* Je crois encore de mon devoir de remarquer que ce Marquis paroit être un homme de genie et rempli de connaissances."

König Friedrich II. aber, der seinen Mann richtig beurtheilte und nicht geneigt war, die Zahl seiner Kammerherren durch einen Spion — denn dazu erbot sich offenbar Agdollo — zu vermehren, ließ dem Gesandten unter dem 18. Mai 1776 erwiedern, er möge Agdollo's Anerbieten ablehnen, da er keine fremden Offiziere in Dienste nehme und ihm rathen, in Sachsen zu bleiben.

Diese Eröffnung erfolgte und der Gesandte meldet hierauf am 10. Juni 1776, „Agdollo m'a fait entrevoir qu'il étoit si decidé de quitter ce service que si *V. M. ne faisait nulle attention à lui il se jetteroit d'un autre coté* (wichtige Worte, auf die

noch zurückzukommen sein wird). Ses propos tant sur ce sujet que sur d'autres matieres qui varient tout de même que ses principes, annoncent *un homme intrigant sur lequel il n'y a point de fond à faire.*" Doch gab Agdollo die Hoffnung, sich den Schutz des Königs von Preußen zu sichern, noch nicht ganz auf und von Alvensleben schreibt hierüber später noch: „Le Marquis comme je le sais de tres bonne part, tachera encore par quelque autre voye que la mienne, de se procurer la protection de V. M. en entrant dans son service, et la difference qu'il met presentement dans ses prétentions seroit de transporter dans les etats de V. M. la fortune de sa femme la comtesse Rutowska, qu'on fait monter à 200000 ecus avec une pension de 4000 ecus, qu'elle tire de la cour."

Auch dem Grafen von Sacken gegenüber trat Agdollo mit der Andeutung, daß, wenn ihm nicht eine Verbesserung seiner Lage zu Theil werde, er Sachsen verlassen werde, hervor. In einem Schreiben an diesen Minister vom 5. August 1776 rühmt er sich, daß er auf des Letztern Veranlassung die verwittwete Churfürstin bestimmt habe, die Hälfte ihrer Diamanten dem Churfürsten zuzuwenden (Band II. S. 74) und fährt dann fort: „j'ai servi avec intelligence et avec une valeur distinguée pendant une guerre tres longue et mes cicatrices le prouvent; j'ai servi le Prince

Xavier pendant son administration avec un desinteressement peu commun, j'ai refusé des avantages considerables dans un service etranger et Votre Excellence en a eu les preuves en main. S. A. R. m'offre des *conditions tres seduisantes* pour m'employer dans ses affaires et je la refuse, je fais mieux je detourne un coup important et je fais obtenir tout l'avantage de l'affaire à mon maitre etc. Si avec de tels titres un serviteur ne peut esperer de meriter les bienfaits de son souverain *que me reste-t-il, que le parti du desespoir.* Six cents ecus sont mon lot etc.“ Er bittet dann in der ziemlich langen Epistel, Graf Sacken möge sich für ihn verwenden, und schließt: „Votre reponse decidera de mon sort et je Vous avoue avec la franchise que Vous me connaissez, *que si malheureusement je ne puis pas obtenir la consolation, que j'ai acheté avec tout ce qu'un homme peut donner à son maitre, aucune consideration quelconque ne pourra pas m'empecher de quitter un pays* ou des impressions donnees contre moi par des ennemis, que je ne connois ni ne merite, ont eu la force de retenir la main bienfaisante du plus juste et du plus equitable des Princes envers un serviteur aussi zele, qu'utile etc.“

Wenn Agdollo sich in diesem Briefe, auf welchen wir keine Antwort finden, und in einem spätern Memoire, dessen wir noch zu gedenken haben, darauf be-

zieht, daß Maria Antonia ihm glänzende Anerbietungen gemacht, so wird diese Angabe durch nachstehende Schrift, welche sich unter ihren Papieren befindet, unterstützt. Dieselbe lautet also: „Ayant depuis plusieurs années employé dans Mes Affaires le Marquis d'Agdollo, Colonel au service de l'Electeur de Saxe mon Fils et ayant eû lieu d'être satisfaite de son zèle et de Son attachement à ma Personne, de même que de sa droiture, probité et loyauté avec laquelle il s'est acquitté de plusieurs *commissions importantes*, que Je Lui avois confiées, et qu'il a rempli avec dexterité: Pour Lui donner une marque de ma satisfaction pleniere, et le recompenser des services qu'il m'a rendûs, Je Luï accorde de ma libre volonté, et de mon propre mouvement une pension annuelle ad Dies Vitae de Deux mille Ecus de Saxe, pour qu'il en jouisse dans tous les cas, et partout où il se trouvera, et j'ordonne à mon caissier Beghold, de les Lui payer du premier de Janvier de l'année courante: En foy de quoi je signe le present Decret de ma main et y appose le scellé de mes Armes. fait à Deux Ponts ce 1. de May 1776.“

Die Urkunde ist aber nicht vollzogen und das Siegel, welches schon beigefügt gewesen, ist h e r a u s g e r i s s e n. Allerdings gibt die Größe der Summe, welche Agdollo zugesichert werden sollte, Veranlassung zu der Vermuthung, daß die verw. Churfürstin nicht blos seine

Bemühungen bei Betreibung des Cessionsgeschäfts, sondern wohl noch andere Dienste desselben zu belohnen beabsichtigt habe und wenn wir dessen, was über ihren Plan, nach Italien überzusiedeln, erwähnt worden, uns erinnern, so erscheint es nicht unwahrscheinlich, daß sie bei den deshalb getroffenen Einleitungen sich des Italieners Agdollo vorzugsweise bedient und sein Schweigen über diese Angelegenheit, welche zu den „*commissions importantes*,“ deren das Document gedenkt, gehört haben mag, zugleich zu erkaufen bezweckt hat. Daß sie sich Agdollos auch zur Erhebung von Geldsummen in Dresden bedient, ersehn wir aus Quittungen desselben, die er dem Hofzahlmeister Bögehold ausgestellt hat: noch am 28. August 1776 erhob er für sie von jenem 1000 Thlr.

Wir haben bereits erwähnt, (Band II. S. 72) daß ihr Secretair, der Legationsrath Hewald, von ihr nach Dresden gesendet worden war, um das Weitere wegen Bezahlung ihrer Schulden zu reguliren: er war wieder zu ihr nach München zurückgekehrt. Am 5. August 1776 schrieb Agdollo den letzten von uns mitgetheilten aus Dresden datirten Brief an Graf Sacken. Er muß kurz darauf nach Töplitz gegangen sein, denn der preußische Gesandte von Alvensleben sagt in einer Depesche vom 9. August 1776: „Je soupconne que le Marquis d'Agdollo, qui prend les bains de Toeplitz, va faire de la une escapade à Nymphenbourg, pour

se concerter avec l'Electrice douairiere sur les arrangements, qu'elle est peutêtre intentionnée de proposer à V. M. Je me flatte d'être dans quelques jours au fait du resultat de ces conferences." Die nächstfolgenden Depeschen enthalten aber keine weitere Mittheilung darüber, daß Agdollo Maria Antonia zu dieser Zeit aufgesucht habe. Allerdings hatte sie nach Inhalt ihres Briefes vom 23. Februar 1776 Agdollo (Band II. Seite 80) früher den Vorschlag gethan, er möge unter dem Vorwande ein Bad zu gebrauchen, zu ihr kommen, inzwischen hatten sich aber die Verhältnisse wesentlich verändert, und es erscheint nach dem Gange der Dinge, wie wir ihn sich noch entwickeln sehen werden, höchst unwahrscheinlich, daß Agdollo mit ihr in dem ersten Drittheile des Augusts noch eine freundschaftliche Zusammenkunft habe suchen können. Auch finden wir keine nähere Auskunft darüber, welcher Art die „arrangements" gewesen, welche die Churfürstin dem Könige von Preußen vorzulegen hätte beabsichtigen können.

Am 19. August 1776 kam der Geheime Rath von Zehmen in München mit dem Befehle an, Hewald arretiren zu lassen. Dieser war entflohn, und zwar mit heimlicher Unterstützung Maria Antonia's, wie sie selbst dem Churfürsten von Trier offenbarte (siehe dessen weiter unten folgenden Brief vom 26. Januar 1777). Gegen Agdollo war bis dahin nichts geschehn, allein er war

(wie? bleibt ein Geheimniß) sehr wohl davon unterrichtet, daß ihm Gefahr drohe und übergab dem Geheimen Rathe von Zehmen nach dessen Rückkehr von München am 15. September 1776 ein ausführliches Memoire, von dem sich eine Abschrift in dem Geh. Staatsarchive zu Berlin erhalten hat. Es lautete dahin:

1) „J'apprens à mon grand étonnement, que S. A. R. doit m'avoir inculpé aupres de l'Electeur, de lui avoir enlevé des papiers, et qu'elle l'avait requis, de me faire arrêter, pour qu'on put me les reprendre, et les lui remettre tout cachetés et sans les lire.

2) Que S. A. R. avait forcé Hewald d'écrire une lettre ou deposition sous Sa dictée par laquelle il declareroit, que j'étois le possesseur de ces papiers.

3) Qu'elle l'avoit ensuite engagé à se sauver, et qu'il avoit laissé en partant une lettre, par laquelle il retractoit tout ce qu'il avoit écrit par force dans la deposition.

4) Qu'elle avoit expedié ici un sien domestique en Courier, pour demander qu'on lui envoyat quelqu'un, à qui Elle put confier le contenu de ces papiers, et que Vous aviés été envoie pour cela.

5) Que Vous éties chargé de faire arrêter Hewald, pour savoir ce qui en étoit de ces papiers, mais que celui-ci étoit deja parti à Votre arrivée.

6) Que l'on avoit cependant su l'endroit de sa demeure, puis qu'on lui avoit écrit, que s'il vouloit avouer ce que ces papiers étoient devenus, on Lui pardonneroit et on oublieroit tout le passé.

7) Qu'il avoit repondu ignorer entièrement tout cela; qu'il ne pouvoit pas avouer une chose, qu'il ne savoit pas, et encore moins en inculper un galant homme comme moi.

8) *Que ces papiers regardoient uniquement Le Comte Marcolini personellement.*

9) Que vous aviés, en arrivant a Munic, dit à S. A. R. que l'Electeur ne pouvoit pas me faire arrêter par-ce-qu'il n'y avoit aucun indice, que je fusse coupable, et que la justice et l'équité de l'Electeur, ne lui permettoient pas, de satisfaire au desire de S. A. R.

10) *Que le Comte Marcolini declamoit fort contre moi par des menaces de me perdre.*

1) Quand je ne connetrois pas suffisament la facilité de S. A. R. à faire des confidences, je ne serois pas moins sûr, que cette affaire, dans laquelle on m'implique gratuitement, sera bientôt repandue dans le public, et la preuve de ceci est, que plusieurs personnes m'en ont parlé, et que je suis instruit de tout ce que j'ai annoncé ci-dessus.

2) Il n'est pas douteux, que l'accusation et la requisition de S. A. R. doivent avoir fait la plus

grande impression sur l'esprit de l'Electeur à mon desavantage, et qu'en général mon honneur se trouve compromis. D'ailleurs j'ai des preuves de reste, qu'on a réussi depuis longtems à indisposer l'Electeur contre moi.

3) Si par le plus grand bonheur, des gens de probité ne m'eussent averti de ce qui se passe, je me serois tu, comme jusqu'ici, et il est certain que mon silence pû me faire croire coupable.

4) Audiatur et altera pars; est un droit etabli dans tous les pays, et aucun Souverain ne refuse justice, quand un sujet ou serviteur le demande, parcequ'il la doit a tout le monde indistinctement.

5) Il est malheureux pour moi, de devoir me justifier; mais il seroit bien plus malheureux, si je devois passer pour coupable, par ce qu'une grande Princesse le dit, et encore plus malheurenx, si j'etois coupable en effet.

6) Je dois me justifier, et effacer les impressions sinistres, que l'accusation doit avoir faite sur l'esprit de l'Electeur mon Maitre.

7) Ma premiere idée étoit, de me rendre chez le Lieut. General Gersdorff, qui par mon grade et par les loix est mon Juge naturel, et de le prier de Vous inviter à passer chez lui. J'y aurois fait une deposition legale et juridique de tout ce que je puis savoir sur cette affaire, dont j'ignore le

principe et le fond; car je ne sais positivement que ce qui est avouée ci dessus, sur tout ce qui ce passe.

8) Ensuite je pensois, que toute cette affaire ne pouvoit se rapporter qu'à la negociation des allodes, et je crus, que je ferois mieux de m'adresser aux Ministres du Cabinet de L'Electeur.

9) Mais des reflexions plus calmes m'ont determinée à supprimer toute demarche qui pourroit occasioner de l'éclat, et de venir à Vous directement, parceque Vous aves été emploïé dans cette affaire, et autorisé à en parler au Maitre, ne voulant pas hazarder de lui deplaire; et sentant fort bien que je devois avoir les plus grands menagemens possibles, en consideration des personnes respectables, qui y sont impliquées, et qui doivent embarrasser beaucoup dans le chemin naturel de la justice.

10) Quant à moi, je ne puis pas me dispenser, ni me passer d'être jugé, et la voie ordinaire est celle qui me convient à tous egards. Il faut, que je sois ou justifié ou puni.

11) L'Electeur peut exiger de moi tout, excepté de paroitre coupable. Je dois être rassuré sur ce point, et ce seroit une injustice, de vouloir me forcer à un silence profond, sans me tirer de la situation affreuse oû je suis.

12) Il est tres sûr, très possitif, sûr comme

Dieu, que je ne puis qu'être jugé à mon plus grand honneur et gloire; car dèslors je ne pourrai pas ni manquer, ni eluder, de parler et de declarer tout ce que j'ai fait et tout ce que je sais, avec la verité toute une.

13) Je constaterai si bien, d'avoir rendu les plus grands services, dans tout ce que j'ai eu a faire avec S. A. R. et je demontrerai si clairement, que j'ai respecté, contenu, detourné et empeché cent fois les effets de Son mecontentement, en menageant les personnes contre qui Elle etoit indisposée, que l'Electeur ne pourra surement pas se refuser à la conviction, et sera persuadé, que je Lui ai rendu des bons services.

14) Qui verifié et prouvé, il est aisé de sentir la situation desagreable de mes Juges.

15) L'on m'effraiera en vain par la menace d'une injustice. Je ne la crains d'aucune façon, et ce seroit insulter l'Electeur, que de L'en soupçonner seulement capable.

16) Je ne tiens qu'à l'Electeur, je ne puis esperer de fortune solide, que de Lui. Je merite par la probité avec laquelle j'ai sacrifié mes intérêts d'être remuneré. Mais aujourd'hui Monsieur, je suis reduit à la necessité indispensable, d'être reconnu digne de Ses bontés et de Ses bienfaits, *ou de prendre un parti.*

17) Je puis cependant craindre, qu'on ne surprenne la religion et la justice du Souverain, et je dois en consequence, prendre les precautions, qu'un homme sage et prudent doit à la conservation de son honneur et à sa defense.

18) Voici ce que j'ai fait pour cela: J'ai en travaillant comme un forçat, depuis trois ou quatre jours que j'ai appris ces nouvelles, *dressé un Memoire raisonné sur tout, ce qui s'est passé, depuis que S. A. R. m'a chargé de Ses affaires*, et principalement sur toute ma conduite dans la negociation de l'alleu Bavarois, qui m'a valû la persecution que j'eprouve.

J'y reclame le témoignage des Ministres du Cabinet, qui sont mes Juges compétens en ceci. J'expose les faits avec suite et clarté; *j'y cite les epoques intéressantes, et je les verifie par des pieces originales et irrecusables. J'ai tiré plusieurs copies de ce Memoire, que j'ai mis en lieux sûre**).

19) *J'ai egalement couché par écrit, tout ce que je Vous dis aujourd'hui. J'en ai consigné deux copies à une personne sûre*, p o u r l e s r e n d r e p u b l i q u e s, *si on use de violence contre moi, et qu'on me condamne*, avant d'avoire instruit mon proces par des Juges intelligens et integres.

---

*) Dieses Memoire ist nicht aufzufinden gewesen.

20) J'attens presentement la decision de mon sort avec la plus grande impatience, mais avec l'assurance, et la fermeté d'un homme d'honneur et d'un galant homme, qu'on peut tout au plus calomnier, et qui n'a jamais su ce que c'est, que de se laisser seduire ou tenter par l'appat des promesses ou de l'argent.

21) Quant aux papiers ou lettres, que S. A. R. peut m'avoir confiées ou écrites, je ne puis pas Vous en parler, ni ne puis en rendre compte qu'à l'Electeur même, ou en justice, quand je ne pourrai plus m'en dispenser; car il n'y a que la dernière extremité qui puisse excuser un homme, qui abuse de la confiance qu'on a en Lui. *La vivacitè naturelle de S. A. R. a quelque fois guide Sa plume;* je ne dois pas me faire un merite en les exhibant mais je le repéte, la plus affreuse des necessités, qui force un homme à prendre un parti, pour sauver Son honneur, peût seule l'autoriser à en faire usage.

22) J'ose me flatter, que la conclusion du traité entre l'Electeur et Md. l'Electrice m'a fait un honneur infini, et que tous les Ministres, soit de l'Electeur soit etrangers, me rendent justice. Il n'y a pas jusqu'au Ministre Palatin, qui, en me faisant les plus amerés doléances, sur cette negociation concluse si avantageusement pour l'Electeur et si

nuisible, aux pretentions de Sa Cour, ne m'ai fait compliment, en y ajoutant des offres très flatteuses.

23) Comptes, Monsieur, que je regretterai plus que la vie, *d'être obligé de prendre un parti*, et que je ne souhaite rien tant, que d'employer au service du Maître, que je sers aujourd'hui, les connoissances que j'ai acquises, et les talens, que Dieu m'a donnés. Mais la necessité n'a pas de loi, et l'honneur en a, qu'on ne peut transgresser.

24) Je concois, que les personnes malintentionées qui entourent S. A. R. l'on peût-être portée à Se repentir, d'avoir signé l'arrangement avec Son Fils, et qu'elles L'ont cabrée contre moi, comme celui, qui L'y a engagée; mais est-ce une raison pour que l'on me rende le mal pour le bien, que j'ai opéré pour l'état et pour le Maître? Cequi Lui deplait le plus, c'est d'avoir du renoncer pour la part de Sa soeur, sur laquelle Elle avoit fait de nouveau projets.

25) Lorsque S. A. R. étoit ici, avant son depart pour Deux Ponts, Elle m'offrit une pension des plus considerable, pour La servir dans une negociation qu'Elle avoit entamée avec une cour étrangère. Je lui repondis ces propres paroles:

„Non Madame, je ne saurois m'en mêler et si j'etois l'Electeur, et qu'un de mes officiers se laissoit employer dans une affaire semblable, je le fe-

rois prendre et pendre. Vous ne deves jamais y songer et si même Vous etiés sûre, de faire la meilleure affaire du monde, Vous Vous en repentiries et comptes que Vous ne trouveres qu'un coquin, qui veuille Vous servir en pareille chose.“

Aprés Son arrivée à Deux Ponts Elle m'écrivit plusieurs lettres pour m'engager à venir auprès d'Elle pour le même effet, avec les offres les plus seduisantes. Je refusai tout, et je ne songeai, qu'à La raméner à des dispositions plus favorables pour Son Fils. J'y parvins, comme tout le monde le sait, et lorsque l'on expedia les propositions au Comte Riaucourt, je Lui envoyai une estaffette, qui Lui parvint, avant que Riaucourt revint de Suisse, et qui La determina à signer. Voici ce qu'Elle m'ecrivit en reponse à cette Estaffette:

„Je fais plus que de suivre Vos bons conseils, mon cher Agdollo, j'obeis aveuglement, et je signerai. Mon Fils doit Vous avoire de grandes obligations, et puisque Vous le voules, et les raisons, que Vous me donnes, je conviens que je Vous doit tout, puisque Vous me rendes la paix et la tranquillité, après laquelle je soupire depuis si longtems; me voila, Dieu soit loué, hors de tout embarras, et Vous aures des preuves réelles de toute ma reconnoissance etc.“

Celles qu'Elle me donne, ne sont pas indifferentes, comme Vous voiés, et il faut qu'Elle me croye un Ange de discretion pour s'exposer comme Elle fait.

26) Sans moi, je puis dire affirmativement et le prouves par Ses lettres, qu'il seroit arrivé un esclandre affreux dans la famille Electorale, au plus grand scandale de toute l'Europe. La dissention entre Mere et Fils etoit inevitable et irremediable, et sans moi seul, qui l'ai empeché, *l'Electeur eût eu les chagrins les plus cuisans avec une puissance limitrophe, qui lui auroit, ma Foi! enlevé toute Sa succession maternelle sans retour.* Je sais, qu'on veut se dissimuler le danger, et l'extremité où l'on se trouvoit, avant que S. A. R. entroit en negociation avec Son fils, et même pendant le cour de l'affaire; mais les demarches de cette Princesse sont connues, et les faits trop notoires, trop connues, et tout le monde en est instruit.

27) Dans une crise pareille, les services que j'ai rendus, sont aussi connus que la chose elle même, et l'on est très étoné, que je n'aye pas obtenu la moindre recompense. Que dira-t-on, quand on apprendra, que ces services m'ont valu les chagrins cuisans, et la persecution que j'endure?

28) Au surplus, Monsieur, il est de l'intérêt de l'Electeur, que Ses serviteurs soyent persuadés,

qu'en servant avec coeur, avec fidelité et avec probité, leur merite, leur services, et leur vertu seront recompensés. Si par des exemples du contraire, cet espoir est detruit, l'Electeur ne pourra jamais compter sur un honette homme, et chacun songera à faire ses affaires particuliéres Lui même.

29) Ma probité et mon desinteressement m'ont acquis des amis respectables dans toutes les classes. C'est par eux, que j'ai été charitablement averti des menées de mes ennemis pour me nuire. Je rends bien graces à Dieu d'un bienfait si signalé; car quoique je puisse les defier, de faire autre chose, que de me calomnier, si j'avois ignoré tout ceci, j'aurois passé pour coupable malgré tout mon innocence. L'appas d'un gain illicite, les promesses les plus seduissantes, ne mont pas tenté, et je ne me suis pas devoyé un instant du chemin, dans lequel je pouvois bien servir L'Electeur. Que Dieu, que j'invoque et que j'appelle, comme témoin de mes actions et de mon but, me punisse à l'instant si j'abuse de Son nom.

30) Puis-je avec indifférence me voir accusé, et dois-je l'être, parce qu'on le dit! Si cela etoit reçu, il n'y auroit plus d'honnête homme au monde à l'abri de l'envie, ou de la vengeance.

31) Si ma conduite a été vicieuse dans le cours de cette epineuse et delicate affaire, et si

j'ai mal servi mon Maître, que l'Electrice produise mes lettres. Elle en a 52. quasi toutes ecrites. Il n'y en a pas dix, qui soient écrites en chiffre, et ce n'est, que depuis la conclusion, de crainte, que le Parti Palatin à Munic ne les interceptat, par ce qu'elles traitoient des prétentions de cette cour et des notions, que l'on se donnoit reciproquement. Mais je ne doute point, qu'on n'ait supprimé mes lettres; elles me faisoient trop d'honneur.

32) Enfin je ne puis pas entrer dans un detail minutieux et circonstancié de toute ce que j'ai du faire; et que j'ai fait pour ramener l'esprit de S. A. R. et pour appaiser Son coeur irrité. Ce seroit l'ouvrage d'un gros volume. J'y suis parvenu on en a les preuves.

33) Je ne veus pas, qu'on puisse me reprocher la moindre vivacité, ni la moindre imprudence. La moderation dirigera mes pas, et je garderai le plus profond secrét sur tout ceci envers tout le monde, pour ménager la delicatesse de mon Electeur. J'attendrai tout de Sa justice; mais je la reclame avec les instances les plus vives. Il me l'a doit par mille titres, et il ne peut pas vouloir, qu'on pérsecute et qu'on écrase un Serviteur fidèle, parcequ'il a trop bien servi. Je Vous conjure au nom de Dieu, de Le supplier avec les termes les plus efficaces, et avec tout ce que peut

Vous dicter le sentiment de la probité, de me tirer de la situation affligeante et insupportable, où je me trouve. Je ne demande ni grace, ni indulgence. Qu'il daigne uniquement me juger, ou me faire juger: selon les preuves authentique, que j'ai à fournir. Je L'en prie par tout ce, qu'il y a de plus respectable pour Lui et pour moi; et croyes, Monsieur, que si j'ai donné bien du sang, toute ma santé, et ma jeunesse dans vingt ans de service militaire, pour la conservation de mon honneur, et sans en avoir jamais tiré d'autre recompense, que 600 écus, mince remuneration pour tant de peines et de maux, que j'ai soufferts, *croyes*, Monsieur, *que je sacrifierai tout aveuglement*, et que nulle consideration ne me fera oublier, que le soldat ne doit songer, qu'à conserver tout son honneur. Le mien est grievement lésé."

Hiermit sind wir an der Katastrophe angelangt. Den Tag nach Uebergabe dieser Schrift, am 16. September 1776 ward Agdollo arretirt. Das Protocoll über seine Festnehmung besagt Folgendes:

„Dresden den 16. September 1776 sind der Hr. Geheime Rath von Zehmen und der Hr. General Major von Schiebel von Pillnitz anhero gekommen und haben auf Churfl. Durchl. höchsten Befehl, nachdem sie solches vorhero des Hrn. General Major Riedesel Freihr. zu Eisenbach Hochw. bei aufhabendem Commando

des hiesigen Gouvernements gemeldet, dem Hrn. Obristen Marq. d'Agdollo den Arrest in seinem Quartier angekündigt. Von Seiten des Gouvernements hat sich der Platzadjutant von Wedel hierbei befunden. Zur Wacht bei dem Hrn. Obristen sind

1 Officier,
1 Unteroffizier und
6 Gemeine

angestellt und von obgemeldten Hrn. Gen. Major Freihrn. von Riedesel dem wachthabenden Offizier seines Verhaltens halber sogleich schriftliche Instruction ertheilt worden.

Den 17. dieses sind der Hr. Geh. Rath von Zehmen und Hr. Gen. Major von Schiebel wieder anhero gekommen und haben von Ihr. Churf. Durchl. mündlichen Befehl zu Transportirung des Hrn. Obristen auf den Königstein überbracht. Dem zu Folge derselbe den 18. des Morgens früh um 2 Uhr von dem Hrn. Obristleutnant und Gouvernements Adjutant von Felgenhauer mit 2 aus hiesiger Garnison commandirten Unter Offiziers nach Königstein transportirt und dem dasigen Commandanten Hrn. General Major von Borcke in genauen Gewahrsam übergeben worden. In des Obristen Quartier allhier sind 1 Unteroffizier und 3 Mann zur Aufsicht verblieben. Die offnen Thüren hat der Platzmajor von Lüttichau verschlossen und den Schlüssel dem Hrn. Gen. Major Frhrn. von Riedesel zugestellt.

Den 19. Septbr. Nachmittags um 4 Uhr haben sich auf Ihr. Churf. Durchl. Befehl der Hr. Geh. Rath von Zehmen und Hr. Gen. Major von Schiebel abermahlen in des Obristen d'Agdollo Quartier begeben, wohin der Hr. Obristleutnant von Felgenhauer zugleich beordert worden, da denn die Entsiegelung geschehn, die annoch gestandene Wacht, nachdem das Quartier mit allen darin befindlichen Meubles und Effecten der Frau Gräfin Rutowska Excellenz überlassen und derselben von dem Hrn. Obristleutnant von Felgenhauer die Schlüssel daran zugestellet, abgegangen, welches alles auf Sr. des Hrn. Gen. Maj. Freihrn. von Riedesel Hochwohlgeb. Befehl angemerkt

Ch. G. Lenz."

Die Arretirung Agdollo's erfolgte demnach ohne Concurrenz des Ministeriums, der Polizei oder Criminalbehörde, auf unmittelbaren Befehl des Churfürsten. Ob Agdollo in seiner Wohnung festgenommen, oder ob er, wie Bülau Geh. Gesch. Th. I. S. 207 und Fortf. Gretschels Th. 3. S. 229. not. * in Uebereinstimmung mit mündlicher Ueberlieferung erzählt, bei dem Geh. Kammer- und Bergrath, Geh. Kabinets Secretair Ferber, bei welchem er sich zum Besuch befunden haben soll, aufgesucht worden, darüber ergibt sich nichts aus den Acten: das Protocoll läßt es, seiner Fassung nach, unentschieden. Nach der Angabe des preußischen Gesandten, v. Alvensleben (in einer Depesche vom 16. Septbr.

1776), blieb der Churfürst, der sich in der Regel um 10 Uhr Abends zur Ruhe begab, in Pillnitz in der Nacht wach, bis er die Nachricht von der Ausführung seines Befehls, Agdollo festzunehmen, erhalten hatte.

Die Instruction, welche dem, Agdollo bewachenden, Offizier ertheilt ward, ging dahin, „daß er den Gefangenen nicht aus den Augen lassen, Tag und Nacht bei ihm in der Stube bleiben, niemand mit ihm sprechen, ihm zu schreiben und überhaupt irgend eine Communication mit Andern, nicht gestatten solle.“ Bei Ankündigung seiner Abführung nach dem Königstein war Agdollo Anfangs etwas betreten, traf aber sogleich alle Anstalten zur Reise und blieb gelassen und ruhig. Er ward dem Commandanten der Festung am 18. September früh 7 Uhr mit der Ordre übergeben, „er solle Agdollo als Arrestanten in ein sicheres Zimmer in genaue Verwahrung bringen, ihn mit niemand sprechen lassen, ihm weder Feder noch Tinte, noch sonst was Arrestanten, so sich in engem Arrest befinden, untersagt, erlauben: seinen Bedienten, welche ihm zugelassen werden sollten, sei der Aus- und Eingang auf die Festung nicht zu gestatten, vielmehr sollten dieselben aufs Genaueste beobachtet werden, damit durch solche keine verdächtige Correspondenz angezeddelt werde.“

In einer Depesche des preußischen Gesandten vom 20. September 1776, finden wir zugleich Andeutungen, daß auch andere hochgestellte Beamte zur Zeit der Ar-

retur Agdollo's die Ungnade des Churfürsten zu erleiden hatten. Er sagt, jenes Ereigniß besprechend, „c'est un acte comme il n'en a encore pas existé ici, tout le monde est dans le plus grand étonnement et tout est en fomentation, car on connoit assez l'Electeur pour savoir, qu'il ne se seroit pas porté à cela sans de tres bonnes raisons. Le baron d'Ende qui encore n'a pas de reponse sur le congé, qu'il a demandé, le C^te. Sacken qui a été tres mal reçu à Pillnitz apres son retour de ses terres et le conseiller privé Ferber, d'ailleurs l'ame du gouvernement, qui n'a pas été admis prés de la personne de l'Electeur dimanche et samedi dernier, les jours qui pourtant lui sont assignés pour présenter les papiers qui doivent être vus du Maitre, sont tous les trois non seulement intrigues, mais aussi très mécontents, surtout ayant veçu les derniers temps dans une très étroite liaison avec le M. d'Agdolo et *pour ce qui est de la Comtesse Rutowska elle ne se posséde pas.*" Ueber die Gründe, welche eine Verstimmung zwischen dem Churfürsten und dem Minister Grafen v. Sacken herbeiführten, finden wir einige Aufklärung in den Acten.

Wie oben erzählt worden (Band II. S. 75), hatte Maria Antonia dem gedachten Minister ihr Portrait und eine mit Diamanten besetzte Dose zum Geschenk gemacht, welche sie durch Agdollo besorgen lassen. Graf

Sacken fand sich veranlaßt, der verw. Churfürstin zu schreiben, daß er die Dose zurückstellen werde und legte die Motiven dieser allerdings sehr auffälligen und verletzenden Erklärung, in nachstehendem Schreiben vom 23. September 1776 an sie dar, welches er auch dem Churfürsten mittheilte:

„Madame

Je m'empresse de présenter avec la plus parfaite soumission à Votre Altesse Royale l'hommage de mes remercimens respectueux du portrait de Votre Auguste Personné, qu'il Vous a plû, Madame, de m'envoyer par le S[r.] Unger. Je le regarde comme au de là de tout prix, et comme le plus grand trésor que j'aye pû acquerir. Heureux si mes foibles efforts peuvent manifester à V. A. R. toute l'étendue de ma sincére et vive reconnoissance. Un *particulier d'une certaine marque* n'ayant point balancé de dire à un Ministre respectable de l'Electeur, *que c'est pour son argent*, que les marques flatteuses de bonté, que V. A. R. a daigné donner aux Ministres de S. A. S. E. avoient été achetées; bientôt après il a changé de langage. Il a crû pouvoir lâcher à un Ministre etranger à nôtre cour que les dites largesses de V. A. R. ne s'étoient faites qu'aux frais de l'Electeur, et il s'est permis d'autres propos, legerement motivés, peu dignes

d'un certain ressentiment. Mais Il m'a parû neanmoins assortissant à la haute dignité de V. A. R. et indispensable aux sentimens d'honneur d'un homme incapable d'induire V. A. R., s'il étoit possible qu'Elle put L'être, à faire des largesses aux dépens d'un tiers, et encore moins à ceux de mon Maître, que je respecte, que j'aime, vis à vis duquel je n'ai rien à me reprocher et que j'ai servi avec fidelité et, j'ose dire avec quelque distinction: que je prenne la liberté respectueuse de remettre à Vos pieds, Madame la belle boite que Vous avez eu la bonté de me donner, et de n'en garder que Votre portrait Madame. Je connois trop l'élévation de Votre ame, Madame, pour ne pas être convaincu, que V. A. R. approuve cette delicatesse de ma part; guidée par le zèle le plus pur pour Vôtre gloire etc."

An demselben Tage, von welchem dieser Brief datirt ist, übersendete die Gräfin Rutowska dem Grafen von Sacken eine Schrift, welche nicht mehr vorhanden ist und von der sie schreibt: „Ayant fouillé l'autre jour par hazard dans un bureau ou le Colonel Agdollo avoit coutume d'ecrire chez moi, j'ai trouvé le papier ci jointe: comme il y est question d'une affaire traitée sous les yeux et sous les auspices du ministere du Cabinet, j'ai cru de mon devoir non seulement d'en remettre l'original à V.

E. mais de Vous prier encore, d'en faire l'usage que Votre vocation de Ministre Vous dictera."

Bülau, der sich „auf Mittheilungen aus sehr unterrichteter Quelle" beruft, erzählt (Geh. Gesch. Th. I. S. 209), die Gräfin Rutowska habe versichert, sie habe einen Brief Maria Antonia's an Agdollo gelesen, worin sie diesem von ihrem Plan nach Italien zu gehn, geschrieben, ihr Haus in Padua sei bald vollendet 2c.: die Richtigkeit dieser Angabe vorausgesetzt, würde jedoch die von uns erwähnte Schrift nicht mit diesem Briefe identificirt werden können, da jene sich auf eine Geschäftsangelegenheit, bei welcher das Ministerium concurrirt hat — jeden Falls die Cession der bayerschen Allodialerbschaft — nach dem, was die Gräfin Rutowska darüber bemerkt, bezogen haben muß.

Graf Sacken theilte jenen Fund, dessen Inhalt ihm neu gewesen zu sein scheint, dem Churfürsten mittelst folgenden Vortrags mit:

„Ew. Chur Fürstl. Durchl. kann ich mich nicht entbrechen, beyliegenden mir von der verwittweten Feld Marschallin Gräfin Rutowska zugekommenen Brief, nebst dessen Beylage, in Unterthänigkeit vorzulegen. Nach der Höchst Denenselben von mir unwandelbar gewidmeten tiefschuldigsten Ehrerbietung, bin ich zwar weit entfernt, eine Sache ergründen zu wollen, wobei Ew. Chur-Fürstl. Durchl. Dero Cabinets Ministerium zu Rathe zu ziehen, nicht für gut befunden haben. Allein

da eben dieses Ministerium, in Sachen die die Gloire Dero Regierung, Höchst Dero Person und Durchlauchtigste Familie oder das Beste Dero Staaten angehen, sich an Eifer, Treue und Verschwiegenheit, von niemand, wer es auch sey, übertreffen lassen darf; So werden Ew. ChurFürstl. Durchl. nicht in Ungnaden vermerken, wann ich in Unterthänigkeit jedoch mit der Dero höchsten Dienst und meiner Schuldigkeit angemessenen Freymüthigkeit bekenne, daß das Urtheil, welches die Ausschließung eines getreuen Ministerii von einer, wenigstens dem Ansehen nach, höchstwichtigen Staats-Angelegenheit, im publico, sowohl allhier als auswärts, nothwendig veranlassen muß, und der daher ohnfehlbar entstehende Argwohn, Ministern, die sich der redlichsten Treue und des lebhaftesten Eifers bewußt sind, und diesfalls auf Ew. ChurFürstl. Durchl. eigene weltgepriesene Gerechtigkeitsliebe, sowie auf das Zeugnis der ganzen unpartheyischen Welt, zuversichtlich beruffen können, nach einer mit Ehre und Gewissenhaftigkeit ihre Lebens- und Dienst Jahre hindurch bezeichneten Laufbahn nicht anders als schmerzhaft fallen können.

Pflicht und Gewissen verbinden mich Ew. ChurFürstl. Durchl. in Beziehung auf dasjenige was mit dem Obristen Marchese Agdollo vorgegangen, gewisse Betrachtungen in Unterthänigkeit vorstellig zu machen, die höchst Dero persönliche Gloire sowie die Wohlfarth und Sicherheit Dero getreuesten Unterthanen und Die-

ner zur Absicht haben. Nun erbitte ich mir gnädigsten Befehl, ob ich solche schriftlich oder mündlich vortragen soll; wobey ich jedoch unmaasgeblich zu bemerken mich erkühne, daß die darinnen zu berührenden Umstände einen mündlichen Vortrag vorzüglicher machen dürften.

Ew. Chur. Durchl. Cab: Ministre Freihr. v. Ende mit dem ich in sämmtlichen mit dieser Angelegenheit in Verbindung stehenden Sachen, gemeinschaftlich zu Werke gegangen bin, habe ich auch von gegenwärtigem devotesten Antrag benachrichtiget, und ihn diesen meinen unterthänigsten Vortrag, als eine ihn gleich angelegene Sache betreffend, communicirt.

Dresden, den 25. Septbr. 1776."

Der Churfürst Friedrich August antwortete ihm hierauf (ohne Datum):

„Monsieur.

J'ai reçu successivement Votre réponse à ma Mere, et la lettre de la Ctsse Rutowska. Je m'en vais Vous répondre sur tous les deux. Je m'attendois que Vous auriez de meilleures raisons de rendre à ma Mere son présent. Tout le monde a dit que ma Mere avoit acheté les présents des sommes considerables que je lui avois envoyées et j'ai moi meme été de ce sentiment. Mais il est indifferent d'ou elle ait pris l'argent, dès qu'elle donne du sien. Il seroit encore plus extraordinaire de croire, que Vous l'ayez induit à Vous donner

ces présents. Par conséquent je ne saurois approuver que Vous lui ayez rendu de Votre chef un présent que Vous aviez accepté avec ma permission. Je me propose aussi d'écrire à ma Mere, pour qu'Elle ne croye pas, que j'y aie quelque part.

Pour ce qui est du second point; je connois le papier joint à la lettre de la Csse Rutowska. *J'en ai même l'original.*

J'ai eu mes raisons de faire arrêter Agdollo. Il m'a manquè personnellement et j'en ai la preuve en main. L'affaire allodiale n'y a rien à faire. Ainsi je ne comprens point quelles réprésentations vous pourriez me faire à son sujet. Agdollo a dit que si on lui faisoit une violence, les Ministres feroient un vacarme terrible, je me flatte que vous ne verifierez pas cela, et que Madame Rutowska ne trouvera plus rien dans son Bureau.

Hierauf ergegnete Graf Sacken unter dem 26. September 1776:

„Monseigneur.

Je suis, son ne peut pas plus, affligé, d'apprendre, que Vous envisagez Monseigneur dans un autre point de vue, les motifs, que j'ai eu l'honneur d'exposer à S. A. R. et qui m'ont determiné à La supplier, d'agréer, que je remette a Ses pieds le beau présent, qu'Elle à daigné me

faire. Je les ai regardé selon mes foibles lumières si interessants à la gloire de cette grande Princesse, et si importans à mon honneur, que je me serois cru à jamais couvert de confusion, si j'avois pu balancer un moment de prendre le parti, que j'ai pris.

D'ailleurs je ne saurois me dispenser, de faire observer avec le plus profond respect à V. A. S. E. qu'un particulier est responsable, ou s'expose à un jugement, qui ne sauroit lui être avantageux, s'il lâche des propos légèrement motivés, qui présentent un sentiment équivoque, peutêtre offensant, sur une matière, qui concerne la dignité de S. A. R. et la façon de penser des gens d'honneur.

V. A. S. E. daigne me rendre justice, si Elle est persuadêe, que je suis incapable de vérifier les visions de qui que ce soit. J'ignore presque jusqu'à l'expression, de faire un vacarme terrible, expression, qui n'offre rien, qui puisse être analogue à la conduite prudente et mesurée du Ministère de V. A. S. E. Elle doit Vous être connüe Monseigneur. Je suis aussi peu susceptible de m'en écarter, que d'oublier un moment les devoirs sacrés de ma charge. Votre intention, Monseigneur est, qu'aucune consideration humaine ne doit me detourner, de les observer scrupuleusement et avec religion.

Quand V. A. S. E. aura trouvé bon, d'entendre ou de lire mes représentations respectueuses, Elle les agréera ou les rejettera, selon qu'Elle le jugera convenable à Sa haute sagesse. J'aurai dès-lors accompli ce que mon serment m'impose vis-à-vis de Vous, Monseigneur. Je Vous aurai donné une nouvelle preuve de mon respectueux attachement. Personne ne sauroit me charger dans aucun tems, que par des considérations abjectes, un jour repréhensibles à Vos propres yeux, Monseigneur, j'eusse pu trahir les plus essentielles de mes obligations. Si V. A. S. E. m'ordonne par écrit, de garder le silence sur les objets, que j'estime essentiels à Lui developper, j'en ressentirai une vraïe peine, mais je Vous obéirai avec soumission et ma conscience n'aura plus rien à se reprocher. Je déteste tout crime, de quelque nature qu'il soit, commis contre V. A. S. E. Le nom et les qualités de la personne, chargée d'une pareille flétrissure, n'operent aucune distinction dans mon esprit.

Je ne sais pas ce, que le bureau de Me. la C. de Rutowska peut renfermer de papiers. Ses affaires, de quelque genre, qu'elles puissent être, me sont absolument étrangères. Je ne saurois Vous en rendre compte, Monseigneur."

Maria Antonia antwortete ihrer Seits auf den Brief des Grafen Sacken vom 23. September:

„J'ay recu avec beaucoup de satisfaction le temoignage de Votre reconoissance pour mon portrait que je Vous ay envoyè, il sera toujours l'interprete de mes sentiments pour Vous. Quant au propos d'une certaine personne de marque que je ne puis deviner et que *Vous me feres le plaisir de me nomer*, j'en ay été d'autant plus etonèe, que je ne suis pas asses lache ni asses fiche pour faire des present au depend d'autruy. J'ay chargè *agdolo de faire faire ces present*, n'etant pas sur les lieux et m'imaginant qu'il conoitroit mieu Votre gout. Begehold *) a tout paye et je luy ay donè l'ordre par cette poste de Vous ajuster *les quitances d'agdolo meme*, de tout ce qu'il en a recu, par lesquels Vous veres que luy ni persone ne m'a rien avance, j'espere qu'etant assure et pouvant repousser avec fondement ces calomnie, Vous ne me feres pas l'affront de me rendre ce present. Je Vous avoue, qu'il me seroit fort senssible et nė quadreroit aucunement aux assurances de respect et d'attachement avec lesquelles vous finises Votre letre. Je vous prie surtout et j'exige de Vous *de me nomer l'auteur de cette nouvelle calomnie* car je ne scait apropos de quoi depuis un tems j'y suis

*) Maria Antonia's Hofzahlmeister, der Hofsecretair Friedrich Carl Bögehold.

en but et je comence a m'en lasser. Je suis avec la plus parfaite estime

Munic ce 29 septr 1776. Votre tres affectionèe Marie Antoine."

Graf Sacken scheint zwar hierauf das Geschenk behalten zu haben, denn er erwiedert der Churfürstin am 7. October 1776, ohne die Dose zu erwähnen, „Les ordres, qu'il a plu a V. A. R. de me donner, me sont sacrés. *J'obeirai avec soumission à Vos volontés* Madame et je me flatte que V. A. R daignera me faire connoitre definitivement Ses hautes intentions à son heureux retour en Saxe", allein er kam dem Befehl, den „auteur de la calomnie" zu benennen, nicht nach und wir sind daher außer Stande, urkundlich nachzuweisen, wer der „particulier d'une certaine marque", den Sacken in seinem ersten Schreiben als Quelle jener verletzenden Aeußerung bezeichnet, gewesen ist. Wahrscheinlich war es der Graf Bolza, dessen man sich wohl, wie früher, zu Herbeischaffung der nöthigen Summen bediente und in dessen Munde daher eine Aeußerung, wie sie Graf Sacken erwähnt „daß die Geschenke der Churfürstin von seinem Gelde gemacht worden seien", wenigstens einigen Sinn gehabt hätte. Auch erzählt Bülau a. a. O. (Th. 1. S. 202), daß Bolza wegen unvorsichtiger Aeußerungen mit Agdollo in Differenzen gerathen sei. Auf ihn paßt auch die Bezeichnung „particulier", da er zwar den Titel eines

„wirklichen Geheimen Rathes“ führte, aber kein Staatsamt bekleidete. Der Minister beruhigte sich aber in der Hauptsache bei der ihm vom Churfürsten ertheilten Resolution noch nicht, wir finden noch nachstehenden Vortrag von ihm:

„Ew. ChurFürstl. Durchl. habe ich bereits mündlich diejenigen Betrachtungen unterthänigst zu eröfnen unermangelt, wozu mich die aufhabende theuerste ministerialPflicht, und ein von allen Nebenabsichten freyer Diensteifer gewissenhaft veranlaßt haben.

Ohne Höchstdenenselben mit Wiederholungen beschwerlich zu fallen, und ohne das Vergehen eines Dero Diener, von welcher Art es sey, im geringsten beschönigen zu wollen, begnüge ich mich folgende zwo Anmerkungen, zu Erfüllung meiner gegen Ew. ChurFürstl. Durchl. tragenden schweren Verbindlichkeit, annoch mit wenigen schriftlich in Unterthänigkeit vorzutragen.

1) Ew. ChurFürstl. Durchl. weltgepriesene Gnade und Gerechtigkeitsliebe, beleben alle Dero getreue Unterthanen mit der freudigsten Zuversicht, daß jede Vergehung in gesetzlicher Maase untersuchet und bestrafet werden solle.

Sollt einer Dero Diener die Vermessenheit haben, die Ew. Churfl. Durchl. geheiligten Person schuldige Ehrfurcht zu verletzen, so sind die Gesetze ernste Rächer dergleichen Frevels. Sind aber solche Vergehungen von der Beschaffenheit, daß die dabey vorkommende Um-

stände, deren öffentlichere Bekanntwerdung nicht gestatten; so wird auch dieserhalb aller beunruhigende Zweifel benommen, wenn die Erörterung davon, denjenigen vorbehalten bleibt, denen die Besorgung der geheimsten Staats-Angelegenheiten, am nähesten aufgetragen ist. Dieses sind alsdann gesetzliche Wege, deren Betretung, wahrer, unverfälschter Eifer für Ew. ChurFürstl. Durchl. höchste Person, und für die mit Dero Gloire unzertrennlich verbundene Wohlfahrt und Zufriedenheit Dero Unterthanen, allemal vorzüglich unterthänigst anrathen wird; zumalen bey dergleichen Untersuchungen mancher an sich straffällige Punkt vorkommen kan, von welchem die Würde Ew. Churfl. Durchl. erfordert, daß es im publico das Ansehn erhalte, als ob Höchstdieselben solchen eher der Verachtung als des eigenen höchsten Einsehens würdig achtete.

Ew. ChurFürstl. Durchl. tiefesten Einsicht, überlasse ich in Unterthänigkeit, diejenigen Folgerungen Selbst höchsterleuchtest zu ermessen, welche ein entgegengesetztes Benehmen im publico zu veranlassen vermögend seyn könnte.

2) Wenn aber die Besorgung der dem Staate wichtigsten Angelegenheiten, Ew. ChurFürstl. Durchl. Ministris unter Höchst Deroselben einsichtsvollesten Befehlen, am nähesten aufgetragen ist — wenn zu Höchst Dero Berathung dieselben insbesondere gnädigst beruffen sind; so dürften sie sich auch schmeicheln, in Ansehung

dessen eines huldreichsten Vertrauens gewürdiget zu werden, was Ew. ChurFürstl. Durchl. höchste Person betrift. Einer ihrer schätzbarsten Vorzüge ist es, Höchst Denenselben dabey ihren treuesten Eifer und devotestes Attachement, Kraft ihres Berufs, am näheſten, am überzeugendesten darlegen zu dürfen. Ihre Ausschließung kan und muß sie alsdenn am schmerzlichsten betrüben, wenn das publicum urtheilen mag, daß ein minderer Grad des persönlichen gnädigsten Zutrauens, sie jenes Vorzuges verlustig erklärt. Und diese Bekümmerniß durchdringt das Innerste ihres Herzens um so empfindlicher — wenn das Bewußtseyn lange erprobter und nach möglichsten Kräften geleisteter treuen Dienste, ihr Gewissen von allen Vorwürfen freyspricht. Sie sehen mit innigster Rührung, daß jene unverschuldete Urtheile, sowohl im Lande als auswärts, in die durch ihre Rathschläge gewissenhaft zu befördernde Geschäfte nachtheiligen Einfluß haben können, und dürfen sich ohne Verletzung ihrer Pflichten nicht entbrechen, diesfalls ehrerbietigste Vorstellung zu machen.

Von diesen Gesinnungen belebt und einzig davon geleitet, stehe ich nicht an, Ew. Churfürstl. Durchl. huldreichster Ermäßigung gegenwärtige unterthänigste Zeilen, worüber ich mich ebenfalls mit dem Cab: Min: Frhr. v. Ende vernommen habe, in Ehrfurcht zu Füßen zu legen.

Dresden, den 4. Octobris 1776."

Eine Antwort darauf findet sich nicht.

Offenbar bietet der hier referirte Inhalt der Acten (eigentliche Untersuchungsacten sind nicht vorhanden) nur ein sehr wenig genügendes Material, zur Aufklärung des Vorgangs: am erheblichsten erscheinen die Worte in des Churfürsten Schreiben an Graf Sacken: (Band II. Seite 115) „J'ai eu mes raisons de faire arreter Agdollo: *il m'a manquè personnellement*“ und „l'affaire allodiale n'y a rien à faire,“ so wie der Umstand, daß der Churfürst, wie er bei der Arretirung Agdollos die Concurrenz des Ministeriums, jeder Civilbehörde, ausschloß, auch nachher den Ministern über die Motiven dieser Maßregel keine Mittheilung eröffnete. Ueberlassen wir einstweilen Agdollo seinem Schicksale und wenden wir uns zunächst zu den Urkunden, die allein uns nähern Aufschluß über jenes geheimnißvolle Ereigniß zu geben vermögen und zeither noch bei keiner Mittheilung darüber benutzt worden sind, zu der Correspondenz zwischen Maria Antonia und ihrem Sohne dem Churfürsten. Leider fehlt gerade der erste hier einschlagende Brief. Nach einem, nur Unerhebliches enthaltenden, Schreiben des Churfürsten vom 26. Juli 1776 aus Lauchstädt, wo er einige Zeit verweilte, ist eine, fast 3 Wochen umfassende Lücke: der erste Brief, den wir wieder von ihm finden, ist vom 12. August 1776 aus Pillnitz und enthält, außer gleichgültigen Notizen, nur die Worte: „J'espere d'être en etat, la semaine

prochaine de Vous repondre sur vos affaires. Je Vous ai ecrit *dernierement mon aventure extraordinaire, et j'espere par la mettre fin à tous les tripotages.*"

Indem wir bitten, das Datum dieses Briefes — den 12. August — im Auge zu behalten, lassen wir die fernern gegenseitigen Schreiben, soweit sie auf die hier besprochene Angelegenheit sich beziehn, hier, und zwar um die spätere Bezugnahme darauf zu erleichtern, unter fortlaufenden Nummern folgen:

No. 1.

Maria Antonia an Friedrich August.

den 10. August 1776.

„Mon cher fils, je vous envoy un homme affidé et qui ne sera pas remarquéz, pour repondre a votre chere lettre, qui m'a causé autant d'etonement et d'indignation qu'a vous, par *l'infamie attroce dont elle m'outrait.* il ne m'a pas été difficile dan decouvrir les auteurs. Hewald a soin *de mes Corespondances* et est dans une dependance absolu d'agdolo, qu'il regarde come son oracle. Cet infame a seduit ce pauvre sot *qui me les a volé pour les luy remetre*, il ne dependroit que de moy de tirer cet aveu, mais j'ay dissimule pour ne pas divilguer la chose avant le tems. *Je scais qu'agdolo est acharné a la perte de Mar:* (colini) *et a fait tout au monde pour le perdre auprès de*

moy, et ne s'est attachés au ministres que dans cet intention. Mon avis seroit que vous le fassiés areter le plustost possible et envoyer sans autre examen a Königstein, avec ordre de ne laissiés parler a persone. Mais prenés garde que tout cela s'execute *sans que le Cabinet le sache.* Car il y a trop d'influence et seroit indubitablement averti. C'est un intriguant qui a des conexion par tout et qui est le plus dangereu des homes. tout ce que je vous demande, c'est de faire vite, et de ne pas dire la raison pour quoi il est areté, *surtout que je n'y sois melé, car come je me suis servi de luy quoiqu'a contre coeur visavis des ministres pour faciliter l'accord que nous venons de faire et que je luy ay des obligations*, je ne voudrois pas, qu'on puisse m'accuser d'ingratitude, surtout sa femme. je vous prie de me garder le secret, meme de ne pas dire la raison pourquoi vous l'avés fait enlever, puisqu'il sufit que vous le chassés. je vous prie seulement, lorsque vous l'aurés fait areter, de faire cacheter ses papiers *et de m'envoyer mes lettres qui se trouveront chéz luy sans qu'elles soyent lue, car je luy en ay ecrit plusieurs en reponse a la meme occasion que j'ay marqués ci dessu*, et je ne voudrois pas, qu'on les lise. C'est une complaisance que je vous demande. si vous pouviés le faire enlever sans

qu'on sache, ce qu'il est devenue, ce n'en sera que mieux. quant au mien (Hewald) je vous prie de manvojer par le meme home, que je vous envoi une lettre ostensible, par laquelle vous me priés de le faire arreter *puisqu'il a manque contre le serment*, qu'il a preter et de prier a cet effet l'Electeur mon frere, de me preter main forte et de l'envojer a Rottenberg ou au frontieres, come vous jugeres a propos. quant au tendre repro(ches) que vous me faites, crojés cher fils que ce n'est pas manque de confiance que nous vous avons *gardés le secret* s'est la crainte que vous ne trouvés mauvais que j'ay *prevenu vos intentions de faire le bonheur de votre ami**) qui merite surement vos bonté et doublement dans ce moment ou l'on fait tant d'efforts pour le luy faire perdre. je suis etc.

je vous prie ne concerté cette demarche qu'avec votre ami que la chose se fasse militairement et avant qu'il puisse prendre des mesures, il a des espions partout meme chés l'ami."

Dieser Brief war also wahrscheinlich die Antwort auf das nicht vorhandene Schreiben Friedrich Augusts, in welchem er seiner Mutter die „*aventure extraordinaire* gemeldet hatte."

---

*) Offenbar ist der Graf Marcolini gemeint.

No. 2.

Friedrich August an Maria Antonia.

15. August 1776.

„Apres avoir murement pésé Votre lettre, j'ai trouvé à propos d'envoyer Zehmen en Baviere, pour faire arreter Hewald, l'interroger et se saisir de ses papiers. Pour Agdollo *comme je n'ai pas de preuves en main*, je ne saurois le faire coffrer avant d'avoir la denonciation de Hewald. Vous n'avez pas besoin d'être inquiete sur les papiers de ce dernier, puisque Zehmen a ordre de les remettre cachetés entre mes mains, apres les avoir examiné et je Vous prie de Vous reposer sur ma discretion et ma tendresse. Je Vous envoye une lettre ostensible pour faire arreter Hewald et *je Vous demande encore une fois le plus grand secret, Votre propre honneur y etant interessé. Les coquins ne l'avoient pas traité favorablement dans les reflexions qui étoient jointes aux lettres de Marcolini.* Je regarde avec quelque raison ceci comme une occasion de Vous prouver ma tendresse et mon profond respect.“

No. 3.

Derselbe von demselben Tage.

„Comme j'ai des soupçons tres graves au sujet de Hewald, je Vous prie de le faire arreter tout de suite. J'ai chargé le Baron de Zehmen *de*

Vous dire de quoi il s'agit. Je regarderai cela comme une preuve de Votre amitié etc.“

No. 4.

Maria Antonia an Friedrich August.

15. August 1776.

„Mon tres cher fils j'attens avec bien de l'impatience Votre reponce a ma derniere. La persone en question paroit tranquille et de bon humeur, je luy laisse continuer sa fonction pour ne pas luy doner de mefiance et attens Vos ordres. il est sur, qu'il ne doit pas avoir etes informé *du projet* sans quoi il auroit etés inquiet sur l'evenement. je ne puis encore en revenir et ne m'occuper d'autre chose tant il m'a frappé: *ce projet a été bien temeraire et bien mal deguisé car on devoit s'attendre d'etre decouvert tost ou tard etc.*“

No 5.

Dieselbe an denselben.

21. August 1776.

„Mon cher fils, Zehm est arrivéz avant hier mardi et celon vos intentions nous nous somes empressés de prendre les mesures necessaires, pour faire areter l'home en question et nous saisir de ses papiers, et come les jours ou je n'ecris pas, il va la pluspart du tems en ville ches ces parents qu'il y a, j'ay comencé par faire voir s'il etoit chés luy. sa porte etant fermé, nous avons

profité de son absence, pour nous saisir de ses papiers, mais Zehm qui a étés a l'ouverture n'a trouvés que mes papiers cacheté et une lettre pour moy, qui prouve qu'il a étés averti de Dresde et qu'il a pris la fuite. je l'ay laisses a Zehm, qui est parti tout de suitte, *je suis au desespoir* (?) *de cet accident*, qui nous ote tous les mojens de convaincre le coupable, qu'il a meme menagés dans sa lettre come vous verés. *persone n'a pu se douter de cette fuite:* il a encore fermé les derniers lettres, que je Vous ay ecrit et celon ce que son valet, qui est toujour resté icy et que Zehm a interogé, il est parti le meme jour, luy a dit d'attendre icy, qu'il n'alois que pour peu de jours chés son parent, le vicepresident du consseil aulique d'icy; il faut qu'il se soit bien deguisé, car il etoit si gay, si tranquil, meme ce dernier jour, que l'on ne se seroit pas douté qu'il feroit une pareille demarche. j'ay fait tout au monde pour amasser des preuves. La seule est, que le jour, que je recu votre premiere lettre, je luy demandai dans un premier mouvement *les lettres de votre ami*, desirant de voir quelque chose, il me dit, qu'il aloit les aporter, c'etoit a Schleissheim, partit et revint me dire, *qu'il les avoit laissés icy*, mais que si je voulois, il iroit les y prendre, mais ne voulant pas luy doner de soubson, je luy re-

pondit, que rien ne pressoit, qu'il seroit tems lorsque nous serions icy. le meme jour il fut d'une inquietude mortelle, est dit a la moriz *je suis perdui, Mad. L'Electr. m'a demandé les letres de Marc. et je ne les ay plus agda m'a demandés de les luy preter, pour en tirer des consequances avantageuse pour notre Maitresse, s'il en avoit fait mauvais usage, et si elle me les demande, que luy diraije. au nom de dieu, si vous aprenés quelque chose avertissés moy:* elle l'assura, qu'elle ne scavois rien, et vint me le dire, sur quoj j'afectois le lendemain a etre gracieuse et meme luy parlois avec un air de confiance de mes affaires. a mon retour icy je ne demandois plus du tout de ces letres, ce qui le tranquillisa entièrement, je suis au desespoir de ce contretems, j'esperois qu'il ariveroit par la poste de hier une lettre d'agdolo pour luy, car je suis persuadés, que dans ce premier moment d'angoisse *il luy aura ecrit de renvoyér ces lettres au plus vite*, mais il n'est rien arivés, preuve qu'il se doute qu'il a pris la fuite. que faire apresent: il est trop loin pour pouvoir le ratrapper, il aura changé de nom, enfin je suis bien chagrine de cet incident. que ferés vous de l'autre, n'ayant pas de preuves: cependant il est bien dangereu, s'il reste ou il est, *il a juré la perte de votre ami, il l'accablera de calomnies et de mau-*

vais tours. je n'oserai Vous consseiller de le renvojer hors du pays, il a des fortes conexions a Berlin et pouroit vous jouer milles mauvais tours, par esprit de vengeance. je ne vois que deux mojens, l'un de garder le plus profond secret sur cette affaire et tachant de luy surprendre quelque lettre, de gagner son secretaire affin d'avoir des preuves contre luy, ou bien si cela devenoit impossible, luy faire naitre des soubsons sur ce qu'on se doute *que c'est luy qui est ecrit* **cette lettre,** et qu'il seroit areté, s'il ne suit l'exemple de son amie. c'est un mojen de s'en debarasser, mais si l'on pouvoit le convaincre, cela seroit encore mieu. Compte que si de mon coté je puis trouver des preuves, je ne manquerai pas de vous les doner tout de suitte. en attendant je vous conjure de croire que dans toutte cette affaire nos coeurs sont pures *celuy de marcolini et le mien notre intention n'etoit pas de vous en imposer, mais mon but dans la precaution que j'ay prise, n'etoit que pour ne pas soumetre notre secret au chicanes et au reflections malicieuse de vos ministres, entre les mains desquells cette affaire devoit tombé.* Vous ne scauriés croire a quel point cette *abominable affaire* m'affecte, je suis penetré de touttes ces preuves que vous me donés a cette occasion de votre tendresse, et je vous demande surtout

celle, *que je n'y paroisse que visavis de vous.* je garde icy le secret le plus profond et tout y est si bien ignoré, qu'on ne se doute pas encore de la fuite de Hewald. si vous jugés apropos d'attendre le retour de Zehm, il poura vous faire de bouche tout le detail avec plus d'exactitude que moy, qui ne puis encore assés rassembler mes esprits. je suis avec la plus parfaite tendresse etc."

No. 6.

Friedrich August an Maria Antonia.

den 26. August 1776.

„Je viens d'apprendre à ma grande surprise la fuite de Hewald. Je ne sais comment le secret a été eventé: j'ai cachè à tout le monde, l'envoy de Zehmen; je l'ai envoyè tout de suite, après avoir reçu Votre lettre et le même jour, que j'ai decidé son depart, le coquin s'est evadè. J'aurois bien souhaitè, que Vous l'eussez suivi de plus près, après que son crime Vous etoit connu, car étant parti depuis 3 jours à l'arrivèe de Zehmen, tout les moyens de le rattraper devenoient inutiles, et cette *terrible trame* reste impuni pour le moment. Vous jugez bien aussi, que sur Vos simples soupçons, je ne saurois rien faire contre Agdollo, Hewald étant en liberté. Mais je ne quitterais pas la trace *de ce complot*, et je me flatte que Vous m'y aiderez de tout Votre pouvoir. Ce miserable

a mis le comble à son crime en avançant *dans sa lettre*, qu'il croyait Vous rendre service et contribuer à Votre gloire *par cette noirceur*. Je Vous avoue, que je suis las de toutes ces noirceurs et que la punition, quoique trop lente à mon gré, n'en sera pas moins severe."

No. 7.

Derselbe an dieselbe.

den 9. September 1776.

„Zehmen est enfin revenu, mais il n'a pas encore eu ce, que Vous lui aviez adressè de Munic, l'homme qui le lui devoit remettre, n'étant pas à Dresde dans ce moment. Si je pouvois amasser plus de preuves, Vous pouvez être assurée, que je n'hesiterais pas un moment de prendre mon parti. Je ne craindrais jamais un miserable, tel que celui dont Vous me parlez dans Votre lettre, il seroit bien triste si de telles gens devoient nous causer de la crainte et j'en serois honteux le premier."

No. 8.

Maria Antonia an Friedrich August.

19. Septbr. 1776.

„Vous me faites finement des reproches sur mes craintes, dêtre mele dans cette vilaine affaire, vous avez raison, mais quant on a ete si souvent

la victime des calomnies et de la mechanceté des hommes on devient craintive etc".

No. 9.

Friedrich August an Maria Antonia.

den 23. September 1776.

„Nous tenons enfin notre homme et il s'est pris à son propre piége. Dimanche avant 8 jours (den 15. September) il vint chez Zehmen avec un long memoire*), ou il tachoit de jeter la faute sur Vous, comme s'il avoit appris que Vous vouliez l'accuser injustement *du vol de ces papiers*, car il etoit informé de tout ce que nous avions fait à ce sujet. *Il accompagnoit cela de menaces*, qui seules auroient meritè une punition exemplaire. Lundi (16. Sept., s. das Protocoll Bd. II. S. 105) je le fis arreter. Il confessa *qu'il avoit eu les papiers*, *mais qu'on les lui avoit voles*, *il pretendit avoir dechiré le chiffre*, *qu'il reconnut* être de sa main, et il tacha de jeter toute la faute sur Vous, en disant *que Vous lui aviez donné les premiers soupcons contre Marcolini.* Meàcredi: je le fis transporter à Konigstein. Comme il me manque encore bien des preuves pour le convaincre *entièrement de l'abus*, *que je suis intimement persuadè qu'il a fait de ces lettres*, je Vous prie, de faire tout ce qui

*) Dasselbe, welches Band II Seite 93 flg. aus dem k. preuß. Geh. Staatsarchive zu Berlin gegeben worden ist.

sera possible pour m'en fournir, surtout par le canal de Hewald, qui ne restera pas éternellement caché, et qui doit etre instruit de tout."

No. 10.

Maria Antonia an Friedrich August.

den 29. Septbr. 1776.

„Mon tres cher fils. j'avois deja apris par des lettres particulières l'aret d'agdolo et je scavois *par son impertinante lettre a moy*, que j'ay envojés a Zehm, qu'il vous avoit donés un memoire. je comprend a present pour quoi il a eu la malice d'y semer, qu'il n'avoit pas trahis *le secret de Marcolini*, que je luy avoit confiés. C'est pour faire a croire, que c'etoit de moy qu'il l'avoit apris, pendant qu'il ne l'a tiré que de la lettre, que j'avois chargé Hewald d'aporter a Marcolini et luy avois expressement ordoné, de n'en rien dire a agdolo et cela a étés probablement ce qui a eguisé leur curiosité et les a engage a l'ouvrir et a la copier. quant a la facon dont agdolo a étés si bien informé, ce n'est pas d'icy, je n'en ose accuser persone. je crois que quelqu'un qui etoit chés vous du secret a eu l'imprudence, de le confier a quelque ami, qui l'a redit a agdolo. reflechisse que le secret n'a étés evanté que 5 jours après le retour de Zehm. je vous prie, ne parlé a person de cette anectode. je ne puis vous en-

vojer de preuves contre luy car depuy que Vous m'avés informée de toutte *cette abominable histoire*, je n'ay recu d'autre lettre de sa part *que cette menacante lettre*, que je vous ay envojés. Tout ce que je puis Vous dire, c'est qu'il s'est efforce depuy plusieurs mois a *me rendre marcolini odieux*, a me persuader que c'etoit luy seule, qui Vous detournoit de payer mes deptes, qu'il n'apuyoit que sur le payement de bolza et il m'a si clairement fait conoitre, qu'il le soubsonoit de malversation sur cet objet, que je luy repondit que j'etois garantie, qu'il n'y en avoit point, que mon obligation etoit valide et *qu'une donation faite avant l'accord avec mon fils, etoit une depte aussi bien qu'une autre**). Sur tous ces objet je m'expliquerai mieu avec vous de bouche que par ecrit, je vous prie seulement, de ne plus montrer mes lettres *a qui que ce soit et de les bruler tout de suitte*, je ferai mon possible pour procurer des eclaircissement de Hewald, mais je doute que nous en auront des eclaircissement, car non seulement il est si attaché si enthousiasmé d'agdolo, quil se feroit hacher en piece pour luy et qu'il restera

---

*) Von welcher Schenkung hier die Rede ist, läßt sich nicht ersehn; auf die oben erwähnte, nicht vollzogene Urkunde, nach welcher Maria Antonia Agdollo eine Rente von 2000 Thlr. jährlich zuzusichern beabsichtigte, kann diese Stelle wohl kaum bezogen werden, da sie von einem zum Abschlusse gekommenen Rechtsgeschäfte spricht.

toujours persuadés, qu'il reviendra encore sur l'eau. je suis persuadés qu'il ne scait rien de plus que ce que nous scavons deja, c'est a dire *que c'est luy qui luy a remis ces lettres.* Car je ne crois pas, qu'il luy a *decouvert son projet et qu'il l'eut fiés a une lettre.* ah mon cher fils prenés garde au moins, qu'il ne puisse ni parler ny ecrire, sans quoi il tramera toujours quelque chose de nouveau et d'après ce qu'il a deja fait, j'ay raison de *prevoir que j'en serai la victime.* je suis bien a plaindre d'etre melés *dans cette vilaine affaire moi qui y entre come pilade dans le credo.* je vous embrasse de tout mon coeur et suis a jamais etc.

N. l'orsqu'agdolo me marqua ses soubsons, touchant l'obligation de Bolza il y avoit deja longtems, qu'il avoit la copie de ma lettre a Marcolini."

No. 11.

Dieselbe an denselben.

den 12. Octbr. 1776.

„Mon tres cher fils. je n'ay jamais voulu vous accuser d'avoir evanté le secret de la lettre, que je vous ay ecrit a agdolo, et puisque je dois vous dire ce que j'ay penssés, c'est que Zehm en a fait confidence a quelque ami, qu'il a cru discret et qui etoit ami d'agdolo. ce qu'il y a de certain, c'est qu'icy persone n'a pu le scavoir, puisque je

me suis enfermé pour l'ecrire, que je l'ay cacheté moy meme et l'ay remis au porteur, qui ay parti tout de suitte et qu'agdolo ne s'est douté de rien et n'a étés informé de tout, que 5 jours après le retour de Zehm. n'en parlé pas, je vous en conjure, mais je suis sure que si ce dernier vouloit avouer la verité, il ne pouroit pas nier, qu'il s'est confiés a quelqu'un. je chercherai dès que je serai de retour a munic, *le chifre que vous me demandés*, mais je crains qu'il ne soit brulés, le regardant come inutile. je vous ecris de nos affaires (unleserlich) qui vont fort bien, mais qui ne me laisse guere le tems d'ecrire beaucoup. jespere de pouvoir bientost vous procurer des eclaircissement de Hewald. je vous embrasse de tout mon coeur et suis a jamais etc."

No. 12.

Dieselbe an denselben.

den 27. October 1776.

„Mon tres cher fils. j'ay recue votre chère lettre, mais je suis fort etonée, que vous ne m'accusiés ny les renonciations, que je vous ay envoyés il y a plus de trois semaines, ny la lettre que je vous ay ecrite en meme tems. ordinairement, quant je n'ay repondu a votre lettre que 4 jours après l'avoir recu, je recevois votre reponse

en 15 jours juste, et a present que je vous ay repondu dès le lendemain, je ne les recois pas en trois semaines. Cela m'inquiete et me paroit suspecte et j'ay cru devoir vous en prevenir. quant à la converssion d'agdolo, je souhaite de tout mon coeur qu'elle soit vray et que par un avoeu sincere de la verité sans chercher a noircir des inocents, il se rende digne de votre pardon et vous fasse conoitre au juste les persones, qui Vous sont rellement attachéz, et ceux qui par cabale on cherchés au depend d'autruj d'usurper des droits sur votre confiance. Vous qui scavès si bien devoiler les caracteres, pouréz le mieu discerner ce que la vray religion dicte, d'après ce que l'esprit de vengence peut insinuer sous le voile de la religion: quant a moy, je ne desire que la verité de sa conversion et que vous luy accordés sa grace, pourvue qu'il ne trouble plus la paix et la tranquillité de Votre cour et de Vous meme, car c'est ce que je desire de plus, pourvu que vous sojés heureu et tranquille, le reste je l'abandone entre les mains de la providence, qui arangera le tout pour le mieu. je n'ay *pas encore trouvés le chiffre et je crains qu'il ne soit brulés, ne l'ayant cru d'aucun usage, puisqu'il n'y avoit pas un mot d'ecrit.* je suis etc."

No. 13.

Dieselbe an denselben.

den 31. October 1776.

„etc. Je vous joins icy une lettre, que j'ay enfin recu de Hewald*), je crois qu'elle contient tout ce qu'il est en etat de dire, et souhaite que Vous soyez satisfait de son contenu. Je Vous l'envoye sous une autre adresse, parceque je Vous avoue que je ne me fie pas au paquet ministèriel etc."

No. 14.

Friedrich August an Maria Antonia.

den 8. November 1776.

„Je viens de recevoir Votre lettre avec l'incluse de Hewald. Le miserable, en avouant son crime, en rejette toute la faute sur son compagnon. S'il pense que cela servira à l'excuser, il se trompe bien grossièrement. Il suffit qu'il ait eu part à cette *horrible intrigue*, pour qu'il soit également coupable à mes yeux. Je ne saurois songer sans frémir mais aussi sans rendre graces à Dieu, que *cette affreuse trame, qui auroit du m'accabler de chagrin, ait tournè plus heureusement que je n'aurois jamais pu m'imaginer*. Pour ce, qui est des éclaircissement que cet homme pourroit me

---

*) Dieser Brief hat sich nicht gefunden.

donner, je crois qu'étant ici à la source, ils ne sauroient être fort interessans. etc."

No. 15.

Maria Antonia an Friedrich August.

den 14. November 1776.

„Mon tres cher fils, il est sur, que le forfait d'agdolo ne peut servir d'excuse a Hewald. un coeur honete ne doit jamais se laisser seduire sous quelque pretexte que ce soit, a faire une mauvaise action, et encore moins *a une action aussi infame, que celle ci, il est sur que les cheveux me dressent lorsque j'y pensse.* je suis bien charmé, d'avoir pu concourir a decouvir cette horrible trame et de ce qu'etant a la source, vous ayés pu pour Votre tranquilité venir au fond de cette abominable affaire. tout ce que je desire, c'est qu'agdolo vous *nome ses complices*, car je ne puis encore croire, qu'il a *fait cette entreprise* tout seul et de son chef: je soubsone toujour, qu'il y a etés poussés par quelqu'un, sur l'apuy de qui il pouvoit conpter et je crains que si vous n'estes a meme de conoitre toutte cette clique, ce ne soit un hidres qui renoitra dans quelqu'autre occasion, *pour troubler Votre repos de nouveau.* je vous embrasse de tout mon coeur et suis a jamais etc."

Andere uns vorliegende zahlreiche Briefe aus jener Zeit, insbesondere aus der Correspondenz des Prinzen

Xaver mit seinen Schwestern, den Prinzessinnen Elisabeth und Christine, bestätigen nur, daß die Veranlassung der Arretur Agdollos in das tiefste Geheimniß verhüllt blieb, daß der Churfürst alle einschlagenden Papiere an sich nahm, Niemandem den Grund seines Verfahrens eröffnete, und daß verschiedene Gerüchte im Umlaufe waren, die Maria Antonia mit der Sache in Verbindung brachten und Hewald beimaaßen, daß er seiner Herrin Pretiosen, Wechsel oder Steuerscheine bei seiner Flucht entwendet habe, eine Beschuldigung, gegen die ihn die Letztere aber selbst in Schutz nahm, wie wir dies aus Briefen ersehn. Die Prinzessin Christine schreibt an Prinz Xaver d. d. München, den 29. September 1776: „Quand à la vieille, elle a de nouvelles preuves que les intrigues ne menent à rien de bon, elle a eu je ne scais quelle affaire, pour arranger ces affaires avec son fils, qui lui paye ses dettes à de certaines conditions, cela l'a engagé à differentes correspondences, au sujet desquelles il s'est passe quelque chose avec Hewald, qui a été obligé de se sauver, pour ne pas être arreté, mais on assure, qu'elle l'a engagé à se sauver, pour se sauver elle même, qui risquoit plus que lui, elle scait ou il est, et sous mains elle a soin de lui. A Dresde, on a debité qu'il avoit emporté des diamans et des Steuer Zettl, il n'y a pas un mot de vrai de cette horreur, il n'y a rien a lui

reprocher du coté de la fidelité et de l'exactitude, on l'accuse d'imprudence et de s'être laissé seduire et tromper par le Col. Agdolo, avec lequel il etoit tres lié, et qui pour la même affaire a été arreté et mis au Königstein, ou des le premier interogatoire, il a beaucoup avoué et presque justifie Hewald: il faudra voir la fin de cette histoire, qui ne foit pas aller F. W. (so wird Maria Antonia in den Briefen an Prinz Xaver häufig bezeichnet) de bon coeur en Saxe"

Prinzessin Elisabeth, welche, wie wir gesehn (Band I. Seite 158 fl.), mit Maria Antonia in keinem freundlichen Verhältnisse stand, meldet dem Prinzen Xaver am 8. Oct. 1776: „La vieille dit, qu'elle sait pourquoi il (Hewald) est parti, et qu'il n'y a rien à lui reprocher, que toutes ses affaires étoient en bon ordre pour les comptes et papiers, et qu'il n'avoit jamais rien touchè qui fut de la valeur d'une épingle" ferner am 22. November 1776, „il est tres sur, que Hewald s'est enfuit, mais tout ce qui le regarde de même Agdollo est un secret, que personne ne scait rien de positive: on parle beaucoup et on y mêle beaucoup la vieille", endlich am 13. December desselben Jahres: „La Christel m'ecrit que la vieille conte cette histoire d'Agdollo et Hewald de tant de differentes facons, qu'on ne scait qu'en croire." und: „j'aime quand on declare pourquoi

on punit les gens, mais ces punitions sans dire les raisons, il peuvent s'y meler des tripotages ou au moins faire croire, que les gens n'etoient pas si coupables, ou qu'on n'a pas osé dire les choses tels quelles sont, pour ne pas nommer des personnes, qui en sont melées et je croye, que ce dernier en est cause, car tout le monde est persuadé que la vieille est melée de ce tripotage."

Interessant, weil man daraus recht augenscheinlich ersieht, wie die, Maria Antonia's Ruf befleckenden Gerüchte allmählig entstanden und lawinenartig sich vergrößernd, immer verläumderischer wurden, sind die Depeschen des preußischen Gesandten aus dieser Zeit. Dieser mußte natürlich sich um so mehr verpflichtet fühlen, Alles, was er über das räthselhafte Ereigniß, in welches der allgemeinen Vermuthung nach, die verw. Churfürstin verwickelt war, in Erfahrung zu bringen vermochte, seinem Könige ausführlich zu berichten, als er wußte, welches rege Interesse dieser an der ihm befreundeten Fürstin, seiner geistreichen Correspondentin nahm: es fehlte ihm auch an directen Aufforderungen dazu nicht. Soweit nun aber der Gesandte nicht aus eigner Wissenschaft, z. B. über die Unterredungen, die er selbst mit Agdollo hatte, berichtete, konnte er, bei dem undurchdringlichen Geheimnisse, welches über die Gründe der Arretur Agdollo's obwaltete, als Quelle seiner Notizen nur das benutzen, was ihm zugetragen

wurde, Gerüchte, die bis zu ihrem Ursprunge und in ihrer Begründung zu verfolgen, ihm nicht möglich war. Wenn wir daher bei mehreren Thatsachen unbedingt den Berichten des preußischen Gesandten, dessen guter Wille, die Wahrheit zu ermitteln und wiederzugeben, gar nicht in Zweifel zu ziehen ist, Glauben beimessen, bei andern an sich sehr wichtigen Puncten aber seine Angaben entschieden verwerfen, so liegt hierin weder Einseitigkeit noch Widerspruch, sondern es beruht dies nothwendig auf der erweislichen Verschiedenheit der Quellen der Wissenschaft des Gesandten, deren Zuverlässigkeit natürlich allein den Maaßstab bei der Beurtheilung der Glaubwürdigkeit der darauf gegründeten Relationen abgeben kann.

In seiner ersten chiffrirten Depesche über das Ereigniß, vom 16. September 1776 (dem Tage der Arretur Agdollo's) sagt von Alvensleben: „Mad. l'Electrice douairière, du sejour de laquelle V. M. veut être instruite, est encore à Nimphenbourg près de Munic et selon les dernières lettres, elle ne compte de retourner ici que le 10. de Novembre. Un de ses secrétaires nomme Ewald (Hewald) qu'elle avoit employé dans ses dernières négociations, a deserté et l'on doit avoir trouvé dans ses papiers plusieurs notions à la charge du Marq. d'Agdollo. Aussi l'Electrice douairière a-t-elle demandé d'abord un homme affidé auquel elle pût confier toutes les

pieces relatives à ce sujet et a demandé en même tems qu'on effrayat (?) le Marq. d'Agdollo, saisit ses papiers et les lui remit. Le Sr. de Zehmen, qui autre fois jouait un role ici, mais qui présentement n'est plus en activité, a été en consequence envoyé par l'Electeur à Munic, mais à ce qu'on prétend, il n'en a pas rapporté grande chose et le Marq. d'Agdollo instruit de tout ce qui se tramoit contre lui a fait parvenir à l'Electeur un memoire (siehe Band II. Seite 93 fl.) dans lequel il se disculpe, demandant justice et il assure avoir demande (deposé?) en un lieu sur un double qui serait imprimé, des qu'on agiroit par voyes de fait contre lui. L'Electeur a repondu par maniere de conversation à ceux, qu'on pretend lui en avoir parlé, que le Marq. d'Agdollo n'avoit rien à craindre et qu'il ne demandoit pas mieux si non qu'il pût se justifier. Je ne saurois encore garantir la verité de tout cela, mais au moins j'ai lieu de croire, qu'il ne laisse pas que d'être vrai dans les points essentiels."

Wir können dem Berichterstatter in diesen letzten Worten beitreten: die Mittheilungen, die er jeden Falls Agdollo selbst verdankte, stimmen in der Hauptsache mit der Wahrheit überein.

Von demselben Tage finden wir noch eine zweite nicht chiffrirte Depesche, worin es heißt: „En com-

binant les faits touchant le Marq. d'Agdollo et le Baron d'Ende*), que j'ai eu l'honneur de rapporter, avec l'empressement que ce premier temoignoit, il n'y a pas longtems à se voir protegé par la legation de V. M., j'envisage tout ceci comme les suites *d'un plan formé entre l'Electrice douairière, le Cte. Sacken et le Marq. d'Agdollo pour culbuter le Cte. Marcolini.* Pour le Baron d'Ende, on ne l'y faisoit entrer qu'autant, qu'il étoit nécessair, pour se bruler les doigts et être sacrifié, afin que le Cte de Sacken aye seul le maniement des affaires. Le Cte Marcolini à ce qu'il parait a senti la mèche et éventé la mine en se racommodant avec Madame l'Electrice en attendant que le Cte Sacken et le Marq. d'Agdollo, qui ignoroient ce qui les ménacoit, ont si je me trompe, amené le Bar. d'Ende à faire le pas qu'il a fait et qui d'ailleurs a tres mal reussi, puisque ce Ministre a été obligé de se rétracter de la cause de son mécontentement. Si la liaison que je suppose entre Mad. l'Electrice douairière et le Cte Marcolini dure tant soit peu, l'Electeur sera je crois absolument assujetti à leur tutele. Le Baron d'Ende qui jusqu'ici n'a encore point de réponse, sur le congé qu'il a demandé, gardera sa place et sera obligé de faire

---

*) Dieser Cabinetsminister war, was der Gesandte schon früher referirt hatte, bei dem Churfürsten um seine Entlassung eingekommen.

tout ce qu'on trouvera bon. Pour le Cte Sacken on lui laissera la répresentation, le but essentiel de son ambition, sans le faire voir clair dans les affaires et le Marq. d'Agdollo sera sacrifié d'une ou d'autre facon."

Wir sehen hier, Alvensleben war in seinen Combinationen ebensowenig glücklich, als in seinen Prophezeiungen. Während er es als wahrscheinlich betrachtete, Ende und Sacken würden ihre Posten (wenn auch nur als Strohmänner) behalten, trat bald darauf das Gentheil ein. Am wenigsten spricht aber für seine Ansicht, daß Maria Antonia sich mit dem Grafen Sacken — ihrem entschiedenen Gegner — und Agdollo verbündet habe, um Graf Marcolini zu stürzen, Marcolini, dessen Glück sie im Gegentheil nach der geheimen Correspondenz, welche Agdollo ihr entwenden ließ, zu befördern beabsichtigte!

In der nächsten Depesche des Gesandten vom 20. September 1776 folgt eine andere Vermuthung, er sagt: „Autant de personnes autant de propos différents et il est très difficile pour le moment de tirer des conjectures justes: pourtant après toutes les conversations que j'ai eues avec cet homme (Agdollo) et après toutes les confidences vrayes ou fausses qu'il m'a faites, je ne saurais m'arrèter qu'à croire, que tout ceci tire son origine de la correspondence qu'il a eue avec Mad. l'Electrice

douairière dans le tems que cette Princesse étoit piquèe au vif, contre son fils et ou naturellement Elle lui aura fait part de son mécontement et lui (si sa plume est seulement de la moitiè si peu circonspecte que sa langue) aura peutêtre manqué essentiellement à son souverain, ne fut ce aussi que par des expressions, dont il se sera servi en parlant de l'Electeur, et une seule lettre, conçue dans ces termes, envoyé présentement par Mad. l'Electrice douairière à son fils, aura suffit pour le perdre. J'en doute d'autant moins, que personne ici ne pense pas même à contredire l'opinion generale, que c'est Mad. l'Electrice douairière, qui a demandé qu'il fut arreté et que je tiens de science certaine, qu'Elle doit avoir ordonné à M. de Zehmen, de lui remettre les lettres écrites de sa main qu'on trouveroit dans les papiers du Marquis, supposant peutêtre que le mécontement, qu'Elle y marque, pourroit donner lieu à renouveller les anciennes mesintelligences avec l'Electeur. S'il n'étoit question que d'un vol, dont il doit s'être rendu coupable, en engageant les bijoux de Mad. l'Electrice douairière pour 18000 ducats de plus, qu'Elle ne lui l'avoit ordonné, tirant ce surplus pour son compte, et si on ne le soupconnoit que d'avoir trempé dans la friponnerie du Secretaire Ewald, qui à ce qu'on prétend a decampé de Munic avec

des bijoux, montant à la valeur de 140000 ecus, peutêtre l'Electeur l'auroit puni avec toute la rigueur des loix, lorsque le fait auroit été averè, mais on n'agiroit pas si secrètement, on ne l'auroit pas d'abord transporté au Königstein et on ne feroit pas paroitre du mécontement contre le Bar. d'Ende, le Cte Sacken et le conseiller Ferber, qui pourtant tous les trois ne sauroient jamais être jugés d'entrer pour quelque chose dans de pareilles infamies, enfin je n'oserais pas m'arrèter un moment à croire que le soupcon qu'on forme encore que la vente de la succession de l'alleu de Baviere aye deja été faite par lui à la maison d'Autriche, avant de l'avoir vendu une seconde fois à l'Electeur et que ceci lui cassoit le cou. La cour de Vienne d'abord n'auroit jamais traité avec un homme comme le Marq. d'Agdollo, sans qu'il fut muni de pleinpouvoir en bonne forme de Mad. l'Electrice douairière, et ce seroit manquer au respect, que je dois au caractère de cette Princesse, de combattre même la possibilite d'un proces si double, mais si au reste Mad. l'Electrice mère et le Cte Marcolini se sont raccomodés et liés ensuite pour gouverner l'Electeur, comme je suppose encore toujours, il étoit absolument nécessaire de faire un mauvais parti au Marq. d'Agdollo qui ennemi juré du Cte Marcolini, n'auroit pas laissé de tracasser si long-

tems, jusqu'a renverser tous les plans qu'on auroit pu former."

In Berlin legte man bis zu dieser Zeit dem Ereignisse keine große Wichtigkeit bei. Alvensleben erhielt auf seine Depeschen unter dem 24. September 1776 die Antwort: „La disgrace du Marq. d'Agdollo fait sans doute comme Vous l'avez observé un événement très indifferent pour moi et en Vous renvoyant sur ce sujet a mes ordres immediats, je me bornerois à Vous recommander de continuer à suivre les pourparlers qu'il pourroit y avoir." Der König Friedrich II. schrieb auch hierüber an Prinz Heinrich am 26. September 1776 nur: „On a arreté en Saxe un Italien qui avoit epousé la veuve de Roudoffski et il a été mis au Königstein, on dit que c'est par une intrigue de l'Electrice douairière, *mais peu nous importe*."

Nachdem, wie wir gesehn, der preußische Gesandte sich bereits in verschiedenen Vermuthungen erschöpft, theilt er zuerst in einer Depesche vom 30. December 1776 ein Gerücht mit, welches Maria Antonia's Namen mit der Absicht eines unerhörten Verbrechens in Verbindung bringt: sie solle den Churfürsten haben vergiften wollen, um den Prinzen Carl auf den Thron zu bringen: mit Sacken, Ende, Ferber und Agdollo habe sie sich vereinigt, um zunächst Marcolini zu stürzen, aber blos Agdollo sei von dem „dessous des

cartes“ unterrichtet gewesen, dieser aber habe aus Furcht vor der Entdeckung sich bedenklich gezeigt und Maria Antonia deshalb seine Arretur veranlaßt: Agdollo habe in Beziehung auf die ihm von ihrer Seite drohende Gefahr geäußert: „Quelle se garde de faire la moindre démarche contre moi, j'ai en main de quoi la perdre sur le champ“, und bei seiner Arretur seien ihm die Worte entfallen, „Je serois sacrifié puisqu'un autre ne seroit l'être.“

Der Gesandte, der an einer andern Stelle mit Recht sagt, „Je dois être sur mes gardes de ne pas charger mes dépêches de faits incroyables, qu'on debite avec un air de vérité qui pourroit dèrouter“, stellt aber selbst die Möglichkeit, solchem Aberwitze den mindesten Glauben beimessen zu können, in Abrede und bemerkt, daß auch der Umstand jenes Gerücht widerlege, daß Friedrich August seine Mutter selbst in seine Nähe zurückgerufen habe, was er doch, wenn er sein Leben durch sie bedroht gesehn, nicht gethan haben würde. Zum Schlusse bringt er nun in einer Depesche vom 6. Januar 1777 eine Angabe, die mit der Mirabeau's im Wesentlichen übereinstimmt: der Gesandte beruft sich zwar darauf, er habe seine Notiz „d'une très bonne source“, allein er vermochte offenbar nichts wiederzugeben, als „pourparlers“, deren Mittheilung ihm das bereits erwähnte Rescript vom 2. September 1776 anbefohlen hatte. Uebrigens muß noch

bemerkt werden, daß der in der Depesche vom 16. September erwähnte Aufsatz Agdollo's (Band II. S. 93 fl.), den dieser am 15. September 1776 dem Geh. Rathe von Zehmen überreicht hatte, und der unfehlbar sehr wichtige Momente zur Widerlegung der zuletztgedachten Verläumdungen Maria Antonia's enthält, allem Anscheine nach zu der Zeit, wo Alvensleben die hier referirten Depeschen schrieb, noch nicht in seine Hände gelangt war: wenigstens hat er die Abschrift erst gegen Ende des Monats April 1777 nach Berlin gesendet. Die letzten Mittheilungen des Gesandten fanden auch mindestens bei König Friedrich II. keinen Glauben. Er schrieb hierüber an Prinz Heinrich am 5. Januar 1777: „On debite des horreurs au sujet de l'Ellectrisse douairiere de Saxe, je veux esperer pour l'amour d'elle que cela n'est pas vrai: il s'agit d'avoir voulu empoisonner l'ellecteur, pour mettre le prince Massemillian en sa place, mais en verité ce projet me parait si noir *qu'il me paroit plustot forge par la calomnie*, que capable d'etre consu dans le coeur d'une mére. Leider war Prinz Heinrich, dem der König auch die spätern Mittheilungen, die ihm über die Angelegenheit wurden, zugehn ließ, in seinem Urtheil befangener, und so erklären sich die harten Worte, welche wir in einem Briefe desselben an den König vom 6. April 1777 lesen *).

*) Oevres de Fred. le Grand tom. XXVI. no. 274. pag. 389.

Versuchen wir nun, das Resultat, welches sich aus dem gesammten Materiale, das sich gefunden hat, ergibt, zusammenzustellen, so müssen wir leider bekennen, daß dasselbe ein keineswegs erschöpfendes ist. Wir stoßen bei jedem Schritte auf Räthsel, die wir nicht zu lösen, auf Lücken, die wir nicht auszufüllen im Stande sind. Das Ergebniß ist zunächst ein negatives, indem urkundlich festgestellt wird, daß die zeitherigen Erzählungen über den Vorgang, in der Hauptsache ganz unrichtig sind, und insofern ein erwünschtes, als wir die Ueberzeugung gewinnen, daß das, was Maria Antonia bei jenem Ereignisse Schuld gegeben worden, auf schnöder Verläumdung beruht. Der Verfasser ist nicht zum Defensor der erhabenen Fürstin, welche hier zeither vielfach als Angeklagte hingestellt worden ist, berufen, er würde, wenn die Thatsachen für ihre Schuld sprächen, diese nach dem Zwecke dieses Aufsatzes, unumwunden wiederzugeben, nichts zu bemänteln, zu beschönigen gehabt haben, allein es muß zur hohen Befriedigung gereichen, wenn die Urkunden, die sich gefunden haben, sie rechtfertigen, wenn wir ihre Asche, die so lange durch die Schmach einer verläumderischen Beschuldigung entweiht worden, davon zu reinigen vermögen.

Prüfen wir die gegen Maria Antonia verbreitet gewesenen Beschuldigungen näher, so können wir zunächst von einer Widerlegung der Andeutungen, als habe sie ihrem Sohne nach dem Leben getrachtet, ganz

absehn; nicht ein Schatten von Beweis liegt für eine solche Anklage vor: wir brauchen hier nur auf die Bemerkungen des preußischen Gesandten zu verweisen. Gehn wir aber auf die noch bis zu unserer Zeit immer wiederkehrenden Anschuldigungen über, welche Mirabeau vorbringt, wornach die Churfürstin als die Urheberin eines unnatürlichen, das menschliche Gefühl empörenden Planes, Agdollo als ihr Helfershelfer dargestellt wird, so ist es allerdings schwer zu begreifen, wie gerade diese Anklage, deren Widersinnigkeit jedem Unbefangenen einleuchten muß, habe Glauben finden können. Der Anschlag, welcher ihr untergeschoben worden, würde eine Entartung verrathen, für die sich kaum ein Beispiel in den Annalen der Verbrechen findet. Wir fragen: ist es denkbar, daß eine Mutter, eine Fürstin von Maria Antonia's erhabener Stellung, selbst ihren Ruf unrettbar zerstören, selbst sich an den Pranger stellen könne, um ihren leiblichen Sohn vom Throne zu stoßen? Es leuchtet ferner ein, daß jenes Unternehmen in seiner ganzen Anlage ein so thörigtes und verfehltes gewesen wäre, daß seine Verfolgung geradehin Absurdität verrathen würde, die doch Niemand einer Maria Antonia würde zutrauen können. Die erste Frage, die sich bei dem Gedanken an einen solchen Plan hätte darbieten müssen, wäre doch nothwendig die gewesen, ob sich eine Aussicht auf die Möglichkeit der Durchführung zeigen konnte? und hätte der, welcher

diese Frage sich zu stellen hatte, sie sich nicht selbst sofort klar zu beantworten vermocht, so würde er doch nothwendig darüber zunächst sich Gewißheit zu verschaffen gehabt haben. Diese würde ihm aber von Jedem, der nur mit den ersten Elementen der Rechtswissenschaft bekannt, dahin geworden sein, daß der Rechtssatz, **pater est quem justae nuptiae demonstrant,** so fest steht, daß weder einseitige Versicherungen des einen Ehegatten, noch Zeugen, wie sie nach **Mirabeau's** Angabe aufgeführt werden sollen, ihn zu erschüttern vermögen. Wollen wir aber — hiervon abgesehn — noch positive Beweise für Maria Antonia's Schuldlosigkeit an dem, was ihr **Mirabeau** nachsagt, erfordern, so finden wir sie zunächst in den Briefen, welche sie mit ihrem Sohne dem Churfürsten wechselte. Wir ersehn daraus, daß die Churfürstin es war, an der **Agdollo** zum Verbrecher ward, daß er ihr wichtige Correspondenzen durch Hewald entwenden ließ, daß sie als Anklägerin gegen **Agdollo** auftreten und die Hülfe des Churfürsten gegen ihn in Anspruch nehmen mußte, daß sie seine schleunigste Arretirung beantragte. Nicht Genossen eines gemeinsamen, g e g e n den Churfürsten gerichteten Planes waren Beide, vielmehr erscheint **Agdollo** als der intellectuelle Urheber eines an Maria Antonia verübten Diebstahls, und letztere m i t d e m C h u r f ü r s t e n zur gemeinsamen Vertheidigung gegen ein Attentat **Agdollo's** vereinigt. Jede Zeile der hier

gegebenen Correspondenz, insbesondere der Inhalt der Briefe des Churfürsten aus der Zeit, zu welcher er vollständig von Agdollo's Plänen unterrichtet gewesen sein muß (im November 1776), beweist, daß Friedrich August, welcher Grund zu einem Mißverhältnisse mit seiner Mutter auch sonst obgewaltet habe, doch nicht im Entferntesten geargwöhnt, daß sie irgend Antheil an dem Verbrechen Agdollo's habe, von dessen eigentlicher Beschaffenheit sie wohl vollständig erst durch die mündlichen Mittheilungen des Geheimen Rathes von Zehmen, den Friedrich August an sie absendete, unterrichtet ward (s. Brief no. 3. Band II. Seite 128). Sehr wichtig ist auch der Umstand, daß Maria Antonia sich durchaus nicht scheuete, bei der ganzen Angelegenheit dem Churfürsten gegenüber aufzutreten, sondern daß sie nur die Concurrenz dritter Personen ausgeschlossen wünschte. (Brief no. 5. „je Vous demande surtout que je n'y paroisse que vis-à-vis de Vous.") Widerlegt wird zugleich die andere Angabe über Agdollo's Vergehn, daß er bei der Entwendung von Diamanten der Churfürstin betheiligt gewesen sei. Das Gerücht, daß Hewald seiner Herrin Juwelen und Wechsel bei seiner Flucht entfremdet habe, war allerdings, wie schon erwähnt, damals verbreitet, allein daß dies ganz unbegründet war, mithin auch Agdollo daran nicht Theil genommen haben konnte, geht nicht nur aus dem Umstande, daß, wie erwähnt, Maria Antonia selbst

Hewalds Flucht nicht fremd war, sondern auch aus der Angabe in dem Band II. Seite 143 angezogenen Briefe der Prinzessin Elisabeth vom 8. October 1776 hervor, nach welchem die verw. Churfürstin selbst versichert hatte, daß Hewald „n'avoit jamais rien touchè qui fut de la valeur d'une épingle.“ Die nächste Frage ist nun, was es für Correspondenzen gewesen, welche Agdollo entwenden ließ? Maria Antonia spricht zunächst (Brief no. 1. Band II. Seite 124) im Allgemeinen von ihrer Correspondenz (mes correspondences): bestimmt können wir aus den Briefen no. 2 und 5 (Band II. Seite 127 und 129) nur ersehn, daß darunter Briefe des Grafen Marcolini waren, in deren Besitz der Churfürst aber schon am 15. August 1776 wieder gelangt war, während Agdollo behauptete, Schriften (Brief no. 9. Band II. Seite 134: ces papiers), die zu den entwendeten gehört haben müssen, seien ihm gestohlen worden (Brief no. 9). Welchen Inhalts waren nun diese entwendeten Briefschaften, welches Interesse konnte Agdollo haben, sich ihrer zu bemächtigen? Daß die Churfürstin Marcolini ihr Vertrauen geschenkt, daß sie sich seiner, dem der Churfürst Friedrich August mit aufrichtiger Freundschaft zugethan war, bei den Verhandlungen über die Cession des bayerschen Nachlasses bedient hatte, um unmittelbar auf ihren Sohn einzuwirken, haben wir gesehn. Marcolini war wohl auch in das Geheimniß der Verhandlungen eingeweiht, welche

sie, wie wir erwähnt, mit dem Wiener Hofe eingeleitet hatte (s. ihren Brief an ihn vom 12. März 1776. Band II. Seite 62) und über deren Lage sie dem Grafen Riaucour noch am 1. Mai 1776 Auskunft zu geben verweigerte (s. dessen Depesche aus Schwetzingen vom 4. Mai 1776. Bd. II. Seite 71), während sie Agdollo nach dem Inhalt ihres Briefes, vom 23. Februar 1776 (Band II. Seite 79) anscheinend nur unbestimmte Andeutungen hatte zukommen lassen. Das könnte möglicher Weise das „secret de Marcolini“ (Brief no. 5, 10. Bd. II. Seite 131 und 135) gewesen sein, welches Agdollo nicht kannte und, wie Maria Antonia meint (Brief no. 10. Bd. II. Seite 135), erst aus einem Briefe ersah, den sie Hewald an Marcolini mitgegeben und den Agdollo geöffnet habe. Allein andere Aeußerungen der Churfürstin über den Inhalt jener Correspondenzen scheinen dem zu widersprechen und bleiben ganz unklar, wie wenn sie am Schlusse des Briefes no. 1. Band II. Seite 126) schreibt: „croyez que ce n'est pas manque de confiance que nous vous avons gardè le *secret*, c'est la crainte que vous ne trouviez mauvais que j'ai prévenu vos intentions *de faire le bonheur de votre ami* (Marcolini), oder wenn sie (Brief no. 5. Band II. Seite 131) von der „précaution“ redet, die sie mit Marcolini ergriffen, „pour ne pas soumettre *notre* secret aux chicanes et aux réflexions malicieux de

vos ministres.“ Man könnte nach jenen Aeußerungen so wie der Andeutung in dem mehrerwähnten Memoire Agdollos unter no. 8 „ces papiers regardoient uniquement le Cte Marcolini personellement,“ (Band II. Seite 94) sogar auf den Gedanken kommen, daß Maria Antonia in näherer Beziehung zu Marcolini als der blos freundschaftlicher Herablassung gestanden habe, wenn nicht alle Umstände dem widersprächen. Sie war damals schon 52 Jahr, Marcolini (geb. 1739) 15 Jahr jünger als sie: nirgends, selbst in den vertraulichsten Correspondenzen der, wie wir gesehen haben, ihrer Schwägerin keineswegs freundlich gesinnten Prinzen und Prinzessinnen findet sich die entfernteste Andeutung auf ein solches Verhältniß, welches der Aufmerksamkeit nicht hätte entgehn können und am wenigsten mit Vermuthungen, wie der preußische Gesandte sie aufstellte, daß Maria Antonia Marcolini zu stürzen beabsichtigt habe, sich würde haben vereinigen lassen. Auch die vorhandenen zahlreichen Briefe Marcolini's an die Churfürstin enthalten Nichts, was eine solche Vermuthung irgend rechtfertigen könnte. Daß überhaupt der Inhalt der entwendeten Briefe Marcolini's diesen, dem Churfürsten Friedrich August gegenüber, der, wie gedacht, diese Briefe bereits am 15. August 1776 in den Händen hatte (Brief no. 2), auf keine Weise gravirt haben kann, beweist der Umstand, daß bekanntlich Graf Marcolini sich auch noch nach dieser Zeit ohne

Minderung, der Gunst seines fürstlichen Herrn zu erfreuen gehabt hat. Vielleicht handelte es sich darum, Marcolini, der im Jahre 1776 wirklicher Geheimer Rath und Cämmerer war, eine höhere Stellung zu verschaffen, die er auch wenige Jahre später, vermöge Rescripts vom 11. Mai 1778 erlangte, nach welchem der Churfürst sich durch Marcolini's „bisherige zur vollständigsten gnädigsten Zufriedenheit gereichende Dienstleistung und darinnen bewährte treueste Devotion, auch stattliche Begabnisse" bewogen fand, „ihm die Charge des Ober-Cammerherrn mit Beibehaltung seiner bisherigen Functionen" zu übertragen.

Vermögen wir demnach schon diese erste Frage nicht genügend zu lösen, so bietet die weitere, was Agdollo, dem die Entwendung der Briefschaften doch nur Mittel zum Zwecke sein konnte, damit für einen Plan gehabt hat, was er mit den Briefen begonnen, was eigentlich das Verbrechen war, welches er beabsichtigt, versucht oder begangen hat? noch mehr Schwierigkeiten dar. Wir haben oben gesehen, daß der Churfürst dem Grafen Sacken über Agdollo weiter etwas nicht eröffnete, als die Worte: „il m'a manquè personnellement" und „l'affaire allodiale n'y a rien à faire" (Bd. II. Seite 115). Maria Antonia sagt im Briefe no. 1: (Bd. II. Seite 124) „l'infamie atroce dont elle m'outrait," während Friedrich August ihr die größte Geheimhaltung anempfiehlt, mit dem Zusatze: „Votre propre

honneur y étant interessé“ (Bd. II. Seite 127). Agdollo's Plan wird ferner in der Correspondenz bezeichnet als „projet bien téméraire et bien mal déguisé“ (Brief no. 4. Seite 128), „terrible trame“, „ce complot,“ „cette noirceur“ (Brief no. 6. Bd. II. Seite 132 fl.), „l'abus qu'il a fait de ces lettres“ (Brief no. 9. Bd. II. Seite 134), „horrible intrigue“, „affreuse trame qui auroit du m'accabler de chagrin“ (Brief no. 14. Bd. II. Seite 140), „action aussi infame que les cheveux me dressent“ (Brief no. 15. Bd. II. Seite 141). Die Churfürstin fürchtet „d'être mêlée dans cette vilaine affaire“ (Brief no. 8. Bd. II. Seite 133), sie sagt: „j'ai raison de prévoir que j'en serais la victime“, auch „je suis bien à plaindre d'être mêlée dans cette vilaine affaire, moi qui y entre come pylade dans le credo“ (Brief no. 10. Bd. II. Seite 137). Agdollo trat mit Drohungen, sowohl dem Churfürsten, als der verw. Churfürstin gegenüber, auf („des menaces qui seules auroient meritè une punition exemplaire“, Br. no. 9, „lettre menaçante,“ Brief no. 10. Bd. II. S. 134, 136). Die Letztere glaubte, daß er Mitschuldige habe, fürchtete, es sei eine Hyder, „qui renâitra dans quelqu'autre occasion, pour troubler Votre repos“ (Brief no. 15. Bd. II. Seite 141) — Worte, die besonders erheblich erscheinen, weil sie andeuten, daß nicht

nur Maria Antonia, sondern Friedrich August selbst bedroht worden war.

Daß Agdollo den Grafen Marcolini aus des Churfürsten und dessen Mutter Gunst zu verdrängen, ihn zu stürzen beabsichtigt hat, wird wiederholt in dem Briefwechsel ausgesprochen (no. 1, 5, 9, 10), auch die Depeschen des preußischen Gesandten bestätigen es und der Aufsatz Agdollo's, den er dem Geh. Rathe von Zehmen übergab, verräth seinen tiefen Groll gegen den Grafen. Wahrscheinlich hoffte Agdollo in der vertraulichen Correspondenz Marcolini's mit der verw. Churfürstin Material zu finden, welches er gegen den Grafen oder sonst auf irgend eine Weise benutzen könne. Eine solche Absicht würde aber, selbst in Verbindung mit dem Diebstahle, den Agdollo nicht scheute, doch nicht auf die in den Briefen ersichtliche Weise haben bezeichnet, nicht mit so harter Strafe, wie sie Agdollo traf, haben geahndet werden können. Wir müssen daher nothwendig weiter suchen, zunächst nach dem „abus qu'il a fait de ces lettres“ (Brief no. 9), mithin nach einem Verbrechen, welches nach den Worten des Churfürsten wirklich vollendet worden war, das aber Agdollo wenigstens anfänglich in Abrede stellte (Brief no. 9. Bd. II. Seite 134).

Bleiben wir dabei stehn, daß die entwendete Correspondenz wenigstens zum Theil die Verhandlungen über die Cession des bayerschen Allodialnachlasses be-

traf, so konnte der Mißbrauch, den Agdollo, nach der Vermuthung des Churfürsten, mit den entwendeten Briefen (die er besessen zu haben einräumte, aber bei seiner Arretirung nicht mehr besaß) getrieben (Brief no. 9), füglich nur in einer Mittheilung des Staatsgeheimnisses (und ein Geheimniß war wenigstens anfänglich jene Cession) an eine auswärtige Regierung, die ein Interesse an jener Angelegenheit hatte, bestehn. Daß Agdollo dem preußischen Gesandten, was er verrathen konnte, verrieth, haben wir gesehn. Dies war für Sachsen nach Lage der Sache wenig bedenklich, wie denn auch die Minister selbst dem gedachten Gesandten (nach dessen Depesche vom 17. Mai 1776 Bd. II. Seite 86) die Cession nicht verhehlten. Wichtiger war die Nachricht für Oestreich und es erscheint daher sehr wahrscheinlich, daß Agdollo, wie er auch dem preußischen Gesandten (Depesche vom 10. Juni 1776 in den Worten „si S. M. ne faisoit nulle attention à lui il se jeteroit d'un autre côté“ Bd. II. Seite 87) unverholen andeutete, das Geheimniß der östreichischen Regierung verrätherischer Weise mitgetheilt, auch einen Theil der entwendeten Schriften bereits als Beweisstücke übergeben hatte. Allein nehmen wir dies auch an, so erklären sich doch immer die in den oben mitgetheilten Briefen gebrauchten Ausdrücke über die Natur des Agdollo'schen Verbrechens nur theilweise und wir kommen nothwendig zu der Schlußfolgerung, daß Agdollo noch

einen andern Plan gehegt, mit dessen Realisirung er drohete, dessen Ausführung aber noch zur rechten Zeit verhindert werden konnte, wie aus den Worten Friedrich Augusts: „Je ne saurois songer sans frémir mais aussi sans rendre grâces à Dieu, que cette affreuse trame, qui auroit du m'accabler de chagrin, ait tournè plus heureusement, que je n'aurois jamais pu m'imaginer" (Brief no. 14. Bd. II. Seite 140) hervorgeht. Daß dieser Plan ein scandaleuser, ein die Ehre und Ruhe Maria Antonia's und des Churfürsten gleichzeitig auf gemeine Weise bedrohender, des letztern Person unmittelbar berührender gewesen, das bezeichnen die oben ausgehobenen Worte jener Briefe (Band II. Seite 161 fl.), wie es scheint, zweifellos. Wir dürfen daher, wenn wir hier mit Vermuthungen weiter gehen und der Wahrheit näher kommen wollen, uns nicht scheuen, in den Schmutz zu greifen und aus dem Schlamme der Verläumdung Gerüchte hervorzusuchen, die zwar bei näherer Beleuchtung in sich selbst zerfallen, die aber Lüge und Bosheit, Klatschsucht und Verläumdung verbreitet hatten. Maria Antonia hat wiederholt der Lästerzunge zum Opfer dienen und die Erfahrung machen müssen, daß semper aliquid haeret. Eine junge, sehr lebhafte Prinzessin, ward sie einem Prinzen angetraut, über dessen körperliche Gebrechlichkeit sehr übertriebene Gerüchte verbreitet waren. Wir haben gesehn, daß ihr Oheim Johann Theodor, schon vor der

Verlobung mit Friedrich Christian, sich veranlaßt fand, sich hierüber in der ihm eigenthümlichen, etwas leichtfertigen Weise auszusprechen und seine Nichte zu beruhigen (siehe dessen Brief vom 10. August 1745, Band I. Seite 19). Welche Entstellungen aber selbst von Personen, denen die Wahrheit füglich nicht unbekannt sein konnte, in Umlauf gebracht wurden, dafür bietet uns den Beweis u. a. ein Buch dar, dessen Verfasser sich allerdings seiner Zeit ebenso durch seinen Geist, seinen Witz, wie durch seine boshafte Schmähsucht auszeichnete. Es ist dies Charles Hanbury Williams, im Jahr 1747 fl. englischer Gesandter am sächsischen Hofe, ein Mann, den Brühl, allerdings viel zu milde, in seinen Briefen an Maria Antonia, worin er öfters vorkommt, „assez mordant" nennt. Er liebte es, seine Depeschen*) mit pikanten Anecdoten zu würzen, bei deren Sammlung er auch die unlautersten Quellen nicht verschmähte: sie enthalten insbesondere auch über den sächsischen Hof Verläumdungen so scheuslicher und widernatürlicher Art, daß sie selbst dem Herausgeber des Werks, in dem wir sie finden, zu arg erscheinen. Indem wir das, was nicht hierher gehört, mit Stillschweigen übergehn, geben wir nur wieder, was Williams über Friedrich Christian bemerkt, er sagt: „his person is bad and his backbone so disjointed, that he cannot stand without two

*) Horace Walpole, Memoires of the last ten years of the reign of George II. Vol. II. p. 467 fl.

people to support him etc. his parts if he ever had any, are much decayed etc. When he walks, supported or rather dragged along by two people, his knees almost touch his stomach; and the Duchess of Courland (who is our good friend at this court) told me, that she saw him in bed on his wedding night and that he lay in the same posture there; so that she did not comprehend how matters could be accomplished.“ Zwischen solchen Uebertreibungen aber und Maria Antonia's Ruf schamlos befleckenden Gerüchten, lag offenbar nur eine schmale Grenze, welche die Verläumdung, heimlich flüsternd, gewiß bald überschritt, zumal die der strengen Etiquette wenig befreundete und lebenslustige Fürstin wohl nicht immer so vorsichtig gewesen sein mochte, als die Klugheit erfordert hätte. Auch erklären die Verhältnisse es wenigstens einigermaßen, wie gerade zu der Zeit der Festnehmung Agdollo's Verunglimpfungen, wie wir sie gelesen, wider sie auftauchen und hin und wieder Glauben finden konnten. Man muß eingedenk sein, daß die Differenzen, welche zwischen ihr und dem Churfürsten geherrscht hatten, eben so wenig unbekannt geblieben waren, als ihre Vorliebe für Prinz Karl und ihre frühere Verbindung mit Agdollo — daß doch vielleicht etwas von dem Gegenstande der Drohungen des Letztern ins Publicum gelangte — daß die Flucht eines ihrer vertrautesten Diener, Hewalds, kurz vor der Arre-

tirung Agdollo's, auf ihre Betheiligung bei diesem Ereignisse deutete, — daß die verwittwete Churfürstin selbst den Zusammenhang der Sache in den Schleier des Geheimnisses zu hüllen sich bemühen mußte, dabei aber in ihren Aeußerungen sich nicht immer gleich blieb (s. den Brief der Prinzessin Elisabeth an Prinz Xaver vom 13. December 1776, Band II. Seite 143) — endlich daß das tiefe Schweigen, welches der Churfürst über den Grund seines Verfahrens, auch den Ministern gegenüber, beobachtete, nicht sowohl auf eine Staatsangelegenheit, sondern vielmehr auf einen das Innere seines Hauses berührenden Vorgang hinwies. Alle diese Umstände waren wohl geeignet, die Ansichten irre zu führen, die verschiedenartigsten Hypothesen und Phantasiegebilde hervorzurufen und Denjenigen vorzuarbeiten, in deren Interesse es lag, Maria Antonia, zur Entschuldigung Agdollo's, in ein möglichst ungünstiges Licht zu stellen. Zu diesen Personen gehörte vorzugsweise die Gräfin Rutowska, deren Erbitterung grenzenlos war — la Comtesse Rutowska ne se possède pas, schrieb der preußische Gesandte. — Die verw. Churfürstin hatte zwar nach desselben Mittheilung (Depesche vom 3. Januar 1777), sie nach ihrer Rückkehr nach Dresden sehr freundlich aufgenommen, allein dies konnte der ergrimmten Frau nicht genügen und sie ist jeden Falls eine Hauptquelle und zwar eine sehr trübe, aller jener Gerüchte gewesen, aus der auch der

preußische Gesandte, der mit ihr in vertraulicher Verbindung stand, seine Nachrichten schöpfte. Daß aber unter allen Versionen gerade die niederträchtigsten die meiste Verbreitung fanden, entspricht der Erfahrung aller Zeiten: die Menschen waren in dieser Beziehung 1776 gewiß nicht anders als heut zu Tage.

Diese Andeutungen sind aber zugleich auch geeignet, über Agdollo's Verhalten Licht zu verbreiten, zumal wenn wir uns das Mißliche seiner Situation vergegenwärtigen. Er, ein gewissenloser Abentheuerer*), der zwar eine vornehme reiche Dame zur Frau, aber nur ein geringes Einkommen hatte, das seinen Bedürfnissen nicht genügte, er, der bereits mit Schulden belastet war, mußte auf einmal alle seine Pläne in Sachsen vereitelt sehen. Graf Marcolini, den er mit bitterm Hasse verfolgte, in des Churfürsten und dessen Mutter Gunst zu stürzen, war ihm nicht gelungen, vielmehr bedrohte ihn dessen Einfluß: seine Hoffnung deshalb, weil er, wie er in seinem Memoire unter no. 25 und 26 (Band II. Seite 100 fl.) sich rühmte, der verw. Churfürstin abgerathen, in den Verhandlungen mit Oestreich weiter zu gehen, oder dadurch, daß er ihre vertraulichen Mittheilungen den Ministern verrieth, zu einer

*) Auch der preuß. Gesandte, obwohl er, wie wir gesehn, sich für ihn interessirte, bezeichnet ihn in der bereits gegebenen Depesche vom 10. Juni 1776 als einen intrigant, sur lequel il n'y a point de fond à faire (Band II. Seite 88).

Belohnung zu gelangen, war nicht erfüllt worden; auch Maria Antonia war gegen ihn, wie er selbst in jenem Memoire unter no. 24 erwähnt, (Bd. II. Seite 100) erkaltet, auch von ihr hatte er in Güte nichts mehr zu erwarten. Preußen hatte sein Gesuch um Anstellung, um den Kammerherrnschlüssel, selbst sein Anerbieten, als Spion zu dienen, zurückgewiesen, auch dort waren ihm alle Aussichten verschlossen. Es liegt daher sehr nahe, daß er aus Rache und Verzweiflung den Entschluß faßte, zu versuchen, ob er nicht durch Drohungen von dem Churfürsten das erpressen könne, was zu verlangen er nicht den mindesten Anspruch hatte. Welcher Art aber seine Drohungen waren, darüber ist ein wichtiges Beweisstück sein mehrgedachtes Memoire. Er selbst sagt darin (no. 18 fl. Bd. II. Seite 98), daß er ein Memoire über sein Verhältniß zu Maria Antonia entworfen und dasselbe, mit Beweisstücken begleitet, ebenso wie den Aufsatz, den er übergab, an einem sichern Orte deponirt habe, um diese Schriften, wenn man Gewalt gegen ihn brauchen wolle, zu veröffentlichen. Gehen wir nun über diese eignen Angaben Agdollo's, der sich natürlich hütete, seinen ganzen Plan zu enthüllen und nur soviel schriftlich erklärte, als er ohne unmittelbare Gefahr für sich sagen zu können glaubte, nur noch einen Schritt weiter! Es liegt offenbar die Vermuthung sehr nahe, daß Agdollo in der Schrift, mit deren Veröffentlichung er unverholen drohte, noch Anderes, als er

selbst schriftlich anführte, aufgenommen hatte, daß er darin Alles gesammelt, was erfinderische Bosheit sich über Maria Antonia und ihr eheliches Verhältniß, vielleicht auch über andere Glieder der churfürstlichen Familie erdacht, daß er Lügen aller Art, Uebertreibungen, wie Williams sie wiedergibt, zusammengestellt, vertrauliche Mittheilungen in Briefen der verw. Churfürstin, worin sie augenblicklicher Aufregung gefolgt (la vivacité naturelle de S. A. R. a quelque fois guidée sa plume, sagt Agdollo in dem Memoire bei no. 21. Bd. II. Seite 99), gemißbraucht und aus allem dem eine Schmäh- und Schandschrift zusammengebracht hatte, etwa der Art, wie diejenige über den bayerschen Hof, deren wir Band I. Seite 61 fl. zu gedenken hatten. Der Churfürst konnte durch alles dies zwar nicht auf seinem Throne gefährdet werden, allein die seiner Mutter angethane Schmach traf auch ihn, es lag zugleich eine gegen ihn, den Landesherrn, gerichtete Schmähschrift vor.

Die Annahme, daß hierin Agdollo's Hauptverbrechen bestanden, daß aber weitergehende, noch schwärzere Pläne ihm fremd gewesen, wird auch durch seine eignen Worte, die er Angesichts des Todes niederschrieb, unterstützt, indem er in einer Schrift, die wir am Schlusse dieses Abschnittes vollständig zu geben haben werden, ausdrücklich um eine Rechtfertigung seines Namens nach seinem Tode darüber bat, daß er weder dem Churfürsten nach dem Leben getrachtet, noch ihn vom

Throne zu stoßen versucht habe. Wir werden ferner bei dieser Annahme auf der einen Seite dem uns nähern, was Mirabeau Agdollo beimißt und auf der andern alle jene Ausdrücke, welche die Correspondenz Maria Antonia's mit ihrem Sohne, dem Churfürsten, enthält, vollständig erklärt, und es insbesondere auch der Wahrheit ganz entsprechend befinden, wenn Friedrich August dem Minister, der seine Bedenken wegen des Verfahrens gegen Agdollo andeutete, erwiederte, „il ma manquè personellement, — l'affaire allodiale n'y a rien à faire" (Band II. Seite 115).

Sollten diese Vermuthungen begründet erscheinen, so wäre damit das Räthsel über die Verbrechen Agdollo's gelöst. Haben wir ihm Verrath des Staatsgeheimnisses der Cession des bayerschen Allodialnachlasses und Abfassung einer Schmähschrift gegen den Landesherrn und ein dem Throne unmittelbar nahe stehendes Glied des Regentenhauses, mit der Drohung sie zu veröffentlichen, beizumessen, so liegt hierin auch die Aufklärung darüber, daß Friedrich August der Gerechte, wie ihn mit allem Grunde die Geschichte nennt, es hat über sich gewinnen können, in dem Verfahren gegen Agdollo von den gesetzlichen Formen abzuweichen und sich selbst an die Stelle des ordentlichen Richters zu setzen. Agdollo's Handlungen fielen theils unter den Begriff des Hochverraths, theils lag ein der Vollendung schon sehr nahe geführtes Majestätsverbrechen vor, Verbrechen, die nach

den damals geltenden Grundsätzen mit den härtesten Strafen belegt und von dem gewöhnlichen Verfahren eximirt waren. Insbesondere ward beim Hochverrathe von angesehenen Rechtslehrern angenommen, daß die Untersuchung unmittelbar dem Fürsten gebühre *) und beim Majestätsverbrechen war es damals wie jetzt zweifellos, daß eine Untersuchung nicht ohne vorgängige unmittelbare Cognition des Landesherrn eingeleitet werden dürfe. Unter diesen Umständen konnte selbst ein Friedrich August sich wohl bewogen finden, ein außergewöhnliches Verfahren eintreten zu lassen, das nicht nur dem dringenden Wunsche seiner Mutter entsprach (Briefe no 1, 5), sondern durch die Eigenthümlichkeit des Falles, welcher das tiefste Geheimniß erheischte, geboten schien.

Agdollo hatte übrigens gewiß mehrere Sehnen auf seinem Bogen und baute wohl auch darauf, daß die Churfürstin Grund hatte, ihn zu schonen, hoffte, der Churfürst werde sich einschüchtern lassen. Eben der Umstand, daß wahrscheinlich Agdollo, gewiß aber Hewald, in Maria Antonia's Plan einer Ueberfiedelung nach Italien und manche damit in Verbindung stehende Verhältnisse eingeweiht war, die sie, selbst nach der glücklichen Ausgleichung der Differenzen mit ihrem Sohne,

---

*) S. deshalb u. a. Püttmann elem. jur. crimin. §. 152 pag. 70 fl. Quistorp, Grundsätze des deutschen peinlichen Rechts, ed. Klein Th. I. §. 149—160 Seite 279 fl. Das Patent vom 7. Febr. 1750 „wider die Pasquill-, Schmäh- und Drohschriften" (Cod. Aug. Fortf. I. Th. I. S. 163) droht „Leib- und Lebensstrafe" an.

diesem zu enthüllen doch wohl Bedenken tragen mochte, muß sie aber nothwendig in eine schiefe Stellung gebracht haben. Während sie von Agdollo's Niederträchtigkeit bedroht ward und in Hewald seinen Helfershelfer erkennen mußte, der, wenn er auch nur, wie sie vermuthete (Briefe no. 1, 5) durch falsche Vorspiegelungen sich hatte bethören lassen, immer eine strenge Strafe zu erwarten hatte, sah sie sich durch die Besorgniß, Hewald möge bei strenger Befragung auch andere, ihr allein angehörige Geheimnisse verrathen, veranlaßt, statt dem Wunsche ihres Sohnes gemäß, ihn arretiren zu lassen, vielmehr seine Flucht zu befördern. Daß Friedrich August dies argwöhnte, verräth sein Brief vom 26. August 1776 no. 6. (Bd. II. Seite 132) nicht undeutlich, und allerdings waren die Mittheilungen in ihrem Briefe no. 5. (Bd. II. Seite 128 fl.) nur zu sehr geeignet, den Verdacht, daß es bei jener Flucht nicht mit rechten Dingen zugegangen sei, zu erwecken. Auch ihre ausweichenden Antworten wegen einer Chiffre, die zu frühern geheimen Correspondenzen gedient haben mochte (Briefe no. 9, 11, 12), konnten wohl dem Churfürsten um so weniger genügen, als Agdollo (in seinem Memoire unter no. 31. Bd. II. Seite 104) versicherte, daß er Briefe in Chiffern an sie geschrieben habe, während sie selbst angab, sie möge die Chiffre wohl verbrannt haben, „ne l'ayant cru d'aucun usage *puisqu'il n'y avoit pas un mot d'écrit*". (Briefe no. 11

und 12 am Schluß.) Ob Friedrich August von dem geheimen Plane Maria Antonia's, sich ganz von Sachsen wegzuwenden, bei jener Gelegenheit Kenntniß erlangt, ob des Sohnes Argwohn gegen seine Mutter noch weiter gegangen, ob er, schon durch frühere feindselige Einflüsterungen und manchen, das Verhältniß beider zu einander störenden Einfluß, seiner Mutter entfremdet, an ihrer völligen Unschuld, an dem, was Agdollo vielleicht, nach unsern Andeutungen ihr beizumessen sich erfrechte, zu zweifeln begann? wer mag dies jetzt entscheiden? Unleugbar ist es allerdings, daß zu der fraglichen Zeit, die doch nach Beseitigung der Differenz über den bayerschen Nachlaß gerade geeignet gewesen wäre, frühere Mißhelligkeiten auszugleichen, eine Erkaltung des Churfürsten gegen seine Mutter eintrat, die dieser Veranlassung zu bittern Klagen gab, ja wir finden, daß Maria Antonia sich — ganz unabhängig von dem, was Agdollo verbrochen hatte — genöthigt sah, sich ihrem Sohne gegenüber zu rechtfertigen. Dies bestätigen u. a. Briefe des Churfürsten von Trier, dem sie, wie wir schon aus dem ihm ganz unaufgefordert abgelegten Geständnisse, daß sie Hewalds Flucht befördert habe, entnehmen können, volle Wahrheit geschenkt hatte. Er schreibt am 22. December 1776: „Je Vous remercie de m'avoir bien voulu communiquer la lettre de l'Electeur Vôtre fils, laquelle n'etoit pas des plus tendres, je me flatte que la

reception l'aura été davantage etc. Je me flatte aussi que Votre presence aura dissipé les injustes soupcons, que l'Electeur peut avoir concu contre Vous et que Vous aurez pleinement justifié Votre conduite." ferner am 16. Februar 1777: „Je suis sensiblement touché de la confiance avec laquelle Vous me parlez dans Votre dernière du 7. d. c. touchant l'affaire qui Vous cause tant de chagrin, autant que je suis mortifier de voir que l'Electeur vôtre fils n'est pas encore convaincu de Vôtre innocence, autant suis je edifier de la façon avec laquelle Vous recevés cette croix et l'offrez à Dieu lequel Vous scaura recompenser du sacrifice que Vous lui faites. Je l'implorerai afin qu'il dispose le coeur de l'Electeur lorsque Vous Vous expliquerai avec lui. Vous pouvez etre convaincu que je ne ferai aucun usage de ce que Vous m'avez marqué je n'en ai pas meme parle a votre directeur etc." (den Abbe Beck), endlich am 23. desselben Monats: „Le detail que Vous me faitez dans Votre lettre du 13 d. c. de Votre situation est bien affligeant et je partage bien la peine qu'elle doit Vous causer. Il faut que l'Electeur Vôtre fils doit être bien prevenu et Vous croire en effet coupable pour pouvoir oublier les sentimens de la nature. J'espere cependant qu'il les reprendra lorsqu'il verra Votre (innocence? fehlt). En attendant je sens qu'il

est bien dure à une mere de devoir se justifier vis a vis de son fils, une seule chose que je Vous prie très instamment par cette sincere amitié, que je Vous ai voué, de Vous armer de courage et de ne point tacher à Vous disculper ou même d'autres personnes par des restrictions ou en Vous ecartant de la pure verité, la quelle doit être nôtre regle en tout et je vous conjure plutôt (ce que je ne croi cependant pas) avouez Vous coupable. Vous y gagnerez plus qu'en hesitant à dire la verité, non seulement devant le Dieu de verité mais meme devant les hommes, car toujours la verité perce et les subterfuges nous embrouillent et rende nos affaires plus mauvaises encore."

Noch sind wir aber nicht zu Ende mit den Fragen, welche sich darbieten. Die archivarischen Quellen geben uns darüber, wie der Churfürst von den Plänen Agdollo's Kenntniß erlangte? keine genügende Auskunft. Die einzige Andeutung Friedrich Augusts ist in den Worten seines Briefes vom 12. August 1776 enthalten: „Je Vous ai ecrit dernièrement mon aventure extraordinaire" (Bd. II. Seite 124 fl.), während Maria Antonia in dem Briefe no. 5. mit den Worten: man möge Agdollo merken lassen, man hege den Verdacht, daß er den fraglichen Brief geschrieben habe (Bd. II. Seite 131) offenbar auf ein anonymes Schreiben hindeutet. Mirabeau erzählt, der König von Preußen habe

den Churfürsten von Sachsen durch einen Courier von dem Plane Agdollo's in Kenntniß setzen lassen: andere Schriftsteller wollen an diesen Courier nicht glauben. Eine Niederschrift aus neuerer Zeit, deren Verfasser seine Mittheilung auf gleichlautende mündliche Eröffnungen mehrerer Personen gründet, die Zeitgenossen Maria Antonia's waren und jenem Ereignisse nahe standen, u. a. des schon erwähnten Piani des Planes, erzählt Folgendes. Eines Sonntags nach einer Assemblee bei Hofe, nachdem der Churfürst sich bereits gegen 8 Uhr in seine Appartements zurückgezogen, während der Hof noch versammelt war und der Herzog von Curland mit dem spanischen Gesandten und dem Geh. Rathe von Zehmen eine Partie l'hombre spielte, kommt ein Courier direct vom König von Preußen an, meldet sich beim Kammerdiener in der Garderobe und verlangt, den Churfürsten zu sprechen, mit dem Bemerken, er sei angewiesen, seine Depeschen nur dem Churfürsten persönlich zu übergeben, und wenn dies nicht geschehn könne, sie wieder mit zurückzunehmen. Der Churfürst läßt auf die Meldung des Kammerdieners den Courier eintreten, welcher seine Depesche erst abgibt, nachdem er den Churfürsten noch besonders gefragt, ob er gewiß der Churfürst von Sachsen sei, und eine bejahende Antwort erhalten. Friedrich August läßt, als er den Inhalt der Depesche gelesen, sogleich den Geh. Rath von Zehmen von der Partie abrufen und Agdollo festnehmen.

Ist nun auch die letztere Angabe unrichtig, da wir gesehen haben, daß Friedrich August erst am 16. September 1776 Agdollo arretiren ließ, während er schon in der Mitte des Monats August von seinem Verbrechen und Anschlägen Kenntniß hatte, so läßt sich doch nicht leugnen, daß die Erzählung von einem Courier, der eine directe Botschaft an den Churfürsten brachte, abgesehen davon, daß sie mit Mirabeau's Angaben übereinstimmt, an sich nicht ganz unglaubwürdig erscheint. Daß Friedrich August auf eine ungewöhnliche Weise die erste Notiz über Agdollo's Absichten erlangte, über die er anfänglich nicht völlig im Klaren war, geht aus den angezogenen Worten seines Briefes vom 12. August 1776 („aventure extraordinaire") mit ausreichender Bestimmtheit hervor. Allerdings müssen wir uns daran erinnern, daß am Hofe Friedrich Augusts eine ziemlich strenge Etiquette herrschte, und daß ihm vielleicht als aventure extraordinaire schon etwas erscheinen konnte, was den Formen und Vorschriften des Hofceremoniells zuwiderlief, wir brauchen daher bei jenem Ausdrucke noch nicht nothwendig an ein eigentliches Abenteuer zu denken, wohl würde aber der Churfürst die Art und Weise, wie der Courier bei ihm aufgetreten sein soll, damit ganz richtig bezeichnet haben. Die Ankunft eines Couriers und sein Begehren, dem Churfürsten unmittelbar seine Depeschen zu übergeben, war an sich etwas Auffallendes, wohl geeignet die Aufmerk-

samkeit der Hofdienerschaft zu erregen, in ihr zu haften, einen Gegenstand der Unterhaltung zu bilden, verbreitet zu werden und so zu den Ohren der sich auf ihre eignen Erinnerungen beziehenden Zeugen unsers Gewährsmannes zu gelangen. Wollen wir also den Courier nicht geradehin in das Reich der Fabel verweisen, so geht doch so viel aus den Nachrichten, welche das Geh. Staatsarchiv zu Berlin liefert, mit Entschiedenheit hervor, daß es nicht König Friedrich II. gewesen, der einen Eilboten abgeschickt hatte. Schon der Inhalt der Depeschen des preußischen Gesandten gibt zweifellos an die Hand, daß man in Berlin die Agdollo'sche Angelegenheit keineswegs als eine solche betrachtete, welche eine geheime Warnung an den Churfürsten erheischt hätte. Die Worte des Königs in dem Briefe an Prinz Heinrich vom 26. September 1776, wo er von der Arretur Agdollo's sagt: „peu nous importe", beweisen, daß er der Sache überhaupt keine große Wichtigkeit beilegte und jeden Zweifel beseitigt endlich eine Depesche des preußischen Gesandten vom 28. April 1777, worin er das Gerücht, der König habe dem Churfürsten über Agdollo's Verbrechen die erste Mittheilung zukommen lassen, als eine höchst lächerliche Fabel zur Kenntniß seines Königs bringt. Er sagt: „J'ose lui raconter une anecdote qui m'a été confiée et qui Vous surprendra, Sire, au moins par la politique profonde qui y regne. V. M. doit d'abord

avoir instruit l'Electeur par le S. Stutterheim et par moi, du crime du Marq. d'Agdollo, en lui faisant remettre les lettres de l'Electrice douairière adressées à V. M., qui contenaient tout le fil de l'intrigue. Elle l'a instruit encore, qu'il etoit mal servi et qu'il falloit changer de plan de l'administration etc. qu'en consequence de tout ce que dessus, le M. d'Agdollo avoit été arreté, le B. d'Ende et Cte de Sacken congediés."

Wer also dem Churfürsten Friedrich August die erste Notiz gab — bleibt im Dunkel. Ist übrigens die Angabe, daß die erste Nachricht an einem Sonntage an ihn gelangt, richtig, so kann der Tag der aventure extraordinaire nur der 4. August 1776 gewesen sein; denn auf diesen Tag fiel der Sonntag vor dem 10. August 1776, an welchem Maria Antonia auf den Brief Friedrich Augusts, den er in seinem Schreiben vom 12. als seinen letzten bezeichnet, (in welchem er wahrscheinlich die aventure extraordinaire gemeldet,) antwortet (Brief no. 1. Bd. II. Seite 124 fl.). Einige Unterstützung findet die Angabe der erwähnten handschriftlichen Mittheilung auch in einem Briefe der Prinzessin Elisabeth an Prinz Xaver vom 8. August 1776, worin sie schreibt „dimanche il y avoit Galla, table de famille et le *soir appartement*, ou il faisoit une chaleur a mourir, le soir ils sont allès a Pillnitz", indem hierdurch wenigstens bestätigt wird, daß am

4. August 1776 der Churfürst in Dresden war und eine Assemblee bei Hofe stattgefunden hat. Jeden Falls kann aber die erste Nachricht, welche dem Churfürsten zuging, nicht erschöpfend gewesen sein, da wir aus seinem Briefe vom 12. August 1776 (Bd. II. Seite 124) abnehmen müssen, daß er damals — nach der aventure extraordinaire — noch keineswegs vollständig unterrichtet war, sondern weitere Aufklärung erst von seiner Mutter erwartete und durch ihren Brief vom 10. August 1776 (no. 1. Bd. II. Seite 124 fl.) erhielt, wie sie denn auch ihrer Seits erst durch den Austausch der Mittheilungen des Churfürsten nähere Einsicht in die Sache erlangte. Daß der Briefwechsel Maria Antonia's mit Friedrich II. über die Agdollo'sche Angelegenheit nichts enthält, darf uns nicht Wunder nehmen: sie gibt nur einmal eine Andeutung über die Verwickelungen ihrer Lage im Briefe vom 4. Juli 1776. no. 195. (Oevr. a. a. O. pag. 287.) mit den Worten, sie sei „tantôt occupèe de plaisirs, tantôt d'amertumes domestiques".

Wir haben ferner schon darauf aufmerksam gemacht, daß Maria Antonia in ihrem Schreiben no. 5. Bd. II. Seite 131 eines anonymen Briefes gedenkt, den anscheinend der Churfürst erhalten: dieser Brief ist offenbar von dem Schreiben Agdollo's, das die Churfürstin als lettre impertinente, lettre menaçante bezeichnet (Brief no. 10), zu unterscheiden; denn daß Agdollo

sich in diesem letztern genannt, oder wenigstens gar nicht verhehlt, daß er der Verfasser sei, geht aus den Worten des Briefes no. 10 deutlich hervor. Man könnte nun allerdings auch auf die Vermuthung kommen, daß Friedrich August durch eine anonyme Mittheilung von Agdollo's Plänen und Drohungen die erste Notiz erhalten habe, wenn dem eben nicht der Ausdruck aventure extraordinaire entgegenträte, da doch nicht zu vermuthen steht, der Churfürst werde den Empfang eines anonymen Briefes als ein außerordentliches Abenteuer bezeichnet haben. Vielmehr dürfte, wenn wir nach den obigen Bemerkungen annehmen, daß Agdollo eben ein doppeltes Verbrechen beizumessen sei, Verrath des Staatsgeheimnisses der Cession des bayerschen Allodialnachlasses und Bedrohung mit Veröffentlichung schmachvoller Verläumdungen, wohl die Vermuthung der Wahrscheinlichkeit mehr entsprechen, daß jener anonyme Brief neben der aventure extraordinaire besteht und eben auf das zweite Verbrechen Agdollo's, welches nicht zur Ausführung kam, Bezug hatte. Vielleicht deutete Agdollo in diesem Briefe, ohne sich zu nennen, das an, was dem Churfürsten und Maria Antonia drohe.

Ganz unklar bleibt endlich noch der Umstand, wie Friedrich August in den Besitz der durch Hewald entwendeten Briefe Marcolini's gelangte, die er nebst den dazu von Hewald und Agdollo gemachten Bemerkungen (reflexions des coquins jointes aux lettres de Mar-

colini, Brief no. 2. Bd. II. Seite 127) bereits am 15. August 1776 in den Händen hatte, und eben so wenig läßt sich ersehn, wie es kam, daß der Churfürst trotzdem bis zum 16. September — also einen vollen Monat hindurch — mit dem Verfahren gegen Agdollo Anstand nahm, weil er, wie er wiederholt schreibt, keine Beweise in den Händen habe (Briefe no. 2, 6, 7, 9).

Kehren wir jetzt zu Agdollo, den wir oben im engen Arrest auf der Festung Königstein verlassen haben, zurück. Es ward ihm, wenige Tage nach seiner Ankunft daselbst, gestattet, „dasjenige, was er zu seiner unumgänglichen Nothdurft als unentbehrliche Bequemlichkeit gebrauche", von Dresden kommen zu lassen. Ein Wagen voll Möbeln, Küchengeräthschaften 2c., der in dessen Folge am 23. September anlangte, durfte aber erst nach sorgfältiger Untersuchung einpassiren. Am 25. September bat Agdollo um die Erlaubniß, schreiben zu dürfen, „da er Sachen von der größten Wichtigkeit, so des Churfürsten eigne Person beträfen, mitzutheilen habe", was ihm durch eine Ordre an den Commandanten vom 26. desselben Monats gestattet ward. An demselben Tage aber erkrankte der Gefangene bedenklich und nur ein schneller Aderlaß beseitigte die Gefahr. Am 4. October früh 10 Uhr kam der Pater Sette (im Hof- und Staatskalender steht er als Beichtvater des Prinzen Maximilian) auf dem Königsteine an, um Agdollo den von diesem erbetenen geistlichen Zuspruch zu gewähren,

zugleich aber auch, um seine schriftliche Auslassung über gewisse Puncte zu erfordern. Dieser Pater kehrte später öfters wieder und seiner scheint der Churfürst sich allein zur Vernehmung Agdollo's, über deren Ergebniß sich kein Schriftstück findet, bedient zu haben. Am 8. October 1776 brachte man Agdollo, noch immer unwohl, nach Pirna auf den Sonnenstein, bei seinem zunehmenden Uebelbefinden aber, wurde ihm gestattet, ein Quartier im Hause des Stadtrichters Voigt am Markte, wo man ihn bewachte, zu beziehn. In der Mitte des Monats October scheint er zuerst umfassendere Geständnisse gegen den Pater Sette abgelegt zu haben, denn Friedrich August schreibt an Maria Antonia am 18. des gedachten Monats: „Agdollo est fort malade il a fait ses dévotions et il commence depuis à dire bien des choses.“ Daß während dieser Zeit jede Communication mit Agdollo durch sorgfältige Bewachung des Gefangenen verhindert ward, beweisen eigenthümliche Schriftstücke, welche sich in den Depeschen des preußischen Gesandten v. Alvensleben (im Geh. Staatsarchive zu Berlin) vorfinden. Gegen Ende des Monats December 1776 erhielt Alvensleben ein anonymes Schreiben vom 23. December 1776 aus Berlin zugeschickt, worin der Absender bat, der Gesandte möge den beigefügten Brief „en mains propres“ übergeben. Die Inlage war an die Gräfin Rutowska gerichtet und besagte, Agdollo, der als „l'ami persécutè par une indigne

cabale“ bezeichnet wird, könne sich retten und seine Feinde vernichten (terrasser ses ennemis), wenn ihm Notizen bekannt würden, die der Absender ihm mitzutheilen bereit sei, wenn ihm nur Gelegenheit zu einer sichern Correspondenz mit Agdollo geboten werde; die Gräfin möge diese vermitteln. Der preußische Gesandte, keineswegs geneigt, dergleichen Schleifwege zu eröffnen, riß ein Stück des Briefes ab und legte das Fragment der Gräfin Rutowska vor, mit der Frage: ob ihr die Handschrift bekannt sei, was diese aber entschieden verneinte. In Pirna, wo Agdollo's Zustand einige Zeit an Geistesstörung grenzte, blieb er bis zum 21. April 1777, an welchem Tage man ihn in einer Portechaise wieder nach dem Königsteine brachte. Ein Befehl an den Commandanten bestimmte, daß er ferner in engem Arreste verbleiben solle, jedoch in einem gesunden Behältnisse der Georgenburg.

Immittelst war auch Hewald, der sich nach Frankfurt a. M. begeben hatte, dort mit einer Person, Namens Gotza, die er, wie wir aus einem Briefe der Prinzessin Elisabeth entnehmen, fälschlich für seine Frau ausgab, entdeckt, im Januar 1777 festgenommen und durch den Hauptmann von Niklowitz, der zu seiner Abholung mit zwei Schweitzern nach Frankfurt a. M. abgesendet ward, nach dem Königsteine gebracht worden. Der preußische Gesandte begleitet in einer Depesche vom 31. Januar 1777 die Meldung dieser Thatsache mit

der Bemerkung, „Mad. l'Electrice douairière a paru tres inquiète et de mauvaise humeur quand elle a appris que cet homme avoit été arrêté", eine Angabe, die aber der Wahrscheinlichkeit ermangelt. Nichts würde Maria Antonia leichter gewesen sein, als Hewalds Arretur zu erschweren oder ganz zu behindern. Sie, die, wie wir gesehn, seine Flucht befördert hatte, war von seinem Aufenthalte in Frankfurt jeden Falls unterrichtet und es hätte nur eines Winks von ihr bedurft, um ihn zu veranlassen, seinen Stab weiter ins Ausland fortzusetzen. Vielmehr mochte sie wohl die Ueberzeugung gewonnen haben, daß zu ihrer eignen Rechtfertigung Hewalds Anwesenheit nöthig sei, oder daß ihr von dessen Seite keine Gefahr drohe, wenigstens sprach sie sich gegen Andere beruhigt und befriedigt über Hewalds Festnehmung aus. Daß sie dies gethan, ersehn wir aus Briefen der Aebtissin von Remiremont. Sie schreibt an Maria Antonia am 1. Februar 1777: „L'arret de Hewald m'a bien surpris, il est certain qu'il ne pouvoit pas douter, qu'a francfort il seroit pris tout de suites, *Vous avez raison de regarder cet evenement avec indifference*, des que Vous etes aussi sur de vôtre fait que vous l'etes, et puisque vous n'avez rien a vous reprocher. Le pauvre arrestant me fait pourtant pitié, le croyant victime de quelqu'autre, car jusque la, il etoit toujours tres honnete homme, et sur cela, il n'y avoit

jamais rien a lui reprocher, vous pouvez vous imaginer quel coup de foudre c'etoit pour ses pauvres soeurs, que je ne peux regarder, sans que le coeur me saigne, mais je crois comme Vous, qu'a cet heure la verité viendra au grand jour, et qu'on pourra rendre justice a l'innocence, peutetre Hewald même sera-t-il trouve moins coupable qu'il ne paroit. etc. etc. und ferner am 8. Februar 1777: „Je suis enchantèe de Vous savoir si tranquille et si contente de Votre situation et que Vous regardez tous les tripotages comme finis depuis l'arrivee de Hewald et que Vous croyez vous avoir justifiée et avoir desabuse le public de ses fausses conjectures."

Der Churfürst von Trier bemerkt in einem Briefe an Maria Antonia vom 26. Januar 1777 über Hewalds Arretur Folgendes: „Depuis ma derniére, j'eus le plaisir de recevoir deux de vos lettres, la premiere du 8. laquelle ma été renvoie de Coblence et l'autre du 16. sous l'adresse du G. Prevot d'Augsbourg, par cette derniére Vous m'avois en partie tranquilliser sur l'arret de Hewald, qui se trouvoit prisonnier à Frankfort lors de mon passage, ce qui me fit craindre que Vous auriez de nouveaux desagremens à esuier, mais il me paroit au contraire par vôtre lettre, que Vous esperes que cet evenement Vous justifiera, j'avoue que je

ne comprends pas pourquoi Vous etes charmé qu'on la arretè, pendant *que Vous l'aviez aidé à s'evader*, *comme Vous m'e l'avois confié*, je dois cependant Vous prévenir qu'on m'en à parlé ici, quoique j'ai fait l'ignorant."

Auch dem Churfürsten von Bayern muß sie in diesem Sinne geschrieben haben, denn er antwortet im Februar 1777: „Je suis charmè que Hewald soit examinè. La chose sera eclairsi par la et le soubcon qu'on a peutetre eu sur des personnes innocentes tombera de soy meme. cette affaire doit pourtant finir et les prisonniers doivent ou etre puni ou relaché, alors le secret sera levé."

Wie Alles in dieser Sache, blieb auch das Resultat der Aussagen Hewalds in Geheimniß gehüllt: man kann nicht einmal aus den Acten ersehn, ob und durch wen er vernommen worden ist. Der preußische Gesandte meldet deshalb (31. Januar 1777) nach Berlin: „l'Electeur n'instruit personne de ce qui concerne cet homme (Hewald) et n'en délibére avec qui que ce soit". Er ward in demselben Gebäude, in welchem Agdollo's Gefängniß sich befand, jedoch ein Stockwerk höher verwahrt, und es war streng angeordnet, daß Beide sich bei den Spatziergängen auf der Festung, die ihnen wöchentlich zweimal gestattet waren, nicht sehn sollten. Die dem Verfasser vorliegenden Acten enthalten über Hewald weiter etwas nicht und wir können daher

den Umstand, daß er zu Anfange des Monates März 1778 in Freiheit gesetzt worden, nur aus gedruckten Quellen entnehmen. Die Gotza saß kurze Zeit im Stockhause zu Dresden und ward dann nach Radeberg, ihrer Heimath, entlassen.

Bülau a. a. O. erwähnt, der Churfürst habe in Betreff Agdollo's den ganzen Fall unter Verschweigung der Namen und Einschärfung des tiefsten Geheimnisses einer auswärtigen Juristenfacultät, wahrscheinlich der Göttinger, wo damals Pütter glänzte, vorlegen lassen und das Erkenntniß oder Informat habe auf Todesstrafe gelautet. Eine Anfrage bei der Juristenfacultät zu Göttingen ist erfolglos geblieben: es ist dort ein solches Urtheil oder Informat nicht aufzufinden gewesen. Auch das dem Verfasser zu Ohren gekommene Gerücht, daß ein gegen Agdollo bei der Juristenfacultät zu Leipzig eingeholtes Urthel nebst den dazu gehörigen Acten im Archive dieses Collegiums versiegelt liege, hat sich bei eingezogener offizieller Erkundigung als ganz unbegründet erwiesen. Daß der Churfürst, an dem Agdollo selbst zum Verbrecher ward, die Bestimmung der Strafe nicht blos seinem eignen Ermessen vorbehalten, daß er, wenn auch gewichtige Gründe ihn bestimmten, die formellen Bestimmungen der Gesetze nicht in Anwendung bringen zu lassen, doch im Materiellen das Prinzip der Gerechtigkeit, den Leitfaden seines ganzen Lebens, nicht außer Augen gesetzt und einen unpartheiischen Richter

für Agdollo gesucht haben werde, läßt sich mit vollem Grunde vermuthen, auch deuten mehrere briefliche Notizen, die sich finden, darauf hin, daß eine rechtliche Entscheidung gegen Agdollo ergangen ist, welche, wie es scheint, ihn zu ewigem Gefängnisse verurtheilte. Abgesehn von einer Stelle in einem Briefe der Prinzessin Elisabeth an Prinz Xaver vom 22. April 1777, worin es heißt: a ce qu'on assure Agdollo a ete mene hier au Konigstein „*pour la vie*", spricht dafür ein Brief des Churfürsten von Bayern an Maria Antonia vom 1. Mai 1777, worin es heißt: „L'affaire d'acdolo est donc *terminé* et le *criminel est condamné a prison perpetuelle* a Königstein, comme son jugement ne sera plus un secret a present, je Vous prie de m'envoyer la *sentence porté a cette occasion*".

Nur erscheint die Einholung eines Urtheils bei einem Spruchcollegium, die nothwendig vollständige Angabe der vorliegenden Thatsachen vorausgesetzt haben würde, kaum wahrscheinlich. Je mehr Beweise dafür vorliegen, daß der Churfürst entschlossen war, die ganze Angelegenheit den Augen der Welt verborgen zu halten, um so weniger kann man annehmen, daß er einen Ausweg ergriffen haben sollte, der offenbar trotz aller Vorsichtsmaaßregeln keine vollständige Garantie dafür bieten konnte, daß das Geheimniß dauernd werde bewahrt werden, der eine Mehrzahl von Mitwissern her-

vorrufen mußte. Glaubwürdiger erscheint die Angabe des preußischen Gesandten in einer Depesche vom 25. April 1777, daß der Churfürst einen vertrauten Diener, den Kanzler der Landesregierung, Johann August Heinrich von Röder (er ward einige Jahre später Conferenzminister) zu Rathe gezogen und von diesem, als dem Chef der höchsten Criminalbehörde, sich ein pflichtmäßiges Gutachten, welches die Stelle eines Urtheils vertreten konnte, habe ertheilen lassen. Jene Depesche besagt hierüber Folgendes: „Le sort du Marq. d'Agdollo a été enfin décidé la semaine passé. Il a été transporté au Königstein pour y passer le reste de ses jours et c'est aussi en conséquence qu'on lui a d'abord ôté les domestiques qui le servoient. On prétend que le Chancelier de Reder a été obligé de donner son avis sur la punition, que cet homme méritoit, si on vouloit le juger après les loix. Pour cet effet on a remis entre ses mains les procédures soi disantes, faites contre ce prisonnier d'état et il a opiné, que sa punition légale seroit le poing de la main droite et la tête coupèe après. L'Electeur l'a aggracié et condamné à une prison de vie. On croit pour sur, que le fait est tel, mais je ne saurois le garantir, puisque tout ce qui a rapport à cet homme est tenu expressément secret. Mais ce qui est vrai, c'est que depuis environ huit semaines le dit chancelier a reçu ordre

plusieurs fois de se rendre chez l'Electeur, qu'il s'est entretenu avec lui des heures entières, et que le sujet de ces conversations n'est venu à la connoissance de personne."

Nachdem so, wie es scheint, zu dieser Zeit Agdollo's Schicksal entschieden worden, ward seine Abschließung von der Außenwelt insofern gemildert, als ihm schon im Sommer 1777 die Correspondenz mit seinem Vater, allerdings unter Controle und der ausdrücklichen Bestimmung, daß er nichts über die Ursache seines Arrestes schreiben dürfe, gestattet ward.

Am 31. August 1777 traf ihn ein Schlagfluß: sein Zustand erheischte besondere Wartung und es ward ihm deshalb ein gewisser Joh. Christian Endig, Zimmermann von Profession, beigegeben: am 11. September 1777 erbat sich dieser Urlaub, verließ die Festung und kehrte erst nach zwei Tagen zurück. Man argwöhnte, daß er von Agdollo benutzt worden sei, um irgend eine Bestellung zu besorgen, oder Mittel zu seiner Befreiung einzuleiten, jedoch ergab sich aus dem Verhöre Endigs deshalb kein weiterer Verdacht: er führte jedoch an, Agdollo habe mehrmals versichert, er könne sich befreien, wenn er nur wolle, auch habe er gedroht, er werde sich umbringen, „er habe ein Geheimniß, daß er sich das Leben vor Aller Augen nehmen könne, ohne daß sie es zu hindern vermöchten." Diese Reden gaben Veranlassung, Agdollo noch strenger zu bewachen, auch

ward während der Nacht ein Piket mit geladenem Gewehr auf die Johann Georgenbastion gestellt. Agdollo blieb längere Zeit sehr krank und im Mai 1778 verschlimmerte sich sein Zustand so sehr, daß er selbst seinen Tod nahe glaubte. Er bat, man möge ihm gestatten, vor seinem Ende noch einmal die Gräfin Rutowska sprechen zu dürfen, was aber durch einen Brief des Geh. Raths von Zehmen mit den Worten: „que la comtesse ne pourra jamais avoir la permission de se rendre à Königstein" abgeschlagen ward. Indessen war es nicht Agdollo, den der Tod abrief, sondern die Gräfin Rutowska, welche Ende Juli 1778 starb. Ein Theil ihres Nachlasses gelangte an Agdollo, der dadurch in den Stand gesetzt blieb, ohne große Einschränkung zu leben, zumal 50 Thlr. monatlich für ihn ausgesetzt waren. Die Langeweile des Gefängnisses zu vertreiben, spielte er viel Violine, beschäftigte sich auch eine Zeitlang damit, „Inventionslichte", wie er sie nannte, zu fertigen, was ihm aber nicht lange gestattet blieb. Vom März 1780 an, ward ihm auf ärztliches Gutachten erlaubt, täglich an die frische Luft zu gehen, immer aber unter Beobachtung größter Vorsicht, die während eines Baues auf der Festung noch vermehrt ward, damit Agdollo sich nicht mit den Arbeitsleuten verständigen könne. Von dieser Zeit an besuchte auch der Pater Superior Demel ihn öfters, um ihm geistlichen Zuspruch zu bringen. Dem Commandanten

des Königsteins, Grafen Solms, machte die Bewachung des Gefangenen viele Sorgen: es verbreitete sich wiederholt das Gerücht, es werde Agdollo zu viel Freiheit gestattet, es würden ihm Briefe zugesteckt 2c., worüber Graf Solms sich verantworten sollte. Das ward dem alten Herrn zu viel, und als einst ein Brief der Marquise von Agdollo aus Venedig an ihn gelangte, schickte er ihn dem General Gouverneur Grafen Baudissin zu, indem er energisch beifügte: „Wie ich nun überhaupt allen Venetianischen Marquisen tutti quanti lieber den Teufel zum Neuen Jahr wünschen wollte, als noch mit diesen insonderheit wider Willen eine Correspondenz zu eröffnen, indem befürchten müßte, dadurch wiederum gottlosen Mäulern etwas vorzuwerfen, woran sie ihre giftigen Zungen wetzen könnten 2c.“

Als man im Jahre 1782 der Entbindung der Churfürstin entgegensah, bat Agdollo seinen Vater, er möge den Eintritt des glücklichen Ereignisses benutzen, um wo möglich seine Begnadigung zu erwirken, er selbst aber schrieb einen Brief an den Churfürsten, mit der Eröffnung, er besitze das Geheimniß, einen Wein zuzubereiten, der bei kreisenden Frauen die vortrefflichste Wirkung habe: zugleich erbot er sich, das Geheimniß mitzutheilen und schickte eine Flasche mit. Graf Solms bestätigte, daß Agdollo das Mittel mehreren Frauen auf der Festung gegeben, und es bei diesen den besten Erfolg gehabt, Graf Baudissin trug jedoch Bedenken,

deshalb an den Churfürsten etwas gelangen zu lassen. Graf Solms war überhaupt Agdollo günstig gestimmt, er lobt in seinen Berichten dessen bescheidene Mäßigung, suchte ihm Erleichterungen zu verschaffen und ließ ihn bisweilen, wenn er nicht spatzieren gehen konnte, zu sich bringen. Dies zog ihm aber, als man davon in Dresden Kenntniß erlangte, einen ernsten Verweis zu. Graf Baudissin schrieb ihm am 4. December 1782: „Höchst-dieselben (der Churfürst) waren äußerst ungehalten, daß Ew. Excellenz für Sich allein ohne dieserhalben vorgängig anzufragen und ohne hierzu vorhero erfolgte höchste Genehmigung, den Obristen von Agdollo zu Sich kommen zu lassen, kein Bedenken getragen hatten, da doch die wegen des Verhaltens ermeldeten Obristen ertheilten Anweisungen auf das deutlichste wiederholend besagten, daß demselben Besuche zu geben, schlechterdings nicht zugestanden werden solle, Denenselben aber so-wenig als mir von dergleichen Vorschriften im mindesten abzugehn zustehe. Nicht weniger Befremdung aber gaben Höchstdieselben darüber zu erkennen, daß Ew. Excellenz als Commandant eben den Umgang des auf höchsten Befehl in Arrest befindlichen Obristen Agdollo verlangen wollten, eines Arrestanten, welcher der Vorschrift gemäs zu verhalten sei, ohne auf dessen Zeitvertreib, den der ihm nicht ohne Ursache auferlegte Arrest ganz und gar nicht zum Gegenstand habe, einige Rücksicht zu nehmen.“

Wir sehn, der Verlauf von 6 Jahren hatte den Zorn des Churfürsten noch nicht gemildert. In späteren Zeiten hat jedoch diese Strenge nachgelassen und es ist Agdollo mehr Freiheit, auch, so viel bekannt, Besuche anzunehmen, gestattet worden. In Haft blieb er aber bis zu seinem am 27. August 1800 erfolgten Tode, so daß er sein Verbrechen mit beinahe 24jährigem Gefängnisse gebüßt hat. Nach seinem Ableben fand sich eine von ihm aufgesetzte, an den Churfürsten gerichtete Schrift, deren Eingang dahin lautet:

„Serenissime Prince

Reunis a notre Createur, quand vous lirés ceci, ce Createur immense, qui vous rendit mon Souverain, et qui reunit dans la personne de Votre Altesse Electorale, des vertus si rares parmis les humains, et surtout parmis les Souverains, je l'aborde avec les memes sentiments de respect, et de confiance, comme si Elle pouvoit encore arbitrer sur mon sort. C'est le resultat de cette vertu constante, qui depuis 20. ans, a fait mon ammiration, et mon humiliation!

C'est un mort qui vous parle Monseigneur, Vous pouvies me soupconner de flatterie dans ma derniere lettre ecrite, je crois en 1797*). Auyourdhui vous retrouves en moi le meme homme, qui n'a

---

*) Dieser Brief hat sich nicht gefunden.

rien a craindre de Votre part, car il ne sentira pas si Vous avés daigné excaucer ses prieres posthumes, qui sont de tres mince valeur. Affaibli a un tres haut point, je la supplie tres respectueusement de suppleer par Son humanité vertueuse a l'accablement de ma spiritualité. J'aurais du saisir un tems plus favorable, mais la crainte d'etre surpris par la mort m'a empeché de reculer.

Les graces que j'implore de Sa Clemence sont les suivantes etc. etc.

Der erste und zweite Punkt bieten kein Interesse dar, da sie sich blos auf Agdollo's Nachlaß und eine für seine Schwester erbetene Pension beziehn: zur Unterstützung des letztern Gesuchs führt er an, daß er bei Gelegenheit der Verhandlungen über den bayerschen Allodialnachlaß aus eignen Mitteln eine Summe für Abschriften aus dem Archive zu München verwendet habe. Er fährt dann fort:

3.

La grace suivante interesse ma conscience, et si j'ose avancer une verite, qui ne scaurait blesser la delicatesse d'un Souverain comme Vous, Votre conscience y est compromise autant que la mienne; Nous avons contribué innocement a deshonnorer une fille, et a lui faire perdre son etablissement; C'est la fille du Lieut: Col: Berggold; fille, qui invariablement depuis 23. ans que je la connais,

a mené la conduite la plus severe, et comme Ell'a rempli envers ses parents, et surtout sa vieille mere infirme, dont Ell'est l'unique garde malade, depuis nombre d'annees, les devoirs sacres de l'humanité, jusqu'a nuire considerablement a sa santé, je puis sans exagerer lui donner le titre de fille vertueuse car elle vit et pratique les vrais principes, et les loix de la plus stricte morale.

Votre Altesse Electorale se rappelera, que cette fille fut accusé d'un commerce charnel avec moi, et d'etre accouchée deux ou trois fois, par ou elle perdit son mariage avec Mr: de Wolfersdorff, auyourdhui capitaine au regiment de Xavier. Je meriterai le soupcon de nourrir interieurment une rancune contre mes persecuteurs si je voulais les nommer ici, et entrer dans un plus grand detail.

Qu'Elle daigne croire a un mort, qui n'hazzardera pas de se rendre coupable d'un mensonge — Je n'ay jamais connu charnellement Mademoiselle Berggold — Je n'ay employé cette fille, et toujours du scu de son pere, que pour porter des lettres a ma femme et au digne Comte Accoramboni, qui m'aidait par des ruses innocentes a arracher quelque argent du General-Kriegs Gericht, dont il chargeait le pere, ou la fille. — Dans ce meme objet pour vendre quelques effetts, je l'en-

voyai un couple de fois ches la Demoiselle Vieth — Enfin tout est dit, j'atteste son innocence, et je supplie V: Alt: Electorale de lui accorder sa protection et assistance a la mort de sa mere.

4.

Pardonnés Monseigneur a la faiblesse d'un homme, qui etoit pres d'expirer ce matin (6. Janvier) d'une suffication — Je reclame la justice d'un homme Prince vertueux, au tribunal de Sa propre conscience — Je puis exiger qu'Elle detrompe le public trop imbu des crimes que je dois avoir commis contre Sa Personne Sacrée „pour moi au moins" dàpres mes principes, què j'ay suivi invariablement.

„*J'ay formi des complots pour Vous assassiner, pour vous empoisonner, et pour Vous renverser du trone.*

„Je vous ay volé 300. Mille Ecus.

„J'ay volé une partie des jojaux de Son Altesse Royale, que je n'ay jamais eu entres mes mains etc."

Comme tout ceci se trouve detaillé dans plusieurs ouvrages imprimés, le public, d'apres le prejugé recu, quelque faux qu'il soit, dit — il faut qu'il y aje quelque chose de vrai la dessous car on n'invente pas des pareilles histoires, sans quelque fondement. Ors Votre Ame equitable scait precisement le contraire, et scait que c'est moi, moi tout seul, qui lui a conservé Sa succession mater-

nelle. Je brise la dessus, pour etre brief car la mort me talonne de tres pres. C'est par des vehikules extremes, que je releve mes forces, mais Elle ne se soutiennent pas.

Je m'etois proposé d'interesser l'humanité vertueuse de mon Souvrain en faveur, des pauvres invalides d'ici, scavoir ceux, qu'on force de prendre leur congé parce que leur age et leurs infirmités ne leur permettent pas de faire leur service. Votre Altesse Serenissime à ete de tout tems a ce sujet tres mal informée, J'ay vu à cet egard des choses vraiment cruelles — Omnis miles malus, est devenu quasi un axiome. Si je survis à cette epoque, j'ajouterai, ce que je suis forcé de retrancher auyourdhui.

C'est sans frayeur que je vois ma dissolution corporelle. Mon Dieu daignerà me recevoir dans son sein, et je revivrai par Lui dans la felicité eternelle.

Ne soies pas implacable envers un homme qui meme dans le malheur Vous a servi fidelement, et qui Vous respecte, avec veneration dans le dernier moment de sa vie ou il se confirme

de Votre Altesse Electorale

devoué fidel serviteur

Agdollo.

Königstein le 6. Janvier 1800.

Der Cabinetsminister Graf Zinzendorf übersendete dem Churfürsten Agdollo's Schreiben mittelst eines Vortrags vom 7. September 1800, worin er sich zunächst über die Regulirung des Nachlasses und das dabei zu beobachtende Verfahren ausspricht und dann also fortfährt:

„Was nun die übrigen Puncte des Pro Memoria betrifft, so hängt die huldreichste Erfüllung des zweyten einzig und allein von Ewr. Churfürstlichen Durchlaucht Großmuth und Gnade ab:

in Ansehung des dritten kan die Rechtfertigung der Berggoldischen Tochter gelegentlich zwar wol statt haben, ob aber dadurch ihr verlornes zeitliches Glück auf einige Weise zu ersetzen seyn wird, ist schwerlich zu erwarten:

den vierten Punct des Agdolloischen Pro Memoria betreffend, bin ich bereits durch Ewer Churfürstlichen Durchlaucht mir ertheilten gnädigsten Befehl autorisirt, im Fall es die Umstände an die Hand geben, des Verstorbenen öffentlichen Ruff hierunter zu retten".

Die eigenhändige Resolution des Churfürsten hierauf geht dahin:

„Mein lieber Herr Gr. v. Zinzendorff, Da ich, so viel möglich, wünsche, das letzte Verlangen des Obr. Agdollo zu erfüllen, so werde ich gerne sehen, wenn seine Erbschaft zum wenigsten nicht durch die Vestungs Gerichte, sondern durch die Gen. Kriegs Gerichte besorgt

werde. Wenn diese nach der Verfassung der Militair-Justiz geschehen kan, so bitte ich Sie das nöthige dazu einzuleiten und wenn eine Ordre deshalb erforderlich seyn sollte selbige nach dieser Absicht ausfertigen zu lassen. Die übrigen Puncte des Agdolloischen Schreibens scheinen vor der Hand keine fernere Resolution zu bedürfen.

den 2. Septbr. 1800."

Auch diese Schriften bestätigen, daß unsere Angaben über die Unrichtigkeit der zeither über die Agdollosche Angelegenheit verbreiteten Erzählungen begründet sind, insbesondere aber dürfte das Schreiben Agdollo's auch einen Beweis dafür liefern, daß er selbst seine Strafe für keine ungerechte hielt, sonst würde er, Angesichts des Todes, wohl kein Bedenken getragen haben, dies auszusprechen.

Neunter Abschnitt.

Maria Antonia's letzte Lebensjahre, ihr Tod, letzter Wille.

Am 21. December 1776 traf Maria Antonia wieder in Dresden ein. Ihr Empfang war ein sehr kühler, wie es wohl unter den frischen Eindrücken der in dem

vorstehenden Abschnitte erzählten Ereignisse nicht anders sein konnte. Ein Tedeum feierte zwar, wie früher, ihre Rückkehr, allein der Churfürst kam nicht wie sonst, ihr sechs Meilen entgegen, er empfing sie nicht, wie sonst, beim Aussteigen aus dem Wagen an der Treppe, die erste Unterhaltung dauerte nur eine Viertelstunde. Die Spannung, welche zwischen Mutter und Sohn eingetreten war, das Bewußtsein, daß ihr Ruf durch die im Stillen schleichende Verläumduug befleckt werde, ohne daß es nach den obwaltenden Verhältnissen auch nur möglich erschien, sich volle Genugthuung zu verschaffen, lasteten schwer auf Maria Antonia: körperliches Uebelbefinden kam hinzu und sie zog sich daher so viel es thunlich war, zurück, sich hauptsächlich auf den Umgang mit ihren Kindern beschränkend. Einige Details finden wir in den Depeschen des preußischen Gesandten. Er schreibt am 3. Januar 1777: „Le jour de l'an a été cèlebré par un gala mais Mad. l'Electrice mère s'est trouvée si indisposée, qu'Elle a été obligé de se coucher d'abord après le diner de famille", und am 24. März 1777: „Le courage de Mad. l'Electrice douairière paroit être absolument à bas et on voit qu'il lui en coute même de tenir des propos indifferents, elle qui parloit autrefois avec vivacité sur tous les objects. Aussi ses enfants forment son unique societé etc." Es war sehr natürlich, daß die Unbehaglichkeit ihrer Lage bei ihr den Gedanken er-

weckte, sie zu verändern und ihre Reiselust ließ sie verschiedene Pläne entwerfen, bei denen sie aber nicht auf den Beifall des Churfürsten rechnen konnte. Der preußische Gesandte schrieb hierüber am 31. Januar 1777: „On prétend qu'elle tient encore très fort à son projet de voyager et même il y a quelqu'un qui a voulu m'assurer, qu'elle tachera à s'expatrier. Aussi est elle plus observée que jamais.“ Ein Besuch, den sie im Jahr 1776 dem Könige von Preußen abzustatten beabsichtigt hatte*), war unterblieben, theilweis auf Veranlassung des Churfürsten Friedrich August, der, nachdem er von König Friedrichs Brief vom 16. Januar 1776**) Kenntniß genommen, sich sehr bestimmt darüber gegen seine Mutter aussprach, daß die Einladung, die in den Schlußworten des Briefes zu befinden ist, in ihrer Antwort mit Stillschweigen übergangen werden möge: Darauf erwiederte sie ihm jedoch: „c'est justement l'espèce d'invitation du Roi de Prusse, que j'ai trouvé tournée trop poliment, pour passer entierement cet article sous silence sans le choquer, mais en le remerciant de ce qu'il m'y dit de flateur au sujet de mon sejour, je ne me suis engagé à rien.“ In diesem Sinne hat sie denn auch dem Könige in ihrem Briefe vom 4. Juli 1776

---

*) S. Oeuvres de Fred. le Grand, t. XXIV. no. 194—196 pag. 286 fl.

**) ib. no. 194.

am Schlusse geantwortet *). Jetzt nahm sie den Plan einer Reise zum Könige wieder auf und äußerte sich gegen den preußischen Gesandten, wie dieser in einer Depesche vom 6. Januar 1777 meldet, über den König: „que certainement elle se flattoit dans peu du bonheur de lui faire sa cour et de l'assurer de bouche de sa profonde reconnaissance." Indessen fand sich keine Gelegenheit zur Ausführung dieser Absicht. Auch eine Reise zu dem Churfürsten von Trier ward ihr von diesem selbst widerrathen. Er schreibt deshalb am 26. Januar 1777: „Je suis bien sensible au desir, que Vous temoignez de venir me voir ici, je Vous prie cependant par l'amitie, qui m'attache a Vous, de ne pas tout faire remarquer à Dresde ce desir de venir ici, ce qui pourroit Vous aliener les esprits en Saxe. Pardonnez cette ouverture dicté par l'amitie." Als ihm die Churfürstin darauf wahrscheinlich mit Klagen über ihre Verhältnisse antwortete und andeutete, daß vielleicht eine zeitweilige Entfernung von Dresden rathsam sei, erwiedert er: „Je suis bien sensible à la confiance avec laquelle Vous voulez bien me tranquiliser sur les craintes, que Vos voyages ne Vous entraine en bien des depenses et n'eloigne d'avantage l'amitie de l'Electeur, Votre fils; il est sure que s'il soubconne, que Vous pensez à le

---

*) S. Oeuvres de Fred. le Grand, t. XXIV. no. 195 pag. 287.

gouverner et Vous emparé des affaires, Vous ne scauriez mieux Vous prendre, qu'en Vous absentant, mais ma crainte etoit, qu'il ne regarda Votre absence comme un eloignement de Votre amitié pour lui." Maria Antonia fand sich auch bewogen, von größern Reisen abzusehn, sie beschränkte sich zunächst auf einen Ausflug nach Lauchstädt mit dem Prinzen Carl. Für die nächste Zeit behinderte ein Unfall, den sie erlitt, ohnehin größere Unternehmungen. Bei einer Spazierfahrt am 22. April 1777 ward sie mit dem Wagen umgeworfen und — schreibt der preußische Gesandte am 25. April — „la chute a été assez considerable pour que le pied que S. A. R. a cassé à Munic, a été excessivement froissé et que la frayeur lui a procuré un petit acces de goutte." Wiederhergestellt, gab sie sich im October 1777 mit dem Prinzen Albert von Sachsen-Teschen in Aussig ein Stelldichein, von dem sie an König Friedrich II. meldet*): „J'ai revu après plusieurs années d'éloignement mon beaufrere le Prince Albert et je me suis livrèe pendant quelques heures à toute l'effusion de l'amitie: c'est encore un des soutiens de la vie."

Immittelst hatten sich in Sachsen bedeutende Veränderungen zugetragen, die hier nur insoweit der Erwähnung bedürfen, als man Maria Antonia's Namen

*) Oeuvres de Fred. le Grand, tom. XXIV. no. 209 pag. 308.

damit in Verbindung gebracht hat. Am 26. März 1777 ward der Cabinetsminister Graf v. Sacken vom Churfürsten entlassen, mit ihm der Freiherr von Ende. Man hat diese Maaßregel mehrfach als eine unmittelbare Folge der Agdolloschen Angelegenheit betrachtet wissen wollen, was aber nicht begründet erscheint. Daß die von Sacken im Einverständnisse mit dem Freiherrn von Ende versuchte Einmischung in das Verfahren gegen Agdollo, (siehe die Vorträge desselben vom 25. und 26. Septbr. 1776 Bd. II. Seite 112 fl. und Seite 115 fl.) den Churfürsten unangenehm berührt hatte, mag nicht bezweifelt werden, geht auch aus des Letztern Antwort (Bd. II. Seite 114) hervor, allein gewiß war dies nicht der allein entscheidende Moment: auch der preußische Gesandte von Alvensleben bestätigt dies, indem er in einer Depesche vom 3. April 1777 bemerkt, als man den Churfürsten gefragt, „si ces deux ministres étoient disgraciés pour avoir trempé dans l'affaire du Marq. d'Agdolo", habe er geantwortet, „que si cela étoit, il les auroit tout autrement traité." Derselbe Gesandte gibt zugleich insbesondere über des Frhrn. von Ende Persönlichkeit Mittheilungen, nach denen es allerdings nur Wunder nehmen könnte, daß die Entlassung desselben nicht viel früher erfolgt sei. Er erzählt, daß Ende von der größten Trägheit gewesen und sich nur mit der Verfertigung von Uhren und Pferdekuren beschäftigt habe, an sich höchst nützliche Be-

strebungen, die aber doch, wenn er darauf seine Thätigkeit beschränkte, allerdings mindestens eine etwas einseitige Auffassung seiner Pflichten verrathen.

Daß aber Maria Antonia's Einfluß sich bei jener Maaßregel geltend gemacht, wie ebenfalls mehrfach in Druckschriften angedeutet wird, ist urkundlich nicht bestimmt nachzuweisen: sicher wird sie wenigstens den Fall Sackens, des Ministers, über den zu klagen sie so viel Veranlassung zu haben glaubte, nicht aufzuhalten gesucht haben. Auch Prinz Xaver sagt in einem Briefe an seine Schwester, die Prinzessin Christine, vom 6. April 1777, worin er Sackens Entlassung erwähnt, „je crois avec raison qu'il y a de F. W. (Bezeichnung Maria Antonia's) la dessous" und König Friedrich II. spricht in einem Schreiben an Prinz Heinrich vom 3. April 1777 dieselbe Vermuthung aus, indem er bemerkt: „La Saxe a senti une grande commotion attribuée aux intrigues de l'Electrice douairière. Le C^te. Sacken et am Ende sont chassez etc." Die Antwort auf diesen Brief finden wir in dem bereits erwähnten Briefe des Prinzen vom 6. April 1777 wieder.

Wie erfinderisch übrigens die Phantasie zur damaligen Zeit war, beweist auch noch das Gerücht, welches damals verbreitet ward, der Churfürst sei zur protestantischen Kirche übergetreten*), er wolle sich von seiner

*) Wir erinnern hier an das, was Bd. I. Seite 167 über die angebliche Absicht Maria Antonia's, den jungen Churfürsten der pro-

Gemahlin trennen und mit der 2. Tochter des Herzogs von Würtemberg (die aber, was man übersehn hatte, erst 12 Jahr alt war) verheirathen —. Alles auf den Rath des Königs von Preußen! Was den Letztern veranlaßt hat, die Verbreitung solcher widersinnigen Gerüchte in einem Briefe an Prinz Heinrich vom 13. April 1777 mit den Worten: „Pour ce qu'on dit de l'Electeur de Saxe cela part encore de sa mère qui a semé ces bruits de changement de religion pour le brouiller avec les cours catholiques *)", Maria Antonia beizumessen, ist um so weniger zu ersehn, als der preußische Gesandte zu Dresden ausdrücklich versichert, jene Gerüchte seien von Wien aus verbreitet worden. Ob andere Erzählungen aus dieser Zeit, die wir in den Depeschen des gedachten Gesandten wiederfinden, mehr Glauben verdienen, lassen wir dahingestellt. Er erzählt (Depesche vom 28. April 1777,) es sei im Vorzimmer des Churfürsten ein Zettel gefunden worden, worauf gestanden habe, „qu'apres avoir chassé les deux Salomons de Saxe, il devroit se garder de choisir bientôt un autre Salomon, sans quoi l'état seroit ecrasé." Der Berichterstatter fügt

---

testantischen Kirche zuzuführen, erzählt worden ist: auch jetzt im J. 1777 drang das Gerücht bis nach Rom, ward aber dort richtig gewürdigt. Der sächsische Resident zu Rom Bianconi schreibt deshalb unter dem 23. Juni 1777: „Quant au changement de religion, le Pape me fit l'honneur de m'en parler comme d'un trait ridicule."

*) Oeuvres de Fred. le Grand tom. XXVI. no. 276. pag. 393.

noch bei: „Un fait averè c'est que le jour de la ressurrection de notre seigneur, qui est célebré par des processions dans l'église catholique, on y a trouvé un billet qui annonce à l'Electeur, qu'on pourroit lui faire un mauvais parti, s'il continuoit à faire des demarches pareilles à celles qu'il avoit faites jusqu'ici *); je ne voudrois pas garantir que le dernier ne partit de l'Electrice douairière.“ Auch hier müssen wir bekennen, dem Gesandten in seinen Combinationen nicht folgen zu können. Maria Antonia hatte gerade damals um so weniger Grund zu solchen anonymen und mystischen Correspondenzen ihre Zuflucht zu nehmen, da sich das Verhältniß zu ihrem Sohne, dem Churfürsten, nach Sackens Entfernung, der darauf nicht günstig eingewirkt haben mag, erwünschter gestaltete. Der preußische Gesandte bestätigt dies selbst in der nur angezogenen Depesche, indem er bemerkt: „l'Electeur témoigne présentement plus d'égards à Madame sa mère, que dans les commencements de leur brouillerie et même elle ira prendre son domicile avec lui à Pillnitz.“

Am 30. Decbr. 1777 starb Maria Antonia's geliebter Bruder, der Churfürst von Bayern; dieser Verlust, der sie in die tiefste Bekümmerniß versetzte, erledigte das wesentlichste Motiv, das sie so oft nach

*) Aehnliches erzählt Bülau, Geheime Geschichten Th. I. S. 215 fl.

München geführt hatte und mußte ihre ohnehin gedrückte Stimmung nur noch mehr trüben; überdies belästigten sie wiederholte Anfälle der Gicht, welche immer schmerzhafter und anhaltender wurden, so daß die Aebtissin von Remiremont sie „la Reine des gouteux“ nennt. Wir finden denn, daß sie jetzt noch mehr als früher Trost und Beruhigung im Gebet, frommen Uebungen und religiösen Belehrungen suchte. Auch der preußische Gesandte erwähnt dies. Er sagt: „depuis qu'elle est ici, elle entend régulierement trois messes par jour, entend tous les vêpres et s'occupe tous les soirs deux heures de suite à prier avec les prêtres ou à lire des livres de dévotion.“ Einen ausführlichen religiösen Briefwechsel führte sie mit einem Geistlichen Namens Beck, der als ihr „directeur“ bezeichnet wird und in Coblenz seinen Wohnsitz gehabt zu haben scheint: er warnt sie u. a. wiederholt vor der „dévotion minutieuse et sensible, qui ne sert souvent qu'à flatter notre amour propre en nous persuadant que nous sommes de demis saints“; er schreibt aber auch: „Rien de plus grand, rien de plus héroique, que les sentimens exprimées dans la dernière lettre et bien surement renfermées dans son coeur, savoir que non seulement elle se soumet avec resignation aux croix meme spirituelles que le bon Dieu daigne lui envoyer.“

Aehnliche Correspondenzen finden wir von Andreas

Unger, Missionaire en Bavière, wie er sich nennt, und Mattheus Gerhardinger, Rector in Amberg, der, wie er u. a. schreibt, eine „Physiognomische Sammlung von lauter guten Gesichtern" hatte, zu der auch die Churfürstin ihre Silhouette lieferte. Wir sehn auch, daß Maria Antonia sich eigenhändig eine bestimmte Tagesordnung entwarf, welche dahin lautete:

Je me leverai . . . . a	7 heure et ¼.
Je dirai mes prières du Matin	
je lirai mes propos jusqu'a	8 h. et ½.
je ferai ma Meditation jusqu'a la Messe .	8 h. et ½.
je m'habillerai et ferai une courte lecture jusqu'a	11 heure.
Seconde Messe avec mes Enfans,	
je travaillerai ou expédierai mes lettres et serai avec mes Enfans jusqu'au diner a	1 h.
Apres diner avec mes Enfants jusqu'a .	3 h.
Munic jusqu'a	4 h.
Occupée a mes affaires jusqu'a . . .	5 h.
Lecture spirituelle et prieres jusqu'a .	5 h. et ½.
Chaplet . . . . a	6 h.
jeu	
souper . . . . à	8 h.
récréation jusqu'a	10 h.
deshabillier et prières du soir, Coucher . à	11 h.
Les jours d'Eglise l'apres Midi l'exercice de 5 h. se fait a 4 h.	

Eine etwas abweichende, worin das Reiten und Malen mit vorkam, muß sie dem genannten Gerhar-

dinger geschickt haben; denn er schreibt am 8. Novbr. 1779: „Die mir gnädigst mitgetheilte Nachricht von Deroselben Tagesordnung machte mir das größte Vergnügen, weil die Stunden wohl ausgetheilt und Höchstderoselben die Zeit nicht lang wird. Ich meines Theiles müßte aufrichtig gestehn, daß mir bei manchem die Zeit lang würde. Das Reiten und Malen könnte ich am besten leiden ꝛc." Auch der Gedanke, in ein Kloster zu gehn, erwachte wieder bei Maria Antonia und nur das wiederholte Abreden des Churfürsten von Trier, der ihr u. a. im Januar 1778 schreibt: „la resignation à la divine volonté Vous sera plus meritoire que la retraite dans un couvent", scheint sie von weiterer Verfolgung dieses Gedankens abgehalten und bestimmt zu haben, sich mit Festhaltung gewisser klösterlicher Regeln zu begnügen, über welche der Churfürst am 4. Juli 1778 bemerkt: „Vous ferez aussi tres bien de determiner avec l'avis de Votre confesseur de quel façon Vous pourrez faire usage des regles de l'ordre de la Visitation que Vous voulez faire venir."

Auch mehrfache Aufsätze religiösen Inhalts, fromme Vorsätze und dergleichen enthaltend, die sich unter ihren Papieren finden, scheinen zu dieser Zeit aus ihrer Feder geflossen zu sein: einen solchen Aufsatz „préparations à la mort" betitelt, sendete sie u. a. dem Churfürsten von Trier, der dafür seinen Dank ausspricht.

Andere Arbeiten, mit denen sie sich beschäftigte, deuten ebenfalls auf diese ernste Richtung hin: sie stickte dem nurgedachten Kirchenfürsten ein Meßgewand und für das Bild der heiligen Jungfrau im Hospital zu München 1777 einen Schleier und einen Mantel. Weitere Details von einigem Interesse über ihr Leben in diesen Jahren, das wahrscheinlich auch in Folge ihrer Kränklichkeit sehr still und zurückgezogen war, gehn uns ab; wir lesen nur, daß sie ihre frühere Verbindung mit der Arcadia zu Rom im J. 1777 durch Uebersendung ihres Portraits erneuerte, welches, wie der custode generale d'Arcadia, Pizzi in dem Danksagungsschreiben erwähnt, in einer feierlichen Sitzung übernommen und aufgehangen ward und daß sie durch den Churfürsten zu Trier sich bei einem geschickten Tischler in Ehrenbreitstein ein Büreau mit geheimen Fächern bestellen ließ, dessen Vollendung sie mit Ungeduld entgegen sah, das aber durch den Preis von 1000 Thlr., als es nach jahrelanger Arbeit von dem Verfertiger selbst (der dafür noch 50 Dukaten Gratification erhielt) nach Dresden gebracht ward, ihr eine unangenehme Ueberraschung bereitete. Kaum wird es ihr dabei zum Troste gereicht haben, daß ein anderer Künstler, „le fameux Herrnhuth à Neuwied", gleichzeitig, wie der Churfürst schrieb, für einen Schrank 3000 Louisd'or erhalten hatte.

Zu Anfange des Jahres 1780 finden wir Maria Antonia unpäßlich: doch vermochte sie, obwohl sie nach

dem vorhandenen Hofjournale die Nächte am 24. und 25. Januar unruhig zugebracht, am 25. desselben Monats einen Ball zu geben, der Nachmittag 4 Uhr begann und bis 12 Uhr dauerte. Die nächste Zeit war ihr Befinden wechselnd, bald besser, bald schlechter, besonders aber fiel ihr ein hartnäckiger Husten beschwerlich. Am 7. Februar lautet das Journal dahin: „Ihro Königl. Hoheit Gesundheitsumstände verschlimmern sich von Tag zu Tage, das Brustgeschwür, welches aufgegangen, verursacht vielen Husten, nicht minder erschöpfen die schmerzhaften Fisicatoria die Kräfte.“

Ferner am 8. desselben Monats:

„Die Nacht war leidlich, allein gegen Mittag waren Ihro Königl. Hoh. sehr schlecht und in der äußersten Gefahr. Nachmittag änderte es sich plötzlich und man bekam auf's neue Hoffnung einer Wiedergenesung.“ Diese Hoffnung schien sich auch zu bestätigen; denn wir sehn, daß Maria Antonia am 27. Februar wieder aufstehn, Abends eine Partie l'hombre spielen und am 5. März und den folgenden Tagen an der Familientafel Theil nehmen konnte.

Am 14. März ließ sie sich in den Garten tragen und verblieb daselbst 2 Stunden; auch die Nachrichten über die folgenden Tage melden erträgliches Befinden, und am 17. März einen zweimaligen Aderlaß. Vom 27. März 1780 an schweigt das Journal, dagegen liegt uns eine Relation aus neuerer Zeit über ein

eigenthümliches Ereigniß vor, der wir um so mehr Glauben zu schenken berechtigt sind, als der Verfasser, (der Herr Oberhofmarschall a. D. von Reitzenstein) sich auf spätere Mittheilungen unmittelbar aus dem Munde der Königin Amalie Auguste beruft. Wir haben aus dem nur erwähnten Hofjournale ersehn, daß Maria Antonia im März sich wohler befand, und eine Partie zu spielen vermochte. Diese Spielpartien fanden, wenn der Hof nicht das Theater besuchte, in der Regel bei der damaligen Churfürstin (Amalie Auguste) statt, begannen pünctlich um 6 Uhr, endigten um 8 Uhr, wo der Churfürst sich zum Souper einfand. Eines Abends, im März 1780, ward Maria Antonia zur Partie bei ihrer Schwiegertochter erwartet, erschien aber nicht zu der gewöhnlichen Zeit. Die Churfürstin begab sich daher in die an ihre Gemächer anstoßende Garderobe, wo ihre Frauen vom Dienst und der Kammerdiener sich aufhielten und fragte, ob die verw. Churfürstin die Partie habe absagen lassen und man vergessen habe, ihr Meldung zu machen. Die Antwort des Kammerdieners ging dahin: „Ihro Königl. Hoheit haben nichts absagen lassen, werden aber auch nicht zur Partie kommen, denn wir haben hier alle gesehn, daß sich die Frau verw. Churfürstin über den Kirchgang haben tragen lassen, begleitet von einigen ihrer Livreediener mit Fackeln; wahrscheinlich haben Höchstdieselben eine Privatandacht.“ Kaum war aber die Churfürstin wieder

in ihr Zimmer zurückgekehrt, als zu ihrem Erstaunen ihre Schwiegermutter bei ihr eintrat. Auf die Mittheilung, sie habe sie nicht mehr erwartet, da sie vernommen, daß sie sich mit Fackeln in die Kirche habe tragen lassen, antwortete Maria Antonia: „Nein Frau Tochter, erst in 4 Wochen trägt man mich dahin, in die Gruft.“ Diese Ahnung traf auch vollständig ein, denn Maria Antonia starb am 23. April. Das gedachte Journal meldet nur ganz kurz: „den 23 April. Heute Nachmittag halb 4 Uhr sind Ihro Königl. Hoheit die Churfürstin seelig im Herrn entschlafen. Abends 7 Uhr wurde die hohe Leiche durch 6 Cammerdiener in das Bayr. Zimmer auf das Beeth gelegt, allwo einstweilen 2 Cammerdienerinnen, 2 Cammerdiener, 2 Portiers, die Wache thaten, im AudienzZimmer aber verblieben der Wach habende Officier von der Garde du Corps, 1 Cammerhr., 1 Cammerjunker, 2 Pagen, 1 HofMedicus, und 1 HofChirurgus.“

Ausführlichere Auskunft über ihr Verscheiden gibt aber ein in den Acten des Oberhofmarschallamts befindliches Protocoll des Hof-Secretairs Svabe, welches dahin lautet:

„Nachdem Ihro Königl. Hoh. die Durchlauchtigste Fürstin und Frau, Frau Maria Antonia, verwittwete Churfürstin zu Sachßen, gebohrne Kaiserl. Prinzessin und Herzogin in Bayern ꝛc. bereits den ganzen verwichenen Winter hindurch an Brustbeschwerung und

andern Zufällen gelitten; So ließ doch die von Zeit zu Zeit sich äußernde Besserung hoffen, daß durch Anwendung der würksamsten Mittel, dieses dem Hofe und Lande so theure Leben, noch eine Zeit lang würde gefristet werden können.

Aber schon am 17. April 1780 vermehrte sich das Uebel unverhofft dergestalt, daß Ihro Beiderseits Churfürstl. Durchl., welche diesen Tag früh nach Moritzburg gefahren waren, nachmittags ein Lauffer mit dieser betrübten Nachricht entgegen geschickt ward, der aber HöchstDenenselben schon auf der Brücke begegnete, welche hierauf sogleich Ihro Königl. Hoh. besuchten, und solche Visiten hernach täglich 3 bis 4 mahl wiederholten.

Die seit einiger Zeit ausgesetzten Vorbitten in den Kirchen, nahmen wieder ihren Anfang ꝛc. ꝛc.

Den 22. April, fanden Ihro Churfürstl. Durchl. Sich schon früh um 6 Uhr wieder bei Ihro Königl. Hoheit ein, und nachdem Sie Sich um 9 Uhr wieder zurückverfügt, ließen Ihro Königl. Hoh., ob Sie gleich schon in großer Schwachheit lagen, Dero im Vorzimmer sich befindende Dienerschaft außer der Livrée, zu Sich hineinrufen, um durch Erlaubung des Handkusses, Abschied von ihnen zu nehmen, und sie mit schwacher Stimme zu segnen. Vormittags gegen 11 Uhr wurden Ihro Königl. Hoh. von einer so starken Ohnmacht überfallen, daß Sie einige Minuten lang würklich vor todt gehalten wurden, welche schreckliche Nachricht sich

sogleich dergestalt verbreitete, daß aus der Stadt verschiedene **Estaffetten** mit derselben, in übereilter Geschwindigkeit, an auswärtige Orte geschickt wurden.

Eine bald erfolgte Erholung vertrieb dieses Schrecken, obwohl nur auf kurze Zeit, und Ihro Königl. Hoh. ließen nachmittags nach 2 Uhr noch die im Vorzimmer gegenwärtigen **Livrée**-Bedienten hineinkommen und segneten sie.

Beyderseits Churfürstl. Durchl. brachten unter den betrübtesten Gemüthsbewegungen, welche sogar Ihro Durchl. der Churfürstin verschiedene Ohnmachten zuzogen, den meisten Theil des Tages, bei Ab- und Zugehen, bis Abends um 9 Uhr bei der hohen **Patientin** zu.

Der Prinzessin **Maria Anna** Durchl. und des Herzogs von Curland Königl. Hoh. verließen Sie die ganze Nacht nicht, wie denn auch des Hrn. **Cabinets-Ministres** Grafen vom **Loss**, des Hrn. Ersten Hof-Marschalls, des Hrn. Ober-Schenkens, Hr. Hof-Marschalls und Hr. Haus-Marschalls Excell. Excell. die Nacht im Vorzimmer zubrachten, und nicht weniger die ganze Oberhof Marschall-Amts-Expedition, in Erwartung trauriger Befehle, beisammen blieb.

Den 23. April,

brach endlich der betrübte Tag an, an dem wir diese gnädigste Fürstin gänzlich verlieren sollten.

Schon früh halb 5 Uhr fanden Sich Beyderseits

Churfürstl. Durchl., bey der Hohen Patientin wieder ein, hörten in Dero Capelle die Meße, genossen Mittags nichts als ein wenig Bouillon bis endlich diese theuerste Mutter nachmittags ¾ auf 4 Uhr in Dero gewöhnlichen Schlaf Zimmer im Palais auf dem Taschenberge, das Zeitliche mit dem Ewigen verwechselten, welches der Hr. Hofmarschall Bose allen im Vorzimmer anwesenden, mit einer feyerlichen Anrede bekannt machten."

Der ärztliche Sectionsbericht besagt, daß die Lunge angegriffen war und sich im Herzen 4 Polypen, der eine von 11 Zoll Länge, fanden.

Die feierliche Beisetzung fand am 29. April statt.

Der Todesfall ward in der gewöhnlichen Weise unter dem 23. April 1780 den verwandten und befreundeten Fürsten notificirt, unter andern auch der verw. Churfürstin von Bayern, von der sich auch ein Beileidsschreiben d. d. München den 30. April 1780 findet, und dem Churfürsten Karl Theodor, der darauf d. d. München den 6. Mai 1780 antwortete.

Am 25. Juni 1780 ward in allen Kirchen des Landes eine Trauer- und Gedächtnißpredigt gehalten, für welche der 15., 16., 17. Vers des 103. Psalms als Text, so wie zum Eingang der 24. und 25. Vers des 1. Briefes Petri Cap. 1 mit der Bestimmung vorgeschrieben ward, daß selbige „auf den hohen Trauerfall geziemend und erbaulich appliciret, auch dabei, was

zu Unserer Frauen Mutter Gnd. und Lieb glorwürdigsten Andenken und zu Dero hochverdienten Ehren gereichen mag, keineswegs unterlaßen, in der Predigt aber keine Controversien als welche ohnehin nicht dahin gehören, abgehandelt würden.“ Auch ward noch besonders angeordnet daß keine der gehaltenen Gedächtnißpredigten ohne Genehmigung und Censur des Kirchenrathes gedruckt werden dürfe*).

Soviel die letztwilligen Bestimmungen Maria Antonia's anlangt, so hatte sie durch einen Geradekauf vom 30. Septbr. 1766 mit dem Prinzen Xaver, in Vormundschaft der 3 jüngsten Prinzen Karl, Anton und Maximilian, denselben die Hälfte der unter der Gerade und den Juwelen befindlichen weißen Diamanten um 300 Dukaten, jedoch mit Vorbehalt des Nießbrauchs verkauft, unter demselben Tage aber nachstehendes Testament errichtet:

„Im Nahmen der heiligen hochgelobten
Dreyeinigkeit.

Wir von Gottes Gnaden **Maria Antonia**, verwitbete Königliche Prinzessin in Pohlen und Litthauen rc. Churfürstin und Herzogin zu Sachsen rc. geborne Kayserliche Prinzessin in Ober- und Nieder-Bayern, auch

---

*) Wir finden zwei gedruckte Trauerreden:
Benj. Gottl. Laurent. Boden, ad justa funebria „Mariae Antoniae“ invitat. Vit. 1780. 4. 3 Bog.
Matthias Becker, Trauerrede auf Maria Antonia. Dresden 1780. 4. 4 Bog.

der Obern=Pfalz Herzogin ꝛc. Uhrkunden und bekennen hierdurch, daß Wir unter Unsern freundlichgeliebtesten Prinzen und Prinzessinnen Lbdn. nachfolgende Mütterliche Willens=Verordnung zu errichten für nöthig befunden und Kraft dieses errichten:

1.

Setzen Wir zu Unsern wahren und alleinigen Erben hierdurch ein, Unsers freundlichgeliebtesten Sohnes des Churfürsten **Friedrich Augusts** Lbdn. dann Unserer auch freundlichgeliebtesten Prinzen und Prinzessinnen **Carl Maximilians, Antons, Marien Amalien, Maximilians** und **Marien Annen***) Lbdn. Lbdn. Lbdn. Lbdn. Lbdn. und vermahnen sie zuförderst unter Ertheilung Unseres mütterlichen Seegens, zu wahrer Gottesfurcht und christlicher Tugend, sodann insonderheit zu beständiger christfürstlicher Liebe und Einigkeit unter einander. Da nun hiernächst

2.

Unseres freundlichgeliebtesten Sohnes, des Churfürsten Lbdn. von Gott zu dem Haupt Ihres Hauses bestimmt sind, so werden von Uns Ihro Lbdn. unter

*) Der hier bezeichneten jüngsten Prinzessin war nach den officiellen Vorlagen der Hauptname Therese beigelegt worden (Band I S. 132), sie hatte aber außerdem bei der Taufe noch die Namen Maria, Josepha Magdalena, Anna, Antonia u. s. w. empfangen: später ward sie unter Zusammenziehung der von ihr geführten beiden Vornamen Maria und Anna, gewöhnlich Prinzessin Mariana genannt, wie sie auch in K. Behrs Genealogie der in Europa regierenden Fürstenhäuser. Leipzig 1854. Tafel 41 bezeichnet wird.

nochmaliger mit dieser Bedingung verknüpften Ertheilung Unseres mütterlichen Seegens, anermahnet, ersuchet und angewiesen, neben der Ihnen obliegenden Vorsorge, für die Ihnen von Gott anvertraute Land und Leute, gleiche Vorsorge für das wahre Wohl und die standesmäßige Unterhaltung und Versorgung Ihrer nachgebohrnen Prinzen und Prinzessinnen Brüder und Schwestern Lbdn. zu tragen und da Dero allerseits in Gott ruhenden Herrn Vaters Lbdn. an Errichtung einer letzten Willens-Ordnung durch frühzeitigen Tod verhindert worden, sich darunter Dero in Gott ruhenden Groß-Herrn Vaters Königl. Majestät und Lbdn. errichtete **Dispositiones**, zum Muster und Beispiel dienen zu laßen. Was

3.

Unsere eigenthümliche **Capitalia** und **Effecten**, außerhalb der Gerade, anbelanget, so wollen und verordnen Wir, daß da solche, nach Vorschrift des 6. §phi Unserer Ehe Pacten, nach dem betrüblichen Ableben Unsers innigstgeliebtesten Gemahls Uns eigenthümlich gefolget und verbleiben, dieselben insgesammt als Unser Eigenthum unter Unserer vielgeliebtesten Sechs Kinder Lbdn. zu gleichen Theilen getheilet, auch wenn, welches die Göttliche Güte abwenden wolle, ein oder anderes derselben in unmündigen Jahren verstürbe, dessen Antheil, denen übrigen zu gleichen Theilen zufallen und zuwachsen solle: Wobey Wir zu Unseres freundlichgeliebten Sohnes

des Churfürsten Lbdn. Uns gewiß versichert halten, daß Sr. Lbdn. Sich auch hierunter gegen Dero nachgeborne Geschwister so bezeigen werden, wie es Dero gute Denkungs-Art und die Ihnen als Haupt des Hauses obliegende Vorsorge erfordert. Wie übrigens

4.

Sämmtliche Uns zugehörige Gerade und darunter die Uns eigenthümlich zugehörige Edelgesteine und Schmuck Unserer freundlichgeliebtesten Prinzessinnen Marien Amalien und Marien Annen Lbdn. Lbdn. nach denen Rechten des Hauses und Landes zufallen: Also verlangen und begehren Wir von Denenselben, daß Sie die Helffte derer darunter befindlichen weißen Diamanten, an derer drey jüngern Prinzen Carl Maximilians, Antons und Maximilians Lbdn. Lbdn. Lbdn. abtreten und Ihnen zu gleichen Theilen überlassen sollen: immaßen Wir alles was erstere aus diesem Unseren letzten Willen über den Pflichtheil erhalten, Ihnen unter dieser ausdrücklichen Bedingung bescheiden und zueignen.

5.

Unsers freundlichgeliebten Herrn Schwagers des Chur- und Landes-Administratoris Prinzen Xaverii Lbdn. als Sr. Lbdn. des Churfürsten dermaligen Herrn Vormund und Landes-Regenten ersuchen Wir, diese Unsere Mütterliche Willens-Verordnung in dieser Qualitaet anzunehmen, bey der Churfürstlichen Geheimen Canceley verwahrlich beylegen zu laßen, und daß solcher

währender Dero Vormundschaft auch Chur- und Landes-Administration genau nachgelebet werde Obsicht zu tragen, und da gegen des Herrn Chur- und Landes-Administratoris Lbdn. Wir, in Ansehung Dero führenden Vormundschaft und damit verknüpften Beschwerden, eine Verbindlichkeit wegen einer zum Theil bereits bewürckten Restitution, übernommen, worüber Sr. Lbdn. Unsere schriftliche Versicherung in Händen haben: als verordnen Wir daß Unsers freundlich geliebten Herrn Sohnes des Churfürsten Lbdn. diese Verbindlichkeit, in deßen Betracht, allein und ohne Dero Geschwister Zuziehung erfüllen.

6.

Unsers freundlichgeliebtesten Herrn Bruders des Churfürsten zu Bayern Lbdn. ersuchen Wir, nebst des Herrn Chur-Adminisratoris Lbdn. bis zu Unseres Sohnes des Churfürsten Lbdn. Chur Mündigkeit, dieser Unserer Willens-Verordnung Executor zu seyn und sich damit zu beladen.

7.

Endlich wollen und befehlen Wir, daß alles, was zu Unserm Nachlaß, dessen Regulirung und Verwaltung gehöret, sich der Churfürstliche Vice-Canzler D. Christian Gotthelf Gutschmid, der Churfürstliche Geheime Assistenz-Rath Johann Albericus von Hoffmann und der Churfürstliche Ober-Consistorial-Rath, D. Johann Gottlieb Leyser, so viel möglich conjunctim,

außerdem aber sammt und sonders, und zwar unter Aufsicht und Direction des Churfürstlichen Cabinets-Ministre Grafen von Flemming unterziehen und was dabey nöthig nach Unseren in deren Einsicht und Rechtschaffenheit setzendem gnädigstem Vertrauen besorgen.

8.

Unsere sämmtliche, höhere und niedere, zu Unserer Hof-Staat gehörige Personen und Bediente, empfehlen Wir, in gnädigster Anerkennung Ihrer treugeleisteten Dienste, währender Minderjährigkeit Unsers Herrn Sohnes des Churfürsten Lbdn. der Vorsorge Unsers Herrn Schwagers des Chur-Administratoris Lbdn. nachhero aber Unseres Herrn Sohnes des Churfürsten Lbdn. Selbst.

Zu deßen allen Uhrkund und Bekräftigung haben Wir diese Mütterliche Verordnung unter Unsern Kindern eigenhändig unterschrieben und besiegelt. So geschehen Dreßden, am 30. Septbr. 1766.

(L. S.) Maria Antonia Churfürstin."

Nach einer Anzeige des Geh. Consiliums vom 3. Januar 1774 verlangte Maria Antonia dieses Testament, welches sie im Jahr 1766 dem Administrator Prinzen Xaver übergeben hatte und das beim Geh. Consilium aufbewahrt worden war, zurück, worauf ihr die Eröffnung ward, daß zunächst die Entschließung des Churfürsten auf ihren Antrag eingeholt werden solle. Obwohl diese Weigerung die Churfürstin, wie wir aus

ihrem Briefe an den Minister Grafen von Sacken vom 23. Februar 1776 (Bd. II. Seite 53) ersehn, verletzte, so erneuerte sie doch ihren Antrag später nicht ausdrücklich, faßte vielmehr im Jahre 1776 nachstehendes Codicill ab.

„Codicile ou eclaircissement de quelques
Articles de mon testament fait
l'annee 1766.

Come ce testament etoit fait fort a la hatte j'ay jugés a propos en le confirmant dans tout ses articles d'y ajouter les conditions suivantes

1. Primo que l'Electeur mon fils et mon heritier universselle me fonde une messe journaliere perpetuelle pour le repos de mon ame.

2do. qu'il done mille ecus au pauvres honteu d'abord après mon decé.

3tio. qu'il continue a mes gens leurs gage, et laisse le quartier a ceux qui en ont, de meme que les penssionaires gardent leurs pension a vie.

4to. je veux que ma guarderobe soit laisse a mes gens, excepté les pelleteries, ma robe de persse et ma belle garniture de point a l'eguille, qui doit apartenir a ma fille si elle n'est pas encore marié et sans cela le legue ci dessus doit etre partagé entre mes dames qui doivent sans cela avoir chacune un habit de ma guarderobe.

5to. je legue a mon fils charles ma brasserie, mon cabinet d'estampe et ma biblioteque avec la grande table et le burau ou serre papier qui s'y trouve.

6. je prie aussi mon cher fils de continuer les neuvaines de la Ste. Vierge du bon Consseil et de la fonder a perpetuite dans Sa chapelle ou eglise de la Cour, je le conjure par sa tendresse et par son obeissance filliale de remplir les conditions ci dessus que je pretend: qu'il aye la meme forse et vigueur que le testament meme de meme que tout ce qui pourra se trouver ecrit ou signer de ma main. en fois de quoi je signe ce que ci dessus apres mure reflection et en pleine santee

Dresde ce 2. Janvier 1776.

Marie Antoine.

eclaircissement sur l'article de mon testament qui concerne une obligation qui se trouve entre les mains du Prince Xavier. Come dans cette obligation je crois qu'il est dit, que je luy rembourssasse les 50 m. ducat si il les depense inutillement en pologne sans devenir Roy et que je doute qu'il les eut depensé, on pourra aprendre par Bolza qui les a avance si la somme etoit complette et par quelque quitances que le Cte. Fleming a du doner dans ce tems sous la rubric de

debours faites en pologne, si cette somme n'a pas été, remboursse par la Chambre puis que dans ce cas cet article de mon testament seroit nul et je le declare come tel.

Marie Antoine."

Endlich finden wir noch nachfolgende Registratur vom 19. April 1780, mittelst welcher Maria Antonia ein letztes Codicill übergab und noch einige andere Bestimmungen traf:

„Registratura

Dresden, am 19. Aprilis, 1780.

Als Acto Ihro derer Herren Conferenz-Ministrorum und Würcklichen Geheimen Räthe von Wurmb und Freyherrns von Gutschmid Excl. Excl. Sich des Nachmittags, um vier Uhr, auf Ihro der Verwittibten Frauen Churfürstin zu Sachsen rc. Königl. Hoheit gnädigsten Befehl und Verlangen in Dero Antichambre, woselbst Endesgenannter Dieselben erwartet, eingefunden und bald nachhero, mit Demselben durch die sogenannte Bayerische und Sächsische Familien-Zimmer, in Ihro Königl. Hoheit Schlaf-Zimmer eingelaßen worden, auch allda HöchstDieselben zwar zu Bette liegend, und krank, jedoch bey völligem Gebrauche Dero Gemüths-Kräfte angetroffen; So geruheten HöchstDieselben Eingangsermeldeten Herren Conferenz-Ministris und Wirckl. Geheimen Räthen das, dieser Registratur angeheftete von HöchstDenenselben paraphirte Papier, unter der

Erklärung, daß solches ein auf Dero Befehl aufgesetztes und Dero letzte Willens-Meinung enthaltendes Codicile sey, einzuhandigen, und befahlen hierauf, daß Endesunterzeichneter registriren solle, wie HöchstDieselben zu Dero bey E. Geheimen Consilio deponirten Testament und Codicille annoch dieses Codicill gebracht wißen, hiernächst aber folgende HöchstDero Willens-Meinung nuncupative declariren wollten:

Es solle nämlich, nach Dero in Gottes Händen stehendem Ableben,

1) Die in Dero Nachlaße sich findende Tabatiere von Carniol mit Medaillons, welche HöchstDeroselben von Ihro Churfürstl. Durchl. in Lauchstädt verehret worden, Ihro der regierenden Frauen Churfürstin Durchl. zum Angedenken geeignet, und

2) die in Dero Kellerey befindliche gesammte Vorräthe, wie solche bey Ihro Königl. Hoheit Ableben allda vorhanden seyn würden, Ihro des Prinzen Carls Durchl. eigenthümlich überlaßen werden.

Worauf Eingangsernannter Herren Conferenz-Ministrorum Excellenzien, wie sothane von Ihro Königl. Hoheit anjetzt nuncupative beschehene Declaration sofort niedergeschrieben und nebst dem übergebenem Papiere, HöchstDero oberwehntem letzten Willen beygefüget werden würde, unterthänigst versicherten, auch, auf gethane Anfrage: ob HöchstDieselben hierüber eine Recognition Ihnen einzuhändigen befählen, daß solches

wohl geschehen könnte, von HöchstDenenselben vernahmen, und unter treueifrigsten Wünschen für Ihro Königl. Hoheit Wiedergenesung und langes Leben, von Höchst Denenselben Sich hinweg- und durch vorerwehnte Zimmer aus Dero Palais begaben.

Welcher Vorgang anbefohlnermaßen von Endesunterzeichnetem, zu künftiger Nachricht anhero registriret worden, Actum ut supra

Friedrich Ludewig Wurmb.

Christian Gotthelf Freiherr v. Gutschmid. Hanns Ernst von Teubern, Geheimer Referendarius."

Die angezogene von Maria Antonia signirte Beilage lautet:

„Dictante Serenissima.

Dieweilen nach Landüblichen Gebrauch die Grade der in loco sich befindl. Tochter zugehört, und nachdem Ich meinen Aeltesten Sohn den ChurFürsten von Sachßen zum Universal-Erben ernennt, meinen Nachgb. Söhnen gar nichts von meiner Erbschaft zukommen wird, als hab Ich 1766 in meiner Blätter Krankheit einen Gerade Kauf mit Denenselben unter der Administration des Prinzen Xaverj angestellt, wodurch meine drey jüngstgebohrnen Söhne den Brillantenen Geschmuck zur Hälffte meinen zwey Töchtern welche damals zugegen waren, abgekaufft, ist auch Meine Willens-Meinung, daß diese meine Willens-Meinung wiederum bestätiget werde, mit der einzigen Veränderung, daß vor allen meine

Tochter die Herzogin von Zweybrück, welche nun nicht mehr in Loco ist, die Girandoles von Fünff gebohrten Tropfen und das zweyte Collier Brillanten empfangen soll. Mein Sohn der Chur-Fürst den großen brillanten Tropfen, dem ich ersuche selben auf Englische Schnitt schneiden zu lassen, und selben in seinen grünen Gewölb als ein Andenken von Mir, aufzubehalten.

Soll Meine Tochter Maria Anna vorhinaus die grosen boucles de Chien und das grose Collier bekommen.

Das kleine emaillirte Creuz welches ich von der Höchst Seel. Kayßerin Amalia meiner Groß Mutter Majt. habe, soll der Chur Fürstin von Bayern als ein Angedenken zugestellt werden.

Das kleine mit brillanten emaillirte Collier und Creuz von Brillanten a jour gefaßt, soll ebenfalls meiner Tochter Maria Anna zugestellt werden, welche gedachtes Creuz bei Ihren Hintritt wiederum entweder an Ihre Tochter oder sonst an die Nächste Verwandte vermachen soll.

Dreßden, am 15 April 1780.

Auch soll der Prinzeßin Elisabeth meine von Gold en navette gemachte, und mit Brillanten besetzte Tabatiere, welche mir vom ChurFürsten geschenkt worden, als ein Angedenken von mir übergeben werden."

Der Nachlaß wurde von den hohen Erben cum

beneficio inventarii angetreten und ergab, nachdem die Passiven, deren Feststellung manche Schwierigkeiten darbot, berichtigt worden, einen nicht unbedeutenden Ueberschuß: der Erbreceß ward erst am 22. Mai 1801 vollzogen. Der Erwähnung bedarf noch die bedeutende Bibliothek, welche Maria Antonia, die bei ihrer Verheirathung nur 40 Werke in ihrer Handbibliothek, aber viele Musikalien mit nach Dresden brachte, angesammelt. Sie enthielt Schriften in deutscher, französischer, italienischer, polnischer, englischer und lateinischer Sprache und bildet den Stamm der gegenwärtigen Prinzlichen Secundogenitur-Bibliothek.

Zehnter Abschnitt.

Rückblick auf Maria Antonia, ihren Character, ihre Talente, Werke und Correspondenz.

Daß in Maria Antonia, die bei ihrem Tode ihr 56. Lebensjahr noch nicht vollendet hatte, eine der bedeutendsten Frauen ihrer Zeit schied, darüber sind ihre Zeitgenossen mit der Nachwelt einverstanden. Wir dürfen auch nur die Ergebnisse dieses Aufsatzes in ihrem Zusammenhange flüchtig überblicken, um zu dieser Ueberzeugung zu gelangen. Eine Fürstin, welche, neben

vollendeter Meisterschaft in den schönen Künsten und Wissenschaften, sich so viel practische Kenntnisse und Geschäftserfahrung zu eigen gemacht, um Finanzminister eines Staates, wie Sachsen damals war, unter den schwierigsten Verhältnissen sein zu können, wird wohl zu allen Zeiten zu den seltensten Ausnahmen gehören. Für ihren frommen Sinn haben wir zahlreiche Beweise beigebracht. Daß sie im Umgange von der größten Liebenswürdigkeit war, durch ihren Geist und Witz bezauberte, deshalb brauchten wir uns nur auf den König von Preußen Friedrich II. und das, was er über die „diva Antonia“ schreibt, zu beziehen: auch ihre Mutter, die verw. Kaiserin, beklagt sich wiederholt darüber, daß sie „ihren englischen Humor“ oder ihrer „Alten aufgereizten Humor und Discurs“ vermisse. Einer ihrer Zeitgenossen, der schon erwähnte englische Gesandte am sächsischen Hofe (1747), Sir Charles Hanbury Williams, muß doch trotz seiner Sucht zu lästern, der hohen Liebenswürdigkeit Maria Antonia's seinen Tribut zollen: er sagt in einem Schreiben aus der ersten Zeit seines Aufenthalts in Dresden*) über sie: „she is infinitely agreable in her manner and very well bred. She talks much and is very entertaining etc. Before she came here, she was reckoned to meddle much in politics and to be in the french interests (dies

*) Horace Walpole Memoires of the last ten years of the reign of George II. Vol. II. p. 468.

stimmt mit dem, was wir Band I. Seite 7 aus einer Depesche des Grafen Loß vom 3. Juni 1745 referirt haben, überein). She denies all this herself and declares against women's meddling in state affairs; but I will venture to prophesy, that if ever the Prince Electoral should outlive his father, she will govern this country most absolutely. Hitherto she is much liked and admired by all, who come near her, for her address is very engaging."

Wenn Maria Antonia, im Selbstbewußtsein ihres Werthes und ihrer Befähigung zum Regieren, sich dazu auch für berufen erachtete und diesen Beruf geltend zu machen suchte, so kann ihr dies wohl kaum zum Vorwurfe gemacht werden, wohl aber vermögen — wie bei vielem Lichte die Schattenseite nicht fehlen kann — wir sie, wie auch die Aeußerungen des ihr befreundeten Prinzen Albert von Sachsen-Teschen und des Königs von Preußen Friedrichs II. in seiner Correspondenz mit Prinz Heinrich andeuten, von einem gewissen Hange zur Intrigue nicht freizusprechen, der sie wohl bisweilen zu dem Versuche veranlaßte, das, was sie nicht auf geradem Wege zu erreichen vermochte, nach Befinden auf ungeradem zu erlangen. Mehrere Schriftsteller machen ihr den Vorwurf der Verschwendung. Wollen wir auch die finanziellen Verwickelungen, in welcher wir sie gefunden, theilweis einem Mangel an Sparsamkeit beimessen, so haben wir doch (Band I. Seite 215) gesehn, daß sie

diesen Fehler wenigstens selbst erkannt und zu beherrschen gesucht hat; ihre Freigebigkeit aber kam der Kunst wie den Bedrängten vielfach zu Gute. Daß es ihr an Menschenkenntniß und Vorsicht in der Wahl derjenigen gebrach, denen sie ihr Vertrauen schenkte, beweisen die wiederholten Fälle, in denen sie von den ihr nahe Stehenden aufs Schändlichste hintergangen und betrogen ward. Sie selbst scheint sich dieses Mangels gar nicht bewußt gewesen zu sein; denn sie schreibt einstmals in einem Briefe vom 21. Novbr. 1772 an den Churfürsten Friedrich August: „je suis bien *prudente*, on m'accuse meme de poltronerie, mais j'aime mieux *d'être trop circonspecte que trop peu.*"

Was ihr Aeußeres anlangt, so ergeben schon ihre Briefe aus der Zeit während ihrer Verlobung, die wir Band I. Seite 20 fl. mitgetheilt, daß sie nicht in der Selbsttäuschung befangen war, als sei sie schön: sie bezeichnet sich selbst als nicht hübsch. Williams a. a. O. sagt von ihr: „she is far from being handsome or well made." Selbst ihre Mutter wünscht nicht, daß Maria Antonia's Kinder ihr im Aeußern ähnlich werden möchten: sie schreibt deshalb „daß Fritzl und Karl mehrer dem Vatter als Dir gleichen welches gahr kein Fäller absonderlich wenn Du eine Tochter bekommen solltest". Sie war nicht groß von Figur und in ihrer Jugend sehr zart; in spätern Jahren scheint sie, nach den Portraits zu urtheilen, an Embonpoint ge-

wonnen zu haben. Der Churfürst von Bayern schreibt einstmals, als er einem jungen Cavalier, der nach Dresden reiste, einen Empfehlungsbrief mitgegeben: „je Vous ai depeint a lui comme la plus grande et la plus robuste dame de Dresde, si on ne lui dit point, que c'est a Vous qu'il doit s'adresser je suis curieux à qu'il portera sa parole.“

Einen ähnlichen Scherz machte 1748 ihre Schwiegermutter, die Königin von Polen, Marie Josephe, in Warschau. Es ward die Ankunft der Prinzessin Constantine, Wittwe des polnischen Prinzen Constantin Sobiesky, gemeldet, aber blos mit der Angabe „la princesse Royale“. Die Königin eröffnete einem Manne — Petrillo wird er von ihr genannt, was offenbar ein Vor- oder Spitzname ist, da wir niemand der diesen Namen führte, im Hof- und Staats-Calender finden — es sei die Churprinzessin: dieser war sehr erstaunt, daß sie ohne ihren Gatten ankäme, und noch mehr, als er eine ganz alte Dame eintreten sah, und glaubte, als er diese doch unmöglich für die ächte Churprinzessin halten konnte, wie die Königin schreibt, „que c'était une folle, qui s'imaginoit d'être Princesse Royale.“

Die Königliche Gemälde-Gallerie zu Dresden enthält zwei vorzügliche Bildnisse Maria Antonia's von dem berühmten Anton Raphael Mengs: eins stellt sie im Hermelin-Mantel und reichem Schmuck in einem

Kniestück in Lebensgröße dar: das zweite ist ein in Pastell ausgeführtes Brustbild.

Außerdem ist in den Königl. Schlössern noch eine Mehrzahl ihrer Portraits von sehr verschiedenem Kunstwerthe vorhanden. Der Hofmaler Mathieu in Berlin lieferte im J. 1754 sechs Copien ihres Bildnisses: vielleicht daß eins oder das andere der noch erhaltenen von seiner Hand ist.

Auch mehrere Kupferstiche geben uns ihre Züge wieder. Die dem Verfasser bekannt gewordenen*) sind,

1) ein kleines Blättchen in $1/16$ dessiné et gravé par Keyl,

2) ein größeres auf ½ Bogen mit lateinischen Versen, 1762 von Car. God. Nestlerus,

3) ein größeres Blatt mit der Aufschrift: „peint en pastel par Son Altesse Royale même, gravé par Gioseppe Canale pour sa reception à l'Academie de Dresde 1764.

4) Portrait, Jo. Magnini f. G. Zomponi inv. auf dem Dedications-Kupfer der vom Grafen Don Cristoforo Zapata de Cisneros veranstalteten Ausgabe der Rime del Petrarca. Venezia 1756.

5) Desgl. nach dem eignen Pastellgemälde der Chur-

*) Die Verzeichnisse der Portraits Maria Antonia's, welche Gerber histor. biogr. Lexicon der Tonkünstler Leipzig 1790. Anhang I. S. 32 und Petzholdt Maria Antonia Walpurgis ꝛc. Dresden 1857 Seite 8 ff. geben, sind nicht ganz vollständig.

fürstin, gest. von de Marcenay de Guy 1765 in dem Buche Talestri übersetzt ins Französische von de Marolle. Paris 1765. Ein Schreiben ohne Datum und Unterschrift besagt, daß die Platte auch zum Farbendrucke benutzt ward; es heißt darin: „M. de Marcenay de Guy qui a eu l'honneur de gravir S. A. R. a découvert dans sa gravûre une proprieté qui la rend susceptible de recevoir la couleur et d'imiter la miniature. Je crois que cette dècouverte peut fournir un moyen economique tres considerable par la différence du prix, que chaque estampe peut couter en comparaison de celuy, que coutent les portraits en miniature: la quantité de portraits de la dernière espèce que les souverains donnent, fait un objet de dépense, qui peut diminuer infiniment par cette découverte et doit faire la différence à peu pres d'un à dix, comme d'un à dix louis, excepté le premier qui demande plus de soins et les portraits colorés avec art, différeroient peu de la miniature."

6) Desgl. nach einer Zeichnung von St. Torelli, gest. von Zuchi in Trionfo della Fedelta. Dresd. 1754.

7) Desgl. nach einer Zeichnung von C. Hutin, gestochen von Zuchi in Talestri, Leipzig bei Breitkopf 1765.

8) Desgl. nach einer Zeichnung von Fr. Arnaud.

Catalano, gest. von Giov. Brunetti in Rom 1774 in Ant. Eximeno fra i Pastori Arcadi Aristosseno Megareo, dell' Origine et delle Regole della Musica Roma 1774.

9) Desgl. gest. von Rösch in Finauer's Allgem. histor. Verzeichniß gelehrter Frauenzimmer. München 1761. Band I.

10) Desgl. in dem Kupferwerke: Galeries historiques de Versailles, Ser. X. Sect, VI. no. 2658. dessiné par Janet, gravé par L. Berlier.

11) Desgl. gest. von Gio. Volpato in gr. 4.

12) Desgl. gest. von Sysang in 8 *).

13) Bildnisse auf vier verschiedenen Medaillen, welche im 11. Abschnitte unter no. 1, 2, 8 und 11 beschrieben sind und von denen die erstern drei sich in Engelhardts Friedrich Christian ꝛc. Dresden 1828 Taf. I. und II. abgebildet finden.

14) eine Vignette in der Prachtausgabe der Werke Friedrichs des Großen, (erwähnt in der Ausgabe in 8. tom. XXIV. pag. 155. not. c.)

Rücksichtlich ihrer Kenntnisse, der Ausbildung ihrer Talente und Fertigkeiten, zeigt Maria Antonia eine staunenswerthe Vielseitigkeit. Wie sie in den ritterlichen Uebungen des Reitens und Schießens mit den Män-

*) Die unter no. 11 und 12 aufgeführten Kupferstiche haben dem Verfasser, der hier bloß Gerbers Angaben a. a. O. folgen kann, nicht vorgelegen.

nern zu wetteifern vermochte, so zeichnete sie sich, wie wir gesehn, auch durch Geschicklichkeit in weiblichen Arbeiten aus, ihrer culinarischen Thätigkeit gar nicht zu gedenken. Daß sie außer ihrer Muttersprache des Lateinischen, Französischen, Italienischen mächtig war, haben wir schon ersehn, daß sie auch der englischen Sprache kundig war, bestätigt uns außer Mathias Becker in der Trauerrede auf 2c. Maria Antonia, Seite 8, auch der Engländer Ch. Burney (the present state of Music in Germany. London 1773. Vol. I. S. 133) welcher erzählt, daß sie sich, als er ihr in München 1772 vorgestellt ward, mit ihm in seiner Muttersprache unterhalten, dabei aber bemerkt habe, daß „she had learned it of an Irishman, who had given her a vicious pronunciation, which, with the few opportunities she had for practice, made it impossible for her to speak well; but added, that she both read and wrote English constantly every day, and had great pleasure in the perusal of our authors.“ Wir können diesem Verzeichnisse noch die polnische Sprache beifügen, von deren Kenntniß sie selbst kleine Proben in den Band I. Seite 41 gegebenen Briefen an ihren Gatten liefert. Das Latein hat sie nach den ersten Versuchen, deren wir Band I. Seite 5 gedacht haben, nicht liegen lassen; sie pflegt bisweilen lateinische Redensarten oder Citate ihren Briefen einzuschalten. Ein Lieblingssatz, der öfter in ihren Schreiben an den Chur-

fürsten Friedrich August wiederkehrt, ist der: „velle et perficere“, auch sagt sie mehrmals: „je suis comme St. Thomas, si non videro non credam.“ Auch in ihren Briefen an König Friedrich II. führt sie mehrfach den Horaz oder Virgil in der Ursprache an (z. B. Oeuv. XXIV. no. 48. pag. 94, no. 66. pag. 115), während der König, dem die lateinische Sprache fremd war (v. Dohm, Denkwürdigkeiten meiner Zeit, Th. 4. S. 601), den Horaz französisch oder italienisch reden läßt (ib. no. 108. pag. 169, no. 149. pag. 221). Französisch schrieb sie geläufig, wenn auch nicht orthographisch und führte ihre Correspondenzen, wie wir gesehn, meist in dieser Sprache der eleganten Welt. Wenn sie der deutschen Schriftsprache weniger mächtig war, und sich daher, wie wir gesehn haben, bei wichtigern Ausarbeitungen in derselben, fremder Unterstützung bediente (Band I. Seite 119), so kann uns dies, bei dem geringen Grade der Sorgfalt, welche man der Ausbildung in der deutschen Sprache, bei der Erziehung damals zu widmen pflegte, nicht Wunder nehmen.

Wie aber Italien das Land ihrer Wünsche, ihrer Sehnsucht, so war entschieden das Italienische ihre Lieblingssprache, in der sie daher auch ihre größern poetischen Werke abgefaßt hat.

Daß sie die Laute, und mit Virtuosität Clavier spielte, auch eine ausgezeichnete Sängerin war, ist mehrfach belegt worden. Der nurgenannte Engländer

Burney erzählt a. a. O. p. 133, daß sie gegen ihn geäußert, sie habe ihre Stimme, deren Kraft schon durch ihre Niederkünfte und Krankheiten sehr abgenommen, während der Reise nach Italien in Folge der Anstrengungen dabei und des lauten Sprechens, zu welchem sie in den „conversazioni“ genöthigt gewesen, fast ganz verloren; er fährt dann p. 138 ff. fort, „the Electress dowager of saxony sung a whole scene in her own opera of Talestri. M. Naumann accompanied her on the harpsichord, and the Elector played the violin with Körner (erster Violinist in München). She sung in a truly fine style; her voice is very weak, but she never forces it, or sings out of tune. She spoke the recitative, which was an accompanied one, very well, in the way of great old singers of better time.“ An einer andern Stelle sagt er (pag. 125): „Her highness is a poetess, a paintress and so able an musician, that she plays, sings and composes in a manner which dilettanti seldom arrive at.“ Wie sie in ihrem Vortrage nach dem Zeugniß Burney's die gute alte Methode vergangener besserer Zeiten (the way of great old singers of better time) befolgte, so war sie überhaupt Verehrerin der ältern Musik, vorzugsweise wie wir gesehn haben (Band I. Seite 42), der Richtung, welche Hasse eingeschlagen hatte, während Gluck wenigstens anfänglich ihren vollen Beifall nicht zu er-

ringen vermochte, die neuere italienische Musik aber ihr entschiedenes Mißfallen erregte (Band II. Seite 15 und 17). Interessant ist es, wie sie in ihrem Briefe an den König von Preußen vom 28. Februar 1777 (**Oeuvr. de Fred. le Grand tom. XXIV. pag. 293**) über das Charivari der neuern Compositionen klagt, welches von der Menge für schön gehalten werde, weil es viel Lärm errege. Was würde Maria Antonia erst zu sagen haben, wenn sie manche Tonstücke unserer Zeit mit anhören müßte!

Ihrer schriftstellerischen Arbeiten und musikalischen Compositionen haben wir bereits in der Hauptsache nach chronologischer Reihenfolge, wie wir sie entstehn sahen, gedacht, wollen aber hier der Uebersicht halber, eine summarische Zusammenstellung derselben, so weit sie mit archivarischer Bestimmtheit auszumitteln gewesen sind, beifügen, indem wir uns im Uebrigen auf das Verzeichniß, welches Dr. Petzholdt in der mehrfach angezogenen Schrift Maria Antonia Walpurgis 2c. Dresden 1857 Seite 15 fl. gegeben hat, zu beziehn erlauben*).

1) Contes de fée, sind nicht mehr vorhanden (Band I. Seite 21).

2) Eine italienische Cantate zum Geburtstage ihrer

*) Siehe auch Beiträge zur Geschichte der Musik und des Theaters am Sächs. Hofe 2c. von Fürstenau. Wissenschaftliche Beilage zur Leipziger Zeitung 1856 no. 88 zu no. 262 S. $\frac{471}{6131}$ fl. u. no. 89 zu no. 265 S. $\frac{473}{6197}$ fl.

Schwiegermutter 1747 (Band I. Seite 44): in der Privatmusikalien-Sammlung Sr. Majestät des Königs.

3) Cantate Lavinia, in Musik gesetzt zuerst von Manna 1748 (Band I. Seite 45), später auch von Ristori und Naumann (Petzholdt a. a. O. Seite 20 und 23). Der Text ist in dem in der Pr. Secundogenitur-Bibliothek befindlichen Manuscripte Poesie de Ermel. Talea enthalten, auch im Haupt-Staatsarchive zu Dresden vorhanden.

4) Didone abandonata, eine Cantate, in Musik gesetzt zuerst von Ristori 1748 (Band I. Seite 44), später auch von Naumann (Petzholdt a. a. O. Seite 23). Der Text ist in der unter 3. erwähnten Sammlung befindlich.

5) Musik zu einer Cantate von Migliavacca, del Giove fulminator dei Gigante, 1753 (Bd. I. S. 88).

6) Uebersetzung des Demetrius von Metastasio aus dem Italienischen in das Französische 1750 (Band I. Seite 81), in der Prinzl. Secundogenitur-Bibliothek im Manuscript vorhanden.

7) Sentimens d'une ame pénitente sur le psaume Miserere (Band I. Seite 21, 69), eine französische poetische Umschreibung des 51. Psalms. Dieses Werk erschien in Kupfer gestochen, unter dem obgedachten Titel mit dem Zusatze: trad. en vers par Mad. D. Joh. Weiss del. F. Xav. Jung Wirth sc. et scripsit. In der Prinzl. Secundogenitur-Bibliothek befindet sich

ein Exemplar, welches Veränderungen und Verbesserungen von der Verfasserin eigener Hand enthält.

Eine deutsche Uebersetzung führt den Titel: Gesinnungen einer bußfertigen Seele, übersetzt von Brüchting. Leipzig 1764, eine italienische den: Sentimenti d'un anima divota supra il salmo Miserere. Roma 1753. Auch erbat sich die Gräfin Mniszech, Tochter des Ministers Grafen Brühl in einem Briefe vom 12. Mai 1768 die Erlaubniß, dieses Werk und die Oper Talestris in Polen drucken zu lassen.

8) Il triomfo della Fedelta, Pastorale, Text und Musik (?) von Maria Antonia (Band I. Seite 64 fl.), der Text ward gedruckt zuerst in Dresden 1754 und später mehrfach als Textbuch *). Im Jahr 1756 ließ Maria Antonia 300 Exemplare der Partitur in Leipzig bei Breitkopf drucken, was ihr 889 Thlr. kostete und verschickte u. a. eine große Zahl derselben nach Italien: 6 Exemplare erhielt Professor Gottsched in Leipzig, 3 der Abbé Leblanc in Paris 2c. (siehe auch unten no. 11.)

Außerdem erschien die Pastorale in einer französ. Uebersetzung von de Marolle 1765 und zu Dresden bei Walther 1767, auch in deutschen Uebersetzungen unter dem Titel: der Triumph der Treue. Leipzig 1754, und: der Sieg der Treue. Dresden 1767.

---

*) S. Petzholdt Maria Antonia Walpurgis S. 29 fl.

Eine andere deutsche Uebersetzung und ausführliche sehr günstige Beurtheilung der Musik findet sich bei Fr. W. Marpurg historisch kritische Beiträge zur Aufnahme der Musik, Berlin 1757, Band 3, Stück 2, Seite 155 fl., und Stück 4, Seite 299 fl., auch gab der Cammersecretär Gräfe in Braunschweig im Jahre 1755 ein in Musik gesetztes „Sonnet auf das von Ihro Königl. Hoheit der Churprinzessin zu Sachsen selbst verfertigte in Musik gesetzte und abgesungene Pastorell Il Trionfo della Fedelta" bei Breitkopf heraus, wobei eine neue Art, Noten zu drucken in Anwendung gebracht ward (s. Marpurg a. a. O. Band I. Stück 5, S. 508). Eine Arie erschien besonders im Journal Etranger Janv. 1756, gravé par Vendome und die Ouvertüre in Raccolta delle megliore sinfonie etc. bei Breitkopf, Leipzig 1761.

9) Eine Cantate, welche der Capellmeister Schmidt in Augsburg in Musik setzte, 1753 (Band I. S. 88), vielleicht die bei Petzholdt a. a. O. Seite 23 erwähnte, welche in der K. Privatmusikaliensammlung sich vorfindet.

10) Conversione di S. Agostino, ein Oratorium, Text von Maria Antonia, Musik von Hasse (Band I. Seite 68), gedruckt *) 1750 fl., mehrfach als Textbuch italienisch, italienisch und polnisch 1750, italienisch und

*) Petzholdt a. a. O. Seite 16 fl.

deutsch 1756, 1762 in München italienisch bei Franc. Gios. Thuille, auch ins Deutsche übersetzt von Gottsched, in dessen Gedichten Th. II. S. 625 ff. Leipzig 1751.

11) Talestri regina delle amazzoni, opera drammatica, Text und Musik von Maria Antonia (Band I. Seite 88, 136), erschien unter obigem Titel gedruckt*) zu Dresden 1763 und 1770, in Leipzig bei Breitkopf 1765, zu Paris 1765 und mit der Pastorale (no. 8) zusammen zu Rom 1772 und zu München 1760 und 1772, auch französisch trad. en franc. par de Marolle Paris 1765, und in deutscher Uebersetzung von Gottsched, bei Stieler in Zwickau 1766, herausgegeben von Vict. Eleon. Grohmann, geb. Gottsched. Eine das Werk sehr lobende Anzeige enthalten die wöchentlichen Nachrichten und Anmerkungen die Musik betreffend. Leipzig 1766, 2. Stück, S. 9 ff.

12) Eine Cantate zum Geburtstag der Churfürstin von Bayern 1772, in Musik gesetzt von Naumann (Band I. Seite 201 und Band II. Seite 16): in der Privatmusikaliensammlung Sr. Majestät des Königs.

13) Eine Licenza auf den Geburtstag des Churfürsten Friedrich August für die Sängerin Schmehling (Band I. Seite 219).

14) Principes de morale de E. T. P. R. dictés

---

*) Petzholdt a. a. O. S. 26 ff.

par Elle même a P. A. (Prinz Anton): Manuscript in der Prinzl. Secundogenitur-Bibliothek befindlich, (Band I. Seite 166).

15) L'indigent von Mercier, ins Deutsche übersetzt unter dem Titel „der Nothleidende" von Maria Antonia, in Gemeinschaft mit der Churfürstin von Bayern und Markgräfin von Baden 1773 (Band II. Seite 17 fl.) erschien gedruckt 1773.

16) Préparations à la mort 1777. (nicht mehr vorhanden) (Band II. Seite 214).

17) Poesie di Ermel. Talea, zwei Manuscripte in der Prinzl. Secundogenitur-Bibliothek*), enthalten außer den hier unter 3 und 4 erwähnten Cantaten, verschiedene italienische Gedichte zu Geburtstägen und dergleichen.

18) Recueil de Poésies, zwei Manuscripte in der Prinzl. Secundogenitur-Bibliothek, mit Gedichten von Maria Antonia und Andern. Mehrere der in diesen Sammlungen (no. 17 und 18) enthaltenen Gedichte sind von der Churfürstin selbst, auch von Hasse, Manna, Ristori, Ferrandini, Naumann in Musik gesetzt und in der K. Privatmusikaliensammlung noch vorhanden**).

Außerdem haben sich im Haupt-Staatsarchive zu Dresden zwei Manuscripte aus dem Nachlasse der Churfürstin in mehrfacher Abschrift gefunden, welche im

*) Petzholdt a. a. O. Seite 20.

**) Petzholdt ib. Seite 20 fl.

Originale theils von ihrer Hand herrühren, theils in den Abschriften Correcturen von ihrer Handschrift tragen, so daß es allerdings wohl keinem Zweifel unterliegt, daß sie die Verfasserin ist: es ist

19) ein unvollendeter Roman unter dem Titel: **Extrait de l'histoire de S. et C. tiré des lettres écrites par une de ses amies à un ami commun** in 17 Briefen, und

20) ein Bruchstück eines Romans unter dem Titel „**Histoire de Madame la Princesse de C.:**". Demselben liegen vielleicht Thatsachen zu Grunde oder es hatte die Verfasserin wenigstens bestimmte Persönlichkeiten vor Augen, da an die Stelle der Anfangsbuchstaben, mit welchen die auftretenden Personen bezeichnet sind, von Maria Antonia's eigner Hand, die Namen von Personen aus ihrer Umgebung und Bekanntschaft sich an einigen Stellen ausgeschrieben finden. Beide Werke tragen das Gepräge ihrer Zeit und dürften dem Geschmacke der Gegenwart kaum mehr zusagen.

Ihre einzelnen Leistungen auf dem Felde der Malerei, haben wir ebenfalls schon erwähnt *). Wir wol-

---

*) Den Beweis, daß ihr Talent zur Malerei auch von ihr vererbt ward, liefert ein Bildchen, welches Prinz Anton in seiner Jugend ihr widmete und das sich im Haupt-Staatsarchive zu Dresden erhalten hat. Es stellt einen kleinen bausbäckigen Genius mit brennender Fackel und einem auflodernden Herzen dar und trägt die Unterschrift:

Quae tibi matris amans offert praecordia natus,
Accipe: sunt munus, sanguis et illa tuus
Antonius.

len hier, unter Weglassung der Copien, welche sie nach andern Kunstwerken fertigte, nur die uns bekannt gewordenen Originalwerke Maria Antonia's nochmals zusammenstellen.

1) Ihr Portrait in Pastell, 1763 auf der Akademie in Dresden ausgestellt (Band I. Seite 141), welches die oben unter 3 und 4 erwähnten Kupferstiche wiedergeben.

2) Zwei dergleichen in Pastell, welche sich im K. Schlosse zu Weesenstein befinden und als von ihrer Hand gefertigt, bezeichnet werden.

3) Desgleichen, welches sie dem Könige von Preußen Friedrich II. 1769 schenkte (Band I. Seite 253), das nach der Notiz in den Oeuvr. de Frederic le Grand tom. XXIV. pag. 155 not. c. noch in Sans souci sich befindet und in der oben unter no. 14 erwähnten Vignette wiedergegeben wird.

4) Desgleichen mit welchem sie den Prinzen Heinrich von Preußen beschenkte (Band I. Seite 253).

5) Desgleichen welches sie der Churfürstin von Bayern schenkte (Band II. Seite 19).

6) Eine Magdalena, welche in Schleisheim aufbewahrt ward (Band II. Seite 19). Catal. No. 416

7) Ein großes Familiengemälde, welches sie 1773 in München fertigte (Band II. Seite 20), jetzt im Königl. Schlosse zu Weesenstein. Inv. No. 2866 / 2875

8) Portrait des Malers de Marees, 1773 auf

der Akademie zu Dresden ausgestellt (Band II. Seite 18 fl.).

Leider sind aller Nachforschungen ungeachtet, die unter 1 und 8 erwähnten Bilder nicht mehr aufzufinden gewesen.

Es erübrigt nun noch einige Bemerkungen über Maria Antonia's Correspondenzen, die wir in deutscher, lateinischer, französischer, italienischer, polnischer, englischer Sprache finden, beizufügen. Dasjenige daraus, was sich auf sie selbst bezieht, haben wir am geeigneten Orte bereits eingeschaltet und daher nur noch einen allgemeinen Ueberblick über ihren Briefwechsel zu geben. Maria Antonia war entschieden sehr schreiblustig und stand mit so vielen Personen aus allen Kreisen des Lebens im Briefwechsel, daß wir kaum begreifen, wie sie neben ihren übrigen Beschäftigungen dazu Zeit gewonnen. Auf die kalligraphische Ausführung ihrer Schreiben hat sie allerdings nicht viel Sorgfalt verwendet und die Klagen ihrer Mutter hierüber, die wir nicht vorenthalten haben, erscheinen vollständig begründet. Mit dem vorrückenden Alter verschlechterte sich ihre, zuletzt in der That kaum mehr lesbare Schrift immer mehr; sie bildet in dieser Beziehung einen auffallenden Gegensatz zu der schönen Handschrift ihres Sohnes, des Churfürsten und anderer Glieder des sächsischen Fürstenhauses aus jener Zeit, wie der Prinzessin Christine, Aebtissin von Remiremont, des Prinzen Albert von

Sachsen-Teschen, des Churfürsten v. Trier. Daß sie in ihrem Briefwechsel und bei der Wahl der Personen, welche sie mit vertraulichen schriftlichen Mittheilungen beehrte, es bisweilen an Vorsicht ermangeln ließ, darf uns nach dem, was bereits Band II. Seite 237 bemerkt worden ist, eben nicht Wunder nehmen. Wir finden deshalb in den Briefen ihr nahestehender Personen, z. B. ihrer Mutter, wiederholte Warnungen, die aber wohl zu spät kamen oder nicht beachtet wurden. Wahrscheinlich mag denn auch nach ihrem Tode manches unter ihren Correspondenzen gefunden worden sein, was man nicht verlautbaren lassen wollte, wie denn die dem Verfasser vorliegenden Notizen darthun, daß sehr viele Schriftstücke aus dem Nachlasse entnommen und jeden Falls vernichtet worden sind. Immer ist aber die Zahl der noch vorhandenen Briefe sehr groß: das Verzeichniß der fürstlichen Personen aus ihrer Verwandtschaft und andern Fürstenhäusern, mit denen sie Briefe wechselte, umfaßt allein 61 Nummern, deren einzelne weit über 1000 Schreiben enthalten. Außerdem sind noch sehr zahlreiche Briefe von andern Personen aus fast allen Ländern Europas vorhanden, von denen jedoch, die sehr umfängliche Correspondenz des Ministers Grafen v. Brühl, die wir mehrfach erwähnt haben, abgerechnet, nur sehr wenige jetzt noch irgend Interesse bieten könnten.

Aus der Correspondenz mit Verwandten haben wir

zunächst die Briefe ihrer Mutter, der Kaiserin Marie Amalie, hervorzuheben, aus denen wir Mehreres gegeben haben: nicht die Kaiserin, die Mutter hat hier die Feder geführt; wir haben keine Convenienzbriefe vor uns, sondern Ergüsse eines einfachen frommen Gemüths, inniger mütterlicher Liebe. Die Briefe (etwa 450) verbreiten sich daher auch nicht über politische, sondern nur über Ereignisse des gewöhnlichen Lebens, enthalten Rathschläge, wie sie eine Mutter der entfernten Tochter gibt. Rührend sind sie, diese verblaßten Schriftzüge, in denen aber immer frisch bleiben werden die Zeichen der ewigen Mutterliebe. Sehr zahlreich sind auch die Briefe des Churfürsten von Bayern, Maximilian Joseph (etwa 1500—1600): ihm, dem geliebten Bruder, vertraute die Schwester Alles an, was sie bedrückte oder erfreute; daher ward aber neben der gewöhnlichen Correspondenz eine geheime geführt, von der nur Bruchstücke noch existiren, die mit chemischer Tinte geschrieben, meist nicht mehr lesbar sind. Maria Antonia bat ihn auch, ihre Briefe zu verbrennen, was er leider auch gethan zu haben scheint, da sich in dem Königl. Hausarchive zu München nur wenige Schreiben aus jenem Briefwechsel vorfinden. Ein großer Theil der Correspondenz des Churfürsten bezieht sich auf Musik, Sänger ꝛc., bei deren Wahl ihn die kunstverständige Schwester gern mit Rath unterstützte.

Die Briefe der Churfürstin von Bayern, Maria

Anna, sind in den ersten Jahrgängen ziemlich steif, aber leserlich: erst von den 1770ger Jahren an werden sie zahlreicher, zärtlicher, aber auch immer unleserlicher. Sie enthalten Theaternachrichten, Notizen über das gewöhnliche Leben, über Hercules, einen großen Hund, den Maria Antonia ihr geschenkt, der mit der Churfürstin frühstückt, die Caffeetassen zerbricht, den Leuten zwischen die Beine fährt 2c. Personen unter den Spitznamen „la grosse femme,“ „la Madame,“ „die leichte Waare,“ die darin vorkommen, vermögen wir nicht zu demaskiren. Eben so möchten die Notizen über Frisuren und Modelle dazu, welche man zwischen München und Dresden tauschte und von denen eines nicht abgesendet werden konnte, weil „la tête étoit si pesante qu'il eut fallu einen Rüstwagen, pour l'envoyer,“ jetzt wohl kein Interesse mehr bieten.

Von ihrem Oheim, dem Cardinal von Bayern, Johann Theodor, sind gegen 200 Briefe noch vorhanden, während Maria Antonia ihm viel zahlreichere gesendet haben muß, da er in der Regel mehrere zusammen beantwortet. Seine Schreiben aus München 1747 und 1748 enthalten wenig erfreuliche Details über dortige Familienverhältnisse: der geistliche Herr spricht sich aber auch über seine eigne Person sehr unbefangen aus. Es scheint fast, als ob er das votum castitatis nur cum clausula abgelegt. Er klagt sich selbst der Jugendsünden an, die in späteren Zeiten lästige Folgen nach

sich zogen, scheint auch einer Mad. d'Ecker, die in seiner Correspondenz eine große Rolle spielt und unausgesetzt in Wochen liegt, eine besondere Aufmerksamkeit gewidmet zu haben: er hebt u. a. im October 1745 ein Töchterchen derselben aus der Taufe und gibt ihr den Namen Theodora. Auch ein Chevalier de Montot, der einer Selbstdispensation von dem gedachten votum, oder der Zeit vor dessen Ablegung seinen Ursprung verdankte, ward in Folge dieses seines Herkommens von Maria Antonia nach dem Tode des Cardinals vielfach unterstützt. Einstmals sind der Letzteren Bedenken wegen des Tabakrauchens eines Grafen in München aufgestoßen, indem man ihr mitgetheilt, daß dasselbe eigenthümliche entnervende Wirkungen habe: sonderbarer Weise wendet sie sich (1749) wegen Lösung der Frage an den Cardinal, der ihr auch eine beruhigende Antwort ertheilen zu können, in der Lage ist, indem er schreibt: „jose Vous assurer que si meme il le faisoit tous les jours et meme plusieurs fois par jour, que cela ne l'empecheroit point du tout de faire des enfans etc. entre nous dit, moi je ne manque pas de jour à fumer et le reste me reussit mieux que je ne veu.“ Einen Brief des Cardinals ohne Datum (der nach den darin angegebenen Thatsachen aus dem Jahre 1746 sein muß) worin er seinen Besuch beim Könige von Frankreich beschreibt, glauben wir hier um so mehr anschließen zu können,

als darin Aeußerungen des Königs über Maria Antonia mit vorkommen. Er lautet dahin: „J'ai promis a V. A. que dabord apres mon retour de l'armee, je lui donnerai part de mon vojage, voici donc, que je veu m'en acquitter, je suis parti dicy le 11 pour Louveng (Löwen) croiant dy trouver le Roy, et suis arrive a 2 heures sûr le nom de Marquis de Franchimont, mais il ny fût pas, son Camp en etoit eloigne de 3 lieu sur la chosse de Malin (Mecheln), eloigne de cette ville de Malin d'une lieu, je parle des lieus de cette pays dicy ou lieu de France, j'avois avec moi outre mon grand Maitre, le Capitaine de garde, et encore 4 ou 5 autre des mes gentishomes, le ministr de France a ma Cour, le quel j'ay envoies aux Camp du Roy adresse aux Ministr des affairs etrangers, pour savoir quant il plairait aux Roy de me voir, pendant ce temps je m'amusai a voir un petit Camp des Francois qui etoit a Louvegne, ou l'hon me temoigna tant de politesse, que je crois l'hon aurai pas fair davantage pour le Frere du Roy meme, les ajant fait sortir du Camp, et les faisant fair l'exercice. Mon Ministr de France ne retourna qu'a 2 heures apres minuit, et me dit que le Roy serâ charme de me voir le lendemain a 9 heure et demi du matin, je m'y rendit donc, il sortoit de la messe, l'hon mintroduisit en attendant dans

la chambre a mange qui etoit rempli de Prince, Lieutenant Generaux, Marcheaux de Camp, et Ministres ou l'hon pris du thee Caffe, et schokolat, il est impossible de l'expliquer a V. A. les politesse, et satisfactions qui temoigner a me voir, et je puis meme dire soumission, jy passai eunpeu pres une demi heure, apres l'hon m'averti, que je dois aller ches le Roy avec mon grand Maitre seul, qui est estime beaucoup du Roy, et de tout la Cour infiniment, je lui parlai donc, et il me repondi aussi polliment qui est possible, et il me temoigna tant d'amitie, que j'en fus presque confû, j'ai peut sans flaterie. Pour commencer a parler de sa figûr, que si il etoit un simple particulier, il le faudroit aimer par sa phisionemie revenante, et sa maniere charmante, familiere, et bonn grace, si je doit vous parler de son caractere je dois dire, que se la bonte meme, savant, beaucoup de lecture, sachant tout ce qui se passe dans le monde, et ce qui sy est passe, connoissant touttes les caracteres des grand Prince, et parlant beaucoup a tout le monde, il attir les Coeurs de tout le monde, et est adore des ses sujests come un Dieu en terres, et de justice, il sait toutte les moindres detaille de son armee, il va visiter les opiteaux des soldats blesse et malade visite leurs lit, et les marmite, et leurs demande maes enfant vous manque-

til quelque chose, le Minister de guerres est obligé de les visiter touttes les jours. Nous parlam ensemble de touttes sortes des chose une demi heure, il m'interoga beaucoup de notre Familie, il connoit le caractere d'un chacun, je ne vous dirai pas ce quil ha dit de nos deux Electeurs, j'ay mes raison pour cela mais je vous dirai le propre termes donc il s'est servi en parlant de S. M. L'I *et de vous ma cher Niece*, il ha dit votre Imperatrice, est bien la plus digne Princesse qui soit dans le monde et il seroit a souhaiter que l'Electeur son fils ne fiss pas un pas, sans son conseil, et de V. A. il me dit, *j'attant dire de tout le monde qui n'y ha rien dans le monde plus aimable que Votre Niece*. Apres se discours de demi heur il alla aux conseille de guerre, et moi je retournai dans la chambre a mange, et l'hon me dit, que je mangerai avec le Roy, ou je retrouvai tout ses seigneurs si hot mentionne, je demande ce que le Roy fairait apres diner l'hon me dit, que cela netoit pas encor ordone, mais que l'hon dutois, quil mont a cheval, ajant étois la veille toutte la journee dans le Camp. Apres une bonne heur de conference l'hon voin avertir que le Roy ne montrois pas a cheval, et quil avoit ordonne conseil d'Etat apres dine, je ne dit autres chose sinon que j'en suis fache; l'hon voint avertir que moi, le Cordon bleu, les Prince,

et le premier generaux pouves monter ches le Roy, ce que nous fime, et le Roy etois la entre nous toutt le tems, jusqu'a diner a parler tantot avec moi, tantot avec un autre le plus gracieusement du monde: l'hon me vin dire, que l'hon avoit dit aux Roy que quant l'hon avois dit que le Roy ne montait pas a cheval, que javois temoignes du mecontement, que cetoit aparament pour voir l'armee, et que toutte de suit a cet egard il avoit remis le Conseil d'Etat quoique fort necessaire aux lendemain et quil monterois a cheval a 5 heu, je fût donc contant come un Roy, tant pour l'attention que le Roy avois bien voulu avoir pour moi, que davoir l'occasion de voir l'armee. A 2 heures nous mimes a table, jetois a la droite du Roy, les autres etoit tout des Prince, et Cordon bleu, il est inutile de vous les nomer aussi ne pouroje pas, il suffit de dire, que je dout si le bon Dieu etoit en terre, qui puisse avoir une plus belle, plus noble, et plus nombreuse Cour, (est modus loquendi) il est incomprehensible coment l'hon puisse trouver a vivre touttes les jours pour temt de monde, quart outre l'armee qui est composee $\frac{m}{125}$ homme, ou il ny manque pas un homme, il y ha la Cour ou il y a 2000 bouche par jour: tout se Seigneurs hont tous leur grands equipage, le minister de guerre m'ha fait voir combien de ran-

cion de cheveaux hont etoit mange la veille de mon arrive, cela faisoit $\frac{m}{75}$ rancion, et cela tous les jours, pendant la table il etois de la meilleure (humeur) du monde, il ne faisoit que de m'adresser la parolle, il survint aussi la nouvelle que les autrichiens avoit abandonne Malin, l'hon il envoia dabord un gros detachement, et le Roy ha resolu dy aller deux jour apres qui etoit hier, en verite il est tems que ces Messieurs se retir ou quil fasse la paix, quart en verite la superiorite, est trop marque, et trop grande si messieurs les Autrichiens ne veuillent pas etre absolument ecrase, et que les Hollandois ne veuille pas que l'hon consome toutt leurs fromage ches euxs; apres le dine l'hon remonta ches le Roy ou l'hon pris le caffe, et l'hon continua a parler jusqua 5 heure nous nous mimes a cheval, nous etions environs 500 cheveux, a visiter les lignes nous fime un promenade de 3 heur, mais nous pouvions pas venir jusqua bout, parcequils s'etand a 5 lieux, c'est la plus belle chose du monde a voir les plus belle trouppes, et tout trouppes regles, pour vous fair juger des attentions de se Roy, en passant dans l'antichambre il vit son Confesseur, il l'apella et lui demanda, si tout le monde de ma suite etois bien servi, et puis il ordonna que l'hon fasse venir ma voiture dans la Cour interieur du cha-

teaux, disant je veut qui soit traites en Souveraing, cette une chose qui n'est pas permis aux Prince du Sang meme. apres notre retour je fût quelque tems dans sa chambre, je puis pris conge dû Roy ou il me temoigna encore mille amitie me conjurant entre autre de le venir voir a Versailles, a quoi je ne manquerai pas dabord que nous aurons la paix, come vous pouves bien croire apres des reception aussi agreables: je me rafrechy eumpeu ajant souffert une grand chaleur, et avalle beaucoup de poussier et je parti a 9 heur du soir, l'hon m'offrit une escorte, et j'etois asses sott de la refuser, le grand maitre et moi nous etions seul dans la premier chaise mon curier devant, et le Page et le valet pied de campagne derier, apres que nous etions eloigne du Camp environs un heur il y avoit un petit bois, ou il y avoit des marodeures chaches dedans, l'hon comenca a lacher un coup de fussi aux curier, quant mon Postillon antandi cela il comenca a courier fort et nous passames les baqetes quart l'hon nous lacha 7 coup de fusis a 50 pas, mais grace a Dieu il nous hont manque, et nous arrivames sauv et saint a minuit a louvegn: je me couchai dabord, et suis parti le lendemain, a 9 heure, et arrive icy a 5, voila donc tout le detail de mon vojage il est eumpeu long pour veut qui vous enuje pas, je vous envoi

aussi l'ordre de Bataille de l'armee du Roy, je vous prie de mettre aux pieds de mon adorable Imperatrice, et peut etre elle sera curieuse de nouvelle de mon vojage je croires donc qui seroit fort a propos si vous ly faisies lire cette lettre, et vous ma cher, et plús que cher Niece, je vous prie de continuer toujours les amities, et bontes pour un Oncle qui vous aime a l'adoration

Jean Theodore."

Prinz Albert von Sachsen-Teschen, dessen Briefe (etwa 250) nicht nur mit schöner Handschrift, sondern auch — eine seltene Ausnahme bei den Correspondenzen jener Zeit — orthographisch geschrieben sind, liefert meist nur Nachrichten von seinem Leben und von seiner „petite femme." Als ihn Maria Antonia darüber befragt, wie sie eigentlich die Adresse ihrer Briefe an diese zu fassen habe, gibt er ihr den allerdings nicht ganz erschöpfenden Rath, „je crois toujours que le meilleur sera de faire la dessus ce que bon Vous semblera." Ein Brief vom 6. Decbr. 1772 enthält eine ausführliche Abhandlung über die Bereitung und Sorten der Ungarweine, die für deren Liebhaber vielleicht jetzt noch von Interesse sein kann.

Der übrigen dieser Categorie angehörigen Briefe ist, so weit sie von einiger Erheblichkeit erschienen, bereits gedacht und sie bieten uns keine Veranlassung zu weiterer Besprechung. Einer speciellern Erwähnung bedarf

aber die Correspondenz mit dem Könige von Preußen, Friedrich II., welche, nachdem die im Haupt-Staatsarchive zu Dresden befindlichen Originalbriefe des Königs in Abschrift nach Berlin mitgetheilt worden, in der neuen Ausgabe der **Oeuvres de Frédéric le Grand** im Druck erschienen ist*).

Man würde sehr irren, wenn man diese Briefe lediglich als Ergüsse zweier schönen Seelen, oder aus dem Bedürfnisse der Correspondenten, Geistesblitze mit einander zu tauschen, hervorgegangen, betrachten wollte. Maria Antonia bestimmten bei Einleitung dieses Briefwechsels sehr wesentlich politische Motive, die es ihr wünschenswerth und nöthig erscheinen ließen, den mächtigen Nachbar für ihre Pläne zu gewinnen: dies geben (was auch der Herausgeber Prof. Preuß a. a. O. tom. XXIV. p. XIII. bemerkt) ihre Briefe sehr deutlich an die Hand, wie denn die polnische Krone, eine Differenz wegen Präcedenz der Minister, die Handelsverhältnisse, gleich in den ersten Schreiben den Gegenstand der Verhandlung bilden. Wie sie den Aufenthalt in Berlin 1769, (Band I. Seite 232 flg.) benutzte, um für politische Zwecke auf den König einzuwirken, so diente ihr dazu auch ihr Briefwechsel mit ihm. Der König würde nun wohl lieber sich mit der geistreichen

*) In der Ausgabe in 8 Band 24 Seite 39 fl. Berlin 1854 mit einem Nachtrage in Band 27 p. II Seite 315 fl. Auch die Prachtausgabe ist immittelst bis mit dem 27. Bande erschienen.

Fürstin unterhalten, als diplomatische Noten mit ihr gewechselt haben, wie dies auch aus der Fassung mehrerer seiner Briefe deutlich hervorgeht; da er es aber doch nicht vermeiden konnte, auf Maria Antonia's Auseinandersetzungen einzugehn, so ist zu vermuthen, daß er dabei auch alle Vorsicht gebraucht haben wird, welche ihm die besondere Natur der Correspondenz gebot. Wie uns daher der Herausgeber des Briefwechsels a. a. O. pag. XII. mittheilt, daß sich ein Theil der Briefe des Königs im Archive zu Berlin in Abschriften, welche die Cabinetsräthe gefertigt, gefunden, so wird auch Maria Antonia ihrer Seits jenen Briefwechsel nicht lediglich als einen privaten betrachtet haben. Es kann daher nicht Wunder nehmen, daß sie einen Theil der Briefe, welche sie an Friedrich II. sendete, als diplomatische Actenstücke, nicht selbst abfaßte, sondern vom Geh. Cabinetsminister Grafen von Sacken redigiren ließ, ja daß über die Fassung einzelner Stellen erst eine Correspondenz zwischen ihr und ihrem Sohne, dem Churfürsten, statt fand, so daß sie einmal schreibt: „il est vrai qu'on me fait dire bien des douceurs à ce Roy, mais il m'en dit tant, qu'il faut bien lui en rendre.“ Einige Briefe der Churfürstin an den König, welche der Verfasser erst neuerdings im Haupt-Staatsarchive im Concepte aufgefunden hat und die in der neuen Ausgabe der Oeuvres de Frédéric le Grand fehlen, mögen hier folgen.

1.

„à Dresde le Decemb. 1764*).

Sire

Si l'amitié n'aveugle entièrement que les gens ordinaires, elle influe toujours dans les jugemens de ceux même qui ont le plus d'esprit. Eh bien, Sire, je croirai que j'ai quelque peu de mérite, et que les bontés de V. M. le lui exagèrent à Elle-même. Mon amour-propre ne perdra rien à ce petit arrangement. Voilà, Sire, ma réponse à la courte mais obligeante lettre que Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24. du passé.

Le Colonel de Stutterheim aura l'honneur de remettre celle-ci à V. M. Je ne puis me refuser la satisfaction de recommander cet officier à vos bontés: Vous serez content de son esprit et de son caractere. Il connoit mes sentimens pour Votre Majesté: permettez, Sire, qu'il ait l'honneur de vous en entretenir quelquefois; il Vous convaincra de la haute consideration et du sincere attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être etc."

*) Dieser Brief ist derjenige, welcher in den Oeuvres de Frédéric le Grand in 8 tom. XXIV. pag. 75 not. b. als verloren angegeben wird. Die Antwort darauf enthält der Brief des Königs vom 23. December 1764. ib. no. 33. p. 75.

2.

Ohne Datum*).

V. M. fait très bien de songer à recruter les Muses. Il y a longtems que les neuf ne suffisent plus à toute la besogne que Vous leur donnez. Quand vos prédécesseurs en heroisme en employoient une ou deux c'étoit beaucoup. Le reste démeuroit sur son double mont, les bras croisés, baillant quelquefois et faisant plus souvent bailler les autres. Elles ont du être bien surprises de se voir occupées toutes à la fois, un peu loin de chez elles, et plus constamment qu'elles ne l'ont jamais été. Elles vous remercieront, Sire, de leur procurer un peu de relache; mais je doute fort que pour le coup elles applaudissent à vôtre choix. Quand j'aurois une partie des talens que votre indulgence veut bien me supposer, les Amans, dit-on, font rarement de bons vers pour leurs Maitresses. Dés lors la personne de la terre la plus passionnée pour votre gloire, est la moins propre à la chanter.

Rendons nous justice Sire. V. M. est née pour faire des choses sublimes et moi pour les admirer

*) Der Brief ist, wie aus der darin vorkommenden Erwähnung des Unfalls, den Maria Antonia in München 1774 erlitt, hervorgeht, aus diesem Jahre und enthält wahrscheinlich die in den Oeuvres de Frédéric le Grand tom. XXIV. fehlende Antwort auf den Brief des Königs vom 20. October 1774 ib. no. 184 p. 272 fl.

dans le silence. Vous donnez à l'Europe la guerre ou la paix. Moi je tremble de vôtre guerre et quand vous me promettez la paix pour le Nord de l'Europe, je vous prens au mot, Sire, et je me crois en ce moment plus habitante du Nord, qu'une Norvégienne.

Ma santé s'affermit de jour en jour. Je recommence à marcher, ce qui n'est pas un petit plaisir, après trois ou quatre mois de privation, car n'est ce pas là la source de nos plus grandes voluptés? En attendant j'ai supporté mon mal comme j'ai pu. Frédéric, me disois je, n'a pas été exemt de souffrances. J'éprouvois que nés pour souffrir, nous n'avons de meilleur spécifique pour diminuer le sentiment de nos peines, que l'exemple des grands hommes, dont l'ame s'est élevée au dessus des vicissitudes du sort.

Telle est la vôtre Sire. Jamais des circonstances plus variées n'ont présenté aussi constamment le même héros. Toujours grand, toujours sublime, le spectacle de vôtre vie sera un jour comme celui du soleil. Brillant et majestueux dès son lever, éclairant et vivifiant la terre dans sa course, placé bien au dessus des nuages, qui semblent l'obscurcir et les dissipant tôt ou tard, se couchant enfin comme il s'est levé.

Puisse-t-il ne se coucher que pour nos ar-

rière petits neveux! et puisse je toute ma vie jouir de son influence favorable! Un peu plus ou un peu moins d'éloignement ne m'en privent pas entièrement. Je le sens à chaque lettre, dont V. M. m'honore, à chaque nouvelle, que j'apprens de Vous. Eh! quel est le jour, où l'on ne nomme Frédéric, et où je ne lui rende un nouvel hommage. Je suis avec l'admiration infinie et la haute estime, qui ne finiront qu'avec mes jours etc.

3.

Ohne Datum.

Sire.

Au moment que je comptois écrire à V. M. par Mr. d'Alvensleben et la remercier des témoignages de bonté contenus dans Sa dernière lettre, je me sentis attaquée d'une maladie, qui m'a retenuë au lit pendant plusieurs semaines, et qui m'a mise hors d'état de m'occuper des objets mêmes qui me sont les plus chers. Après avoir longtems souffert et par le mal et par les remèdes, que ma situation avoit rendu nécessaires, je saisis le premier moment moins douloureux de ma convalescence, pour me rappeler au souvenir de V. M. Pourquoi faut il, Sire, que vous me ressembliez du côté des souffrances corporelles? Le bienfaiteur de l'humanité ne devroit il pas être exemt de ses maux?

Vous avez fait dans cet intervalle une perte

bien sensible dans la personne de la respectable Mère du Prince de Prusse. Puissiez vous, Sire, n'en plus faire de pareille et n'éprouver desormais que les sentimens agréables que vous prouvez aux autres! Votre dernière lettre prouve bien, que V. M. sait également obliger et relever le bien qu'Elle fait par tout ce qui peut le rendre touchant. La reconnoissance est nôtre partage et la mienne ne finira qu'avec ma vie, ainsi que l'admiration sans bornes et la haute considération avec laquelle je suis etc."

Dieser Brief, der des am 13. Januar 1780 erfolgten Ablebens der Prinzessin Luise Amalia, der Wittwe des Prinzen August Wilhelm von Preußen (Mutter des spätern Königs Friedrich Wilhelm II.), so wie der Krankheit Maria Antonia's (welcher ihr Tod folgte) gedenkt, ward wahrscheinlich in den letzten Tagen des Monats Januar 1780, wo die Churfürstin, wie wir gesehn haben (Band II. Seite 216) sich wohler befand, geschrieben, und bildet sonach den Schluß ihrer Correspondenz mit dem König.

Von den sehr zahlreichen Privatpersonen, deren Briefe sich finden, wollen wir zunächst eine Correspondentin erwähnen wegen ihrer merkwürdigen Persönlichkeit und des Aufschlusses, welchen uns ihre Briefe über ihre Schicksale und ihr nahes Verhältniß zu Maria Antonia geben. Es ist Elisabeth Chudleigh, später

Herzogin von Kingston. Die historischen Hülfsmittel erzählen uns von ihr, daß sie, die Tochter des englischen Obristen Thomas Chudleigh, sich im Jahre 1744 mit Hervey, dem Sohne des Grafen von Bristol, verheirathete, ihn aber am Tage nach der Hochzeit verließ, von ihm geschieden ward und den Herzog von Kingston heirathete. Nach dessen Tode ward sie durch sein Testament in den Nießbrauch seines Vermögens gesetzt, aber von seinem Neffen der Bigamie angeklagt, weil ihre frühere Ehescheidung ungültig gewesen sei. Das Oberhaus erklärte sie auch für schuldig, und sie sollte nun mit einem glühenden Eisen gebrandmarkt werden, eine Strafe, der sie nur dadurch entging, daß sie sich auf ein Gesetz bezog, welches die Pairs von dieser Strafe ausnahm. Sie lebte dann glänzend von dem Vermögen ihres zweiten Gemahls. So das, was wir in Druckschriften über sie gefunden, was aber mit dem, was sie selbst an Maria Antonia schreibt, nicht vollständig übereinstimmt. So weit die dem Verfasser vorliegenden Briefe reichen, trat sie zuerst im J. 1765 auf eine sehr eigenthümliche Weise in Berlin auf, indem sie bei Hofe einige Flaschen Wein leerte, dann taumelnd tanzte und sich kaum vor dem Umfallen bewahrte, wie dies König Friedrich II. in einem Briefe vom 22. Juli 1765 meldet (s. Oeuvr. tom. XXIV. no. 45. pag. 90). Maria Antonia muß sie damals noch nicht persönlich gekannt haben, wie aus ihrer Antwort hervorgeht (ib.

no. 46. pag. 91), allein bald darauf ihre Bekanntschaft gemacht und an jenem Vorgange in Berlin keinen Anstoß genommen haben, denn die Briefe der Chudleigh an die Churfürstin, welche wir finden, verrathen offenbar große Vertraulichkeit.

Im Februar 1769 schreibt sie zuerst von ihrem Ehescheidungsprocesse „j'ay gagné mon proces avec toute honneur, le sentence du juge que mon adversaire payera les frais du processe de tout coté et qu'il n'oseroit jamais se vanté d'etre mon mari en peine d'excommunication de l'Eglise et que je-toit en liberté a me marier, a qui que soitte et toutes mes biennes a disposer selon mon gre, car nos loix ne permette pas des mariages du l'enfance." Sie legt diesem Briefe eine französische Uebersetzung des Urtheils des Erzbischofs von London in dem Eheprocesse bei, worin es heißt, daß Elisabeth Chudleigh (den Namen ihres ersten Mannes Hervey scheint sie nie geführt zu haben) „a été et est fille et libre de tout engagement matrimonial et épousailles et très nommément avec Auguste Jean Hervey": diesem, der: „a calomnieusement et frauduleusement vanté et publiquement affirmé qu'il avoit contracté un mariage avec la susdite Chudleigh" — wird deshalb ewiges Stillschweigen auferlegt.

In einem Briefe vom 14. März 1769 unterschreibt sie sich zuerst mit dem Namen Kingston und wir ersehn,

daß ihre Verheirathung am 10. März desselben Jahres erfolgt war „un peu à la hate, mais avec la permission de l'Archevêque de Canterbury et de la cour, pour empêcher les tracasseries et les jalousies."

Im Jahr 1774 starb der Herzog von Kingston und seine Wittwe, die, wie wir aus ihren Briefen sehn, längere Zeit in Frankreich und Italien gelebt, beginnt, über die Verfolgungen des Neffen ihres Gatten zu klagen.

Im Februar 1775 schreibt sie aus Rom „ses terres (d. h. die ihres Gatten) restent pour moi, tant que je vivrais et rentrent encore dans sa maison: il a desherité l'ainè de ses neveux, parce qu'il avoit deshonoré sa maison et il a mis à sa place le second frere etc. Ils ont taché de detruire le testament, ils ont commencè un proces en chancelerie, ils se sont bientot appercu, que cela couteroit beaucoup. Le proces qu'ils me font aujourdhui, est le plus barbare, qu'on puisse imaginer: il est de cette espece, que si je ne paroisse pas devant le juge pour les causes criminelles sur la fin de mois de Juin, les lois de mon pays disent, que je suis de moi meme condamné." Sie bemerkt, daß die ihr drohende Strafe die der Verbannung auf 7 Jahre sein würde, versichert, ihr körperlicher Zustand werde ihr die weite Reise nicht möglich machen, und bittet

Maria Antonia, sie möge in Gemeinschaft mit dem Churfürsten von Bayern und dem Kaiser dahin wirken, daß der König von England ihren Proceß niederschlage, was dieser, der ihr sehr gewogen sei, gern thun würde, wenn er dazu einen genügenden Vorwand habe: nur müsse das geschehn auf eine Weise, als ob sie selbst davon nichts wisse. Maria Antonia scheint aber dieses Vermittleramt nicht übernommen zu haben, denn wir sehn aus spätern Briefen, daß die Herzogin von Kingston, obwohl krank, die Reise von Rom nach Calais, theilweise in einer Sänfte, mit großen Beschwerden unternahm, in Calais durch einen heftigen Sturm zurückgehalten, mit Lebensgefahr nach Dover übersetzte und vor dem Schlusse der ihr gesetzten Frist in London ankam. Am 24. Mai 1775 erschien sie zum ersten Mal, wie sie schreibt, „dans la premiere cour de justice du Roy avec quatre personnes pour etre caution que je parroiterez quand les seigneurs pairs du Roy le jugeront necessaire", und meldet schlüßlich in einem Briefe ohne datum: „ce fut mardy 27 vers les dix heures du matin, que ma cause fut portée à la cour supreme de la chancellerie, le jour d'apres lon emploia contre moi toutes les ruses imaginables que la chicane puisse inventer. Cependant la cour fortement et evidement convaincu de mon innocence a decide en ma faveur: le decret prononcé par le premier juge de la chancellerie

18*

est si complet et si decisiv, que je me vois hors du danger de la malice de mes ennemis a l'avenir joint a ce decret qui m'assure la possession de mes biens."

Diese Nachricht ihrer Freisprechung steht allerdings mit dem, was gedruckte Quellen besagen, in directem Widerspruch. Im Jahre 1776, während Maria Antonia in München war, kam die Herzogin v. Kingston dahin, in der Absicht, in Bayern ihren Aufenthalt zu nehmen, vorausgesetzt, daß man ihr dort eine dem von ihr beanspruchten Range entsprechende Stellung einräume, was aber Schwierigkeiten fand, zumal die Eigenthümlichkeiten der Dame nicht alle von liebenswürdiger Art waren. Lady Sussex eine Engländerin, mit welcher Maria Antonia ebenfalls correspondirte, bemerkt über die Herzogin zu dieser Zeit: „her own mind is the worst enemy she has to fear." Auch die Churfürstin von Bayern erwähnt sie in ihren Briefen an Prinz Xaver. Am 12. Novbr. 1776 schreibt sie: „A present nous allons faire la fameuse connoissance de la Duchesse Kingston, grande amie de F. W. (Bezeichnung für Maria Antonia): elle voulut la produire au public, mais l'Electeur ne sachant sur quel pied la traiter ni quels noms lui donner, surtout son proces n'etant pas finie, (?) a trouvez, qu'il valit mieux que nous la voyons chez Elle. J'avoue qu'apres en avoir tant entendue parler et

lu dans touttes les gazettes, je suis tres curieuse de la voir.“

Nach gemachter Bekanntschaft der Dame bemerkt die Churfürstin von Bayern gegen Prinz Xaver am 16. Novbr. 1776: „L’Electrice de Saxe m’a retenue chez Elle ou se trouva sa bonne amie la Duchesse de Kingston, qui part aujourdhui; il seroit superflus de Vous parler de cette dame, Vous la connoissez personellement et son proces a fait assez parler d’Elle. Pour moi, j’avoue qu’apres tout cet eclat, a sa place je n’aurois pas tant de plaisir a me produire ni tant de tranquillité. On n’est occupé ici que d’Elle“, und am 19. Novbr. 1776: „La Duchesse de Kingston est encore icy, car en voulant partir on s’est apercu, que son carrosse etoit cassé: je crois qu’Elle n’en est pas fachée, il paroit qu’Elle se plait icy. Pour F. W, je crois qu’Elle sera charmèe quand elle sera partie, car malgre cette grande amitie, cela la gene beaucoup.“

Auch später bildet die Herzogin und die ihr einzuräumende Stellung noch vielfach einen Gegenstand der Correspondenz Maria Antonia’s mit dem Churfürsten von Bayern, der aber, deren lebhafter Verwendung für ihre Freundin ungeachtet, doch die Wünsche der Dame zu erfüllen, Bedenken trug. Im Jahr 1778 kam sie nach Dresden und war hier, wie das Hof-Journal

uns, als letzte Spur von ihr, vermeldet, am 15. Januar 1778 bei der verwittweten Churfürstin zur Tafel.

Wenn wir so eben des Briefwechsels der Letzteren mit einigen englischen Damen gedacht haben, so scheint hier der Ort zu sein, einen im Concept sich vorfindenden Brief anzufügen, den sie an einen nicht benannten Lord (vielleicht den Gemahl der nurerwähnten Lady Sussex) richtete und der entschieden das Gepräge ihres Geistes, ihres Wissens und liebenswürdigen Wesens trägt. Er lautet also:

„My Lord,

Je suis entièrement redevable à Votre politesse du compliment flatteur, que Vous mes faites à l'occasion de l'allié distingué que Vous venez de me présenter. Je ne saurois dissimuler effectivement de m'être senti de bonne heure du gout pour la poësie, la musique et la peinture, et s'il m'est arrivé d'essayer quelque chose dans chacun de ces trois genres respectifs, c'étoit plutôt pour mon amusement particulier, que dans l'espérance d'y exceller, felicité qu'il faut céder de bonne grace aux grands maitres, qui réussissent heureusement dans ces beaux arts.

Vous aurez la bonté, My Lord, pour cette raison, d'excuser, si je renonce à tout droit et titre à l'alliance honorable, que Vous me proposez avec ce Prince harmonieux des poëtes lyriques latins,

de crainte qu'une émulation téméraire ne m'attirât le sort funeste, dont notre auteur ménace les inconsiderés, qui oseroient s'ingerer à imiter ce modele inimitable, qu'il avoit choisi pour lui même et que Flaccus, et Flaccus seul, pouvoit peutêtre avoir entrepris impunement.

„Pindarum quisquis studet aemulari
Jule, ceratis ope Daedalea
Nititur pennis, vitreo daturus
Nomina Ponto" *)

Vouloir imiter Pindare,
C'est chercher, nouvel Icare,
Sa perte au milieu des airs,
En s'élevant jusqu'au nues,
Par des routes inconnues,
Pour tomber au fond des mers.

S'il faut que nous la plus part des modernes, désespérions d'atteindre à la perfection des anciens Grecs et Romains, c'en est au moins quelque consolation d'avoir acquis le discernement nécessaire pour pouvoir découvrir leurs beautés, en être touché, gouter leurs délicatesse et apprécier tous les traits exquis ensemble du petit nombre qui en ait atteint le sommet.

Je suis autant éprise du ciel clair et serein de Nice et de la chaleur bienfaisante de son hiver,

---

*) Horat. carm. libr. IV. ode 2 v. 1—4.

pour avoir en quelque façon remis votre santé, que je le suis peu du caractere insociable et de la négligence crasse et ignoble pour les beaux arts et les sciences de ses habitans faineans et paresseux. L'air d'importance qu'ils affectent de se donner et d'étaler a leurs petits conversaziones et à leurs tables de jeu à peuallons, (?) me fait venir dans l'esprit un reproche d'orgueil, de sotte vanité, et de suffisance empreintée, qu'entre d'autres fautes nationales on faisoit jadis à leurs ancêtres, les Liguriens, et dont leurs „Seri Nepotes" ou petits neveux paroissent avoir herité.

„Vane Ligus, frustraque animis elate superbis" *)

Vain glorieux, hautain, mais lâche Ligurien, est-ce ainsi que tu soutiens tes bravades?

J'en ressentirois un double plaisir si c'eut été la volonté du Seigneur de renouveller à l'Eglise le don miraculeux de transporter des montagnes et qu'elle possèda dans les tems primitifs, car le deplacement de quelques unes des Alpes, Vous auroit applani et raccourci le chemin pour venir en ligne droite de Nice en Bavière, ou je me réjouirois de Vous voir, dans le même tems que je serois enchantée de la confusion, dont les esprits

*) Virgil Aen. libr. XI. v. 715.

libertins effrontés et incredules du siecle seroient tous couverts, mais cette engeance perverse et abandonnée ne merite cette faveur de la part de l'Etre suprême. Je serais très charmée d'apprendre des nouvelles de Vôtre heureuse arrivée à Londre, s'il ne tenoit qu'a moi l'air pure et les eaux médicinales de Tunbridge acheveroient cet été de Vous confirmer en parfaite santé.

Je fais bien mes complimens aux aimables nièces qui en ont un si tendre soin: si mes souhaits pour son rétablissement pouvoient être en effet si salutaires, qu'ils sont vrais et sincères, Vous ne Vous plaindriez jamais plus des infirmités. Je Vous suis bien obligé de l'intérêt que Vous prenez à la conservation de la mienne, qui, Dieu en soit loué est passablement bonne. Qu'en pensez Vous, est-ce que le „bruma recurrens“ *), le retour de la mauvaise saison, Vous ramènera l'hiver prochain à quelque coin doux et benin, qui puisse ressembler à Tivoli pour la bonne compagnie au moins plus que Nice. Quoiqu'il vous arrive, Je suis et serai toujours avec verité et estime etc.

P. S. Une petite faiblesse des yeux me fait employer le plus jeune des mes Fils **) qui a

*) Beziehung auf Horat. carm. IV. ode 7. v. 12 „Bruma recurrit iners.“

**) Prinz Maximilian hat hiernach den ihm von seiner Mutter französisch dictirten Brief, ins Englische übertragen.

appris l'anglois, comme secrétaire, à fin de vous écrire cette lettre pour moi.“

Anschließen wollen wir ferner nachstehendes, im Concept vorhandenes Schreiben, welches die Churfürstin, wahrscheinlich zu Anfang des Jahres 1780 an eine später berühmt gewordene Dame richtete, die damals mit ihrem Erstlingswerke hervorgetreten war, an die Gräfin von Genlis (Stéphanie Félicité Ducrest de St. Aubin, Comt. de G.)

„L'abbé de Wiázewicz, s'est arrêté plusieurs jours à Dresde: il m'a été présenté, et j'ai eu occasion de lui rendre toute la justice qui lui est dûe. Par un motif d'intérèt personel j'ai retranché tout ce que l'étiquette du rang pouvoit avoir de gênant: j'ai beaucoup gagné par là, puisque j'ai eu le plaisir de m'entretenir librement avec un homme instruit, honnête qui indépendamment des prérogatives de sa naissance, mérite les distinctions les plus marqueés. C'est à lui que je dois l'avantage d'avoir lû les pièces de théatre que Vous avez composé*), Madame, à l'usage des jeunes personnes. Je n'entreprendrai pas d'en faire l'éloge: l'humanité reconnaissante et sensible doit applaudir avec attendrissement à vos leçons, ainsi

---

*) Théâtre à l'usage des jeunes personnes ou Théâtre de l'éducation. Paris 1779—80.

qu'aux modèles, que Vous proposez, et d'avance votre censeur en a dit ce que j'ai senti en lisant: il a exprimé le sentiment dont j'étois pénétrée, le même qui animera sans doute tous ceux qui liront vos ouvrages: mais à la suite de cette lecture, je ne puis me refuser à la satisfaction de Vous marquer la haute idée que j'ai de Vous et l'éstime sincère que je Vous ai voué. Je souhaite d'unir à ces sentimens celui de l'amitié la plus cordiale: je Vous l'offre Madame la Comtesse, avec toute la franchise dont je suis capable, et j'aime à croire que Vous la partagerez. Je ne saurois finir sans Vous prier d'embrasser vos chers enfans, je le fais en idée étant au reste

Votre trés affectionnée

M. A."

Schlüßlich haben wir Voltaire zu erwähnen. Daß Maria Antonia mit ihm in Briefwechsel gestanden, bestätigt ein Schreiben ihrer Mutter vom 21. April 1754, worin diese sich für die ihr von Ersterer zugesendeten Auszüge aus Voltaires Briefen bedankt. Wir haben aber nur den nachstehenden Brief von ihm aufzufinden vermocht, der in eine frühere Zeit fällt und die beiderseitige Correspondenz noch nicht eingeleitet haben kann, da er die Bemerkung „Sans reponse" trägt.

„Madame a berlin 14. Fevriér 1752.

Privé du bonheur de faire ma cour a Votre Altesse Royale et de L'admirer de pres, je saisis au moins touttes les occasions de Luy marquer mon profond respect, et mon ambition de mériter Ses bontez et Son suffrage. Je la supplie de recevoir avec indulgence cette histoire*), qui par l'importance du sujet, merite Ses regards, et qui d'ailleurs est un livre unique qu'on ne trouve chez aucun libraire. Ces considérations ne sont pas les seules qui justifient la liberté que je prends. Votre Altesse Royale trouvera dans cet ouvrage des veritez, soit dans ce qui regarde les affaires publiques au gouvernement des quelles Vous etes destinée, soit dans ce qui concerne les beaux arts, que Vous protegez et que Vous cultivez.

Votre Altesse Roiale ne doute pas qu'apres les choses étonnantes que j'ay vues d'elle, apres l'avoir admirée en italien et en francais, je ne doive regarder comme le plus beau jour de ma vie, celuy ou je pourais me mettre a Ses pieds c'est la seule ambition que j'aye, et elle m'est commune a tous ceux, qui sentent le prix des

*) Wahrscheinlich war die übersendete Schrift Le Siècle de Louis XIV., ein Werk das Voltaire während seines Aufenthalts in Berlin ausarbeitete und das 1751 zuerst von Francheville herausgegeben ward. s. Suchet Histoire littéraire de M de Voltaire. Cassel 1780. tom. I. p. 236, 240.

grands talents, des vertus, et des graces. Je suis avec autant de respect que d'admiration

Madame

de Votre Altesse Royale

le tres humble et tres obeissant

serviteur

de Voltaire.

gentilhome ord. de la chambre

du roy de france.

chambellan du roy de prusse."

Die im Jahre 1748 in Dresden bei Walther herausgekommene Ausgabe der „Oeuvres de Mr. de Voltaire", welche von dem Verleger der Churprinzessin dedicirt ward, enthält tom. IX S. 189 ein Gedicht, welches aller Wahrscheinlichkeit nach an Maria Antonia gerichtet ist. Schon die Ueberschrift „Lettre à son Altesse Royale, Madame la Princesse de ***" deutet auf sie und die darin u. a. vorkommenden Worte:

Princesse, au dessus de votre age,
De deux cours auguste ornement,
Vous employez utilement
Ce tems qui si rapidement
Trompe la jeunesse volage:
Vous cultivez l'esprit charmant,
Que vous a donné la nature,
Les reflexions, la lecture,
En sont le solide aliment,
Et son usage est sa parure.

erscheinen offenbar sehr passend in ihrer Anwendung auf die damalige Churprinzessin, deren Geist und ernste Studien Voltaire gewiß schon damals nicht unbekannt geblieben waren.

Elfter Abschnitt.

Die auf Maria Antonia bezüglichen Münzen und Medaillen.

Um Alles zu erschöpfen, was auf Maria Antonia Bezügliches aufzufinden gewesen, wollen wir schlüßlich noch die Numismatik zu Hülfe rufen und ein Verzeichniß und eine genaue Beschreibung der Münzen und Medaillen, welche ihr Andenken der Nachwelt bewahren, folgen lassen*). Sollte die nachfolgende Mittheilung vielleicht als zu sehr in minder erhebliche Einzelnheiten eingehend erscheinen, so dürfte dies darin Entschuldigung finden, daß ein vollständiges Verzeichniß der fraglichen Münzen überhaupt nicht existirt, eben so wenig Abbildungen von allen vorhanden sind, auch die Beschreibung mehrerer, über welche etwas in Druckschriften sich

*) Diese numismatischen Notizen, soweit sie nicht aus bekannten Druckwerken entnommen werden konnten, beruhen auf Mittheilungen des Herrn Archivar Erbstein und Herrn von Römer auf Löthayn.

findet, wie sich bei der Vergleichung mit den Originalen ergab, für den Numismatiker Einiges zu wünschen übrig läßt.

Die hier einschlagenden Münzen und Medaillen sind folgende:

1) Die auf Maria Antonia's Vermählung von Christian Wermuth gefertigte Medaille in Speciesthalergröße.

Auf der Hauptseite befindet sich das Brustbild des Königs August III., mit über die Schultern herabfallenden, gelockten Haaren, von rechter Seite, mit dem Ordensbande und Kleinode des goldnen Vließes, in einfachem Gewande, im Armabschnitte: W., mit der Umschrift:

AUGUSTUS III D:ei **G**:ratia **REX POL**:oniarum **D**:ux **SAX**:oniae **S**:acri **R**:omani **I**:mperii **ARCHIM**:arschallus **&** **EL**:ector.

Auf der Rückseite erscheinen die einander gegenüber gestellten Brustbilder des Brautpaares und zwar auf der rechten Seite das des Churprinzen, auf der linken das der Churprinzessin, mit der Umschrift:

FRIDERICI CHRISTIANI REG:ii **POL**:oniarum **EL**:ectoratus **SAX**:oniae **PRINC**:ipis **& ANTONIÆ BAVARÆ CONNUB**:ium.

Unten im Abschnitte unter einer Leiste in zwei Zeilen: **MONACHII—MDCCXLVII.**

Wiegt in Silber ausgeprägt 2¼ Loth.

Abgebildet in A. M. Engelhardt: Friedrich Christian, Churfürst zu Sachsen ꝛc. Dresden 1828. Tafel II. no. 2.

2) Die auf dieselbe Begebenheit von dem Medailleur F. A. Schega gefertigte Medaille in Doppelthalergröße:

Auf der Hauptseite erscheint das Brustbild des Churprinzen von rechter Seite, mit langen, im Nacken durch eine Schleife zusammengehaltenen Locken, mit Halstuch, Brustharnisch und gesticktem Kleide mit dem Ordensbande; im Armabschnitte des Medailleurs Name: A. SCHEGA mit der Umschrift:

FRIDERICUS CHRISTIANUS REG·ius PRINC·eps POL·oniarum & SAX·oniae.

Die Rückseite stellt das Brustbild der Churprinzessin von linker Seite dar, mit über die Schultern herabfallenden, mit einer Perlenschnur und Bändern durchflochtenen Locken, im Spitzenkleide und Hermelinmantel, mit der Umschrift:

MARIA ANTONIA·FRID·erici REG·ii PR·incipis POL·oniarum & SAX·oniae CONI·ux CAR·oli VII· ROM·anorum IMP·eratoris FIL·ia.

Unter dem Brustbilde auf dem erhabenen Rande steht der Name des Medailleurs: F. A. SCHEGA.

In Silber ausgeprägt 2½ Loth schwer.

Abgebildet bei Engelhardt a. a. O. Tafel II. no. 3.

3) Ducaten, welche bei Gelegenheit der Vermäh-

lung der Churprinzessin, sowohl am 10. Juni 1747 in München, als auch am 20. desselben Monats zu Dresden, theils verschenkt, theils unter das versammelte Volk ausgeworfen wurden. Die Hauptseite dieser Ducaten enthält in sieben Zeilen die Aufschrift:

FRIDERICI — CHRISTIANI — REG:ii POL:oniarum EL:ectoratus SAX:oniae PRINC:ipis — ET — ANTONIÆ BAVARÆ — CONNUBIUM — MDCCXLVII.

Auf der Rückseite schwebt über dem Abschnitte und einer Landschaft, der beflügelte und bekränzte Hymen zwischen Wolken, in der Rechten die mit Zweigen umwundene Fackel tragend. Ueber demselben die Worte:

SPEI PUBLICÆ.

Erwähnt in P. P. Finauers allgemeinem historischem Verzeichnisse gelehrter Frauenzimmer, Band I. München 1761. Seite 16 und in des Abbé J. G. Baumgarten Verzeichnisse aller bekannten ducatenförmigen Goldmünzen der albertinischen Hauptlinie des sächsischen Hauses. Dresden 1812. Seite 213 unter No. 881.

Abgebildet bei Engelhardt a. a. O. Tafel I unter No. 2.

4) Vermählungsgulden, welche zu München, wie zu Dresden unter das Volk ausgeworfen wurden.

Abgesehen von der Größe sind dieselben den vorgedachten Ducaten ganz ähnlich (1 Loth schwer).

Abgebildet bei Engelhardt a. a. O. Taf. II no. 1.

5) Dergleichen Doppelgroschen: nur in der Größe

von den vorerwähnten Ducaten verschieden (½ Quent. schwer).

Abgebildet bei Engelhardt a. a. O. Tafel I no. 3.

Da übrigens jener Vermählung auch auf zwei bayerschen Medaillen Erwähnung geschieht, welche bei Gelegenheit der gleichzeitig erfolgten Vermählung des Churfürsten Maximilian Joseph von Bayern mit der Chursächsischen Prinzessin Maria Anna ausgeprägt worden sind und diese Doppelverbindung beider hohen Häuser der Nachwelt im Gedächtnisse erhalten sollen, so wird es nicht unpassend erscheinen, auch diese beiden Medaillen hier zu erwähnen.

6) Die erste derselben in Doppelthalergröße fertigte der Medailleur F. A. Schega.

Auf der Hauptseite erscheinen die Brustbilder des nurgenannten Churfürsten von Bayern und seiner Gemahlin, neben einander von rechter Seite und zwar das des Erstern zur Rechten, mit herabhängenden, im Nacken durch ein Band zusammengehaltenen Locken, mit dem Brustharnische über der Kleidung und dem Bande des unter dem Brustabschnitte ersichtlichen bayerschen Ordens, die Churfürstin aber mit über die Schultern herabfallenden Locken im Spitzenkleide und darüber geworfenem leichtem Gewande.

Die Umschrift lautet:

D·ei G·ratia MAX·imilianus IOS·ephus U·triusque B·avariae & P·alatinatus S·uperioris D·ux C·omes P·alatinus R·heni

S·acri R·omani I·mperii A·rchidapifer & E·lector L·andgravius L·euchtenbergae & M·aria AN·na R·egia P·rinceps P·oloniarum & S·axoniae.

Unter den Brustbildern: F· A· SCHEGA F·

Auf der Rückseite ist über dem Abschnitte eine Landschaft mit einem Flusse dargestellt, in der rechts die Sonne aufgeht, über welcher ein, links auf den Höhen jenseits des Flusses ruhender, doppelter Regenbogen sich erhebt, durch welchen sich die Umschrift zieht:

DESIGNANT AMBO SERENUM.

Am Fuße des Berges zur Rechten die Siglen des Medailleurs: F. A. S. Im Abschnitte in drei Zeilen:

BAVARIA DUPLICI CON-
NUBIO FELIX.
MDCCXLVII.

In Silber ausgeprägt 3 Loth schwer. Erwähnt in dem Verzeichnisse der Thalersammlung des Hofraths David Samuel von Madai. Hamburg 1788. unter no. 1450, so wie in dem numismatisch-historischen Leitfaden zur Uebersicht der sächsischen Geschichte nach dem von Teubernschen hinterlassenen Münzcabinete mit einer historisch-literarischen Einleitung von Carl Wilhelm Daßdorf. Dresden 1801. Seite 192, unter no. 1420.

Da nach einer Depesche des sächsischen Gesandten zu München, Grafen von Gersdorf, vom 10. Juni 1747 in Bayern bis zu diesem Tage noch keine Me-

daillen zum Andenken an die hier in Frage stehende Vermählung gefertigt worden waren, so ist anzunehmen, daß vorerwähnte Medaille erst später vollendet worden ist und demnach wahrscheinlich, daß durch den auf selbiger ersichtlichen Regenbogen jenes gleichmäßige Phänomen hat verewigt werden sollen, das am 10. Juni 1747, als am Tage der feierlichen Anwerbung, zu München sichtbar war. (Band I. Seite 29).

7) Die zweite jener bayerschen Medaillen in Speciesthalergröße lieferte der Medailleur J. L. Oexlein.

Auf der Hauptseite erblickt man die gegen einander gekehrten Brustbilder der Neuvermählten und zwar auf der rechten Seite das Brustbild des Churfürsten mit über die Schultern herabfallenden Locken, im Brustharnische, auf welchem das Kleinod des goldnen Vließes ruht, und mit übergeworfenem Gewande, auf der linken Seite hingegen das Brustbild der Churfürstin mit Ohrglocken, perlendurchflochtenem Haarschmucke und über die Schultern herabfallenden langen Locken, in vorn durch eine Brillantschleife zusammengehaltenem Kleide und umgeschlagenem, auf der linken Schulter durch Schmuck zusammengefaßtem Gewande, unter der Umschrift: **MAX**·imilianus **IOS**·ephus **V**·triusque **B**·avariae **D**·ux **EL**·ector ✠ **MAR**·ia **AN**·na **PR**·inceps **R**·egia **POL**·oniarum & **EL**·ectoratus **S**·axoniae.

Unter den Brustbildern unter einer dreifach gekehlten Leiste: I. L. ŒXLEIN. Fecit.

Auf der Rückseite erscheint ein mit Rauten, dem Symbol Sachsens, gezierter, oben zwei sich verbindende Hände darstellender, ovaler Ring, umwunden von der Ordenskette des unten herabhängenden bayerschen Ordens mit der, vier Zeilen bildenden Inschrift:

AVSPICA
TISSIMO
CONNVBIO
IVNCTI

Oberhalb von der rechten zur linken Seite die Umschrift:

VIX CoPVLa DVpLeX rVMpItVr.

deren große Buchstaben römische Zahlen vertreten und zusammengerechnet die Jahrzahl 1747 ergeben.

Unten zu beiden Seiten des Ordens

D· XIII IVN· — MDCCXLVII.

In Silber ausgeprägt 1½ Loth schwer.

Aufgeführt in vorgedachtem numismatisch-historischen Leitfaden 2c. Seite 192 unter no. 1419.

8) Medaille von dem berühmten F. G. Du But, etwas größer als ein Thaler.

Diese trefflich gearbeitete, zum Andenken an die Aufnahme Maria Antonia's unter die Mitglieder der Academie der Arcadier zu Rom ausgeprägte, höchstseltene Medaille zeigt auf ihrer Hauptseite das Brustbild der Churprinzessin von rechter Seite, geschmückt mit dem Diadem über kurzen Locken, so wie mit langen,

auf dem Scheitel durch eine Perlenschnure in einen Knoten geknüpften, im Nacken aber mit Perlenschnuren durchflochtenen, über die Schultern herabfallenden Locken, in leichtem, auf der rechten Schulter durch eine Spange zusammengehaltenem Gewande unter der Umschrift: MARIA ANT.onia BAV:ara REG.ia P.oloniarum ET. E.lectoratus SAX.oniae PR.inceps.

Unterhalb des Armschnittes: F. DU BUT F.ecit.

Auf der Rückseite erscheint die Churprinzessin in griechischem Gewande als Thalia auf Wolken schwebend, den Blick nach oben richtend, in der Rechten über einer auf ihrem Schooße ruhenden Lyra ein Notenblatt haltend und mit der Linken ein, zu ihrer Seite aufgeschlagenes, auf dem Gewande und den Wolken ruhendes Buch berührend, während ein hinter ihr aus den Wolken emporschwebender, bekränzter Genius im Begriff steht, ihr einen Lorbeerkranz aufzusetzen, unter der Umschrift:

MENTE MANV VOCE
PHOEBO DIGNA.

Unten die Anfangsbuchstaben der Vor- und Zunamen des Medailleurs: F. G. D. F.ecit.

Abgebildet bei Engelhardt a. a. O. Tafel II. no. 4.

In Silber 2 Loth schwer.

9) Medaille in Doppelthalergröße auf die, durch die Reichs- und österreichischen Truppen, am 4. September 1759 erfolgte Eroberung der Stadt Dresden

und die dadurch zugleich bewirkte Befreiung der königlichen Familie, unter der Maria Antonia sich befand, gefertigt von A. Widemann.

Auf der Hauptseite erscheinen die Brustbilder des Kaisers Franz I. und der Kaiserin Maria Theresia neben einander von rechter Seite und zwar das des Kaisers zur Rechten der Kaiserin, mit über die Schultern herabfallenden Locken, gekrönt mit einem Lorbeerkranze, in voller Rüstung, mit dem Ordensbande des goldnen Vließes, dessen Kleinod auf dem umgeschlagenen Hermelinmantel ruht, das Brustbild der Kaiserin hingegen mit dem Diadem, im Schuppenharnische und mit Spitzen besetzter, mit Schmuck gezierter Kleidung und umgeworfenem Hermelinmantel, unter der Umschrift:

FRANCISCUS M:aria THERESIA

AVGG: (Augusti).

Unter den Brustbildern die Namen des Medailleurs: A. WIDEMANN.

Auf der Rückseite ruht zur rechten Seite, linkwärts gekehrt, ein bärtiger Flußgott, welcher seine Rechte auf eine Urne stützt, aus deren mit dem Worte: **ALBIS** überschriebener Mündung die Elbe fließt, mit seiner Linken hingegen ein Steuerruder hält, befreit von der mit Fesseln versehenen Kette, welche zu seinen Füßen liegt; hinter ihm zu seiner Linken steht eine, die Stadt Dresden vorstellende, mit einer Mauerkrone geschmückte, weibliche Figur in römischer Tracht, welche in ihrer

Linken eine mit Fesseln versehene, zerrissene Kette hält, deren übrige Theile zu ihren Füßen liegen, mit ihrer Rechten aber sich auf ein, mit dem Wappen der Stadt Dresden versehenes, ovales, der Länge nach in zwei Felder getheiltes Schild stützt, das rechts (im goldnen Felde) einen aufgerichteten, zum Kampfe fertigen, (schwarzen) Löwen von linker Seite, links hingegen (im schwarzen Felde) zwei (goldne) Pfähle darstellt, zur linken Seite aber, als ihr Befreier, ein Krieger in römischer Rüstung, gestützt auf die mit der Linken erfaßte Lanze, unter der Umschrift:

DRESDA RECEPTA FAMILIA
REGIA LIBERATA.

Im Abschnitte in drei Zeilen:

ARMIS IMPER.atoriis ET AVSTR.iacis
DIE IV. SEPTEMBRIS
MDCCLIX.

In Silber 2½ Loth schwer.

Erwähnt in obengedachtem numismatisch-historischen Leitfaden 2c. Seite 201 unter no. 1479.

Ein silbernes Exemplar dieser Medaille, aus welchem sich ergiebt, daß der Stempel der Hauptseite bei dem Abprägen zersprungen ist, befindet sich im königlichen Münzcabinete zu Dresden.

10) Medaille mit derselben vorerwähnten Rückseite, aber mit veränderter Hauptseite, zu deren Anfertigung

der Medailleur sich veranlaßt sah, nachdem der Stempel der Hauptseite vorbeschriebener Medaille zersprungen war.

Die Hauptseite dieser Medaille unterscheidet sich von der der vorbeschriebenen nur dadurch, daß hier die Kaiserin blos in gestickter, am Saume jedoch mit reicherem Schmucke gezierter Kleidung dargestellt, die Umschrift etwas kleiner und in selbiger nach M. und AVGG. nur je ein Punkt, so wie unter den Brustbildern, bei dem Vornamen des Medailleurs A WIDEMAN, nach dem A kein Punkt angebracht ist.

In Silber 2½ Loth schwer.

Erwähnt und abgebildet in den Schau- und Denkmünzen, welche unter der glorwürdigen Regierung der Kaiserin Königin Maria Theresia geprägt worden sind. Erste Abtheilung. Wien 1782. Seite 176.

11) Medaille auf den im Jahre 1764 wiederhergestellten Wohlstand Sachsens, von dem Medailleur Oexlein, in Doppelthalergröße.

Sie stellt auf der Hauptseite die drei Grazien in leichten Gewändern, nebeneinander stehend dar, deren jede eine, sie mit ihrer nebenstehenden Schwester verbindende Blumenguirlande, sowie einen ovalen Medaillon hält und zwar die mittelste einen Medaillon mit dem Brustbilde des jungen Churfürsten Friedrich August von rechter Seite, die rechts stehende einen Medaillon mit dem Brustbilde Maria Antonia's von rechter Seite, die links stehende hingegen, einen solchen

mit dem Brustbilde des Prinzen Xaver von linker Seite. Ueber den Grazien als Umschrift:

TRINVM GRATIOSVM

unten zur linken Seite auf dem Fußboden: ŒXLEIN. f. In der Mitte des Abschnittes das mit dem Churhute bedeckte chursächsische Wappenschild, rechts mit Blumen- und Lorbeerzweigen, links mit einer Blumen- und Weinranke geziert.

Auf der Rückseite steht die Göttin des Friedens, in leichtem Gewande, mit ihrer Rechten den auf den Fußboden aufgestellten Friedensstab (Caduceus), mit ihrer Linken ein Füllhorn haltend; hinter ihr erblickt man eine weidende Heerde, in der Ferne die Elbe mit der Ansicht von Dresden. Unten zur linken Seite des Medailleurs Monogramm: Œ. Die oberhalb ersichtliche Umschrift enthält den Vers:

ASPICE VENTVRO LAETENTVR
VT OMNIA SAECLO.

Im Abschnitte:

MDCCLXIIII.

Wiegt in Silber ausgeprägt 1½ Loth.

Erwähnt in obgedachtem numismatisch-historischen Leitfaden ꝛc. Seite 208 unter no. 1532 und in dem angezogenen Verzeichnisse der Thalersammlung des Hofraths David Samuel Madai, unter no. 1796.

12) Spielmarke der Churfürstin Maria Antonia, ungefähr in der Größe eines Drittelthalers, v. J. 1771.

Auf der Hauptseite derselben erblickt man die Buchstaben: **M** und **A** in Form eines Monogrammes übereinander gestellt unter einer königlichen Krone, umgeben von dem Ordensbande des Sternkreuzordens, dessen Insignien unten zwischen der von einem achteckigen Sterne festgehaltenen Schleife herabhängen.

Auf der Rückseite erscheint Fortuna mit einem Schleier, wie sie so eben einen Ball in die Lüfte geworfen, den ein ihr gegenüber stehender, kleiner, beflügelter Genius auffangen zu wollen scheint.

Oberhalb die Umschrift:

CE N'EST QU'UN IEU.

Unten im Abschnitte die Jahrzahl:

MDCCLXXI.

In Silber ausgeprägt $^{11}/_{32}$ Loth schwer.

Erwähnt in obengedachtem numismatisch-historischen Leitfaden ꝛc. Seite 214 unter no. 1571 und in dem Verzeichnisse der v. Leyserschen Münzen ꝛc. Leipzig 1791 S. 479 unter no. 1358.